

Quarante-Neuvième année - Nº 14754 - 7 F

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Stage The Stage Stage

AND MARKET PROPERTY.

Spart per stagette generalle ficht banden.

BORNER OF THE STATE OF THE STATE OF

grafi, gafti, die Gefrage og freder i steller och i til

MARKET THE SECTION OF THE PARTY OF

المناصرة والمراجعين في الراجعين فيهور في

Bridge Bridge Bridge a married a

Marine or appropriate to a sec-

The second second

CANAL MARKET FIRST YELLOW

A ABOUT TO THE PARTY OF THE PAR

the state of the state of

Section States See March 1 177

A SECURITY SHE SE And the State of the second The state of the state of the state of

THE REAL AND SHIPS IN THE

And the same of th

AND THE PERSON OF THE PERSON O

Market the

AND SPACES

Property of the second

MAIN TO THE

**建设在** 

A 2400

निवृद्धने क्षात्रका सेवन 🖚

AND STATE OF THE PARTY OF THE P

PACIFICAL MESTING TO THE

### Tchécoslovaquie : la fin d'une époque

((S) Havel n'est pas élu, ce n'est pas la fin du monde », affirmait il y a quelques jours un responsable nationaliste slovaque. Certes, mais c'est sans doute la fin de la Tchécoslovaquie. Et c'est surtout la fin d'une époque, même si d'éventuelles négociations permettront peut-être à M. Vaclav Havel de se maintenir, encore quelques mois, à la tête d'une fédération mori-

Cette époque, c'est celle de l'immédiat post-communisme, qui vit émerger, du jour au lende-main, toute une classe de nouveaux dirigeants atypiques, pour la plupart des intellectuels aguerris à la résistance contre la dictature mais peu préparés à l'exer-cice du pouvoir. Certains, comme l'ouvrier Lech Walese en Pologne, se sont jetés dans le nouveau jeu démocratique avec la même combativité qu'ils avaient manifestée contre les communistes et, en allant au charbon, s'y sont un peu saii les

HAVEL, quant à lui, prit

I ses fonctions avec plus
de hauteur et jous, pendant deux
ans, le rôle très moral du père
dans une société désorientée –
après l'éclatement brutal du carcan communiste – dont il disait
qu'elle se trouvait dans « un état
post-pénitantiaire ». Ses post-pénitentiaire ». Ses « Conservations de Lany », l'émission radiodiffusée dominicale au cours de laquelle il avait pris l'habitude de s'adresser à ses compatriotes, étalent très révélatrices de son style. Il se-voyait, du moins au départ, comme un horme de transition, le temps qu'apparaissent « de nouvelles personnalités politi-ques » adaptées à des conditions plus normales.

Ce rôle fut difficile à tenir, et les difficultés que la société tchécoslovaque dut affronter, ces deux demières années, auraiem parfois requis davantage de fermeté que de philosophie. Mais M. Havel accomplit sa tâche avec une grande dignité, et. și ce n'était son échec en Slovaquie, il serait sans doute encore président pour de longues années, tant sa popularité est restée grande auprès des Tchèques. Tout indique d'ailleurs que ces derniers vont à présent nourir un fort ressentiment à l'égard des Slovaques pour les avoir privés

A U vu de l'évolution politi-que dans son pays, M. Havel peut concevoir quelque amertume. S'il est personnelle-ment populaire, ses idées sont loin d'avoir triomphé, y compris en Bohême-Moravie : ses amis politiques, intellectuels et anciens dissidents comme lui, ont été laminés aux demières élections, et il a dù s'avouer vaincu sur des questions qui posaient de vrais problèmes moraux, comme celui de l'épura-

Faute d'avoir créé un véritable appareil, probablement par dégoût des structures héritées de l'époque communiste, M. Havei a laissé s'éroder le pou-voir présidentiel et n'a pas eu les moyens d'accomplir un vrai travail politique. Les personnalités qui ont émergé ne sont sans doute pas celles qu'il appelait de ses vœux : M. Vaclav Klaus, le nouveau premier ministre tchèque, partisan de l'efficacité avant tout, ne partage guère la philosophie humaniste d'un Havel sans parler du dirigeant nationa-liste slovaque Vladimir Meciar. C'est aussi une des leçons du post-communisme : en délaissant la politique « réelle », les intellectuels se sont laissé déposséder du pouvoir.

Lire les articles de SYLVIE KAUFFMANN et MARTIN PLICHTA page 22



### Tout en cherchant à stimuler l'économie mondiale

# Le groupe des Sept réexamine l'aide aux pays de l'Est

Le sommet des sept pays les plus industrialisés - le G7 regroupe les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagrie, l'Italie et le Canada - aura lieu du 6 au 8 juillet à Munich. Les difficultés de l'économie mondiale sont à l'ordre du jour, mais aussi la situation des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. L'Allemagne, puissance invitante, veut délivrer un message « de confiance et d'optimisme» et souhaite que les Sept s'entendent sur des mesures «concrètes». Nous concluons, avec la France et le Canada, notre enquête sur la situation économique des pays riches (e le Monde » des 30 juin, 1-, 2, 3 et 4 juillet).

### La métamorphose française

par Alain Vernholes

C'est une France métamorphosée qui va participer au sommet de Munich aux côtés des autres grands pays industrialisés. Métamorphose qui laisse apparemment indifférente une opinion publique inquiète de la montée du chômage et de la faiblesse de l'activité, alors même que les performances économiques de la France, le bonne gestion de ses affaires sont saluées et reconnues à Pétranger comme dans les grandes instances internationales. La vision change presque totalement en franchissant les frontières.

A Munich, la France se présentera comme le bon élève de la classe, celui qui a réussi tous ses concours et pourrait dès maintenant

entrer sans coup férir dans l'Union économi que et monétaire (UEM). Les difficultés du moment, qui sont sérieuses, notamment pour ceux qui cherchent en vain un emploi, font oublier les formidables progrès accomplis ces

Peut-être faudrait-il purler de changements plutôt que de progrès puisqu'un certain nombre de Français - et parfois des économistes réputés - se mettent à regretter les années 60 ou 70, années d'inflation, de bas taux d'intérêt, de progression rapide du pouvoir

Lire la suite page 19 et les articles CERIC LE BOUCHER et PAUL FABRA

# Nigéria, géant incertain

Des élections ont lieu le 4 juillet et les militaires devraient bientôt passer la main. Mais une grave crise hypothèque l'avenir

de notre envoyée spéciale

Une fois de plus, le flot des véhicules s'est immobilisé. Comme d'habitude, sugis d'on ne sait où, de pauvres hères sont apparus sur la rocade, proposant jus de fruits, journaux et autres bricoles aux automobilistes, barricadés dans leurs voitures de peur des agressions. Cette fois, on pouvait même faire l'emplette de planches à repasser.

Vendre. Telle est l'urgence chaque jour, dans l'attente d'unlendemain incertain. « Who knows tomorrow? » (qui connaît demain?) : cette inscription, qui tient lieu de décoration à l'arrière d'un bus poussif et

bondé, le Nigéria pourrait en faire sa devise. Sept coups d'Etat en trente-deux années d'indépendance, une période faste (fin des années 70 - milieu des années 80) suivie d'une récession et de flambées de violence meurtrières, un potentiel sans cesse mis en avant mais jamais exploité (environ 90 millions d'habitants - un Africain sur cinq est nigérian -, des ressources extraordinaires, une pluviosité non négligeable), tout cela a convaincu les Nigérians de l'imprévisibilité de leur pays. Pour le meilleur comme pour

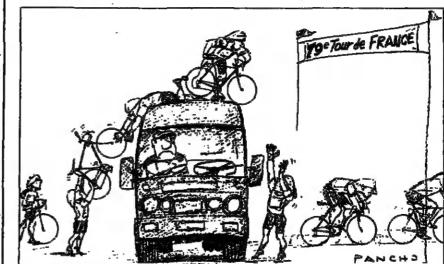
le pire, tout peut arriver. MARIE-PIERRE SUBTIL

### Lire la suite page 5

### Après l'échec des négociations sociales

# Le gouvernement est enclin à la fermeté face aux routiers

Les manifestations des chauffeurs routiers qui se poursuivent depuis le 29 juin continuaient à paraiyser gravement le trafic, en début de week-end, sur les routes encombrées par les départs en vacances. Samedi 4 juillet au matin, on recensait quelque cent quarante barrages sur l'ensemble du réseau, et des difficultés d'approvisionnement, notamment en carburant, étaient constatées en plusieurs endroits. Les négociations engagées à la demande du premier ministre avec les représentants des chauffeurs et des transporteurs ont échoué. Un prochain rendez-vous a été pris pour jeudi 9 juillet, mais le gouvernement est enclin à faire preuve de fermeté.



### M. Bérégovoy à l'épreuve du feu

par Patrick Jarreau

ficieront pas, non plus, d'un traitement de

Trois mois après sa nomination à la tête du gouvernement, M. Pierre Bérégovoy affronte, avec les routiers, sa première vraie épreuve du feu. Il a choisi la fermeté en appelant «chacun» à «assumer ses responsabilités devant l'opinion», en précisant que «le gouvernement s'emploie à assurer la sécurité d'approvisionnement du pays» et en réaffirmant que le permis à points est « une mesure d'intérêt général, dont l'application ne sera pas retardée ».

La seule concession faite aux camionneurs a été de suspendre la prise en compte des disques enregistreurs de ritesse pour le constat des infractions, afin de rétablir l'égalité entre tous les usagers. qui seront ainsi soumis aux mêmes procédures de flagrant délit. Les « professionnels» de la route ne seront pas soumis à une surveillance plus étroite que les automobilistes « ordinaires », mais ils ne béné-

Le gouvernement a tenté de déplacer le conflit, cristallisé sur le permis à points, vers le problème des conditions de travail des routiers. La négociation tripartite syndicats, transporteurs, pouvoirs publics ouverte vendredi soir, avait pour objet d'aborder ces questions, en mettant au premier rang celle de la formation et celle des primes, dans la mesure où ce mode de rémunération à pour effet d'inciter les routiers à dépasser les vitesses autorisées. Elle n'a pas abouti dès lors que les représentants syndicaux en attendaient une «ouverture» sur le permis à points, mais une prochaine rencontre est prévue pour le 9 juillet. Le gouvernement peut faire valoir, à bon droit, qu'on ne peut pas lui reprocher à la fois de ne pas négocier et. lorsqu'il le fait, d'agir de façon improvi-

Lire la suite et nos informations page 7

### Echec de lord Carrington à Sarajevo

De violents combats ont eu lieu dans la capitale bosniaque quelques heures après la visite de l'émissaire européen

#### Un entretien avec M. Art Ahmed «L'armée est responsable des désastres qu'a connus notre

pays», nous déclare le secrétaire général du FFS algérien

### Le service militaire supprimé en Belgique

Par souci d'économie et d'équité, le gouvernement belge a prévu la suppression de la conscription à partir de janvier

### Un manifeste pour la langue française

Deux cent cinquante personnalités demandent à M. Mitterrand de réagir contre « le tout-anglais »

### Le «oui» de M. Chirac à Maastricht

Il devait se prononcer, à titre personnel, devant plus de deux mille cadres de son parti réunis à Paris

#### Le président du RPR au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Chirac invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche de 18 h 30 à 19 h 30

# YANN QUEFFELEC

## PRENDS GARDE AU LOUP

"C'est dans le portrait d'un adolescent qu'il manifeste ici son talent avec une façon bien à lui de pénétrer dans le cœur du rêve!"

**RENÉ DE CECCATTY** - LE MONDE



#### des salaires. Lire page 2 l'article

de JEAN-MICHEL NORMAND

Il y a quarante ans, la

création de l'échelle mobile

CHRONIQUE DES MARCHÉS

monétaire et obligataire se Matières premières se Marché international des capi-

HEIRES LOCALES

page 20

#### Les mécomptes de Briancon

Situation budgétaire difficile pour Briançon (Hautes-Alpes), qui doit faire face à un endettement important. Selon le maire, récemment élu, « la ville est en état de cessation de paiement ». Des propos que conteste l'ancien élu socialiste, M. Robert de Caumont, Lire page 9

le reportage de GUY PORTE

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ETRANGER: Algéria, 4,50 DA; Muroc, 8 OH; Turisia, 750 m; Allamagna, 2,50 CM; Auricha, 25 SCH; Belgiqua, 40 FB; Canada, 2,25 S CAN, Amilies/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 455 F CFA, Canemart, 14 KRD, Espagna, 190 PTA; G.B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlanda, 1,20 E; Italia, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRH; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (others), 2,50 S

Le Monde

RELIACTIUM ET SIEGE SOCIAL 15 RUE FALGUIÈRE, 15501 PARIS CEDEX 15 Téi (1), 40-65-25-25 Téies (1), 40-65-25-29 Téles 206.806 F

ADMINISTRATION:

PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-50-30-10
Télex: 261.311 F

Cone sa la SARL le Monde Durei de la sucrete ; ichi sil. 3 compter du 10 décembre 1944,

620 000 F

Principale: Associés de la société : Société civile Les Rédacteurs du *Monde »*. Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du *Monde*. Le Monde-Entreprises.

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Michel Cus, directeur général Philippe, Dupuis, directeur

Fél. (1) 46-62-72-72 Teles. MONDPUB 634 128 F Télés: 46-63-98-73. Société filiale s SARL la Mandret de Médias et Réges Europe

Imprimeria du Monde (12. r. M. Gunsbourg 94852 IVRY Codex

Commission peritaire des journaux et publications, n. 57 437 ISSN . 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

foradignamento du les microfilms e inder de Monde de (1) 40-65-29-33

TELEMATIQUE

**ABONNEMENTS** 

place Hubert-Beuve-Mery, 94852 IVRY SUR-SEINE CEDEX.

ARIF

PRENE

łów ż

die :

\* 670 t

Tel (1) 49-60-32-90

PETCHORE

572 F

1 113 F

Zude F

EIRANGER:

par voie aérienne

carit sur demande.

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

a l'adresse ci-dessus

Ju par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Chaugements d'adresse définitifs on provisoires : nos aboanés sont invités à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en ind quant leur auméro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DUREE CHOISIE

Le Monde

Comité de direction : cques Lecourne : gérant recteur de le publication Bruso Preppar lirecteur de la rédaction Jacques Gulu

Rédacteurs en chef

Jamel VA no:

Noa:

Ad: 3366

CEE

790 F

# La création de l'échelle mobile des salaires

MA UJOURD'HUI, nous stickensons 140 to de la production d'arant la guerre et invans des etaloges gar-nts de marchandises qui sollicitent l'achetela (). Voilà pourquoi les travailleurs demandent, avec un calme qu'il faut reconnaître. l'échelle mobile. Encore souhai-tent-ils une échelle mobile loyale, efficace et capable de redresser leur pourour d'achat sans mettre l'économie en difficulté. Trois juurs après le lancement, le 29 mai 1952, du fameux emprunt Pinay indexe sur l'or, Fernand Pinay indexe sur l'or, Fernand Bouxous, député MRP réclame une autre indexation, celle des salaires. « Nous constatons un fait difficilement admissible, lance-t-il dans l'hémicycle. Le souscripteur de l'emprunt est beaucoup mieux truité. Il a beaucoup plus d'avantages que le travailleur, qui vit avec son petit sulaire, avec son minimum interprofessionnel. »

Ce jour-là. l'Assemblée nationale votera une nouvelle fois le projet d'indexation du « salaire projet o indexation du «sainte minimum interprofessionnel garanti» (SMIG), autrement dit l'échelle mobile. Mais les députés devront attendre le 8 juillet et passer outre les réticences du Conseil de la République – qui redeviendra le Sénat en 1958 – pour que la loi soit enfin votée après que le gouvernement d'An-toine Pinay ent mis son existence dans la balance.

L'échelle mobile! Depuis la disparition des derniers tickets de rationnement, cette revendication était devenue le cri de ralliement des syndicalistes de la CGT, de Force ouvrière et de la CFTC. La loi de 11 février 1950 créant le SMIC a dit rapidement montré ses fruittes bien que ses effets induits dans les branches professionnelles, tenues d'ajuster leurs rémunérations, n'aient pas été négligeables. En effet, son évolution ne dépendait que du bon vouloit du gouvernement, libre ou non de répercuter la hausse des

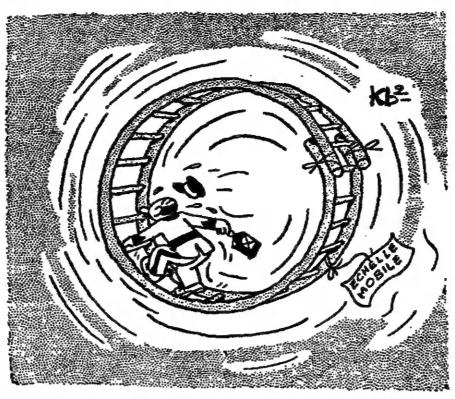
Or a ec la déterioration du climat international (le déclenche-ment de la guerre de Corée avait pousse les États-Unis à financer leur effort militaire par une forte création monétaire). l'inflation était devenue galopante. En France, l'INSEE fait état d'une hausse de 11 % du coût de la vie en 1950 et de plus de 20 % en 1951. Avec une progression des prix de près de 2 % par mois, le « smigard » était payé en monnaie de singe. Fixé à 100 francs par heure en septembre 1951 en région parisienne (1) après que le iuvernement Pieven eut act d'anticiper sur le rythme de l'in-flation et de l'augmenter de 15 %, le salaire minimum est, en janvier 1952, dépassé par les prix. Dans ces conditions, affirme la CFTC. l'indexation du SMIG apparaît comme une « requête de justice sociale, à laquelle aucune considération économique ne peut venir valablement s'opposer ».

Les débats sur l'échelle mobile atimentent les polémiques. Pour la CGT, les choses sont claires : elle revendique » l'échelle mobile elle revendique « l'échelle mobile où il n'y a pax à discuter, où il suffit de constater l'évolution des indices de référence et d'appliquer aux salaires les régles de variation préétablies. Une perspective qui effarouche patronat et pouvoirs publics, qui voient dans un tel mécanisme un puissant levier inflationniste En juillet 1951. René Mayer, président du conseil René Mayer, président du conseil désigné (il n'obtiendra pas l'investiture), s'inquiète devant l'Assem-blée de voir se développer « une psychose permanente d'instabl-lité . En echo à ces inquiétudes, l'Association des producteurs de blé exige lors du congrès national des exploitants agricoles de jan-vier 1952 a une échelle mobile des prix agricoles v.

#### Un «système d'avertissement »

production. Mais la confédération production. Mais la confederation reste ferme sur le principe de l'indexation. « C'est trop commode de venir nous dire aujourd'hui que l'échelle mobile nous mêne à l'inflation et à la ruine de la monnute. Nos censeurs feraient bien de se demander pourquoi its n'ont pus réagi en temps utile contre la hausse des prix qu'ils unt luissé veni, si pratique, si qui nous met naturenam dans l'ibligation de eclame, i echelle nobile estime Plesse Nombejes, societaire confèderat de FO.

En fait, le déhat porte moins sur le principe de l'échelle mobile



Le dessin de la semaine du Canard enchaîné daté du 16 avril 1952.

que sur le mécanisme à mettre en œuvre. Le gouvernement d'Edgar Faure propose début 1952 un a système d'avertissement e. Après constatation d'une inflation égale à 5 %, le SMIG serait relute dans les mêmes proportions mais après un « délai de reflexion. d'un mois permettant aux pouvoirs publics d'agir sur les prix. Cette formule d'indexation différée est adoptée le 26 février 1952 par les députés (353 voix pour 246 voix contre), mais elle échoue devant le Conseil de la Républi-

Chef du gouvernement depuis le 8 mars, Antoine Pinay repreud le tlambeau. Décidé à casser la spirale inflationniste qui ruine le franc et fait plonger le déficit budgétaire, il a vite compris qu'une échelle mobile dont les barreaux seraient suffisamment espacés constituerait un atout maieur pour sa politique économique, en jouant un rôle de garde-fou des salaires. Utilisé à dose homéopathique, le principe de l'indexation revient in fine à des rémunérations. L'échelle mobile devient rapidement un axe essentiel de la stratégie du gouvernement, qui réactive le projet du cabinet Faure et obtient de l'Assemblée nationale d'en ajourner l'examen jusqu'au 29 mai, après la rentrée parlementaire.

effets. De mars à juillet, l'indice des prix passe de 148,5 à 142,8. rompant avec la progression effré-Le projet de tot est devenu crédi-ble. Son exposé des motifs est sans ambiguité ... Le gouvernenem destre conformement à la declaration d'investiture, garantir dans un climat de confiance monetaire le pouvoir d'achat réel des travailleurs par la stabilisation des prix. C'est la meilleure formule d'assurance qui puisse être donnée aux saluriés. »

#### Autoine Pinay pose la question de confiance

Le 29 mai. alors que la CFTC ut FO, parfois débordées par la CGT, qui participe activement aux manifestations contre la venue du général Ridgway (le blonde daté 31 mai-1« juin), orga-nisent une journée d'« action», Antoine Pinay exost une déther Antoine Pinay reçoit une déléga-tion de FO conduite par son secrétaire général, Robert Bothereau, qui réclame « l'égalité de traitement avec les souscripteurs de l'emprunt. Puisque vous êtes sûr du succès final de la baisse [des prix], vous ne devez pas redouter les consequences inflationnistes d'une véritable échelle mobile ». Le président du conseil se contente de promettre un nou-veau train de baisse des prix et Entre-temps, l'a expérience Pinay a produit ses premiers l'a expérience produit ses premiers l'air de basse des prix et s'engage à lutter avec énergie contre les a hausses injustifiées a de produits alimentaires.

Présenté par Pierrre Garet, le ministre du travail, le projet de loi stipule que la revalorisation automatique du SMIG interviendra dès que le coût de la vie (cal-culé selon un panel de prix expri-mant la « consommation famillale a Paris ») progressera de 6 %. Un délai de réflexion de deux mois est prévu, sauf en présence d'un dérapage d'au moins 10 %, et, si les prix baissent, le salaire minimum devra suivre le mouvement. Antoine Pinay, en effet, a pris soin de préciser qu'il ne s'agit pas de réglementer l'a augmentation a du SMIG, mais bien su a carration »... Le texte indique toutefois que, après chaque revalorisation du salaire minimum, chaque branche d'activité devra réunir sa commission mixte (pouvoirs publics, patronat, syndicats) afin de réviser les accords de salaires

Le projet est adopté le 3 juin, malgré l'opposition des socialistes comme des communistes, qui dénoncent un « semblant d'échelle mobile », et l'hostilité d'une partie de la droite. Trois semaines plus tard, les sénateurs repoussent à une courte majorité ce même texte amendé par la gauche, le MRP et quelques RPF (le parti du général de Gaulle est alors en pleine implosion). Le gouvernement Pinay tient bon, mais il décide de présenter un projet sen-siblement remanié. La notion de « variation » du SMIG est rempla-

cée par celle d'« augmentation », le seuil de déclenchement de l'indexation est ramené de 6 % à 5 % et le délai de réflexion est supprimé sous réserve d'un palier de quatre mois entre deux revalorisations.

Socialistes et communistes maintiennent leur refus. Réforme « de gauche », l'échelle mobile, assurent-ils, est dévoyée. Robert Coutant (SFIO) s'inquiète devant un a projet de régression sociale ». « C'est une falsification : le contenu du flacon n'est pas conforme à l'étiquelle », s'exclame pour sa part le député commu-niste Marius Patinaud, qui dénonce un « blocage légal des salaires ». Le radical Lucien Degoutte vient au secours du gou-vernement en rappelant qu'en 1936 la délégation des gauches, regroupant socialistes, commu-nistes, radicaux et syndicalistes de la CGT réunifiée, avait convaincu Léon Blum de renoncer à l'échelle mobile pour ne pas hypothéquer la santé slageolante du franc. « Au-delà de certaines limites raisonnables », l'échelle mobile « ne constituerait plus cette garantie supplétive que réclament les sala-ries, mais une cause d'inflation », martèle Antoine Pinay. Décide à en finir, il pose la question de confiance. Le 8 juillet, la confiance est votée par 267 voix contre 216. « M. Antoine Pinay l'a emporté, rapidement et sans effort. devant une Assemblée nationale que la crise ouverte du RPF intéressait beaucoup plus que la possibilité d'ouvrir une crise gouvernementale à quatre jours des vacances parlementaires », relè-vers le Monde dans son édition datée du 10 juillet.

#### Rigueur et désindexation

Malgre ses lacunes évidentes, la loi du 8 juillet 1952 aura permis de donner une véritable consistance au salaire minimum en pré-voyant que sa revalorisation obci-rait à un mécanisme d'indexation minimal. Mais les années qui suivront confirmeront l'insuffisance de ces règles du jeu. Comme beaucoup le pressentaient déja en 1952, l'échelle mobile des salaires n'est pas en soi une garantie de pouvoir d'achat. Fixé à 5 %, le seuil de déclenchement s'avera beaucoup trop élevé au regard d'une hausse des prix qu'il aura contribué à rendre de plus en plus modérée. Au bout de cinq ans, le SMIG accusait un retard de 11 % par rapport au pouvoir d'achat du ter moyen. Li loi du 16 juin 1957, ramenant de 5 % à 2 % le déclenchement de l'échelle mobile, permettra à peine de combler ce retard.

Avec la transformation, en 1970, du SMIG en SMIC (salaire minimum de croissance) et l'introduction d'une clause prévoyant une garantie de pouvoir d'achat. la situation s'améliorera, mais l'évolution du salaire minimum restera largement tributaire des décisions politiques, comme on le verra surtout entre 1981 et 1983.

Le tournant de la «rigueur» de 1983-1984 a fréquemment été considéré comme le point de départ d'une désindexation des salaires. En réalité, ce n'est pas le principe de l'indexation mais plutôt la pratique consistant à devancer la hausse des prix qui a été mise à mal. Du reste, ce coup d'arrêt est intervenu sans qu'il soit nécessaire de modifier le mécanisme de revalorisation du SMIC (dont l'évolution, ces dernières années, n'en a pas moins pris du retard par rapport au salaire moyen). Le montant du SMIC atteint, en juillet 1992, 5 758 francs par mois.

Aujourd'hui, le pouvoir d'achat des salariés dépend de plus en plus de l'élévation du niveau de qualification, de l'évolution des prix et du niveau du chômage, el beaucoup moins qu'auparavant des augmentations générales des salaires. Depuis le milieu des années 80, la « culture d'inflation » traditionnellement ancrée dans les comportements des acteurs économiques a été sérieusement battue en brèche. En 1952, Antoine Pinay – auquel le premier ministre actuel, Pierre Bérégovoy, ne dédaigne pas d'être comparé – ne cherchait pas autre chose.

### JEAN-MICHEL NORMAND

(i) Jusqu'en 1968, la valeur du SMIG a à pas été ideutrque sur tout le terri-toire. Paris et Marseille représentaient les zones où sa valeur était la plus élevée. Ailleurs, un abattement variable était appliqué.



of the recording

Carlotte State of the Control of the مزروما والماسات

# **ETRANGER**

Le sommet du G7 à Munich

# M. Helmut Kohl souhaite que les Sept s'entendent sur des mesures « concrètes »

de menaces, donne des ⊈ grands » une image d'impuissance. Les gouvernements se révèlent incapables de dynamiser une reprise économique atone tandis que leur faiblesse à intervenir utilement est illustrée par les morts croates et bosniaques. C'est pourquoi l'Allemagne, puissance invitante du sommet des sept plus grands pays industrialisés (le groupe des Sept ou G7) qui se tiendra à Munich du dimanche 5 juillet au mercredi 8 juillet, va s'attacher à délivrer un message « de confiance at d'optimisme ». seion M. Horst Koehler, secrétaire d'Etat aux finances et «sherpa» (conseiller spécial) du chancelier Kohl.

vile des salaires

Same to the same of the same

可能的 海绵 動物 山水形台

y the you to disting in a list of

Marie Committee Committee Committee

強制性の 1 年の機関を発われて ませい いっ

医免疫性 医神经性 在上京

The state of the state of the state of the

小型性性 松松 好 新沙拉斯 二

المنافق المنافقين المنافقين المنافق ال

And the second of the time the second the second

Appendige Problem with a Train of the

TO THE ADMINISTRATION OF THE PARTY OF THE PA

All the state of t

agrified that the state of the state of

Berging of the property of the second second

高级高级工作 使用动物 化管子工作

A CONTRACTOR OF SECURITY OF THE PROPERTY OF TH

white with the state of the sta modely the weather the 

The state of the s

Single programme in the state of the state o

the state of the second

Record Records

THE PROPERTY OF THE PROPERTY O

the second section of

......

the the section of the last

Wilder ...

Marie Alexander alexander of

Martin State States of the

FRANCFORT

de notre correspondant

Peu d'observateurs s'attendent à des résultats spectaculaires au som-met de Munich. « Le président Bush, en campagne électorale, est mobilisé par ses problèmes intérieurs et, à l'Est, les conditions pour les solutions économiques ne sont pas mures », résume un banquier de Francfort. Conscient des obstacles, M. Helmut Kohl va insister pour que le « présidium des grands » s'entende sur des mesures concrètes ». Le sommet de Munich n'apportera certainement pas de baisse concertée des taux d'intérêt ni n'engagera des mil-liards d'aides pour M. Eltsine. Il pourrait en revanche décider d'une série de mesures moins voyantes mais efficaces, comme la création commune d'une commission chargée de la sécurité des centrales nucléaires de l'Est. Le multilatéralisme doit passer, si l'on veut, de la macro économie à la micro écono-

1.000

L'ordre du jour comprendra quatre sujets, a expliqué M. Koehler lors d'une conférence de presse à Bonn, le 2 juillet. La situation économique mondiale d'abord, carac-térisée par une reprise plus incertaine qu'on l'avait cru au début de l'année. La locomotive américaine ne redémarre pas vraiment et il expliquant que la reprise était fai-

des taux d'intérêt, décidée jeudi par la Réserve fédérale, parvienne, plus que les précédentes à relancer la machine. Dans ces conditions, chacun attend des autres une minirelance et les espoirs comme les critiques se sont reportés vers le Japon et vers l'Allemagne,

Exprimant une opinion partagés par les Français et les Britanni-ques, M. Nicholas Brady, le secré-taire américain au Trésor, a renouvelé lundi dernier ses appels pour que Tokyo e prenne des mesures budgétaires [susceptibles] de renfor-cer la croissance mondiale et de réduire un excèdent commercial qui s'emballe ». Le gouvernement de M. Kiichi Miyazawa, premier ministre, a bien annoncé un plan de relance le 1º avril, mais il tarde à faire effet. Faute d'une demande interne soutenue, les importations chutent, au grand dam des Occidentaux. Malgré les réticences du ministère des finances, qui s'alarme de l'ampleur des déficits, le souvernement pippen a été. le gouvernement nippon a été contraint de préparer un deuxième plan. Les Japonais seront en pre-mière ligne à Munich.

Quant à l'Allemagne, les critiques portées ces derniers mois contre le niveau trop élevé de ses taux d'intérêt se sont tues. Les Allemands ont réussi à convaincre leurs partenaires américains et européens que l'inflation serait pire pour leurs propres économies que le manque de croissance. En conséqueace. l'argent va rester cher et les perspectives d'une baisse sont repoussées à la fin de l'année, au mieux. Mais M. Brady a déplacé ses griefa sur le budget en invitant Bonn à faire les choix « politiques » qui permettent aussi de soutenir sa croissance et celle des autres. Cela ne signifie pas un budget de relance comme au Japon mais, au contraire, un déficit réduit. On espère que moins l'Etat allemand empruntera sur les marchés finan-ciers, plus vite la Bundesbank

La demande a été entendue puisque le gouvernement allemand a adopté cette semaine un budget 1993 de consolidation financière. Rien de plus de sa part n'est attendu au cours du sommet. M. Kochler a renvoyé la balle vers les Etats-Unis, sans les nommer, en

ble parce que les aiustements « structurels » n'étaient pas terminés partout. Les ménages, les ban-ques ou l'Etat sont, par exemple, encore trop endettés. Chacun doit balayer devant sa porte...

Deuxième point de l'ordre du jour : les rapports Nord-Sud et le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Pour les pays en développement, les sept partenaires ne devraient rien apporter d'inédit quelques semaines après Rio, si ce n'est insister sur la nécessité de l'introduction de l'économie de marché comme complément, voire comme préalable aux aides du Nord. Aide-toi, le G7 t'aidera...

> Le contentieux agricole

Toutefois l'Allemagne a « pris en considération les préoccupations des PVDs et c'est une des raisons qui l'ont fait s'activer pour un règlement du lourd dossier du GATT. M. Kohl s'est « personnellement du lourd dossier du GATT. M. Et l'est et de débloque engagé» pour tenter de débloquer le contentieux agricole qui oppose toujours Européens et Américains. L'annulation d'une visite de M. James Baker en Europe la veille du sommet, rend sceptique sur les chances d'y parvenir. Mais M. Kochler a assuré qu'e un bon compromis sera trouvé. Avant, pendant ou après Munich, mais il sera

Le troisième sujet sera les pays de l'Est. L'Allemagne voudrait que le G7 souligne l'urgence de l'intro-duction de réformes dans ces pays, seul moyen d'y attirer les investisseurs, mais qu'il reconnaisse aussi officiellement la nécessité d'une aide publique. « Il en ra aussi de l'intérêt des Occidentaux.» Il s'agira à ce propos de proner des mesures concrètes plutôt que des grands plans. «Il vaut mieux envoyer là-bas des hommes que du papier», selon la formule de M. Koehler. Par exemple : mettre en place une organisation comaides à la gestion des entreprises ou à la redéfinition d'une politique énergétique. L'Allemagne devrait aussi ressortir une idée qui semblait morte : que ces pays remettent en place une organisation de gestion commune de leurs échanges commerciaux. M. Kochler a écarté l'idée d'un Comecon-bis, mais il a

évoque « une zone de préférence

Concernant les pays de la CEL le «sherpa» allemand a indiqué que le programme d'aide de 24 milliards de dollars, déjà souvent annoncé, se décompose en 6 milliards pour un fonds de stabilisation du rouble, 11 milliards de cré-dits bilatéraux d'exportations, 4 milliards d'aides du FMI (Fonds monétaire international) ou de la BERD et 3 milliards de remise de dette. Ce plan devrait se découper en trois phases, selon un accord qui serait intervenu entre le gouvernement russe et le FMI. Dans la première serait arrêté le plan d'assainissement macro-économique (objectifs budgétaires et monétaires, programme de privatisations, etc.). Une première tranche d'aide du FMI serait alors débloquée. Ensuite, la Russie sera invitée à devenir un client normal du FMI, avec des systèmes normaux de crédits et de surveillance. Enfin au bout d'un délai non précisé, pourrait être mis en place un fonds de stabilisation du rouble, dont la création, contrairement au souhait de M. Eltsine, se trouve renvoyée à plus tard.

Le dernier dossier concerne les centrales nucléaires de l'Est. Il est prioritaire pour les Français (lira ci-dessous l'article de Paul Fabra). Il s'agit d'établir un plan pour sécuriser » les cinquante-sept réac teurs nucléaires en service à l'Est dont quinze sont du type Tcherno byl. Paris entend aussi, ce faisant, maintenir sur place les savants et techniciens ex-soviétiques, pour qu'ils n'aient pas à s'expatrier en vendant leurs services à on ne sait quelle puissance. M. Mitterrand. qui craint une prolifération nucléaire par l'exode des cerveaux. est demandeur de la création d'une fondation, qui pourrait être ratta-chée à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Etats-Unis et Japon semblent devoir s'y opposer. Mais a élaboré un plan d'aide sur cinq ans de 700 millions de dollars. Peut-être les Sept ne parviendrontmais la puissance invitante allemande espère qu'au moins un processus s'engage.

ÉRIC LE BOUÇHER

### La visite de l'émissaire européen en Bosnie

### Echec de lord Carrington à Sarajevo

De violents combats ont éclaté vendredi 3 juillet peu avant minuit à Sarajevo, où le faubourg de Dobrinja, proche de l'aéroport, a été pris sous d'intenses tirs d'artillerie en provenance des collines tenues par les milices serbes. Les tirs se sont ensuite rapprochés du centre-ville, non loin de l'Hôtel Holiday inn où résident les représentants des Nations unies, les forces croato-musulmanes ripostant aux miliciens serbes. Ces violents affrontements ont eu lieu quelques heures après la visite de l'émissaire européen, lord Carrington, qui s'est soldée par un échec.

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

« Je pense que nous n'avons pas fait le moindre progrès. » C'est sur cet aveu d'échec que lord Carring-ton, président de la Conférence européenne sur la Yougoslavie, a conclu, vendredi 3 juillet, son séjour de sept heures à Sarajevo. Sept heures qui ont permis de constater que le calme régnant ven-dredi dans la capitale de la Bosnie-Herzégovine était tout relatif (les Herzégovine était tout relatif (les obus serbes ont encore fait plu-sieurs blessés dans le centre-ville), et que rien n'était réglé sur le fond.

Lord Carrington, qui, outre les autorités bosniaques, a rencontré le leader serbe de Bosnie, M. Radovan Karadjic, ainsi qu'un représentant croate, a reconnu qu'il ne voyait pas comment aboutir à un règlement de la crise. Au leitmotiv « Il faut continuer à négocier », le président bosniaque Aljia Izetbego-vic a répondu qu'il y était tout à fait disposé, mais à condition que les Serbes observent un cessez-le-feu d'une sermine et que leur autilier. feu d'une semaine et que leur artillerie soit neutralisée, hypothèse hautement improbable.

"On ne peut pas négocier avec des criminels de guerre", dit-on en outre dans l'entourage du chef de l'Etat bosniaque. Mais, surtout, venu sans rien de nouveau à pro-poser à ses interlocuteurs, lord Carrington a pu mesurer l'hostilité des Bosniaques au projet européen de « cantonisation » de la République sur une base ethnique, un partage auquel les Serbes consacrent toute l'énergie de leurs artilleurs.

Cette hostilité, les habitants de 'Sarajevo l'ont reportée sur lord Carrington. « La Bosnie-Herzégovine n'est pas un bantoustan », pou-vait-on lire sur une affiche large-ment déployée par un homme à aimée. » - (AFP.)

l'entrée de la capitale, sur le passage du négociateur britannique. A quelques mètres du quartier général de la force de protection de l'ONU, de jeunes journalistes distribuaient une adresse à lord Carrington, lui reprochant d'être, lui que prochant d'être, lui que le le destrute aussi, responsable « de la destruc-tion de Sarajevo » et d'avoir proposé une « division ethnique », alors que les Bosniaques, eux, subissent une « épuration ethnique ».

#### Encombrement de l'aéroport

Cependant, l'aide européenne commence à affluer sur l'aéroport, placé sous la garde de mille Cana-diens, qui ont également entamé leur déploiement entre l'aéroport et la ville, ainsi que de deux cents militaires français. Au moment où l'avion de lord Carrington décollait en fin d'après-midi, la piste et ses abords connaissaient un début d'encombrement. Quatre avions cargos - un britannique, un français, un norvégien et un suédois -se disputaient la place pour débar-quer leur chargement.

Dans la matinée, un appareil de l'armée de l'air américaine, un C-130, a pu disposer, lui, de tout l'espace voulu pour débarquer ses trente petits cartons (dons de la Communauté européenne, remplis notamment de savon et de boîtes riel «logistique» : cinq échelles métalliques et deux compresseurs. Il est vrai que pour ce vol inaugu-ral (c'est le premier cargo améri-cain à se poser à Sarajevo), le C-130 avait surtout embarqué des journalistes, qu'il a repris à son bord lorsqu'il est reparti vingt minutes à peine après s'être posé. La mini-cargaison laissée sur la piste a failli s'enrichir d'un militaire américain qui, surpris lui-même par la rapidité de l'opéra-tion, n'a du qu'à un miracle et à une bonne foulée de ne pas être oublié sur place.

YVES HELLER

 Le pape sonhaite se rendre en Croatie. - Jean-Paul II a déclaré. vendredi 3 juillet, devant l'ambassadeur de Croatie auprès du Saint-Siège, qu'il souhaitait pouvoir se rendre en Croatie, où il a été invité par le président Franjo Tudjman et par les évêques du pays . « Lorsque les circonstances le permettront. a-t-il ajouté, j'espère pouroir effectuer ce pèlerinage et venir affermir dans la foi mes frères et sœurs croates catholiques et rencontrer tout votre peuple sur sa terre tant

### La France veut mettre l'accent sur l'assistance à apporter aux pays de l'Est et de l'ex-URSS

Pour la France, dit-on à l'Elysée, le sujet fondamental sur lequel il conviendra de prendre une décision au sommet de Munich est l'aide à apporter aux pays de l'Est et de l'ex-URSS en matière de sécurité nucléaire. Selon un récent rapport d'experts, la probabilité qu'il se produise, dans les quinze ans à venir, un accident dans l'une des centrales atomiques actuellement en service, est tout simple-ment de 100 %. Ce que l'on fait actuellement pour prévenir un tel danger n'est pas suffisant. M. Mitterrand plaidera pour que soit créé un moyen d'action immédiat. A cet effet, il proposera la création d'un fonds d'urgence, qui pourrait être pourve de quelque 500 millions d'écus. Il devrait être géré par tous les pays donateurs et son secrétariat devrait être installé auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). « Cependant, certains pays hésitent à se lancer dans cette voie pour des raisons budgétaires », dit-on à l'Élysée. C'est le cas des

o Le Sénat américain approuve le programme d'aide à la CEL - Le Sénat a approuvé le programme d'aide économique pour 1992-1993 pour l'ex-URSS et les anciens pays du bloc communiste jeudi 2 juillet. La loi, votée à 76 voix pour contre 20, prévoit près de i milliard de dollars de nouvelle aide pour la Russic et d'autres pays de l'ex-bloc communiste. Elle autorise environ 700 millions de dollars d'aide bilatérale directe à la Russie et aux quatorze autres Républiques de l'ex-URSS en 1992 et 1993, et 850 millions de dollars pour les pays d'Europe de l'Est. La loi prévoit en outre une attribution de 3 milliards de dollars pour le Fonds de stabilisation du rouble de 6 milliards de dollars prévu par le FMI. La Chambre des représen-

président français, « notre volonté est entière ». S'il n'y a pas d'accord, la France agira seule.

D'une façon plus générale, la situation des pays de l'ex-URSS sera un des deux grands sujets de discussion du sommet. La «focalisation» (c'est ainsi que l'on parle désormais dans les milieux officiels) sera évidemment très forte sur la Russie. Mais la France sou-haite qu'une attention égale soit portée à d'autres Républiques, telles que le Kazakhstan, la Biélo-

#### Une position très particulière

Ces pays ont déjà mis au point avec des experts du Fonds monétaire des plans de redressement. Il ne doit pas y avoir à leur égard d'attitude discriminatoire. L'aide qu'il faudrait leur apporter au cours des années prochaines est évaluée actuellement à quelque

tants examinera un projet similaire, courant juillet ou août, a indiqué le président de la Chambre, M. Thomas Foley. - (AFP.)

a Réticences à l'entrée de la Russie dans le groupe des pays les plus industrialisés. - Un responsable japonais, M. Nobuo Ishira, secrétaire adjoint du cabinet, a déclaré vendredi 3 juillet que son gouvernement avait été « surpris » par la proposition du président américain de discuter à Munich de l'entrée de la Russie dans le groupe des pays les plus industrialisés. Un porteparole du gouvernement allemand a affirmé qu' « il n'est pas possible de faire aussi vite », tandis qu'un responsable britannique déclarait à Londres : « Nous sommes très cir-

annoncent clairement leur intention de faire pour ces Républiques ce que l'on s'apprête à faire pour la

Sur certains problèmes qui se

posent à cette dernière, la France a une position très particulière. On oppose volontiers les partisans, tel le premier ministre en fonction, M. Egor Gaidar, de réformes rapides et courageuses et, d'autre part, les ministres qui, au sein du gouvernement Eltsine, représentent les intérêts industriels. Or, tel n'est pas le point de vue de la France. A l'Elysée, on cite l'expérience d'un organisme créé à la fin des années 70, le Comité interministériel des restructurations indus-trielles (CIRI), chargé de faire le tri parmi les entreprises en difficulté entre celles qu'il convient de soutenir et celles que l'on ne peut pas sauver (telle est, du moins, la présentation que l'on fait de cette ancienne «infirmerie», dont l'ac-tion a été pour le moins discutable). La Russie, remarque-t-on à Paris, ne peut pas faire l'impasse sur son secteur militaro-industriel où sont employés les cerveaux les

Toujours dans le même souci, la France se préoccupe beaucoup de l'articulation des nouvelles institu-tions mises en place par les pays successeurs de l'ex-URSS. C'est ainsi qu'elle préconise, entre la Russie et les Républiques qui ont décidé de rester dans « l'espace rouble », un système collégial de gestion monétaire. Parlant du fonds de stabilisation de 6 milliards que l'Occident va mettre à la disposition des autorités monétaires de Moscou, l'entourage du président français précise qu'il s'agit non pas d'un fonds à dépenser mais d'un moyen pour garantir le taux du rouble. L'autre grand sujet qui sera abordé dès la pre-

Etats-Unis. Le Japon n'y serait pas non plus très favorable. Mais, insiste-t-on dans l'entourage du haite que les Sept réunis à Munich mière séance à Munich est la crois-sance et l'emploi. Pour ce qui haite que les Sept réunis à Munich concerne les taux d'intérêt, on déclare à l'Elysée qu'on ne tombera pas dans la tentation de faire pression sur tel ou tel pays. Il existe un consensus pour convenir que nous avons besoin d'une baisse des taux. Mais il n'y a pas de miracle à attendre. Une telle diminution doit avoir lieu dans les mois à venir.

> La France souhaite, par ailleurs, un succès du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), dont elle a besoin. Mais on souligne dans l'entourage du président français qu'il est quelque peu ridicule de « focaliser » toute l'attention sur l'agriculture. Les vrais sujets sont la libération des échanges sur les services, la propriété intellectuelle, l'accès des marchés, etc. Cela dit, la France n'acceptera jamais, souligne-t-on, un accord au détriment des agricultours.

Pour ce qui concerne l'emploi, pas de miracle non plus à attendre. Les chefs d'Etat et de gouvernement parleront des différents programmes qu'il implique. Il s'agit d'un exercice « pragmatique » - un mot que l'on répète à l'envi - dont l'objectif est de faire le bilan de « ce qui marche et ce qui ne marche

La France, appuyée par l'Allemagne, entend qu'une partie du sommet soit consacrée aux problèmes du développement et de l'endettement international. L'idée n'est pas de lancer de nouvelles initiatives mais plutôt de veiller à la poursuite des programmes déjà mis en route dans les années antérieures : ceux qui sont liés à la charte de l'enfance, les programmes spéciaux d'aide aux pays en développement appliqués par le Fonds monétaire international.

PAUL FABRA

### L'aide occidentale s'organise

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Depuis que les Transali français, dans la foulée du voyage du président de la République, ont fait la percée, les avions de l'aide internationale atterrissent presque sans problème sur l'aéroport de Saraievo. Vendredi, les représentants du G24 (l'organe de coordination de l'aide occidentale aux pays du centre et de l'est européens, qui fonctionne depuis le second semestre 1989 sous la direction de la Commission européenne) se sont réunis à Bruxelles pour faire un premier point.

Vingt avions, dont cinq français, sont actuellement mobilisés pour assurer le pont aérien depuis Zagreb et Split, où l'aide alimentaire esi stockée, jusqu'à Sarajevo. Outre des appareils aux couleurs des pays de la Communauté, opèrent également deux avions américains, deux canadiens, deux norvégiens, un suédois...

Cette assistance indispensable pourra-t-clle être assurée aussi longtemps que nécessaire? A ce stade, la réponse n'est pas certaine car, vendredi, la plupart des pays représentés à Bruxelles n'ont pas été en mesure de prendre des engagements fermes sur le montant de leur contributions.

L'effort financier le plus important - comme c'est l'habitude lorsqu'il s'agit de l'aide à l'Est - est fourni par la Communauté : cette dernière vient d'annoncer son intention d'affecter 120 millions d'écus supplémentaires (840 millions de francs) à l'assistance humanitaire de l'ex-Yougoslavie. Sur ce total, 60 millions d'écus sont immédiatement disponibles, la Commission européenne devant encore, pour l'autre moitié, obtenir le seu vert des autorités budgétaires | moment et a affirme être d'accord

ministres des Douze et le Parlement européen.

Ces crédits viendront s'ajouter à une première tranche de 49 millions d'écus (350 millions de francs) déjà attribués par la Commission à l'aide d'urgence à l'ex-Yougoslavie, La Commission a notamment organisé un pont routier qui mobilise plus de mille camions pour acheminer produits alimentaires et médicaments de la Communauté jusqu'à Zagreb.

Selon les services bruxellois. pour satisfaire les besoins les plus urgents des victimes du conflit (à ce jour, 1 710 000 réfugiés et personnes déplacées), il serait nécessaire que les autres membres du G24 accordent un concours financier d'un montant équivalent à celui de la CEE.

Sur place, la Communauté et les représentants des autres pays du G24 coopèrent avec le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), la Croix-Rouge internationale et l'UNICEF. Une bonne coordination est évidemment indispensable pour assurer l'efficacité de cette opération de secours. C'est la Commission qui a été chargée d'y

PHILIPPE LEMAITRE

D POLOGNE: des partis issus de Solidarité proposent Mrs Suchocka comme premier ministre. - Huit partis politiques issus du syndicat Solidarité se sont mis d'accord pour proposer Mar Hanna Suchocka, une juriste de quarantesix ans. au poste de premier ministre, à la place du jeune leader pavsan Waldemar Pawlak, qui a démissionné le 2 juillet, a-t-on appris, samedi 4 juillet, à Varsovie. M™ Suchocka été contactée à Londres, où elle séjourne en ce de la CEE, à savoir le conseil des pour se porter candidate. - (AFP.)

### **EUROPE**

MOLDAVIE: le conflit du Dniestr

## Accord au sommet pour un cessez-le-feu

Les présidents russe Boris Eitsine et moldave Mircea Snegur ont déclaré, vendredi 3 juillet à Moscou, avoir conclu un nouvel accord en vue de mettre fin au conflit entre russophones et Moldaves qui a fait des centaines de morts depuis mars, et dix encore dans la nuit de jeudi à vendredi. Une ligne de démarcation tenue par des unités « neutres » est prévue (nos dernières éditions datées du 4 juillet). La XIV- armée russe ase retirera », a précisé M. Eltsine, si le parlement moldave vote un statut convenable pour la Transnistrie, peuplée de russophones séparatistes. Un tel vote pourrait intervenir mardi.

CHIS!NAU

de notre envoyé spécial Privés de gaz il y a deux semaines, Alexandru et Nora s'étaient habitués, comme tous les

LOIN DES CAPITALES

habitants de Chisinau, la capitale moldave, à cuisiner à l'électricité. Depuis que les russophones de l'est du Dniestr ont fermé, le 28 juin dernier, le gazoduc qui alimente l'ouest de la République pour répondre à une meurtrière offensive moldave sur la ville de Bender, & Chisinau, on avait fébrilement ressorti et réparé les vieux fours électriques.

Et même inventé une spécialité : l'omelette sur un fer à repasser. Vendredi, alors que les président moldave et russe négo-ciaient à Moscou, c'est l'électricité qui a été coupée vers midi « par les séparatistes » : ils auraient déhranché les lienes en haute tension passant sur leur territoire et fait sauter, selon un vice-ministre moldave, un pylône électrique sur le territoire de l'Ukraine voisine.

Alors, dans l'obscurité totale, Alexandru, Nora et leurs voisins font du feu au pied de leurs grands immeubles de type sovié-tique où quelques fenètres sont faiblement éclairées à la bouge pour cuire le repas du soir.
« Nous avons résisté pendant quarante-cing ans, nous pouvous résister à cela longtemps », com-mente Alexandru, tout en alimentant placidement le feu.

Entre les multiples nationalités qui s'affairent autour des foyers improvisés, l'ambiance est plutôt bon enfant, même si, sur le front, les combats meurtriers se pour-

#### Chisinau est à moitié russophone

Mais les voisines d'Alexandru. qui sont russophones comme près de 50 % de la population de Chisinau, ne sont pus tout à fait d'accord: « Un jour, ça va. ça amuse les enfants mais pas plus», dit une grand-mère russe qui en a assez de « cette stupide guerre ».

« Nous sommes préoccupés mais cela ne mettra pas notre peuple à genoux, » «Si nous voulons la liberté et l'indépendance, il faut

supporter toutes les souffrances » déclarent divers responsables mol-daves. Ils ont demandé de ne pas céder à la panique qui s'était emparée de la capitale lorsque les trolleybus et les feux rouges se sont brusquement arrêtés. Le maire a assuré que les fours électriques des boulangeries industrielles fonctionnaient; que samedi, il y aurait du pain pour tous. Dans les rues plon-gées dans le noir, les patrouilles de police ont été renforcées.

De retour de Moscou, le président moldave Mircea Snegur a déclaré que les autorités russes lui avaient assuré qu'elles avaient donné les ordres nécessaires pour faire cesser ce qu'il a appelé ece sabotage qui fait diversion», inter-venu « en pleine négociation ».

Beaucoup de Moldaves, occupés dans les cours et dans les rues près des feux, n'ont pu l'entendre. De toute façon, les télévisions et les radios ne fonctionnaient pas, faute d'électricité.

ment acquitté en appel. Devenu un héros national de l'opposition roumaine, il retourne

alors dans sa commune, où l'attendait son

Lorsque le pouvoir de Bucarest organise

des élections locales dans le pays au début

de 1992, Toader Stetca dépose tranquille-

ment sa candidature. Mais voilà, il a, lui

dit-on, été condamné par contumace à

10 000 lei d'amende (environ 150 F) pour

coutrage aux bonnes mœurs », cette fois à

Galatzi, à l'autre bout du pays. Il ne peut donc

se présenter aux élections, organisées le

9 février. Une fois de plus, les villageois se

Les élections sont « reportées » et le gou-

vernement envoie une nouvelle commission.

On promet à Toader Stetca qu'il pourre se

présenter. Mais alors qu'un nouveau scutin

est organisé pour le 19 avril, il n'a «jamais

réussi à faire enregistrer [sa] candidature »,

explique l'ancien footballeur, un peu las des

parties truquées. La veille du votes, les

troupes spéciales encagoulées arrivent en

masse, pour «libérer» les bureaux de votes. Au bout du compte, Gheorge Turda, qui dit

avoir travaillé longtemps « dans le com-

merce » à Sapîntza, est élu au nom du Front

de salut national. Son copposants est

## Sapîntza : résistance au pays des «Daces libres»

SAPINTZA

de notre envoyé spécial

NE fois passée sous l'un des gigantes-ques portiques en chêne sculpté, la route pénètre sur les hauts plateaux dans le pays fantastique et rebelle du Maramures, le « Tibet de la Roumanie», chez les mythiques « Daces ». libres comme les Gaulois. Ici, tout au nord, à la frontière de l'Ukraine, les hommes, à Noel, honorent le Christ dans de fines églises en bois, et, depuis peu, ils célèbrent aussi la chute du communisme en Roumanie, un certain Noël

A l'aide de grandes rasades d'horinka (l'aicool de prune), les hommes résistent à l'hiver qui pousse l'ours et le loup affamés à rôder près des clôtures de branches tressées. Parce que les quelque 80 degrés de l'horinka - « le secret de la résistance » - tournent un peu la tête, on ne met pas, ici, de couteaux sur les tables, pour éviter les incidents...

Dur à la tâche et accueillant, le paysan du Maramures n'est pas du genre docile et commode: jusqu'en 1955, les hommes se sont battus, là-haut dens les montagnes, dans l'un des derniers maquis à avoir résisté au communisme derrière le rideau de fer. Les succesappris à leurs dépens.

Célèbre pour son « cimetière joyeux », aux croix multicolores ornées de poèmes en vers humoristiques sur les défunts, un petit village du pays des « Daces libres » résiste encore : Sapîntza, quelque 3 800 âmes, rebelles pour la plupart. Une résistance aujourd'hui passive même si les forces anti-émeutes y sont discrètement stationnées en permanence. Le 19 avril dernier, les grands-mères leur ont lancé des pierres, en criant : « lliescu, Ceausescu : communistes l'a Et les vieux crachent par terre à leur passage.

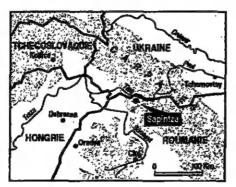
Un dangereux « malentendu » n'a pu être on dangereux «malentendu» n'a pu etre évité : les paysans du village ainsi que Toader Stetca, le petit-fils du demier maire non communiste du village, mort dans une geôle communiste en 1954, ont pris ce qu'on appelle pudiquement à Bucarest «les événements de décembre 1989» pour une révolution. Une fais blicoles Coursesus repuesé, les villes fois Nicolae Ceausescu renversé, les villageois, menés par Toader Stetca, jeune et cálèbre footballeur revenu au pays, ont démis toute la nomenklatura du village, la maire en

tête, en passant par le pope, un « vendu », jusqu'au responsable du buffet. Elu maire par son peuple », Toader Stetca, l'œil vif, la moustache en bataille, a aussitôt démantelé la coopérative et rendu aux villageois des vaches, des moutons et des terres confis

Ca très « mauvais exemple » pour le reste du pays ne pouvait rester impuni. Le 13 juillet 1990, après diverses tentatives pour le destituer, Toader Stetca fut attiré dans la ville voisine, où il a été arrêté, battu et longuement interrogé au siège départemental du mouveau » Service roumain d'information, héritier de la Securitate. Il est finalement accusé d'« incitation à la violence». On lui reproche, dit-il, un « trafic d'armes et de drogue a avec la ville de Sète, jumelée avec Sepintza, qui avait apporté de l'aide humani-teire. On lui propose même «un compro-mis»: s'il se reconnaît «un peu coupable», il sera libéré et pourra même partir à l'étranger. «Je ne suis pes coupable, a t-il répondu. Je reste an prison. » Logique...

#### Un bourg d'irréductibles

Sapintza s'enflamme, et le pays tout entier les yeux tournés vers ce bourg d'irréductimission en hélicoptère. Sur un ton d'enterrement, la télévision de Bucarest annonce que le groupe a été kidnappé. En fait, les parlementaires, bloqués par le brouillard, avaient simplement été retenus... pour dîner. Cinq mois après son arrestation, Toader Stetca est « provisoirement » libéré, avant d'être finale-



aussitôt nommé vice-maire. Mais, à en juger par l'affluence, le dimanche matin, à la messe en plein air des « stetcistes » face à la maigre foule dans l'église cofficielle». Sapintza vote et prie toujours pour Toeder Stetca, pour l'âme de son grandpère, puisque son corps ne fut jamais restitué. Les vieux viennent vous dire à l'oreille : « lci, on est gréco-catholique », uniate, de l'église unie avec Rome, interdite par les communistes, at a pas orthodoxe », dont la hiérarchie s'est compromise avec l'ancien et le

Aujourd'hui, le village attand, peut-être en pensant que Dieu, le Soleil, la Terre et les prochaines élections générales « les » puniront. Pour l'instant, le Maramures et Sapintza sont calmes, mais, prévient un graffiti sur un mur du village, « musim si gindim » : on travalle et on pense...

nouveau régime.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

### EN BREF

D CANADA: acquittement de trente-quatre Indiens. - Un tribu-nal québécois a acquitté vendredi 3 juillet trente-quatre Indiens Mohawk impliqués dans une rébel-tion en 1990. Accusés de troubles à l'ordre public, les Indiens s'étaient opposés pendant soixante-dix-huit jours à l'extension d'un terrain de golf sur l'un de leurs territoires sacrés. Pendant deux mois et demi, ils avaient tenu tête à la police et à l'armée à Oka, près de Montréal. Cinq autres Indiens avaient déjà été acquittés au cours de ce procès, qui a duré huit semaines. Le jury, composé de huit hommes et de quatre femmes, a délibéré pendant cinq jours avant de rendre ses conclusions. Deux Indiens avaient été auparavant condamnés pour la mort d'un policier canadien au cours de cette même rebellion. -(Reuter.)

D CHILI : le cas Honecker sera résolu « sous peu », affirme M. Aylwin. - Le cas de l'ex-dirigeant communiste est-allemand Erich Honecker, réfugié dans l'ambassade du Chili à Moscou depuis le Il décembre pour échapper à son expulsion de Russie et aux poursuites engagées à son encontre par les autorités allemandes, sera résolu « sous peu», a déclaré ven-dredi 3 juillet à Santiago le prési-dent Patricio Aylwin. Ce dernier n'a pas expliqué comment cette affaire serait réglée. - (AFP.)

☐ HAUT-KARABAKH : nouveau recul des forces arméniennes. - Ste-panakert, chef-lieu du Haut-Karabakh, a été bombardé vendredi 3 juillet, pour la première fois depuis le mois de mai, quand les Arméniens avaient repris Choucha, le dernier bastion azéri de l'enclave, et ouvert une route entre celle-ci et l'Arménie. La télévision d'Erevan, qui a annoncé ces bom-bardements, a indiqué qu'il y avait « des morts et des blessés » et confirmé que les forces azèries sont entres dans Mardakert, principale ville du nord du Haut-Karabakh, où de « violents combats » se poursuivaient. Les forces de Bakou,

légués par l'armée russe, qui quitte l'Azerbaïdjan, ont pu reprendre une partie des villages conquis durant les neuf mois précédents par les Arméniens et affirment vouloir reprendre Choucha et Latchine (qui commande le corridor vers l'Arménie). La poursuite de leur offensive intervient alors que les Arméniens de Stepanakert se sont finalement rendus aux pressions de ceux d'Erevan et ont envoyé une délégation aux pour-parlers se tenant sous l'égide de la CSCE & Rome. - (AFP.)

pourvues depuis juin de chars

D SURINAM : le gouvernement et la guérilla prêts à signer un accord de paix début août. — Un accord de osix entre le gouvernement et les deux principaux mouvements de guérilla du Surinam sera signé avant le le août prochain, sous l'égide de l'Organisation des États américains (OEA), a affirmé vendredi 3 juillet, à Paramaribo, l'agence officielle SNA. L'OEA participera au processus de désarme-ment ainsi qu'à l'élaboration d'une loi d'amnistie pour les guérilleros. ~ (AFP.)

UKRAINE : le gouvernement

offre sa démission. - Des négocia-tions devaient avoir lieu au cours du week-end entre le gouvernement ukrainien qui a offert, vendredi 3 juillet, sa démission, et l'opposition, qui dénonce le maintien d'un cabinet hérité du régime communiste. Le premier ministre, M. Vitold Fakine, qui avait procédé jeudi à une hausse des prix qui a mis les esprits en effervescence, avait annoncé la démission de son cabinet alors que le Parle-ment s'apprêtait une nouvelle fois à voter une motion de censure. Le mois dernier, l'opposition avait échoué à quelques voix près. Un nouveau vote doit intervenir mardi. Le ministre de l'économie, M. Vladimir Lanovoi ainsi que le ministre de la défense, M. Constantin Morozov, se sont déjà désolidarisés du gouvernement. - (AFP, Reuter.)

# **AMÉRIQUES**

PÉROU

### Trois mois de «coup d'Etat civil»

LIMA

de notre correspondante

Depuis le « coup d'Etat civil » du Depuis le «conp d'Etat civil» du 5 avril dernier, qui s'est traduit par la dissolution du Parlement et la suspension des garanties constitu-tionnelles, le Pérou s'est installé dans la dictature. Et la population n'a pas opposé de résistance. Peut-être s'est-elle laissé convaincre par les formules abruptes du président fuilmont salon et demier le Parres tormuses abruptes du president Fujimori : selon de dernier, le Par-lement était « le rétige des politi-cards, la caisse de résonance du ter-rorisme et le lobby des trafiquants de drogue», et le pouvoir judiciaire « une antre de rénalité».

Le chef de l'Etat se présente comme le sauveur d'un pays qui sombre dans la misère, la violence et la corruption. « Voir comment le peuple soutient un règlme qui a passé vingt mois à gouverner contre lui est un spectacle hallucinant », commente M. Mirko Lauer, l'éditocommente M. Mirko Lauer, l'edito-rialiste de la revue St. Le président a gagné quarante points de popula-rité après le putsch, lorsqu'il a dis-sous le Parlement et réorganisé le pouvoir judiciaire, mals il en a reperdu vingt en juin, après la publication du décret suspendant les élections municipales de novembre.

#### Le «Raspoutine» de M. Fujimori

L'usure du pouvoir absolu risque d'être rapide. En devenant « prési-dent de facto », M. Fujimori a ruiné quatorze mois de négocia-tions avec les créanciers du Pérou, et remis en cause l'accord passé en novembre 1991 avec le Fonds monétaire international (FMI) et le groupe des «pays amis». Le pays est à nouveau mis au ban de la communauté financière internatio-nale, ce qui devrait lui faire perdre plus de 1 milliard de dollars. Pour compenser le manque à gagner, le gouvernement a multiplié les impôts et organisé la vente aux enchères des entreprises publiques. On soupçonne d'ailleurs ces priva-tisations massives de favoriser des intérêts économiques proches du

La fuite des capitaux suscitée par le putsch a provoqué des faillites en chaîne de caisses d'épargne et d'institutions de crédit. « La démocraile ne se mange pas», aimait à répéter un ancien dictateur péruvien. La dictature non plus: depuis trois mois, le chômage, la faim et le désespoir ne cessent de gagner du terrain. Les naïfs qui croyaient que le limogeage de deux cent quarante parlementaires leur trait d'attondir leurs i mois doivent se contenter de l'aide alimentaire offerte avec parcimonie par les pays étrangers.

Si la dictature est un fiasco sur le plan financier, où en est la moralisation promise? Le putsch a eu lieu dix jours après que l'épouse du chef de l'État eut dénoncé sa belle-famille pour détournement de fonds et de dons. Le scandale a été étouffé, le pouvoir judiciaire aux

ordres ayant déclaré un non-lieu... La eréorganisation » de l'adminis-tration judiciaire est l'œuvre de M. Vladimir Montesinos, conseiller de M. Fujimori et cerveau des serde M. Fujimori et cerveau des services de renseignement. Cet homme brillant a de curieux antécédents : il a été expulsé de l'armée, soupconné d'espionnage, puis recherché comme traître à la patrie, et absous dans des constantes descriptions. tances obscures. Devenu avocat, il a défendu des trafiquants de dro-gue. D'après l'écrivain Mario Var-gas Llosa, « ce génie machiavélique a inspiré le coup d'Etat et il main-tient des liens directs avec le trafic de drogue».

On affirme, dans les milieux politiques et les rédactions, que cet homme, mi-Raspoutine mi-Noriega, tire les ficelles du pouvoir. En matière de lutte antiterroriste, les résultats sont mitigés. Le gouvernement peut certes se targuer de quelques succès, comme la chute du fief du Sentier lumineux dans la prison Miguel-Castro-y-Castro de Lima, et l'arrestation de plusieurs chefs de la guérilla, notamment celle de Victor Polay, numéro un du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. Mais le putsch a accru la violence urbaine : les quatre cent treize morts et cent vingt-trois attentats du mois de mai

Il faut ajouter que la loi antiterroriste promulguée après le putsch
est une épée de Damoclès menacant les juges, les journalistes, et
les Péruviens en général. Elle stipule que les disparitions de détenus ne seront plus considérées
comme un délit. L'avocat Diego
Garcia Sayan, président de la
Commission andine des juristes, se
demande si, avec ce décret, « la
disparition de détenus ne devient
pas un ingrédient primordial de la
stratégie de la lutte anti-subversive», et n'est donc pas une garan-Il faut ajouter que la loi antitersive», et n'est donc pas une garan-tie d'impunité pour les soldats et les policiers.

En avril, le président Fujimori romettait d'instituer à force de lébiscites une démocratie directe. La pression internationale l'a, semble-t-il, contraint au repli-sur ce point: un Conseil constituant démocratique (CCD) doté du pou-voir législatif et chargé d'exercer un contrôle sur l'exécutif devrait être élu le 22 novembre 1992. Mais ces élections seront-elles démocrati-ques ? Le CCD sera-t-il indépen-dant ? De drôles de tracts, glissés sous les portes, exigent que M. Fujimori reste au pouvoir jusqu'en 2005... S'agit-il d'un ballon d'essai du « président de facto» pour conserver indéfiniment pouvoir?

Voilà les questions que se posent les partis politiques. Il est d'autant plus difficile d'y répondre que M. Fujimori est de moins en moins bavard. Après le putsch, il a d'ailleurs abandonné le palais présidentiel tiel pour se retrancher dans le quartier général des chefs mili-taires.

**NICOLE BONNET** 

and the same

Annual Company of

10 miles #

W 17

a first tage 1. 1. 4. 1. 1. 1.

error process of a physic

1 - 19 - . . . . . . . . . . .

or with the same 2

------

Sept. Sept. 1

tit gim innger Reige 

- - THE GOAL

174, "er 31 W

. n.a -Fy'-

### A TRAVERS LE MONDE

### CAMBODGE

Les Khmers rouges exigent le démantèlement du pouvoir de Phnom-Penh

Les Khmers rouges ont posé comme préalable à leur coopération avec l'ONU, en vue d'un désarmement de leurs troupes, qu'il soit mis fin aux pouvoirs de Phnom-Penh. «Le Cambodge ne peut pas âtre représenté en mâme temps par le Conseil national suprême [CNS, présidé par la prince Noro-dom Sihanouk] et une autorité ou gouvernement nommé Etat du Cambodge », indique un texte rendu public le 3 juillet. Les Khmers rouges demandant l'abolition du pouvoir exécutif, et législatif « centrals, et l'interdiction de l'usage d'un hymne et d'un drapeau « cambodgiens » par les dirigeants naguere communistes mis en place fin 1978 par les Vietnamiens.

Aux termes des accords de peix de Paris, qui ont établi l'autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC), les structures administratives des quatre parties combattantes restent en place, checune dans les zones qu'elles contrôlent, sous la supervision des Nations unies. «La souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge » sont remises au CNS durent la période de transition jusqu'aux élections prévues pour le printemps 1993. – (AFP, Reuter.)

### IRAK

Quatre cents personnes auraient été tuées ou blessées dans une explosion

Une explosion d'origine criminelle, intervenue vendredi 3 juillet au siège de la police à Kirkouk, dans le nord de l'irek, a fait « quetre cents tués et blessés », a annoncé à Londres le Congrès national irakien (CNI), qui groupe plusieurs mouvements de l'opposi-

De nombreux prisonniers politiques kurdes et chiites détenus dans le bâtiment figurent au nombre des victimes, a ajouté le CNI, selon tequel le chef de la police, cible de l'attentat, a été blessé. Le CNI a affirmé que cet attentat, intervenu après une émeute mardi à Kirkouk qui a fait plusieurs blessés, est l'une des conséquences de troubles au sein des services de sécurité irakiens. Ces informations n'ont pas été confirmées de source indépendante.

Par ailleurs, un porte-parole officiel irakien a démenti les informations selon lesquelles une tentative de coup d'Etat avorté aurait eu lieu lundi demier (le Monde du 4 juil-let), les qualifiant de «ridicules» et de pure construction de l'esprit. -(AFP, Reuter.)

and the state of present Marie Marie Con Carlo Con Carlo Carl The second of th THE PROPERTY OF THE PROPERTY O THE REAL PROPERTY AND ADDRESS. MINER MINISTER STATE - ---

· 新原文 湖 Test North A THE PROPERTY OF THE PARTY OF All be Contan Thelerand du sus vi-Andrew Selfin Advers to free for the state of the s Carried to division from miner of seminary & Ballion . Bridge & Month THE SECTION OF SECTION S.

AND THE PROPERTY OF THE PARTY O The second secon Service of the servic 李 布 编码 解 网络 网络 a dec production they want to be A CONTRACT OF THE PROPERTY OF Marie Comments with the second The state of the s Marie State & Company of the Company to be the second The second secon Market Brown Both Brown with the THE REPORT OF THE PARTY OF THE 華 安田等は いまっまかった。

CHARLES TOWNER THE PROPERTY OF LAND

AND ON PROPERTY THE PARTY HEAVEN IN . IT . . . NAME OF THE PARTY OF PARTY OF Commence of the second

Company of the property of the party of the AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

THE WAY WAY! THE PARTY OF ASSESSED. The state of the second Signal Control ----Marie Constitution The state of the s \* 

# **AFRIQUE**

### ALGÉRIE: après la nomination de M. Ali Kafi

Cinq jours après l'assassinat du président Mohamed Boudiaf, la prière du vendredi s'est déroulée sans incidents dans les mosquées d'Alger, le 3 juillet. Dans un bulletin clandestin affiché sur le mur de la mosquée Al Arkam, l'ex-Front islamique du salut a qualifié le Haut Comité d'Etat d'e institution arbitraire et illégale » en soulignant que le nouveau pouvoir algérien a désormais « le

choix entre deux voies diamétralement opposées : redonner la parole au peuple à travers ses représentants librement élus ou augmenter d'un cran le cycle de la violence, en recourant à des méthodes extrêmes». Revenant sur l'attentat contre l'ancien président, qu'il n'a jamais revendiqué, l'ex-FIS considère que « Boudiaf aura quitté le pouvoir de la même façon dont il se l'était accaparé, dans le

chaos et la violence », en soulignant que « l'arrogance [de l'ancien président] à l'encontre du peuple algérien et son mépris vis-à-vis du choix de ce peuple librement exprimé en faveur d'un Etat islamique auront marqué sa fin fatale ». Interrogés vendredi par la télévision algérienne, les deux fils du président défunt, MM. Nasser et Tawfik Boudiaf. ont accusé, sans les nommer, des hauts res-

ponsables du pouvoir et plus généralement « la mafia qui a géré le pays a d'être impliqués dans le meurtre de leur père. M. Tawfiq Boudiaf a rappelé que son père s'était « attaqué à des dossiers complets comme celui de la corruption, de l'incompétence et de la véritable mafia qui a géré le pays (...) ». « Mon père, a-t-il dit. prenait de l'envergure et cela gênait. » - (Reuter, AFP.)

### «Bravo le changement!»

de notre envoyé spécial

«Le FLN, on va le mettre au musée : ça nous branchait drôlement cette phrase super de Boudiaf. » Ce jeune Algérois, comme beaucoup d'autres, est, aujourd'hui, décu d'apprendre que, pour succé-der au président défunt, « la clique au pouvoir » n'a rien trouvé de mieux que de nommer à sa place un certain Ali Kafi qui a frayé, trop long-

temps à leur goût, avec l'an-cien parti unique, «Bravo le changement!» Car les gens d'ici n'en démordent pas ; ils veulent, à tout prix, que les vieux chevaux de retour de la politique càdent la place à des hommes neufs. Que le nouveau président du Haut Comité d'Etat (HCE) soit

secrétaire général de la très influente Organisation nationale des moudjahidine (anciens combattants) fait sourire jaune plus d'un Algérois. Comme si la jeunesse de ce pays - 70 % de la population a moins de trente-cinq ans - pouvait se reconnaître sous les traits de ce militant d'un autre âge, ce fantassin d'une lointaine Révolution. Esprit du 1 = novembre (1954), où es-tu?

Mais, voilà, le pouvoir ne réussit pas à échapper aux contraintes de la « légitimité historique ». Au lendemain de la démission-déposition de Chadli, à la mi-janvier, M. Mohamed Boudiaf rentra d'exil pour assurer le-transides états de service prestigieux pendant la guerre de libération nationale. M. Kafi, qui, aujourd'hui, tui succède,

public comme un valeureux moudjahid. . Dans ce pays, constate un observateur local, la référence su passé est constante, comme si elle per-mettait de mieux se projeter

#### Magouilles

La Charte nationale, adoptée au mois de janvier 1986, fixait à l'ONM mission de e poursuivre le combat pour le triomphe de l'option socialiste du paya » et d'« incuiquer aux générations montantes l'esprit de la Révolution ». Cette organisation de masse du FLN avec lequel elle a récemment pris ses distances - se seraitelle transformée, à la longue, en une association chargée de défendre les intérêts bien compris de ses membres? Pour beaucoup, at très vits dit, « les moudjahidine sont devenus des magouitleurs ».

Le titre de Moudjahid, il est vrai, ouvre à son détenteur et à ses ayants-droit des privilèges et eventages si considé-rables que beaucoup tentent d'usurper la qualité d'ancien combattant. Au demeurant, ce régime de faveur suscite toutes sortes d'abus et de trafics, comme, par exemple, les cessions de licence d'exploitation de taxis ou d'importation de véhicules étrangers.

A la différence de son prédécesseur, M. Kafi dispose zinsi d'un puissant réseau : d'influence, d'une cliantèle qui pourreit l'aider à asseoir son pouvoir. Pas forcement sa bonne reputation. « Mais qu'importe, disent certains, le régime n'a pas, dans l'immédist, un souci d'image. »

### Un entretien avec le secrétaire général du FFS «L'armée est responsable des désastres qu'a connus notre pays»

nous déclare M. Hocine Ait Ahmed

ALGER

de notre envoyé spécial

«Ras le bol, les historiques!» Et pourtant, celui qui, à l'unisson de beaucoup d'Algériens, trahit ainsi son impatience est l'un de ces « historiques ». Aujourd'hui secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), M. Hocine Alt Ahmed revendiquerait-il le droit de parler politique pour le seul compte d'autrni? « En 1962, j'ai démissionné du gouvernement et du FLN en disant que nous avions fait notre temps, nous a-t-il déclaré. J'ai alors expliqué que le new deal de la révolution, c'était le changement de personnel politique. »

Des hommes neufs, « intègres et compétents », capables d'engager résolument le pays sur la voie des réformes en profondeur, « il en existe par centaines », assure M. Alt Ahmed: « J'ai offert aux dispersure soiveure codes de houte dirigeants soixante cadres de haute valeur dans l'Oranais, une centaine dans le Constantinois.» Pas de réserves, de sa part, sur ces nou-velles générations, à une nuance près cependant : «La jeunesse n'est pas un titre de sincérité et ne prémunit pas contre l'opportunisme. »

Mais le cours des choses peut-il Mais le cours des choses peut-il changer sans le consentement des militaires? « La population vous le dira : c'est l'armée qui a pourri le pays. C'est elle, en effet, qui, depuis l'indépendance, détient l'essentiel du pouvoir. Le FLN n'a jamais été le vrai centre de décisions, souligne le secrétaire général du FFS. Sou-vent manipulée par des aventuriers et des appartunistes. L'armée est donc responsable des désastres qu'a connus l'Algèrie, » Il ne s'en dit pas moins «rassuré» par les récentes déclarations de certains chefs milicasernes et de « revenir à leur mis-sion première qui est d'assurer la défense du territoire ».

Pour l'heure, M. Ait Ahmed tente, comme tout un chacun, de tirer au clair l'assassinat de Mohamed Boudial. A son avis, « les failles constaiées dans le système de sècurité renforcent plutôt la thèse d'un véritable complot. Tout se passe comme si ce crime s'inscrivai dans la stratégie d'un certain centre de pouvoir qui s'oppose à la reprise du processus démocratique». Les islamistes sont-ils coupables de ce forfait? « En mon for intérieur, j'en doute beaucoup», répond le secré-taire général du FFS, qui « refuse de succomber au manichéisme». Quant à cette sorte de « commission-étouffoir» que vient de mettre en place le Haut Comité d'Etat (HCE) pour élucider les circonstances du drame d'Annaba, il n'en attend pas grand-chose: «Sa créa-tion vise davantage à satisfaire l'opinion internationale qu'à faire la lumière.»

#### Anges exterminateurs

La personnalité du successeur de M. Boudiaf à la tête du HCE suscite, de sa part, des réserves. «Je ne veux faire de procès d'intention à quiconque mais force est de constater que M. Ali Kafi est, d'une certaine manière, le représentant d'un intégrisme nationaliste, temarque le secrétaire général du FFS. J'espère qu'il saura traduire, en actes, le patriotisme d'aujourd'hui qui, à mes veux, s'identifie à la qui, à mes yeux, s'identifie à la démocratie. En revanche, il est a satisfait » de l'entrée au HCE de M. Recha Malek, car, « de toute évidence, il est franchement moderniste et ouvert au dialogue».

insiste M. Ait Ahmed, et cela par le retour à la légitimité populaire, les légitimités historique et religieuse ayant définitivement subi un effet d'usure, poser le pouvoir sur un nouveau socle constitutionnel.» Et de dénoncer un « système de présidentialisme hypertrophié que l'on assimile, à tort, à un Étal

L'élection d'une Assemblée constituente lui paraît être une « mesure de salubrité publique », beaucoup plus urgente à prendre que l'organisation d'une élection présidentielle. « Cette course folle aux urnes a, déstabilisé la vie politique de notre pays, dit-il. Il y a trop de candidais affichés ou clan-destins qui se livrent une lutte féroce en se jouant des appareils et même de la rue.» Pour gérer la transition, il propose la formation d'un gouvernement provisoire, « constitué de personnes politisées mais non partisanes ».

Ses idées ont-elles quelque chance d'être prises en considération par le pouvoir? En tout cas, le secrétaire général du FFS figurait, au lendemain de l'assassinat de M. Boudiaf, au nombre des chess de partis politiques que le général Khaled Nezzar, membre du HCE et ministre de la défense, avait souhaité rencontrer. « Au cours de cette première prise de contact. nous lui avons exposé comment nous voyions les choses, raconte-t-il. Nous attendons maintenant les suites qui seront données à cette volonté de dialogue."

« Nous l'avons notamment mis en gauche qui se prèsentent comme des anges exterminateurs et qui appel-lent à la poursuite d'une strategie iste et auvert au dialogue». sécuritaire à l'encontre des isla-«Il faut rendre l'Etat à la nation, mistes, uniquement fondée sur la

Maiduguri

répression, stratégie qui a déjà prouvé ses échecs v. précise M. Ait Ahmed. Et. imaginant les choses lorsque sera venu le temps de reprendre le chemin des urnes pour choisir les membres de l'Assemblée constituante, il évoque les vertus d'un dispositif électoral « qui rende impossible le succès de tous les extrémismes ».

JACQUES DE BARRIN

### ASIE

#### Accrochage à la frontière entre la Chine et le Vietnam

Des gardes-frontières vietnamiens et chinois se sont affrontés, en mai tandis que Pékin signait ovec la société américaine Crestone Energy un accord d'exploration pétrolière de la région contestée des îles Spratleys, au large du Vietnam, a-t-on appris vendredi 3 juillet à Hanot. Un échange de tirs a eu lieu près de la fameuse porte de l'Amitié, lieu où la «route nationale ( » du Vietnam aboutit à la province chinoise du Quangxi. Cet incident manifeste la persistance d'une tension entre les deux voisins communistes, malgré l'accord de paix qu'ils ont signé en novembre. Hanoï affirme que le contrat passé, en mai, entre Pélcin et Crestone Energy porte sur une zone située sur son plateau continental.

La Chine avait promulgué, en février, une loi revendiquant les îles droit de Pékin de recourir à la force. Outre le Vietnam et la Chine, les Philippines, Taïwan, la Malaisie et Brunei revendiquent tout ou partie des Spratleys. A l'exception de Brunei, ces pays entretienment une préence militaire sur certains ilots. –

### Des cobayes américains en Chine?

Le Los Angeles Times rapporte vendredi 3 juillet que Washington disposerait d'indications en provenance de l'ex-Europe de l'Est selon lesquelles 125 soldats américains au moins, faits prisonniars durant la guerre de Corée (1950-1953), auraient été déportés dans un camp en Mandchourie après avoir été interrogés par des Soviétiques, et auraient été utilisés comme cohaves.

Ceux qui n'auraient pas péri lors de séances visant à déterminer le degré de résistance des races blanche et noire à la torture aureient été exécutés. Pékin aurait répondu aux questions de Washington, en mai, qu'il lui était impossible de confirmer l'existence du camp mandchou. - (AFP, Reuter.)

# Nigéria, géant incertain

Suite de la première page

Politiquement, l'avenir est pro-grammé. Le général Ibrahim Babangida, qui a pris le pouvoir en août 1985, ne manque pas une occasion de rappeler sa promesse : il remettra les rênes en janvier prochain - mais il a déjà reporté deux fois l'échéance. En attendant, à six mois du retour prévu des civils au pouvoir, le gou-vernement militaire, devant une crise économique sans précédent, trahit son impuissance en multipliant les signes de crispation.

### présidentiel

Ainsi, en avril, le groupe de presse Concord a été momentanément fermé par les autorités, après la publication, dans l'hebdomadaire African Concord, d'un dossier accablant pour le gouvernement. Fin mai et début juin, plusieurs personnalités, connues pour leur attachement aux droits de l'homme, ont été arrêtées et emprisonnées pour «conspiration et crime de trahison», avant d'être relachées sous caution, faute d'un dossier d'accusation suffisamment n'étoffe» (le Monde du 1º juillet). Le projet de garde nationale - une formation qui serait chargée de maintenir l'ordre, en cas de crise - vient d'être réactivé. Deux ministres ont été récemment contraints de quitter le gouvernement, celui du pétrole et ceini des finances, tous deux faisant figure de boucs émissaires après des émeutes provoquées à Lagos par une pénurie de carburant et une hausse

subite du prix des transports. «A hungry man is an angry man » (un homme qui a faim est un homme en colère), répétent les Nigo-rians en guise d'explication, après cette révolte qui a paralyse Lagos à la mi-mai, et les affrontements ethnicoreligieux qui ont fait des centaines de morts, quelques jours plus tard, à

dans les villes. A Lagos, le nombre de sans-logis et de mendiants a consi-dérablement augmenté ces dernières Depuis début mars, la classe

moyenne a eu soudain le sentiment d'avoir rejoint celle des pauvres eux-mêmes devenus de plus en plus pauvres. En dévaluant de 70 % la monnaie nationale, le naira, afin que cours parallèle et cours officiel ne fassent plus qu'un, sans pour autant ment, le gouvernement a porté un coup fatal à la population. L'augmentation des prix a été telle que le général Babangida affirmait, en per-sonne, trois semaines plus tard, dans un entretien accordé à la presse nationale, que « les gens eux-mêmes, franchement, demaient commencer à se soulever ».

Dans ce genne d'aveu impocent, le chef de l'Etat – auquel on reproche d'être de moins en moins en prise avec les réalités depuis qu'il a quinté Lagos pour Abuja, la nouvelle capitale fédérale, en décembre – récidivait quelques jours plus tard, dans le quotidien Dally Times : « Franchement le continue à demander à mes ment, je continue à demander à mes économistes pourquoi l'économie de ce pays ne s'est pas encore effondrée (...). Je n'ai pas encore trouvé de réponse. L'économie nigériane a défié toutes les théories économiques et je pense qu'il est réconfortant d'avoir une cockét telle que collect. une société telle que celle-ci.»

#### Le «sandwich aux nairas»

La société en question, comme usée, ne réagit plus que par des flam-bées de violence sporadiques. La politique? Un lourd discrédit Pentache. Des civils - qui n'ont dirisé le pays que pendant neuf ans depuis l'indépendance -, ne reste que le souvenir de l'incompétence et de la corruption. Quant & coux qui sont sup-Kaduna, dans le nord du pays. On posés prendre les commandes ne meurt pas de faim au Nigéria; en janvier, on leur fait déjà des mais la misère se répand, surtout reproches : tous les candidats suscep-

tibles de l'emporter ne sont-ils pas d'anciens ministres, généraux, ou bauts fonctionnaires, qui auraient pu faire leurs preuves lorsqu'ils étaient au pouvoir? David, lui, s'est fait an pouvoir? David, ini, s'est lattenregistrer sur les listes électorales. Par crainte, dit-il, de voir ses enfants refoulés de l'école. Pour le reste, ça lui est bien égal. «N'importe comment. dit-il, une fois arrivés au pouvoir, les civils n'auront qu'une idée : se rembourser.» Parole de chauffeur de taxi, mais parole répandue. Pour entrer dans la course à la présidence, les soixante-dix candidats déclarés sont, en effet, en train de dépenser des fortunes.

« Quand les gens se font enregistrer, on les transporte, on les nourrit », avoue M. Baba Gana Kingibe, le pré-sident du Parti social-démocrate (PSD), l'une des deux formations autorisées. M. Kingibe n'entre pas dans les détails. Mais les tarifs du «sandwich aux nairas» sont de notonété publique. En plus du sandwich, les femmes recoivent 70 nairas (environ 20 francs) et les hommes 50 naires (14 francs) lorsqu'ils choisissent «la bonne file», les jours d'élec-

#### Une dot pen attrayante

Déjà, des gouvernements locaux ont été élus et, depuis six mois, des gouverneurs civils sont à la tête des trente Etats de la fédération. L'élec-tion de la Chambre des représentants et du Sénat est organisée le 4 juillet et la présidentielle pour décembre, le tout étant calqué, du moins sur le papier, sur le modèle américain. Pour éviter les luttes ethniques et les traditionnelles tensions entre le Nord et le Sud, deux partis seulement ont été autorisés, l'un démocrate (le PSD), l'autre républicain (la Convention nationale républicaine, NRC). Le gouvernement a écrit leurs pro-grammes, financé leurs sièges à travers tout le pays, et versé à chacun 420 millions de naires (120 millions de francs), nous a dit M. Kingibe.

«Ca ne peut pas jonctionner, sou-pire un chercheur de l'Institut nigé-rian des affaires internationales, tout le programme de transition est dis-crédité.» M. Bayo Olukoshi est de ces «radicaux» qui réclament l'organisation d'une conférence nationale. Il en est de deux sortes : des jeunes (avocats, journalistes, syndicalistes, étudiants) et, plus surprenant, les «vieux», ancicos dignitaires qui, eux

Port-Harcourt OCÉAN ATLANTIQUE ment militaire ne peut produire une démocratie sur ce continent». Les prises de position des uns comme des autres sont regardées de haut. Dans un pays où, pour un candidat, ce sont les contacts avec les chefs traditionnels (les obas - rois - ou les

Onitsha

Ibadan

Lagos

émirs) qui priment, le poids de l'in-telligentsia est tout à fait relatif. Des primaires seront organisées en août, au sein des deux partis. Des deux candidats à la présidentielle qui émergeront, gagnera, disent les mau-vaises langues, celui qui aura l'aval du régime militaire. Mais qu'importe? L'essentiel, pour une partie des intellectuels, est de voir enfin les militaires quitter le pouvoir. A mesure que l'échéance approche, la sincérité du général Babangida est d'ailleurs de moins en moins mise en doute. Mais les rumeurs de coup d'Etat continuent de courir bon train.

En janvier, les civils se verront investir d'une lourde responsabi « Jusque-là, ce sont eux qui ont été les wais auteurs des coups d'Etat, souligne un journaliste, ils ont donné à l'armée un prélexte pour intervenir, » Il faut dire que, cette fois, s'ils venaient à échouer, ils auraient euxmêmes un alibi : alors que le général Bahangida avait promis de laisser en héritage une situation saine, après sept années au pouvoir, il s'apprète à Péril économique, tensions ethniques et religieuses, rivalités exacerbées entre sudistes et nordistes... Les prétendants se précipitent, et pourtant la dot n'est guère attrayante. MARIE-PIERRE SUBTIL

### **EN BREF**

 INDE: neaf morts lors d'affron-tements entre hindous et musulmans. - Des heurts entre hindous et musulmans survenus jeudi 2 juillet lors d'une lete religieuse hindouiste à Ahmedabad, dans l'État de Gudiarat, à l'ouest de l'Inde, ont fait au moins neuf morts et des dizaines de blesses. Des émeutes se sont poursuivies le 3 juillet, où la police est intervenue, tuant quatre autres personnes. - (AFP. Reuter.)

DE PHILIPPINES : cinquante-neuf morts dans des combats avec la guérilla communiste. - Au moins cinquante rebelles de la Nouvelle Armée populaire (NAP, groupe de guérilleros communistes opérant aux Philippines depuis 1969) et neuf soldats ont été tués depuis le 25 juin lors de combats dans la région nord de Manille. Ces affrontements personnes ont quitté la région pour

président, M. Fidel Ramos, met au point une amnistie dont pourraient bénéficier les quelque 15 000 membres de la NAP, ainsi qu'un autre groupe d'insurgés musulmans opérant dans l'archipel, le Front Moro de libération nationale. - (UPI.)

□ SÉNÉGAL : beurts meurtriers en Casamance. - Le quotidien sénégalais le Soleil a rapporté, vendredi 3 juillet, la mort de six villageois, dans le village de Tankoro, en Casamance, à la suite d'affrontements entre les rebelles séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) et la population. Le responsable de la Croix-Rouge gambienne a pour sa part déclaré au'une vingtaine de personnes avaient été tuées le week-end dernier au cours d'une attaque perpétrèe à Kagnemor, dans la foret de d'Ambra, à trois cents kilomètres au Casamance. Selon lui, sept cents quitter un bateau qui prend l'eau. I surviennent alors que le nouveau se réfugier en Gambie. - (Reuter.)



## M. Chirac devait annoncer un «oui» personnel au référendum sur Maastricht

M. Jacques Chirac devait se prononcer, à titre personnel, samedi 4 juillet à Paris, en faveur d'un « oui en toute lucidité » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Le président du RPR envisageait de laisser la fiberté de vote à ses « compagnons ». L'ancien premier ministre était l'invité, le lendemain, du « Grand Jury RTL-le Monde »

Après plusieurs mois de louvoiements tactiques destinés à préserver la cohésion de son mouvement, M. Chirac devait expliquer clairement, samedi 4 juillet, a Paris, sa position sur la ratification du traité de Masstricht, Considérant, depuis l'origine, que cet accord sur l'union européenne est « un petit pas dans le bon sens », l'ancien premier ministre ne se déjugera pas : il votera «oui», mais son opinion ne vaudra que pour lui-même, car le président du RPR devait s'exprimer

qu'animent M- Marie-Noëlle Lie-

ment et au cadre de vie, et

nemann, ministre délégué au loge-

MM. Julien Dray et Jean-Luc

Mélenchon, respectivement député

et sénateur de l'Essonne, proteste

contre les indications données au

bureau exécutif du PS sur les pre-

miers votes, dans les fédérations,

en vue du congrès extraordinaire

de Bordeaux (le Monde du 3 juil-

let). S'étonnant, dans un communi-

qué public vendredi 3 juillet, de

« l'étrange comptabilité » présentée

par M. Jean-Jack Queyranne,

porte-parole du PS, qui portait sur dix-huit fédérations, M. Mélenchon

se réfère aux résultats du vote dans

vingt-quatre fédérations pour avan-

Au nom de la Gauche socialiste,

MM. Jean-Luc Mélenchon, séna-

teur de l'Essonne, Julien Dray, député du même département,

M™ Isabelle Thomas, chargée de

mission à la présidence de la Répu-

blique, et M. Michel Kalis, mem-

bre du comité directeur, présen-

tent, en vue du congrès extraordinaire de Bordeaux, un

texte distinct de celui qu'avait

adonté le comité directeur et pré-

conisant une nouvelle stratégie de

rassemblement et un autre pro-

« Notre pays aspire au change-

ment, indique notamment ce texte. Les dernières élections l'ont

prouvé : les Français alment la poli-

tique. Encore faudrait-il qu'elle le

leur rende! La gauche au pouvoir,

ce n'est ni le consensus mou, ni le

populisme brouillon, ni la gestion

pépère du bas de laine. La gauche au pouvoir, c'est une methode de

réforme : celle d'une société mobili-

sée autour de projets et qui puise dans les groupements de citoyens, dans les associations, dans les mou-

vements sociaux, la force de renver-

ser les pesanteurs conservatrices. v

tous les socialistes, aux commu-

nistes et aux écologistes pour leur

proposer un «contrat de gouverne-

ment » visant à réaliser les cinq

le chômage par la réduction du temps de travail; la paix par le

La Gauche socialiste en appelle à

gramme de gouvernement.

cer les chiffres suivants : nières ».

dirigeant, chaque cadre et chaque militant, comme à chaque électeur,

Chacun, en la circonstance, aura qualité de législateur le 20 septem-bre prochain. Les principaux membres de l'état-major du parti néo-gaulliste – MM. Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, Dominique Per-ben, Robert Pandraud, Jacques Toubon ou Edouard Balladur (1), notamment - partagent la même position que le député de la Corrèze, alors que MM. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, et Philippe Séguin, député des Vosges, ont un sentiment inverse.

Dans l'entretien qu'il a accordé (le Monde du 4 juillet), le maire d'Epinal a insisté sur la forme que devait prendre, à ses yeux, la décla-ration de M. Chirac. L'ancien ministre des affaires sociales et de l'emploi avait eu l'occasion, le mardi précédent, de le dire de vive voix à l'ancien premier ministre. On peut imaginer que le «oui» du président du RPR est motivé par ses convictions européennes, par la

La préparation du congrès extraordinaire du PS

rents (soit une participation de

34,64 %); 13 576 votes exprimés,

dont 80,04 % pour le texte du

comité directeur, 10,93 % pour

celui de la Gauche socialiste et

9,02 % contre (position adoptée

par Socialisme et République, le

courant de M. Jean-Pierre Chevè-

M. Mélenchon adresse une mise

en garde à « tous ceux qui seraient

tentés de faire correspondre les chif-

fres avec leurs objectifs à la faveur

de rectifications de dernière minute,

d'enregistrements de votes « redres-

sés» et autres méthodes en vigueur

dans quelques fédérations et dans la

plupart des républiques bana-

désarmement; la justice sociale par

la redistribution de la richesse et la

lutte contre les privilèges : l'exigence

d'un modèle de croissance économi-

que écologiquement durable, sondé

sur la priorité au développement

humain, non seulement dans notre

pays, mais encore dans l'ensemble

du monde; le développement de la

citoyenneté à tous les niveaux où se

prennent les décisions qui comptent

dans la vie de tous les jours : entre-

prises, collectivités locales, nation,

partage du travail. v

Europe. Partout doit prévaloir le

Tout d'abord, il s'agit de bâtir

« une société du temps choisi », l'objectif d'une telle politique étant de « répartir les économies du

temps de travail selon le principe de

justice ». La réduction du temps de

travail sans perte de revenu devrait

permettre d'y parvenir grâce à trois

de travail salarié visant à une durée

hebdomadaire de trente-cinq heures; accès à un resenu garanti

pour tous ceux qui ne vivent pas des

produits de leurs capitaux, ni d'un travail salarié; revalorisation du

salaire minimum garanti. v La

Gauche socialiste veut favoriser,

ensuite. l'expression de la citoven-

neté, grâce au scrutin proportion-

nel, au référendum d'initiative

populaire - local et national, - au

droit de vote accordé au niveau

local à tous les résidents étrangers.

Juillet

M. Mélenchon conteste les chiffres

de la direction sur les premiers votes

La Gauche socialiste, courant 15 340 votants sur 44 276 adhé-

La Gauche socialiste : «Ni consensus mou

ni populisme brouillon»

nationale qu'internationale et par son souci de ne pas courir le risque d'un décrochage dans la course à l'Elysée, face aux farouches «curo-péistes» conduits par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il n'en demeure pas moins que le maire de Paris est contraint maire de Paris est Contraint
d'amender son «oui» par une
liberté de vote qui est là pour prouver que la construction européenne
est, quoi qu'il en dise, un véritable
chemin de croix pour le RPR
quand il est dans l'opposition. Il
n'est pas tout à fait innocent que la
prise de position de M. Chirac se
fasse à l'occasion d'un rassemblement de plus de deux mille cadres du parti, « nouvellement élus » et réunis pour la mise en route... des législatives, alors que l'organisation d'un ultime conseil national sur la ratification de Masstricht avait été promise. Parmi les personnages historiques du gaullisme qui trainent les pieds certains pourraient chest. les pieds, certains pourraient obser-ver que la dernière réunion de cette instance, le 28 avril, avait un sim-ple caractère informatif, et non pas

M. Fabius s'oppose

à la «double appartenance»

A une semaine du congrès extra-ordinaire du PS, à Bordeaux, M. Lau-rent Fabius souligne, dans un entre-tien publié par l'hebdomadaire du parti, Vendredi (daté 3 juillet), qu'en tant que premier secrétaire du PS il

doit veiller à la «cohérence» au sein

du parti, « ce qui passe notamment par le respect des règles majoritaires » et

« exclut évidemment l'appartenance

simultanée à deux organisations politi-ques différentes». « Ces règles valent pour toutes les sensibilités, tous les res-ponsables, tous les militants du PS».

Le premier secrétaire vise les mem-bres du PS qui seraient tentés d'être « simultanément membres de deux

organisations politiques différentes pré-sentant des candidats, le cas échéant

seniant des candidats, le cas ecneuni concurrents, à des élections ». Cette mise en garde s'adresse à M. Jean-Pierre Chevènement et à ses amis, qui ont annoncé la réunion, à la fin du

mois d'août, d'une convention pour

un «Mouvement des citoyens», après avoir voté, au Parlement, contre la

révision constitutionnelle préalable à

la ratification du traité de Maestricht. L'avertissement de M. Fabius

concerne, aussi, ceux des socialistes qui seraient tentés de rejoindre le

précise M. Fabius.

décisionnel. Il est vrai qu'un nouveau débat sur la question risque-rait d'étaler les divisions au grand

Le déroulement de la campagne du RPR aura ceci de paradoxal que les partisans du «oui», derrière le président du mouvement, feront une campagne plutôt modérée, alors que les partisans du «non», emmenés par M. Séguin, feront une campagne active. Verra-t-on les uns défaire les accurants de le pagne active. Verra-t-on les uns défaire les arguments des autres?

M. Balladur, par exemple, silencieux jusqu'ici, ne cache pas qu'il peut réduire le discours des opposants en un tournemain et qu'il se fait fort d'appliquer le traité européen en faveur de la France, dans l'hypothèse où l'occasion lui en serait donnée.

**OLIVIER BIFFAUD** 

(1) Une phrase de l'article intitulé «L'opposition désaccordée », dans le Monde du 4 juillet, pouvait laisser croire que M. Balladur se rangesit dans le camp des «non». Or l'ancien ministre a l'intention, comme nous l'indiquions dans le Monde du 2 juillet, de voter

#### Adoption du projet de loi sur l'apprentissage et la formation professionnelle

Les sénateurs ont adopté, à la quasi-unanimité, vendredi 3 juillet, le projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle, présenté par M= Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Seul le groupe communiste a voté contre ce texte, qu'il a estimé n trop favorable au patronat v. Au cours de la discussion des articles du projet, les sénateurs ont apporté plusieurs modifications au texte du souvernement. Ils out incité l'éducation nationale à reconnaître l'apprentissage, en l'obligeant à proposer cette voie au même titre que les autres à l'occasion des actions d'information et d'orientation des élèves. Ils ont affirmé le rôle des régions en la matière, en leur permettant de faire varier le quota de la taxe versée à l'apprentissage entre 20 % et 25 %. Les sénateurs ont retardé, enfin, la revalorisation oui seraient tentés de rejoindre le des salaires des apprentis au Mouvement», dont le président de le janvier 1993, pour laisser aux SOS-Racisme, M. Harlem Désir, a entreprises, ont-ils dit, le temps de annoncé la création à l'automne pro- s'y préparer.

Au Sénat

A l'Assemblée nationale

### Le gouvernement fait ajourner la réforme de la taxe d'habitation

Les députés ont adopté, vendredi 3 juillet, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal qui prévoit, depuis un amendement introduit par le Sénat, le report sine die de l'entrée en vigueur de la taxe départementale sur le revenu (TDR). L'opposition UDF-UDC-RPR a voté pour l'ajournement de cette réforme fiscale, à laquelle le gouvernement était hostile mais que défendait une partie du groupe socialiste. Les communistes se sont abstenus. Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a également fait adopter un amendement prévoyant que les indemnités perçues par les victimes de la contamination per le virus du sida à la suite de transfusions sanguines seront exonérées de l'impôt de solidarité sur la fortune et des droits de suc-

« Un gouvernement socialiste impose à sa majorité socialiste de renoncer à un impôt socialiste » : M. Yves Fré-ville (UDC, Ille-et-Vilaine) a trouvé le vine (ODC, ine-et-vitame) a trouve re meilleur raccourci pour résumer le psychodrame qui se joue, ces der-nières semaines, autour de la taxe départementale sur le revenu (TDR) dont le gouvernement ne veut pas et dont le gouvernement ne veut pas et que défendait crânement la majorité du groupe socialiste. Chose rarissime depuis 1981, un député du PS, M. René Dosière (Aisne), a déposé une question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu à délibérer) contre un texte qui, bien que amendé par le Sénat, avait l'aval du gouvernement. Certes, M. Dosière a retiré ln extremis sa motion de procédure, mais non sa motion de procédure, mais non sans l'avoir défendue avec entêtement car, a-t-il souligné, «si la réforme doit être enterrée, que la messe soit belle »...

A l'entendre, on mesurait l'ampleur du divorce sur cette affaire entre M. Charasse et une partie des députés

socialistes. Sur le fond, M. Dosière n'a pas craint de comparer la taxe d'habitation actuelle, que la TDR avait pré-cisément pour objectif de réformer, à «la poli tax de M= Thatcher» car elle n ne reflète aucunement les capacités contributives des habitants».

> M. Dosière (PS): « régression sociale »

Sur la forme, il a qualifié de « détournement de procédure » la méthode qui a vu l'introduction subite au Sénat, le 18 juin, d'un amende-ment de M. Jean-Pierre Masseret (PS. Moselle), visant à suspendre sine die inititialement rien à voir avec le sujet, mps de puisqu'il prévoyait d'anticiper la sup-pression du taux majoré de la TVA. Ainsi retravaillé, le texte a dû, d'ailleurs, être rebaptisé « projet de los por-tant diverses dispositions d'ordre fis-

Ulcérés par cette modification sénatoriale, que certains considéraient comme téléguidée par le quai de Bercy, les députés socialistes s'étaient pourtant ralliés, le 30 juin, par 34 voix contre 24, à un compromis proposé par M. Christian Pierret (Vosges), rapporteur de la commission des finances, demandant le report de l'entrée en vigueur de la TDR en janvier 1993 (le Monde du 2 juillet). Cependant, une coalition de circonstances a ruiné, vendredi, cette labo-rieuse tentative de conciliation puisqu'une majorité composée des députés de l'opposition et du PC a rejeté l'«amendement Pierret». Du coup, on en revensit à la version sénatoriale «rerrojvant aux calendes grecques l'en-trèe en vigueur de la TDR», selon la formule sans détour de M. Fréville.

Il ne restait plus à M. Dosière, des lors, qu'à annoncer son intention de lors, qu'à annoncer son intention de se démettre de son mandat de délègué national aux finances locales du PS, en signe de protestation contre la a règression sociale » que constitue, à ses yeux, l'abandon de la réforme de la taxe d'habitation. Il ne restait plus, également, à M. Alain Richard (Vald'Oise), autre rocardien, rapporteur général du budget, qu'à fustiger le a dévolument des procédures législa-« dévoiement des procédures législa-tives » et la manière dont « le gouvernement a traité les membres de su majorité comme il ne traite pas ses adversaires». Plus cruel encore, pour le gouvernement et pour ceux des députés socialistes qui l'ont soutenu dans cette épreuve de force, tel M. Pierret, aura été l'allusion perfide de M. Richard aux «conservateurs camouflès», qui ne se distingueraient plus guère des « conservaieurs avoués ». « Subsisterait-il encore des enjeux qui fondent l'alternative entre la droite et la gauche? Comment l'électeur pourrat-il encore exercer son choix entre deux façons de gérer la cité?» s'est-il inter-

Au cours de la journée de vendredi, l'Assemblée a adopté, en outre, le pro-jet de loi adaptant à des directives européennes la TVA et les produits soumis à accises, qui avait fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire (CMP), formée de députés et sénaleurs. Les députés ont également adopté la version issue de la CMP du projet de loi adaptant au marché unique la législation applicable en matière d'assurance et de crédie les matière d'assurance et de crédit. Ils ont amendé, en revanche, après échec de la CMP, la version sénatoriale du projet sur le plan d'épargne en actions (PEA), en rétablissant la mesure alourdissant le taux d'imposition sur les avant l'expiration de la deuxième année, mais en le limitant à 22,5 % au lieu de 25 %. Ils ont, enfin, globalement rétabli dans sa version initiale le projet de loi actualisant le RMI, que le Sénat avait fortement amendé.

FRÉDÉRIC BOBIN

717.0

ANDRÉ LAURENS

### LIVRES POLITIQUES

A philosophie politique est un bon moyen de se distraire de la politique ordinalre lorsque celle-ci décoit ou ennuie, mais elle est aussi d'un secours précieux pour an suivre le cours quand il devient tumultueux. Ca qu'il est, en ce moment, particulièrement en Europe : l'actualité offre le spectacle d'un empire effondré, qui continue de se défaire ; d'un peuple à nouveau rassemblé, mais inquiet, alors que d'autres se séparent : d'Etats qui se déchirent tandis que leurs voisins, permi lesquels la France, resserrent davantage leurs liens. Existe-t-II une grille de lecture commune à des pulsions si contraines?

neuvième siècle, Joseph Ferrari, que, dans « le Monde des livres » du 26 juin, Roger-Pol Droit nous invitait à revisiter, pensait l'avoir trouvée en établissant une théorie de la raison des Etats, laquelle enseigne, écrivait-il e les distances, les intervalles, les retours qui alternent les gouvernements, le rythme qui les oblige, dans l'espace aussi bien que dans le temps, à se succéder d'une manière déterminée avec tels ou tels chefs... La jour où je saisis cette idée, la confusion des théories se dissipa devant moi comme par enchantement » (Histoire de la raison d'Etat, Editions Kimé). Audelà du charme et de l'entrain que possède le style de ce penseur mondialiste, l'enchantement dont il fut saisi s'est dissipé, et il faut

Un auteur franco-italien du dix-

# Les raisons de l'Etat

complexité les reisons qui éclairent l'organisation des sociétés politiques.

Précisément, d'autres savants ouvrages, qui se complètent l'un l'autre car ils procèdent de la même démarche initiale, réactualisent le domaine de la théorie de l'Etat. Cette entreprise collective a produit, sous la direction de Christian Lazzeri et Dominique Reynié, deux livres. Le premier, le Pouvoir de la raison d'Etat, traite de l'art de gouverner tel qu'il s'est formé jusqu'à la fin du seizième siècle, époque qui marque un tournant et qui voit émerger l'État moderne : les rois guerriers deviennent des souverains dont l'autorité s'appuie sur un appareil administratif. Cependant, souligne Gaines Post, l'un des auteurs de ce collectif, « les termes et la substance de la doctrine moderne sont essentiallement issus du renouveau du droit public romain aux douzième

et treizième siècles ». La raison d'Etat se confondait au début avec celle du bien public et commun, et se définissait comme une règle de conduite en période de danger et d'urgence. Avec Machiavel, la théorie de l'Etat se fonde sur la conservation et l'accroissement du pouvoir de l'Etat pour satisfaire d'abord le désir de domination du prince. La politique s'autonomise mais reste dépendante de son environnechercher ailleurs et dans plus de | ment socioculturel. Christian Lazzeri observe que le problème de la raison d'Etat « ne se réduit nullement à la simple opposition ouverte entre des actes de pouvoir et des normes éthico-juridiques », mais qu'elle recouvre aussi «l'inscription de ces normes dans le monde social ».

Jean-François Goni s'emploie à démontrer le caractère fondateur du système du secret : « Etre souverain, écrit-il, c'est organiser le secret, c'est l'instituer, le divulguer, l'effacer, la retenir, c'est, à la limite, hiérarchiser le monde en fonction de la place de chacun visà-vis de ce qui peut devenir un immense système généralisé du secret. » Toute institution politique en passe par là, au risque de dérives extrêmes puisque, selon Hannah Arendt, le totelitarisme fait de l'ensemble de la société une société secrète, même si le secret est vide de contenu.

On ajoutera, pour revenir à la réalité, que nos sociétés démocratiques ne fonctionnent pes différemment. La part du secret demeure forte et, à certains égards, nécessaire. Elle est, en principe, compensée par des règles de contrôle qui supposent une transparence minimale. C'est l'équilibre réalisé entre l'une et l'autre nécessité qui détermine la qualité participative de la démocratie. Les institutions, mais plus encore les usages, peuvent faire pencher la balance dans un sens et Dominique Reynié, PUF.

ou dans l'autre. En France, la tradition étatique, centralisatrice et élitiste, surtout quand elle se conjugue avec des pratiques personnalisées de gouvernement, avantage plus le système du secret que le besoin de transparence.

Le second volume, intitulé la Raison d'Etat : politique et rationalité, est consecré aux formes de rationalité et aux techniques de gouvernement qui caractérisent l'Etat moderne. Michel Sellenart analyse l'apport des critiques du machiavélisme et Dominique Reynié expose en quoi le recours au savoir statistique dans le domaine sociel a été « la pièce centrale de la construction du rationalisme d'Etat ». Et c'est ainsi, explique Dominique Séglard, que Michel Foucault a pu entreprendre « une généalogie de l'Etat et de la rationalité politique modernes, à partir de la gouvernementalité comme technique générale de pouvoir».

On l'a noté au début : l'actualité de ces études de philosophie politique, c'est l'actualité elle-même. Des Etats craquent, naissent ou renaissent, d'autres cherchent à construire une communauté qui les dépasse, cela ne se fait pas dans le vide, même si les règles du jeu ne sont pas aussi évidentes que le pensait Joseph Ferrari.

▶ Le Pouvoir de la raison d'Etat, 284 pages, 198 F, et la Raison d'Etat : politique et rationalité, 173 pages, 148 F. publiés sous la direction de Christian Lazzeri

Le Monde ROSSIERS

FRAUDES, ESCROQUERIES, SUPERCHERIES

« Les clés de l'info »

Au sommaire : la protection du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe des Sept, le drame de la Bosnie...

Mal is growt de la BULLIUS PARALLALIA JOF UDE THE SHALL SH Se beder me grie. The statistics the states on the state of

A TONE OF THE PARTY OF THE PART market for topics AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TO PERSON NAMED IN COLUMN T The second secon A COME TO STATE OF THE PERSON THE PROPERTY OF THE PARTY OF men Principal (Principal of the Elec-Marie Marie Control of the Control o THE RESERVE OF THE PARTY OF THE Berger British British March wants in white party. make of the party for the series The state of the s M. Carrier (Ph)

THE PARTY OF THE P The same was a series of the same of the s

APPROXIMENT SEE SERVICE CO. . . .

Marketine a maje of the end

· (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) The state of the same of the s Spring to the spring of the spring of the spring of

BARRE Y ANT INSPIRED Marie William Control of the Control A STATE OF THE STA The second of the second of The state of the s -Marie September 1975 Marie 1975 The same per per per The same of the same THE PERSON NAMED IN 

THE PART OF THE PARTY OF THE the side of the s

# SOCIÉTÉ

Tandis que le trafic reste largement paralysé par les barrages

# Les négociations avec les transporteurs et les chauffeurs routiers ont échoué

Après avoir levé quelques barrages, vendredi 3 juillet, les chauf-feurs-routiers qui manifestent contre l'application du permis à points, ont durci leur mouvement. Leurs opérations - cent quarante barrages étaient recensés samedi matin – se sont multipliées sur l'ensemble du réseau routier, qui était en partie paralysé samedi 4 juillet, à l'exception de l'extrême Est de la France.

A la demande du premier ministre, des négociations se poursuivaient pour tenter de trouver une solution au conflit. Celles-ci se sont déroulées à trois niveaux. Une réunion paritaire a été ouverte, vendredi 3 juillet, par M. Jean-Louis Bianco, ministre du logement, de l'équipement et des transports. La commission de suivi de l'application du permis à points a été mise en place. Les autorités préfectorales ont poursuivi, sur les différents barrages, leurs contacts avec des délégués des chauffeurs-routiers.

Le gouvernement affirme que les approvisionnements sont assurés. Pour ce qui est des carburants des arrêtés prévoient la réquisition des chauffeurs. Pour les produits alimentaires le marché de Rungis, près de Paris, est protégé par un dispositif de sécurité qui empêche les routiers d'en approcher. Des suspensions de permis de conduire ont été décidés à l'encontre de plusieurs manifestants mais la levée des barrages par la force se heutre à des difficultés techniques pratiquement insurmontables.

La tentative des pouvoirs publics de trouver une issue au conflit des transporteurs routiers en plaçant la négociation sur le terrain des condi-tions de travail des chauffeurs paraît mal engagée.

Alors que M. Jean-Louis Bianco, Alors que M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, fait état de la signature de deux accords, les fédérations CFDT, FO, CGT, CFE-CGC et la Fedération nationale des chauffeurs routiers (FNCR) ont refusé de signer le relevé de conclusions rédigé par le président de la commission. Une prochaine rencontre a été fixée au jeudi 9 juillet, au lendemain de celle de la commission du suivi charau jeudi 9 juillet, au lendemain de celle de la commission du suivi chargée d'analyser les conséquences de l'instauration du permis à points.

Selon M. Bianco, «les partenaires sciaux sont parvenus à deux sociaux sont parvenus à deux uccords» sur « l'interdiction d'octroyer des primes en fonction des distances parcourues et/ou du volume des marchandises transportées» et « l'autorisation pour les conducteurs de s'absenter

pour participer aux stages de forma-tion spécifique dans le but de récupé-rer des points ». Le ministre estime u indispensable que les négociations entre les partenaires sociaux se pour-suivent avec la volonté d'aboutir rapidement sur les sujets qui restent en

Par contre, FO a dénoncé «un nouveau leurre monté par le gouver-nement », alors que la CGT a souligné que «les patrons n'ont pas de mandat pour négocier» et que la CFDT déplore que «le ministère et le patronat n'ont rien proposé ». Plu-sieurs syndicats ont explicitement appelé les routiers salariés à élargir le mouvement, « Une réunion organisée très rapidement, sans possibilité de consultations entre nos différentes organisations, ne pouvait aboutir à un accord sur l'ensemble des points que les syndicats voulaient soulever », a estimé de son côté M. Jean Demarne, délégué général de l'Union des fédérations de transports (UFT). Visiblement, les représentants des

discussion sur le terrain des conditions de travail. Dans un communiqué publié vendredi, la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) «réaffirme sa solidarité avec les conducteurs routiers dans leurs revendication, sur le permis à points » et dénonce la «tentative » du gouver-nement de «faire dériver la crise vers un conflit social ».

La première réunion de la commission de suivi de l'application du permis à points mise en place, ven-dredi 3 juillet, au secrétariat d'Etat aux transports devait être l'occasion d'un débat sur les modalités de la nouvelle réglementation. Les organi-sations professionnelles de routiers, qui siègent à cette commission avec des représentants des administrations, des associations d'usagers et des organismes agréés pour le recyclage des infractionnistes, ont demande des aménagements du permis à points. Elles souhaitent princimis professionnel a et que le nombr de points attribués soit augmenté. Comme l'a indiqué, M. Georges

Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, cette « commission n'est pas un instrument de gestion de la crise des routiers. Mais à tout moment elles peut faire des propositions ». Plusieurs groupes de travail doivent mainte nant étudier des aménagements à la nouvelle réglementation. M. Jacques Roché, président de la commission de suivi et des membres du cabinet de M. Sarre ont continué, pendant toute la journée du 3 juillet, à recevoir des délégations de chauffeurs routiers recommandées par les pré-fets qui ont établi des contacts avec les manifestants sur les barrages. Ces négociations avec des représentants improvisés et souvent mal informés peuvent cependant difficilement aboutir à des accords. Et les propositions des pouvoirs publics sont, la plupart du temps, rejetées par les assemblées qui se tiennent sur les

## d'aujourd'hui »

En qualifiant jeudi 2 juillet, devant M™ Geneviève Jurgensen, présidente de la Ligue contre la violence routière, les chauffeurs routiers de « serfs d'aujourd'hui ». le président de la République a voulu prendre la défense d'une catégorie sociale injustement méprisée.

« Serfs

Il est vrai que les chauffeurs rou-tiers n'ont pas profité des avancées sociales de ces dernières années. Un grand nombre d'entre eux sont obligés de rouler quelquefois 15 000 kilomètres chaque mois. Ils passent ainsi plus de soixante heures par semaine au volant, et heures par semaine au voiant, et beaucoup plus de temps loin de chez eux, pour des salaires médio-cres. Les négociations paritaires sur leurs conditions de travail ouvertes au ministère de l'équipement, ven-dred!"3 juillet; témoignent de la

réalité de cette situation. Le président de la commision de survi de l'application du permis à points, qui a rencontré ces dernières heures des dizaines de délé-gués des chauffeurs routiers, s'est dit frappé de n'avoir pratiquement jamais constaté une opposition sys-tématique au principe de la nouvelle réglementation. Une partie des routiers bloqués dans les barrages admettent, souvent, après avoir rencontré leurs collègues des pays étrangers où existe un système similaire, que le permis à points est le seul moyen de mettre un terme à l'hécatombe sur les routes.

#### Une information trop tardive

Parce qu'il offre aux chauffeurs routiers l'occasion de contester leurs conditions de travail, l'instauration du permis à points gêne les employeurs. Quelques-uns organi-seraient, dit-on, le ravitaillement et des relèves sur les barrages. L'accusation est grave. Mais la célérité avec laquelle des organisations pro-fessionnelles ont salué le premier recul du gouvernement sur les que des arrière-pensées ne sont pas absentes du débat actuel.

Parmi les aménagements que souvent l'augmentation du nombre de points pour rapprocher le système français des modèles étrangers (12 points en Grande-Bretagne, 14 en Allemagne). Mais c'est oublier que dans ces pays les retraits de points peuvent être encore plus sévères que ceux qui seront pratiqués dans l'Hexagone. sieurs délits ne pourra pas entraîner la perte de plus de quatre points sur un capital de départ de six points. De l'autre côté de la Manche, par exemple, un conduc-teur en état d'ébriété reconnu comme responsable d'un accident mortel se voit retirer 11 points sur

Comme le prouve le grand nombre de conducteurs qui se rendent au guichet des préfectures pour points ». l'information sur la nou-velle réglementation a été été trop tardive et incomplète. Les pouvoirs publics avaient rencontré peu d'opposition pendant le vote sur cette loi à l'Assemblée en 1989, après une année durant laquelle les accidents de la route avait beaucoup augmenté. C'est d'ailleurs pour cela que le nombre des points avait été limité à 6. Mais depuis, il faut le noter, l'insécurité routière et donc la présomption de culpabilité des conducteurs n'ont cessé de dimi-

## Les «inattendus» de Maubeuge

de notre envoyée spéciale

C'est le demier endroit où l'on s'attendrait à tomber sur un barrage. Maubeuge, trente-huit mille habitants. Même pas une souspréfecture. Les agriculteurs n'ont fait qu'y passer. Quelques carottes, un feu de camp, puis ils se sont dirigés vers Avesnes et l'hôtel des impôts dont ils ont fait un « hôtel des pots », avant de monter sur Lille, et depuis -ont-ils été angloutis à leur tour par le blocus? - on ne les a plus

Mais māme à Maubeuge ils y

sont. Allez savoir pourquoi. « Je pommes de terre à Liège », dit Bernard Heslouin, le Melouin en bermuda, Depuis mardi, b sur la nationale 2, bloqué par un mouvement dont personne ne connaît les organisateurs. Il a rencontré Georges, dit « Solitaire-52», qui allait de Dijon à Bruxelles avec des plaques de PVC. Et depuis, tous deux sont « chargés de cuisine » sur une portion de barrage dont euxmêmes ignorent la longueur. Et qui n'occupe, en tout cas, qu'un côté du carrefour où plusieurs centaines de routiers ont pris position, au prix d'ailleurs de quelques dégâts aux panneaux de signalisation. Ils s'efforcent de la consolider, catte position, bien qu'un certain nombre de Belges et de Néerlandais, à l'approche du week-end, aient fait défection.

Au menu de ce vendredi soir, du rosbif, de la salade de pommes de terre et du fromage. La bière et le vin ne sont plus distribués que pendant les repas ment samble souffrir de quelques dérogations parmi les loueurs de canes, et, à l'arrière

des camions frigorifiques, on aperçoit autent de packs de bière que de pots de rillettes.

Tout va bien, disent les uns. les chaveux trempés. Car il y a de l'orage dans l'air et la pluie est aussi insaisissable que la situation. «La population nous soutient.» Les cibistes sont venus en renfort. Des auxiliaires qui tiennent le barrage pendant que quelques locaux sont rentrés dornir à la maison. Aussi zélés, ils expliquent le permis sux leunes : « Vous n'aurez que six points jusqu'à soixante-dix ans. lis apportent le café ou emmènent les routiers prendre une douche au stade. Les pompiers de Louvroit, eux aussi, ont prêté leur caserna, «ils sont venus nous chercher quatre per que-

## s'est mis en colère

La « cagnotte », installée au milieu de la chaussée, se remplit. Combien? Les routiers sont aussi unanimes que sur le nom-bre de points de leur permis idéai.... Cinq mille francs? Douze mille francs? De l'argent belge, affirment-ils en tout cas, et 10 dollars offerts per un car de Japonais. Mais l'automobiliste est encore libre de ne pas payer, «il n'aura pas les pneus crevés». Et l'argent qui ne servirs ni è l'alimentation des grévistes ni à sider les Roumains et les Polonais du barrage sera reversé, c'est promis, au Papillon blanc par l'intermédiaire du « retraité

qui nous donne de l'eau ». € J'ai la voix cassée. On n'a plus rien à se mettre», dit un autre routier, interrompu par un artisan transporteur de la région répondant au surnom de « Barberousse», qui est plutôt sur la ligne « pas de point du tout». Un

mis aux aléas de la démocratie populaire d'une assemblée cosmonolite de routiers partis sans linge de rechange. On passe. Et tout à coup, on ne passe plus : une jeune automobiliste a frotté de trop près un pare-choc et colère, « J'ai mis mon camion an

Qui s'y retrouve? Au commissariat central de Maubeuge, le commissaire divisionnaire a renoncé à partir en vecances et le brigadier de permanence déplace des pions jaunes et rouges sur la carte de la région : mais à peine annonce-t-il au sous-préfet que le barrage du carrefour d'Aulnoy est en train de se disloquer qu'une voix à la radio dément : « Négatif, 80 %. Ambiance bon enfant. Brorains. »

Alors la police s'efforce surtout d'éviter les accidents : dégager un camion d'oxygène liquide dont la pression monte. Le 1= juillet, un problème sérieux a été évité de peu : une fuite s'est produite dans un camion transportant des fûts d'arsenic à Hautmont : le chauffeur a dû être hospitalisé.

Quant aux Maubeugeois, ils se faufilent et passent, pour certains, à la station d'essence avec un jerrican. Et pour tout dire, ce vendredi, ils réveillonnaient. Noël, oui, en juillet. C'était le Festival d'été du Théâtre du Manège : «Les inattendus de Maubeuge ». On a mangé de la bûche, chanté Mon beau sapin et débouché de nombreuses boutellles en se promettant des retraits de permis de conduire : «Ca y est, tu as au moins 12 points de retard l'»

CORINE LESNES

#### L'ensemble du réseau dans la nasse touché avant les départs en vacances

Le mouvement de levée de certains barrages, constaté, vendredi 3 juillet, en début de journée, ne s'est pas confirmé par la suite. Le Centre national d'informations routières de Rosnysous-Bois constatait au contraire une réelle aggravation de la situation dans la matinée du samedi 4 juillet. Les vacanciers semblaient cependant avoir différé leurs départs. Seul, l'extrême est de la France était épargné par le mouvement de

Dans le Nord, toutes les autoroutes et les routes nationales étaient bloquées par des barrages. Les villes étaient toutes difficiles d'accès. Seul le réseau secondaire était praticable.

protestation des chauffeurs rou-

 Paris était une des rares villes de l'Hexagone qui ne comptait aucun barrage à ses portes. Les plus proches étaient en place après Roissy et à Melun. Un barrage C. de C. n'était resté en place que quelques

heures, dans la nuit du 3 au 4 juillet, sur l'A 13 au niveau de Mantes.

• La région lyonnaise et le couloir rhodanien connaissaient une situation inchangée depuis le 29 juin. L'ensemble du réseau était touché et la circulation était difficile dans la ville même de Lyon, où étaient installés plusieurs barrages.

 Dans le Sud-Est, la route vers la Méditerranée était coupée par des manifestants à Orange et Avignon. · Tonlouse et sa région, qui avaient connu une amélioration quarante-huit heures auparavant, étaient à nouveau paralysées samedi matin. Les villes de Saint-Gaudens et de Perpignan étaient ceinturées par des barrages. La plupart des barrages avaient cependant été levés à Bordeaux.

Dans l'Ouest, où la situation était restée calme en début de semaine, les barrages s'étaient multipliés vendredi : autour de Rouen et de Caen, sur la rocade de Rennes, sur l'A 11 à Chartres, sur l'A 10 près d'Ortéans, à la Ferté-Bernard sur la RN 23 et à Nogent-le-Rotrou.

Les Belges

de notre correspondant

Depuis plusieurs jours, les médias belges consacrent une grande place au blocage des routes en France. Une discrète ironie sur la pagaille chez des voisins souvent soupconnés de complexe de supériorité a fait place à une réelle inquiétude, au moment où des centaines de milliers de Wallons et de Flamands s'apprêtent à partir prendre leurs vacances en France ou en Espagne.

Vendredi 3 juillet, le ministre des affaires étrangères, M. Willy Claes, a demandé à ses compatriotes de s'abstenir de franchir la frontière en ce moment. Le numéro d'appei d'une « cellule de crise» au ministère a été diffusé. Il permet d'obtenir des renseignements sur l'évolution de la situation. Des mesures d'aide d'urgence ont été annoncées en faveur des Belges déjà bloqués dans l'Hexagone, allant jusqu'à des allocations d'argent par les consu-

### L'opposition demande au gouvernement de dialoguer

Les barrages routiers ont été sévèrement critiqués par M. Pierre Mauroy, maire (PS) de Lille, qui a jugé «incompréhensible que le per-mis à points destiné à sauver des vies humaines soit source d'un tel désordre chez nous, alors qu'il est parfaitement admis dans d'autres pays ». « Rien ne justifie de prendre les usagers de la route en otage. C'est un abus qui ouvre la réflexion sur l'avenir du transport routier et les risques majeurs du « tout-ca-mion », a ajouté l'ancien premier

Pour M. Jean Poperen, maire (PS) de Meyzieu, dans la banlicue de Lyon, et ancien ministre chargé des relations avec le Parlement, « le gouvernement a raison de se mon-trer ferme et doit le rester». « Rasle-bol des camions !, s'est exclamé M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, à l'université l'UDF à Brest (Finistère), Ces transports routiers doivent passer par le rail (...) On ne peut pas accepter le doublement du nombre des poids lourds dans les dix ans à venir. » M. Alain Madelin, viceprésident de l'UDF, député d'Illeet-Vilaine, présent lui aussi à cette université d'été, a ajouté : «Il jaut mettre les camions sur les trains, si

Plus généralement, les responsables de l'opposition dénoncent, comme M. Charles Millon, prési-dent du groupe UDF à l'Assemblée nationale, président de la région Rhône-Alpes, « la totale incapacité

du gouvernement à engager des réformes ou à les mener à bien ». « Cette incapacité est en train de créer dans le pays une situation dangereuse et à la limite de l'atteinte à la cohésion sociale », indi-que M. Millon, tout en désapprou-vant que la « prise d'otages des milliers de personnes qui n'y sont pour rien». « Sur le principe, ajoute t-il, le permis à points est une bonne réforme, mais la France a choisi le système le plus sévère, le plus contraignant ».

Dans un « appel solennel », M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, député de Seine-Saint-Denis, demande au gouvernement de « rétablir un dia-logue constant entre toutes les catégories sociales victimes de sa politique » et « d'assurer la continuité des services publics et le rétablissement des libertés essentielles ». Le maire de Lyon, M. Michel Noir et le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis (CDS) invitent pour leur part, dans un communiqué commun, le premier ministre à « s'en-gager à réétudier les modalités de la loi » sur le permis à points. S'ils ne « contestent pas le principe d'une loi qui a été votée et qui doit concourir à responsabiliser les usagers de la route (...), ils soulignent que « l'ampleur et la projondeur des réactions actuelles montrent que les mesures d'application de cette los n'oni pas été élaborées suffisamment en concertation avec les trans-

### M. Bérégovoy à l'épreuve du feu

Il est clair que les problèmes sociaux propres à cette profession, soumise à la pression de la concurrence européenne, ne peuvent être résolus en vingt-quatre heures. Comme lors des manifestations

paysannes de l'automne demier, qui empêchaient les ministres de se déplacer, le gouvernement se trouve face à un problème de maintien de l'ordre, donc d'autorité. Devant un mouvement non canalisé, sujet à des manipulations ici ou là, il dispose de quelques atouts, dont le principal est celui du temps. Les pertes occasionnées pour les transporteurs sont de nature à provoquer chez eux la clarification d'une attitude qui est appa-rue, jusqu'à maintenant, ambigue : subissant le conflit, les chefs d'entre-prise de ce secteur espéraient manifestement que le pouvoir finirait par cèder sur la nouvelle législation. Les représentants de l'opposition qui, comme MM. Robert Pandraud, Michel Noir ou Dominique Baudis, mettent en cause la capacité du gouvernement à gérer les affrontements sociaux cherchent eux aussi un profit concerne le rôle de l'Etat.

Celui-ci est-il à même de faire prévaloir l'intérêt général sur les rapports de force que peut tenter d'im-poser telle ou telle corporation? La difficulté est comparable à celle que rencontrent les pouvoirs publics lors-qu'ils entreprennent de lutter contre le tabagisme et l'alcoolisme, avec cette différence que l'insécurité sur les routes met directement en danger non seulement les auteurs d'imprudences, mais les autres. Peut-on à la fois regretter l'impuissance de l'Etat J. de La G. devant les «problèmes de société» et ne pas faire bloc avec un gouverne-

ment qui entreprend de faire respecter une loi régulièrement adoptée? Ceux qui, dans l'opposition, cher-chent à exploiter le conflit des routiers contre le pouvoir socialiste prennent le risque d'affaiblir encore la confiance des citovens en l'Etat et le crédit, déjà gravement entamé, des responsables politiques dans leur

PATRICK JARREAU



Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

## Premières divergences entre les docteurs Garretta et Allain

Les docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain se sont opposés pou: la première fois, vendredi 3 juillet, devant la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Les négociations particulièrement laborieuses entre le Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) et la firme autrichienne Immuno à propos d'un transfert de technologie pour « chauffer » les produits sanguins destinés aux hémophiles étaient au cœur du débat.

lls ne se tutoient plus. Ils ne sont plus. l'un pour l'autre, que le « doc-teur Garretta » et le « docteur Allain », assis côte à côte, condamnés à transpirer ensemble sur l'étroit banc des prévenus. Leur divorce a été définitivement consommé au cours d'un redoutable échange de questions-réponses inauguré par le président Jean-Louis Mazières.

Et derrière ce divorce anecdotique tremblait, telle une petite flamme vacillante, une partie du terrible enjeu de ce procès : oui ou non le docteur Garretta, pour des raisons mélant l'amour-propre et la strategie commerciale du CNTS. moment d'acheter la technologie du «chauffage» des produits sanguins qui aurait permis de sauver bien des hémophiles de la contamination en inactivant le virus du sida? Oui ou non, le docteur Garretta a-t-il fait l'impasse sur des informations scientifiques l'alertant sur l'intérêt majeur des produits

A ce point, la chronologie des faits se révèle impitoyable. Car l'intérêt porté aux produits chauf-fés par le CNTS, depuis 1983,

Les suites

de l' « affaire Boucheron »

Une nouvelle procédure

est engagée à Angoulême

nelle de la Cour de cassation, aux

dans le dossier de l'usine d'incinéra-

tance de cette technologie avait été saisie. A cette époque, c'est le pro-fesseur Jean-Pierre Soulier, directeur général du CNTS, qui prend des contacts avec la firme Immuno. Mais, dès 1984, il confie ce dossier à son adjoint, le docteur Garretta, pour qu'il approfondisse les négociations en vue de la signa-ture d'un contrat.

#### « Difficultés relationnelles »

Or les négociations vont tourner court fin juillet, à Munich, lors d'une rencontre entre les docteurs Garretta et Allain d'une part, et le professeur H. Eibl, président d'Immuno. En quelques mots, le président Mazières rappelle, en citant des documents du dossier d'instruction, que la rupture des négociations a été provoquée par des « difficultés relationnelles » entre le docteur Garretta, médecin sans réputation scientifique, et le profes-seur Eibl, légèrement méprisant à son endroit.

Bref, le docteur Garretta, pour des motifs tenant à son orgueil, se serait braqué. «Il est exact que je n'al pas garde un sentiment agréable de cet entretien avec le profes-seur Eibl, explique l'inculpé. Nous n'étions pas d'accord et j'ai quitté la pièce mécontent. Mais il n'y a pas eu suspension des négociations ». « Lorsque quelqu'un se lève brusquement, laisse ses documents et quitte la réunion, j'appelle cela une rupture de negociations ». rétorque le docteur Allain. Me Xavier Charvet, conseil du docteur Garretta, se dresse furieux : «Le fait de jeter son cartable, ce n'est pas une rupture de négociations,

c'est une interruption de séance!» Une chose est sure, la rupture entre les deux inculpes est en tout cas scellée. Les deux prévenus ne passant le micro sans se regarder. « J'étais catastrophé du résultat de cette réunion », résume le docteur Allain, pour une fois parfaitement clair.

Mis en difficulté, le docteur Garretta réfute l'état d'avancement des pourpariers avec la firme immuno: «L'objectif de cette réu-nion était simplement de faire le point sur les renseignements techniques transmis. Immuno était en train de faire évoluer sa technolo-gie, et le professeur Soulier n'était pas convaincu de la supériorité de l'une par rapport à l'autre. De plus, nous nous sommes trouvés en pré-sence de demandes commerciales nacceptables.

Les audiences précédentes ont malheureusement souligné le retard pris en France, depuis 1983, en matière de « chauffage » des concentrés destinés aux hémophiles. Le président Mazières insiste : « De juillet à décembre 1984, n'avez-vous pas laissé courir un délai injustifiable? - Si j'avais accepté ce contrat, Monsieur le président, le professeur Soulier ne l'au-rait pas signé, répond le docteur rait pas signe, tepotid le docteur Garretta. – Mais pourquoi avoir suspendu les négociations? – Ce ne fut pas le cas. Un grand nombre de documents ont été échangés de sep-tembre à novembre 1984 et nous avons pris la décision de signer l'ac-

#### «Six mois de retard»

cord en octobre. n

Me Georges-Paul Wagner, partie civile, s'adresse au docteur Allain : « Maintenez-vous que les négociations aient pris six mois de retard? - Il y a eu un retard, même s'il est difficile de le chiffrer. Et il était extremement urgent que le CNTS se munisse d'une technologie

Me Wagner se tourne vers le docteur Garretta: « Le professeur Soulier, qui devait partir en fin d'an-née, vous avait donné une délégation de signature pour une opération immobilière et pour les comptes postaux et bancaires. Quand votre prise de pouvoir au CNTS a-t-elle été effective? - A cette époque, je rends compte au professeur Soulier. - Vous ne répon-dez pas à ma question sur les délégations de signature. - Je ne peux pas vous répondre. Je n'ai pas le

document sous les yeux.»

D'esquives en dérobades, le procès progresse ainsi et se tend à mesure que l'on se rapproche des infractions retenues par la prévention, du 21 mars au 1<sup>st</sup> octobre 1985. « Le docteur Garretta avait-il conscience de la nécessité de fournir des produits chauffés? interroge Me Pierre Chaigne, partie civile. -Pour moi, il était important d'avoir accès à une technologie d'inactivation mais pas essentiel de l'obtenir dans l'urgence, répond l'inculpé. -Ne disposiez-vous pas des informations nécessaires sur leur utilité? -Les détenteurs de ces informations ce sont des spécialistes... »

Promu directeur général du CNTS le 1º octobre 1984, le doc-teur Garretta aura probablement bien du mal, au cours des prochaines audiences, à se défausser ainsi de ses responsabilités, même si le président Mazières a invité les avocats des parties civiles à se modérer. « La procédure accusatoire que j'ai laisse se développer ne doit pas se transformer en une forme raffinée de torture, comme cela a été le cas ces quinze derniers jours », a-t-il prévenu, provoquant un tollé chez les avocats des hémo-

LAURENT GREILSAMER

#### **CIRCULATION**

### La Mairie de Paris étudie un projet de périphérique souterrain à péage

En l'an 2000, la capitale pourreit disposer, dans sa partie est et sud, entre la porte de Bagnolet et la Le procureur de la République d'Angoulème, M. Joël Guitton, a transmis vendredi 3 juillet, une porte d'Auteuil, d'une rocade souterraine périphérique à péage. Pour requête auprès de la chambre crimiconcrétiser ce vieux projet, le Conseil de Paris devrait, lundi fins de désignation d'une juridiction 6 juillet, commander, pour le mois de mai 1993, une étude technique tion des ordures ménagères. L'enquête préliminaire a en effet fait et financière à la société Cofiroute. Les édiles parisiens examineraient apporaître le nom de M. Jean-Michel ensuite ce projet. Boucheron, député (non inscrit),

ancien maire socialiste d'Angoulème qui bénéficie, en sa qualité d'élu du cules par jour, le boulevard périphérique est aujourd'hui la voic la privilège de juridiction. plus chargée de l'Hexagone. Pour Cette usine d'incinération, dont la construction a été décidée en 1983 endiguer cette circulation en surface et diminuer le bruit, les embouteilpar le Syndicat intercommunal du lages et les nuisances aux abords du Grand Angoulême (SiGA), alors pré-side par M. Boucheron, semble avoir périphérique, la Mairie envisage de créer une voirie souterraine. Cette donné lieu à une importante surfacnouvelle voie serait aménagée, en turation et à des détournements de priorité, dans le secteur le plus «chargé» qui longe les 12, 13, 14, 15, 16 et 20 arron-dissements.

Le dossier de l'usine d'incinération fait également apparaître le nom de M. Michel Gabaude, cet ingénieur commercial gérant de plusieurs sociétes-taxis que l'on retrouve au cœur de la plupart des affaires Boucheron. M. Gabaude fait lui-même l'objet de deux inculpations (le Monde des 17 et 26 juin et du 1º juillet).

La procédure lancée sur l'usine d'incinération, attendue depuis plusieurs semaines, intervient quelques heures après l'envol, par le maire d'Angoulême, M. Georges Chavanes (CDS), président du district, d'une lettre au procureur de la République de la ville, dans laquelle il s'étonnait de l'absence d'ouverture d'une information judiciaire sur ce dossier, « Maleré nas demandes, écrivait-il, nous sommes au regret de constater que, vraisemblablement, vous n'avez pas reçu d'instructions de votre hierarchie vous permettant de requérir l'ouverture de cette informa-tion.»

Le district d'Angoulème s'est d'au-tre part porté partie civile dans l'af-faire instruite à Bordeaux par M™ Dominique Piot, sur la SEPC, une des sociétés de M. Gabaude.

D La Cour de cassation rend son dossier au juge Van Ruymbeke. - La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné une nouvelle fois, jeudi 2 juillet, la chambre d'accusa-tion de la cour d'appel de Rennes pour instruire le dossier de la SAGES sur le financement occulte des partis politiques dans la Santhe, dans lequel de nouveaux élus sont « susceptibles d'être inculpés ». L'arrêt de la Cour de cassation permet au juge rennais M. Renaud Van Ruymbeke de reprendre son enquête, au cours de laquelle étaient apparus les noms de plusieurs élus socialistes.

La construction de cette rocade souterraine, dont le coût est estimé à 8 milliards de francs, serait financée par un péage (de l'ordre de 40 F) que devraient acquitter ses utilisateurs. Elle serait tracée entre le boulevard périphérique et les boulevards des Maréchaux et ses accès seraient peu nombreux (tous les 3 kilomètres), afin de limiter les échanges avec la surface. Enfin elle autoriserait la communication avec les autoroutes A 3 (porte de Bagno-Avec plus d'un million de véhi-(porte de Gentilly) et A.13 (porte d'Auteuil). La rocade desservirait

aussi les portes de Montreuil, Tol-biac, de Châtillon et d'Issy. Cette initiative de la Mairie de Paris s'inscrit dans un projet plus vaste d'aménagement de la région parisienne. En effet, 40 % des automobilistes qui empruntent le périphérique effectuent un trajet de banlieue à banlieue. Les maires des communes riveraines et les prési-

dents des conseils généraux de la petite couronne, consultés en mai 1991, se sont prononcés, dans leur grande majorité, en faveur de cette voirie souterraine.

Le président du conseil régional d'lle-de-France a également émis, en mai 1991, un avis positif « en souhaitant que ce projet puisse s'in-tégrer à un éventuel réseau régional souterrain». Enfin, le 19 juin 1992, M. Christian Sautter, préset de la région lle-de-France, a donné à la pour réaliser cette infrastructure routière (le Monde du 3 juillet). Il a notamment accepté qu'elle soit ins-crite dans le futur schéma d'aménagement régional. Déjà le conseil général des Hauts-de-Seine étudie la possibilité de créer lui aussi une voirie souterraine passant par la Défense qui pourrait, selon M. Chirac, être raccordée, dans les années à venir, à la rocade parisienne.

**JEAN PERRIN** 

### DÉFENSE Les personnels touchés par la baisse

## des crédits militaires recevront des aides

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, doit commencer, lundi 6 juillet, à recevoir les organisa-tions syndicales représentant les personnels qui sant concernés par les restructurations prévues du dispositif

A l'heure actuelle, le ministère de la défense occupe 524 000 militaires (cadres, engagés et appelés) et 112 000 civils. Selon ses calculs, entre 15 % et 20 % de ces personnels pourraient être affectés par les restructurations, sous la forme de départs anticipés à la retraite, de mutations ou de nouvelles formations professionnelles pour leur

Doté de quelque 300 millions de francs dans un premier temps, un plan est à l'étude pour l'«accompagnement social» de ces diverses déci-sions. Pour les cadres militaires, il s'agit de mesures d'aide à la mobilité géographique et, pour les personnels civils, de mesures d'aide à la forma-tion, au reclassement, à la mobilité d'emploi et au départ volontaire. Un premier protocole, acquis au niveau interministériel et dénoramé « forma-tion et mobilité», prévoit de détacher I 000 ouvriers par an, pendant trois années, dans des services extérieurs de l'Etat, des collectivités locales ou dans des établissements publics ne relevant pas de la seule défense. D'autre part, le Fonds pour les restructurations de la défense - ins- atteintes par la baisse programmée titué par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, pour favoriser la création d'emplois dans des zones menacées de récession par la fermeture de garnisons - sera porté de 80 millions de francs en 1992 à 100 millions en 1993.

Enfin, la délégation générale pour l'armement (DGA) devra mettre des fonds spécialisés, à hauteur de 700 millions de francs, à la disposition des PME ou PMI qui risquent d'être parmi les sociétés les plus

O Quatorze militaires français

ment pas moins de 5 000 entreprises de cette taille. Il ne s'agit pas à proprement par-ler, selon la DGA, de subventions. Il s'agit de fonds bancaires d'investissement, gérés par divers établissements financiers et destinés à per mettre aux PME-PMI travaillant pour la défense de renforcer leurs

des crédits militaires. Les armées

font vivre directement ou indirecte

décorés. - La croix de la valeur militaire vient d'être décernée à quatorze officiers, sous-officiers et soldats français pour leurs actes de bravoure au Cambodge et en Yougoslavie. Les titulaires de cette décoration sont onze hommes de l'armée de terre (dont un appelé volontaire qui a fait partie de l'es-corte rapprochée du chef de l'Etat à Sarajevo), deux de l'armée de l'air (membres de l'équipage de l'hélicoptère Dauphin utilisé à Sarajevo par M. Mitterrand) et un sous-officier de la Garde républicaine (au Cambodge). Parmi eux figure - pour avoir évacué des blessés et mené des négociations

difficiles avec des milices en Bos-

nie - un capitaine relevant du 13e régiment de dragons parachu-tistes (RDP), qui, en octobre 1990, avait été capturé, avec deux subordonnés, par les Irakiens en mission secrète de reconnaissance dans la zone neutre à la frontière avec le

fands propres pour innover, exporter

ou se diversifier.

M. Jean Lecannet dénonce « l'attentisme » de la programma-tion militaire. – Le président de la commission sénatoriale de la défense et des affaires étrangères, M. Jean Lecanuet, a estimé, jeudi 2 juillet, que la programmation militaire 1992-1994 « traduit un attentisme + du gouvernement et « renvoie à plus tard les choix indispensables w.

L'enquête sur l'assassinat d'un dirigeant de l'OLP à Paris

### La police diffuse les portraits-robots des meurtriers d'Atef Bsisou

La police judiciaire parisienne a diffusé, vendredi 3 juillet, les portraits-robots des meurtriers d'Atef Bsisou, le dirigeant palestinien assassiné le 8 juin à Paris (le Monde du 9 juin). Conduite sous la direction du juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, l'enquête de la brigade criminelle a permis de reconstituer les circonstances de l'assassinat et l'emploi du temps d'Atef Bsisou. S'agissant des auteurs de l'assassinat, on n'en est encore qu'au stade des hypothèses.

L'information passerait pour anodine s'il n'était question de l'assassinat d'un dirigeant palestinien : les tueurs d'Atef Bsisou n'étaient pas de type « méditerranéen ». L'un d'eux, teint clair et cheveux chatain coupés court audessus des oreilles, avait même un aspect franchement « europeen ». Le deuxième membre du commando n'est pas, lui, « typé ». Plusieurs témoins des faits nombreux à déambuler dans le quartier de Montparnasse, ce 8 juin juste après minuit - ont fait la même description des assassins et out permis la diffusion de leurs portraits-robots.

Le témoignage le plus précieux est celui d'un jeune Français qui sort d'un bowling, à deux pas de l'hôtel devant lequel le responsable de l'OLP va être assassiné. Le jeune homme est intrigué par le manège de deux hommes d'allure sportive, fourtant la main dans leur sac à dos et paraissant aux aguets. Il se trouve très près d'eux quand l'un des hommes le fait déguerpir en braquant un pistolet dans sa direction.

Visiblement bien renseignés, les tueurs ont repéré la voiture qui raccompagne le Palestinien à son hôtel. Des que Bsisou en descend, il est plaqué contre le véhicule par l'un des hommes du commando. L'autre ouvre le feu. Du travail soigné : trois coups tirés à travers un sac en plastique pour récupérer les douilles, et un sangfroid de professionnels qui ont minutieusement préparé leur itinéraire de fuite. Quelques instanta plus tard, un maître-chien employé dans un parking voisin croit repérer l'équipe en compagnie d'un troisième individu. Le trio, qui s'engouffre dans une berline grise immatriculée dans les Hauts-de-Seine, disparaît.

#### « Menacé par le Mossad»

Faute d'avoir mis la main sur les assassins, les enquêteurs s'en tiennent aux faits établis. Et. comme dans toute affaire criminelle, *a fortiori* quand il s'agit d'un des responsables des services de renseignement de l'OLP, la méthode conduit à reconstituer l'emploi du temps de l'intéressé.

Ce dimanche vers 18 heures. Bsisou arrive à l'improviste dans la capitale. Personne n'a, semblet-il, été prévenu de son escale à Paris. Le Palestinien vient de passer trois jours en Allemagne et conduit son 4 x 4 tout-terrain qu'il a récupéré dans un garage de Berlin, Bsisou vient souvent dans

la capitale et, comme d'autres dirigeants palestiniens, loge dans l'un des hôtels où la délégation générale de l'OLP prend soin de réserver (sous le nom d'un membre peu connu) des chambres. Cette fois, Bsisou descend dans un établissement de Montparnasse.

De sa chambre d'hôtel, le dirigeant de l'OLP appelle aussitôt deux amis libanais, un homme et une femme résidant en France. Ces deux journalistes lui servent habituellement de « contact » avec la DST. Vers 18 h 30, l'un d'eux avertit le service de contre-espionnage que Bsisou souhaite rencontrer rapidement son corres-pondant à la DST. Un rendez-vous est fixé au lendemain matin. Au téléphone, le journaliste indique que Bsisou se dit « menace par le Mossad ». Mais, commente-t-on aujourd'hui à la DST, sans que le journaliste signale aucun indice de menace précise ou immédiate. Aussi, à l'autre bout du fil, l'inspecteur suggère-t-il simplement que le Palestinien ne passe pas la nuit à l'hôtel. Apparemment, l'alerte ne valait pas la peine de mobiliser une équipe de nuit. Une protection rapprochée sera proposée... pour le lendemain. Mais les tueurs n'attendront pas.

Bsisou est assassiné au moment où ses deux amis le déposent à son hôtel. Montre en main, six heures se sont écoulées dépuis son arrivée inopinée à Paris. L'énigme est de taille : quelle organisation dispose en France d'un commando capable de monter uno opération techniquement parfaite en si peu de temps? Comment cette ėquipe

t-elle pu être aussi bien renseignée sur les faits et gestes du Palestinien? N'a-t-il pas été «filé» dès son passage en Allemagne, où ce n'est qu'une hypothèse policière - il aurait tenté de « retourner» un proche du groupe palestinien dissident d'Abou Nidal? Mais alors pourquoi choisir Paris quand Bsisou était, il y a peu, à Cuba et qu'il venait de passer une nuit d'hôtel en Allemagne? Lorsqu'ils auront la réponse à ces questions, les enquêteurs auront progressé d'un grand pas.

Pour l'heure, aucune des « pistes » avancées par les uns ou les autres - le groupe Abou Nidal, scion un communiqué rédigé en son nom (vite démenti porte-parole du groupe à Beyrouth, mais considéré comme « authentique » par les services spéciaux français); le Mossad israélien, selon l'OLP et une partie de la presse israélienne; ou encore des dissensions internes à la centrale palestinienne - n'est écartée par les enquêteurs. Même si la première « piste » reste la plus vraisemblable: Bsisou entendait venger l'assassinat d'Abou Iyad, son patron à la tête des services de renseignement de l'OLP. qui avait été tué, en janvier 1991 à Tunis, par les hommes d'Abou Nidal. D'ordinaire, pourtant, ses commandos opèrent au pistoletmitrailleur et ne laissent pas de témoin vivant.

ERICH INCIYAN

### MÉDECINE

### Mort du professeur Jean-Louis Lortat-Jacob

Le professeur Jean-Louis Lortat-Jacob, membre de l'Académie de médecine, président du conseil de l'ordre des médecins d'avril 1970 à juin 1981, est mort mercredi 1º juillet.

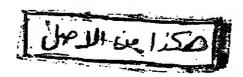
On retiendra de lui l'image d'un homme intransigeant, controversé, opposant farouche à l'avortement volontaire. Ce fils de médecin, né le 30 août 1908 à Paris, scolarisé à l'école Lacordaire, puis au lycée Janson-de-Sailly, décroche son diplôme de docteur en médecine en 1939. La même année, il devient chef de clinique à la faculté puis, en 1942, prosecteur (préparateur spécialisé dans l'anatomie, particulièrement dans les

Chirurgien des Hopitaux de Paris en 1944, professeur agrégé à la faculté de médecine en 1953, chirurgien de l'hôpital Tenon en 1956, puis de l'hôpital Beaujon en 1961, professeur de clinique chirurgicale jusqu'en 1981, élu membre de l'Académie de médecine en novembre 1973, le professeur Jean-Louis Lortat-Jacob est porté à la présidence du conseil national de l'ordre des médecins le 10 avril 1970. Il présidera aux destinées du conseil jusqu'au 25 juin 1981.

En novembre 1976, trois ans après la mort d'un jeune homme après une ablation des amygdales dans une clinique de Neuilly, il est inculpé d'homicide involontaire en tant que «directeur médical» aux côtés de l'anesthésiste, du chirurgien et de l'infirmière. Tous quatre seront relaxés le 28 avril 1982. L'affaire est cependant venue entacher la réputation d'un homme déjà critiqué pour ses prises de position conservatrices, notamment sur la libéralisation de l'avortement, signataire en 1979 d'une déclaration stipulant que la loi de 1975 avait contribué « à élargir le laxisme des mœurs et à aggraver la

lamenagement o

Les Mecon



# Les mécomptes de Briançon

A force d'emprunter pour réaliser des équipements déficitaires ou de prestige cette commune des Hautes-Alpes s'est placée dans une situation budgétaire particulièrement critique

BRIANÇON de notre envoyé spécial

A STATE OF THE STA

at I part in

AND STREET, STATE OF

# # mar # Persa

Barther the sace of this

- A SHEW CO CONT.

The summer & Atal Bas-

THE BUSINESS OF

a partie de encountries.

THE PERSON STATES OF THE

BROKE FOR THE SERVE CANEEL

See Branch & Anal Grant

· 新工部 在市 4年代。1970年

and have a special control of

A des maines and a few

AND DE MANEETT, A TIME

MARKET REPORT OF MINISTRA

with a minimistration of the in-

THE THE PERSON OF THE PERSON OF the majorie description of a

-

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

HOR WHEN PROPERTY FORWARDS (SA)

For the second of the second co

E STANK BOOKS IN COURSE

THE RESERVE SHOWING THE

British and the first first of · 梅· 聖禮 聖明明教 不明日

THE PARTY AND ASSESSED.

東京 大学 日本大学はない はっち

m. To the properties that the North and

The was broken to the

WAS IN THE PARTY OF THE PARTY.

A PROPERTY THE PROPERTY OF

**阿姆斯 的新发展 经内部** 

Marine M. Carebia (4. 2 40)

THE WAR SHOW OF THE PARTY

Spire and Authorities and wide

participation of the said

W WENNING HE

Marine House Halling when it .

the section of the second of

S. Belle Course by Translation between

which where we have not been a

Company of the property of the Parket

Ban appropriate the same of

The second of th

Service .

Mary Mary Mary and Salah

The company of the co

The second of the second

STATE STATE OF THE -

And the second second **新闻的** 1977 12 January

A Sugar Mile Comment

THE THE ST WAS THE ST

(事業) を対しませる。

----

The state of the s

-

Marie Marie

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

The state of the same of the s

-

Service Committee of the Committee of th

Market See French 

FA THEN NO.

The state of the s

THE SECOND TO SHE

THE PERSON AS A PROPERTY OF The same of the same of the same of

mi & Second

PROPERTY OF THE PARTY OF

The state of the s

劉治、劉明 海鄉 医化二十二

秦 为证明证明

Company of the party of the last

Charles of Ben Car

police diffuse les portraisson

des meurtriers d'Atef Riskin

EPUIS de nombreux mois, Briançon vit dans une atmosphère de crise financière. La cité construite par Van-ban est-elle « en état de cessation de ban est-elle « en état de cessation de paiement», comme l'affirme le nouveau maire, M. Alain Bayrou (UDF-PR)? Ou celui-ci pratique-t-il « la politique de la terre brûlée», comme le soutient son prédécesseur socialiste, M. Robert de Camnont? Etourdis par les chiffires lancés, ici ou là, les Briançonnais ne savent plus trop quoi penser. Des habitants de la souspréfecture des Hautes-Alpes ont cependant retiré leur coafiance à M. de Caumont à l'occasion de l'élection municipale partielle qui a eu lieu à la fin de l'année 1991 (le Monde du 26 novembre et daté 8-9 décembre). 26 novembre et daté 8-9 décembre).

Le scrutin avait été provoqué par la démis-sion collective de treize colistiers du maire sortant et de cinq élus de droite. Ses propres amis reprochaient à M. de Caumont ses méthodes de gestion et réclamaient un assainissement des inances locales. Depuis le changement de ma rité, les événements se sont précipités. M. Bay-rou a, tout d'abord, suspendu le paiement des annuités de tous les emprunts de la commune, consentis pour l'essentiel par le Crédit local de France (CLF) et la Société lyonnaise de banque (SLB). Puis, le 29 mars, la nouvelle municipalité a voté le budget primitif pour 1992 en déséquilibre de 90 millions de francs (sur un total de déseaux de 242 2 millions de francs). dépenses de 242,2 millions de francs). Avant d'adopter, début juin, le compte administratif 1991, en déficit de près de 80 millions de

Dans le même temps, l'une des cinq sociétés d'économie mixte de la commune (SEM), celle d'economie marte de la commune (Siém), celle du hockey sur giace professionnel, a déposé son bilan. Tandis qu'une menace de cessation d'acti-vités plane sur une autre de ces SEM, la Société de développement des Hautes-Alpes (SEDHA). Selon des chiffres provisoires, l'endettement de la commune atteindrait 450 millions de francs. Il correspondrait, d'après le bilan prévisionnel de 1992, à près de quarante ans d'épargne brute.

#### Une station sans neige

« Briançon, résume M. Bayrou, c'est, propor-tionnellement, cinq fois Angoulème. » Sa compa-raison repose sur le montant de la dette et sur-celui, supposé, du déficit de la commune. M. de Caumont l'a contesté tout en soulignant qu'à la différence de l'ancien maire d'Angoulème son intégrité accornelle n'est ses pieses en cause intégrité personnelle n'est pas mise en cause.

Après sa victoire aux élections municipales de 1983, cet énarque cofondateur des GAM (Groupes d'action municipale), s'est lancé dans une politique de croissance tous azimuts. Son objectif : faire de Briançon la «capitale touristique» des Alpes du Sud. Point d'orgue de cette politique : la création par la commune de la station de sports d'hiver du Prorel, inaugurée, en février 1989, par le premier ministre, M. Michel Rocard, un ami de toujours de M. de Caumont. Coût de l'investissement : officiellement, 220 millions de francs. C'est-à-dire la moitié de l'endettement de Briançon.

Le concept du Prorei était original : il s'agis-sait de relier le centre de Briançon (1 250



mètres d'altitude) au réseau de Serre-Chevalier, grâce à un téléphérique de liaison permettant de quitter la ville «skis aux pieds». Mais, faute d'un d'enneigement suffisant – un risque inhé-rent à l'emplacement plein sud du téléphérique, – les trois premiers exercices ont laissé un déficit d'exploitation cumulé de 17 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 21 millions. La municipalité avait également réalisé un important programme d'HLM, créé un nouveau centre commercial, construit des ateliers relais, relancé le hockey sur glace profes-sionnel. Des investissements financés par des emprunts auprès de ses bailleurs, des emprunts bien lourds pour une ville de 12000 habitants.

L'ancien maire assure qu'il maîtrisait «totalement » la situation caractérisée, selon lui, pa: de simples difficultés « conjoncturell :s ». M. Bayrou, qu'il taxe d'«immobilisme», aurait, accuse-t-il, délibérément, « noirci le tableau (...) pour charger, politiquement, ses prédécesseurs », ruinant, du même coup, le crédit de la com-

« Lorsque nous sommes arrivés, réplique M. Bayrou, la trésorerie se limitait à 2,6 inillions m. Bayrou, la desoverie se limital à 2,0 initions de francs. Sans une avance, par le prejet, des 4/12- de la fiscalité locale, la paie du personnel en janvier (3,6 millions de francs) n'aurait pu être assurée. Nous gérons, depuis, au jour le jour, sans la moindre possibilité d'honorer les engagements de la collection de la coll ments de la collectivité à l'égard de ses prêteurs.» La situation de la commune s'est, en fait, brusquement détériorée à partir de juin 1991. A

cette date, la municipalité ne paie plus les annuités d'emprunt,

Selon M. de Caumont, des discussions étaient en cours avec le CLF et la SLB portant sur un prêt de 60 millions de francs pour 1991. « Cesi pret de 50 milhons de trancs pour 1991. « Cæz tradusait. assure-t-il curieusement, une stratégie de négociation financière. » Selon lui, la commune devait être également autorisée à emprunter 30 millions de francs par an de 1992 à 1995. A la Caisse des dépôts et consignations, on indique que les tractations, interrompues par la crise municipale, « n'avaient pas about » début décembre. En réalité, la commune ne peut plus, à ce moment, faire face à ses obligations, sinon à ce moment, faire face à ses obligations, sinon en contractant de nouveaux emprunts pour mbourser les précédents.

#### Vente des · bljoux de famille ·

La municipalité a eu recours à deux lignes de crédit, de 20 millions chacune, en 1988 et 1990, qu'elle n'a pas davantage pu rembourser à l'échéance. A la même époque, il faudra que la caisse de solidarité de la fédération du BTP des Hautes-Alpes règle, à sa place, sous forme d'avance, les factures dues aux entreprises

A la suite d'une vérification sur les exercices de 1983 à 1987, la chambre régionale des comptes a déjà, tiré la sonnette d'alarme. « Les politiques d'intervention économique et d'équipements collectifs suivies par la commune ont concouru, souligne-t-elle dans ses observations

définitives, en août 1990, à déséquilibrer les finances. Quant au volume d'endettement, il constitue une menace sur la capacité de paie-ment jusqu'aux premières années du siècle prochain. " Un audit, réalisé à la demande de M. Bayrou, conclut, de la même façon, à une « situation budgétaire extrêmement et durablement dégradée ». L'un des principaux constats : a l'absence presque totale des ressources nécessaires pour faire face convenablement à la charge de la dette dont le montant est élevé et dont le profil, dans l'avenir, est extrêmement inquiétant du fait d'importants différés. La véritable source de difficultés, mentionne encore l'audit, est que l'annuité absorbe, globalement, la fiscalité directe

M. de Caumont affirme que, s'il était resté au pouvoir le compte administratif de 1991, comme le budget primitif de 1992, aurait été voté en équilibre. Comment? Avec les emprunts déjà prévus au budget primitif 1991 mais toujours «en pointillé» huit mois plus tard. Avec, aussi, la vente de quelques «bijoux de famille». L'ancien maire affirme, par exemple, que la commune était en passe de céder à la direction de l'équipement des Hautes-Alpes une ancienne usine textile, afin de récupérer 15 millions de francs. Mais, selon les responsables de l'équipement, aucun accord n'était en vue. De plus une estimation des Domaines chiffrait la valeur de l'usine entre 3 et 5 millions de francs.

La relance du hockey professionnel s'est révélée, elle aussi, très onéreuse : 8,7 millions de francs de passif en dix-huit mois d'activité de la SEM si l'on en croit les résultats d'un audit. L'administrateur judiciaire de la société soutient, de surcroît, que celle-ci n'a été que la continuation, sous une autre forme juridique, de l'ancienne association sportive mise, précédem-ment, en liquidation avec un passif de 7,3 millions de francs. Si sa théorie était admise, les deux passifs seraient cumulés et le «trou» atteindrait, alors, plus de 17 millions de francs.

Saisie par le préfet après le vote en déséquilibre du budget primitif de 1992, la chambre régionale des comptes devrait soumettre à la commune, d'ici la fin de l'été, « des mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire » (1). Celles-ci seront la première étape qui passera par un réaménagement de la dette. Une réunion, à laquelle participeront tous les partenaires de la commune (Etat, région, département, organismes prêteurs), doit avoir lieu à Marseille, le 15 juillet, pour en jeter les bases. La marge de manœuvre apparait, cependant,

M. Bayrou refuse, par avance, un alourdis-sement de la fiscalité locale, déjà très élevée. Quels actifs pourront être vendus? Que faire du Prorel tant que la station ne tendra pas à un équilibre d'exploitation? Reste à savoir, enfin, si l'État acceptera de verser une subvention d'équilibre exceptionnelle incitant la région et le département à faire, eux aussi, un effort significatif. Quoi qu'il en dise, M. de Caumont a peché par manque de réalisme.

**GUY PORTE** 

(1) La chambre effectue, parallèllement, un exa-men des comptes et un contrôle de gestion de la com-mune qui devraient être actievés à l'automne.

#### Reculade rurale

A U risque de cultiver exagé-rément le goût du para-doxe, remarquons qu'un « nonévénement » récent a trop été passé sous silence. Il s'agit du report sine die, décidé par le gouvernement le 18 juin, des Assises du monde rural, prévues le 26 juin dans une dizaine de villes moyennes - de Ver-vins à Vannes ou Nîmes - symboliques de ce que pourrait devenir un partenariat intelligent dimension humaine et les campagnes des environs.

On comprend les motifs qui ont conduit MM. Pierre Bérégo-voy et André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, penauds, à cette recu-lade : les milieux paysans étalent à ce point ulcérés par l'accord sur la nouvelle politique agricole commune et par le déficit d'explication» de M. Louis Mermaz sur le suier que ces réunions risquaient explosif et sous la protection des CRS. Mais les conséquences de ce faux pas n'en sont pas moins regrettables. Depuis le temps que gouvernements successifs, organisa-tions agricoles, aménageurs du territoire, sociologues au chevet des banlieues déstructurées, disent et répètent que la désertification s'étend des Ardennes aux Pyrénées, que des centaines de villages meurent tandis que les mégalopoles explosent, alors que, au-delà des incantations et du saupoudrage, si rares sont ceux qui font qualque chose pour enrayer le phénomène l Ces assises préparées par la DATAR auraient été l'occasion enfin de lancer une politique énergique, à la fois économique, sociale, fiscale, culturelle, scolaire, agriccle et écologique

Heureusement, sur le terrain, des organismes, collectivités travail de fourmi. Avec l'aide de la Chambre des métiers, les communes nursies de l'Ain multiplient les chartes de mise en valeur, les contrats de pays et de développement local autour du tourisme ou de l'industrie du bois. Le comité d'expansion du pays de Caux est maître d'œuvre pour l'application d'un programme auropéen « Stride » (transferts de technologies) et facilite les stages d'enseignants dans des usines. M. Laignel n'est pas en reste. Il vient de signer avec le conseil régional du Centre la première convention d'aide à l'investissement en zone rurale, au bénéfice notamment des communes déshéritées de l'indre... son département.

FRANÇOIS GROSRICHARD

# L'aménagement de l'III en question

Annulé par le tribunal administratif de Strasbourg, un projet de protection des terres agricoles sur l'affluent du Rhin, révèle les divergences entre écologistes et agriculteurs alsaciens

STRASBOURG de notre correspondant

E tribunal administratif de Strasbourg a annulé, début juin, la déclaration d'utilité publique (DUP) d'un important projet d'aménagement hydraulique du bassin de l'III, entre le Ladhof (au nord de Colmar) et Erstein (Bas-Rhin). Ce projet est discuté depuis de longues années en Alsace et la DUP avait été cosignée par les deux préfets du Bas-Rhin et du Haut-Rhin le 9 novembre 1989.

Le contrat de plan en avait confié la maîtrise d'ouvrage à la Région. Initialement, les travaux devaient protéger terres agricoles et villages contre les fréquentes inondations estivales de l'IL A la suite des critiques et des propositions des écologistes de l'association Alsace-Nature, ce contrat de plan avait été retouché et surtout accompagné d'une «charte de zones inonda-bles». Le texte prévoyait le maintien pour préserver le paysage typique du ried alsacien, biotope de prés humides et de forêts inondables, et protéger la nappe phréatique souterraine contre la pollution des nitrates.

Ces deux objectifs étaient-ils conci-

il a estimé que l'étude d'impact qui avait précédé la DUP avait été insuffi-sante. « La décision attaquée, écrit le jugement, qui a pour objet de réduire les inondations estivales, sera de nature à permettre un accrossement de la surface des terres consacrées à la culture du mais et à contribuer, en consé-quence, à l'augmentation du taux de nitrate dans les eaux de la nappe phréatique.» Or, l'étude d'impact est laconique sur ce sujet. Conclusion du juge: «L'insuffisante analyse des effets de l'arrêté attaqué sur l'environnement ne permet pas de déterminer si les inconvénients du projet seront excessifs. eu égard à ses avantages.»

Cette annulation va obliger les deux préfets à reprendre leur copie. Le pré-sident du conseil régional d'Alsace, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), a déjà indiqué qu'il ne renoncerait pas au projet et qu'une nouvelle DUP, après un complément d'étude, pourrait être signée avant la fin de l'année. Il estime que l'essentiel des aménage-ments n'a pas besoin de cette déclaraet l'extension de surfaces en herbe tion d'utilité publique. Mais le juriste qu'il est, puisque membre du Conseil constitutionnel, note que la charte des zones inondables a elle aussi disparu, puisqu'elle avait été rédigée par un comité de pilotage créé par l'arrêté

Les agriculteurs ont été déçus de constater que les écologistes, qui sièliables? Le juge du tribunal adminis-tratif souligne, en fait, les non-dits. Saisi par Alsace-Nature en juillet 1990,

Les agriculteurs ont été décus de constater que les écologistes, qui siè-geaient avec eux depuis deux ans dans

Montrès du doigt, les écologistes d'Alsace dénoncent la confusion entre-

ce comité de pilotage, menaient paral-lèlement ce combat juridique. Quel-ques jours après le jugement, quatre tracteurs ont symboliquement labouré une prairie du ried à Sermersheim Bas-Rhin) tandis que les responsables agricoles dénonçaient « le double langage des écologistes ». M. Eugène Schaeffer, président de la chambre d'agriculture du Bas-Rhin, ne veul plus négocier avec eux, «ni dans le bassin de l'Ill ni ailleurs ».

#### Des conséquences au conseil régional

«Le projet de l'aménagement de l'III était une opération exemplaire», estime M. Philippe Richert, conseiller régional (UDF-CDS), qui a présidé la commission de l'environnement du conseil régional jusqu'au printemps. «Il était devenu multi-objectifs. s'occu-pant à la fois du développement éco-nomique, de l'environnement, du tourisme et des aspects sociaux pour le monde agricole. Tout cela, aujourd'hui, est remis en cause. Nous ne pourrons plus monter de semblables discussions avec une telle démocratie participative... » Pourtant, il assure que la Région ne pratiquera pas la politique du pire et continuera, par exemple, à subventionner la remise en herbe de certains terrains.

Montrès du doigt, les écologistes

tenue autour de ce projet d'aménage ment. La DUP annulée, précise M. Maurice Wintz, secrétaire régional d'Alsace-Nature, « allait au-delà de re que nous avons accepté et nous l'avons touiours dit ». Aucun compromis, souligne-t-il, n'avait été signé entre agriteurs, élus et écologistes. Si Alsaco-Nature a participé activement au comité de pilotage, c'était a pour faire reconquête du ried », d'ailleurs affirmée

dans la charte des zones inondables. Mais «il demeurait une incohérence historique dans ce projet d'aménagement de l'Ill; nous l'avons toujours astirmé v. Alsace-Nature ajoute que cette

opposition allait de toute façon éclater au grand jour quand le comité de pilotage aborderait des sujets, jusqu'ici prudemment évités, comme les méandres de la rivière ou son calibrage, pour lesquels le projet «s'appuyait sur une conception particulièrement désastreuse pour les écosystèmes fluviaux ».

Le conflit qui éclate aujourd'hui entre écologistes et agriculteurs sur l'aménagement de l'Ill pourrait se transposer au conseil régional d'Alsace. Il pourrait modifier les rapports entre les Verts et les élus de Génération Ecologie d'une part et la majorité relative

JACQUES FORTIER lumière, une opération signée

### Jour de fête à Méru

Une petite commune s'invente une rue imaginaire : une voie vers des projets ambitieux

de notre envoyée spéciale

AISONS-NUAGES. pattes de lion, tenus à bout de perche, « enfants-sons » à la façon des patineuses de Philippe Découflé, tous avancent en bon ordre. Pour ce défilé-spectacle, 330 enfants de Méru, commune du sud de l'Oise, ont travaillé pendant six mois avec une plasticienne. Cela se voit. Au passage picton, les percussionnistes arrêtent de jouer. Deux garçons se couchent sous des voitures en carron. Même dans une «rue imaginaire», comme celle mise en scène le samedi 27 juin, il y a des accidents mortels.

Les familles, ni plus ni moins ravies que lors d'une kermesse des écoles, suivent docilement le cortège jusqu'à l'usine désaffectée, où les attend une exposition d'art contemporain. Objectif atteint pour les promoteurs de l'opération, qui souhaitaient attirer les Méruviens dans cette ancienne fabrique de nacre habituellement fréquentée par les artistes et par des Parisiens initiés.

Ainsi en va-t-il de la plupart des manifestations organisées, de mai à juillet, à l'occasion de Quartiers

conjointement par le ministère de la culture et par la délégation inter-ministérielle à la ville (DIV). Les cent soixante évenements artistiques, festivals, concerts, rencontres de cette deuxième édition (I) ne constituent, en général, que la partie émergée d'actions de longue

Prendre en compte les difficultés sociales, favoriser l'insertion, pallier les dérives de l'urbanisme, préparer l'avenir, telles sont les ambitions des acteurs de terrain, dans ces quartiers qui ont droit au qualificatif de «lumière» quelques semaines par an. M. Guy Vadepied (PS), maire de Méru, le formule à sa façon : « Des initiatives comme celles d'aujourd'hui doivent donner à tous les habitants, et surtout aux jeunes, l'occasion de penser leur ville afin d'en devenir citoyens. »

lei, par exemple, la « rue imaginaire » n'est qu'une des voies retenues pour accompagner la mutation de la ville. Première étapo : la transformation de 8 000 metres carrés de friches industrielles en un centre culturel où devraient se méler art contemporain et musique.

**MARTINE VALO** 

Lire la suite page 12

(1) Renseignements concernant l'enserable des manifestations Quartiers lumière : 16 (!) 40-03-94-70.

The state of the s

#### AQUITAINE

Les modifications de tracé retardent le métro de Bordeaux

OUVERT depuis six ans, le dossier du métro bordelais poursuit sa lente progression. Dès 1986, le système VAL a été choisi par la communauté urbaine (CUB) et l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique a été terminée en 1991, mais ce bel édifice peut être remis en cause. M. Jacques Chaban-Delmas, qui préside la CUB, avait prèvu d'annoncer. fin juin, une modification du trace et une extension de la ligne est-ouest en direction du campus universitaire, au détriment de la ligne nord-sud qui, au lieu de relier la gare SNCF au quartier d'affaires du Lac, s'arrêterait au centre.

Mais la décision a été repoussée au mois d'octobre, les elus socialistes qui cogérent la CUB s'opposant à cette révision sans concertation. Un plan global de déplacement urbain devrait être élaboré au cours de l'été. Il prendrait en compte toutes les solutions aux problèmes de transport et de circulation, des bus au mêtro. « On a employé jusqu'alors une méthode politique pour faire plaistr à tel ou tel élu, sans chercher à déterminer rationnellement des solutions pour résoudre le problème des transports », remarque M. Pierre Brana

(PS), maire d'Éysines.

Cette position rejoint celle des associations opposées au metro, qui regroupent des écologistes et des chefs d'entreprise. Un calendrier de réalisations tenant compte des possibilités de financement de la CUB devrait également être présente en octobre, a un moment ou la communauté affronte un contexte economique difficile, « On discute ferme depuis des années, il faut conclure », a promis M. Jacques Chaban-Delmas.

#### BOURGOGNE

Chenôve détruit sa «barre»

COMMUNE de 22 000 habitants dans la banlieue de Dijon: Chenôve possèdait une plaie: la barre des Nurcisses. Un immeuble de 300 mètres de long, qui abritait 131 familles sur quatre étages. Grâce a une opération Développement social des quartiers (DSQ), place nette vient d'être faite au cœur d'une ZUP où les familles d'origine étrangère sont nombreuses. Le relogement par l'organisme local des HLM a duré dixhuit mois. Plus de la moitié des habitants ont retrouvé un domicile sur le territoire de la commune.

Une pelouse occupera provisoirement l'emplacement de l'immeuble, le temps pour l'agence d'urbanisme du district de l'agglomération dijonnaise de préparer un projet de désenclavement du quartier en ouvrant deux voies sur le boulevard principal de la ville. Un espace mixte d'habitat (25 logements HLM) et de services, notamment un service emploi-formation, sera construit autour d'une place. Ce chantier est la première opération importante du programme DSQ qui depuis 1990 était consacré à la rénovation des bâtiments et aux activités de loisirs pour les jeunes.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Chris Maiziat (Dijon) et Ginette de Matha (Bordeaux).

- (Publicité) -

### DECIDEURS LOCAUX

Guide de la Fondation pour la Gestion des Villes et des Collectivités Locales

25 000 noms, adresses et téléphones des décideurs politiques et administratifs.

A votre portée, un fichier complet et fiable des Collectivités (mise à jour par S.V.P. Services).

Meilleur fichier disponible sur le marché à compter du 15/01/93.

Commandez-le dès aujourd'hui au prix de souscription de 1 000 F TTC

DECIDEURS LOCAUX 21-23, rue Lucien Sampaix 75010 PARIS \$\varphi\$ 42 41 10 00 - Fax 42 06 59 50

## Jeu de rôle du préfet et des élus

Coup d'envoi de la coopération intercommunale, dans l'Oise, où le représentant de l'Etat et les maires ont entamé une délicate collaboration

de notre envoyée spéciale

ALLAIT-IL y voir un symbole? C'est dans le petit hémicycle de la préfecture de Beauvais que se sont réunis, mardi 30 juin, une quaran-taine d'élus locaux et le représentant de l'Etat pour lancer la coopération intercommunale. Dans ce vieil amphithéatre, tapisse de velours vert mais traverse par les puissants effluves d'une usine d'éponges ménagères voisine, le prefet a procédé à l'installation de la commission chargée de préparer un schéma de coopération pour les communes du département. Autour de lui, les sièges étaient occupés par une quarantaine d'élus : maires, presidents de syndicat, représentants du conseil général et du conseil régional.

Ces élus attendaient avec curiosité une séance administrative pas comme les autres, imposée par la loi (le Monde daté 17-18 mai) et dirigée par un préfet sans pouvoirs électifs, dont ils pourraient enfin apprécier s'il se conduirait « en gendarme ou en notaire ». « Pourvu qu'il ne nous relise pas le Journal officiel, ça angurerait mal de nos relations futures! », prévenait, la veille, l'un des édiles appelés à sièser.

Comment, de leur côté, les élus désignés, la semaine précédente, par leurs pairs, allaient-ils se comporter? Certains, candidats par devoir plus que par plaisir, tièdes partisans de la coopération, participent à la commission pour y faire de la résistance, le moment venu. D'autres, favorables à l'intercommunalité qu'ils n'arrivent pas à mettre en œuvre dans leurs cantons, espèrent glisser leur projet dans le schema départemental que la commission élaborera tout au long des

**AGENDA** 

□ Projets de villes. -

L'association Partners for Livable

du 5 au 8 juillet, sur le thème

architectes et des urbanistes du

monde entier, préoccupés par la

réhabilitation des centres urbains.

L'antenne européenne est dirigée

par M. Michel Rivoire, ancien

► Renseignements au (16) 78-30-88-88 ou 72-40-56-26.

M. Alain Nallet directeur du

cabinet du président du conseil général de Gironde. – M. Alain Nallet est nommé, à compter du

14 juillet, directeur du cabinet de M. Philippe Madrelle (PS), président

No. Cantes Savary.

No le 23 mai 1947 à Bergerac, M. Nallet est titulaire d'une maîtrise de droit public. Il a d'abord exercé des activités d'experi en assurances à Bergerac et d'enseignant à Lille. En 1985, il devient chargé de mission à la direction des affaires économiques du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, avant de suivre les questions d'éducation. En décembre 1988, il entre au cabinet du président du conseil général de la Gironde en charge des affaires agricoles et du développement local. Depuis octobre 1990, M. Nallet était directeur adjoint du cabinet du président.

**Publications** 

Un atlas agroclimatique

Rhône-Alpes. - La chambre

régionale d'agriculture et les

viennent de réaliser un atlas

de dix millions de données,

décrit vingt-quatre zones climatiques de la région, afin de contribuer à la conduite des

agriculteurs.

services lyonnais de Météo-France

agroclimatique, compilation de plus

cents correspondants bénévoles. Il

cultures, des choix de production,

Alpes-Chambre régionale d'agricultura Rhône-Alpes, 5, rue Hermann-Frenkel, 69364 Lyon Cedex 07.

et d'organisation du travail, des

Atlas agro-climatique Rhône-

Les collectivités locales en

chiffres. - La direction générale des collectivités locales (DGCL)

vient de faire paraître l'édition 1992 de son guide : Collectivités

dénombrement reprend, pour

l'essencel, les données du

locales en chiffres. Leur

relevées au jour le jour par deux

du conseil général de la Gironde.

M. Nallet remplace à ce poste

M. Gilles Savary.

de Lyon, M. Michel Noir.

Nominations

Places organise un colloque à Lyon,

« Grands projets pour de grandes villes ». Cette association réunit des

prochains mois. Face aux élus soucieux de lui rappeler leurs prérogatives, le préfet, M. Philippe Massoni, s'est employé à jouer le rôle d'un représentant de l'Etat antijacobin, mais tout de même incitatif

bin, mais tout de même incitatif. Après avoir vanté les mérites de porteur d'une bonne nouveile : les commissions pourraient, si elles le voulaient, recevoir les propositions des communes après la date du 8 août, prévue par la loi. Un certain nombre de maires avaient en effet protesté contre la brièveté du délai qui leur était imposé pour s'adresser à la commission. Pour M. Alain Vasselle (RPR), infatigable jouteur de la politique locale, président de l'Union des maires de l'Oise, et candidat au fauteuil de sénateur, il n'y avait aucune raison de se réjouir, lant qu'un amendement n'aurait pas été voté. « On sait bien qu'en cas de litige c'est la date légale qui est prise en compte v, a-t-il fait remarquer.

#### Panachage géographico-politique

Faisant preuve d'une imperturbable volonté de conciliation, le préfet a résisté aux assauts de cet élu, maire d'Ourcel-Maison (185 habitants), qui se plaignait de voir ses ambitions intercommunales contrariées par une administration d'Etat « tatilionne » et « dirigiste ». Devant une assemblée d'élus ruraux qui semblaient, au départ, compter les points, le représentant de l'Etat s'est voulu rassurant, promettant de travailler dans la « souplesse », l'« harmonie », et l'« entente c'ordiale ».

D'autres. favorables à l'intercommunalité qu'ils n'arrivent pas à mettre en œuvre dans leurs cantons, espèrent glisser leur projet dans le schema départemental que la commission élaborera tout au long des

La commission a ensuite procédé à l'élection de ses deux assesseurs et de son rapporteur. Les élus ont confirmé le choix qui avait été fait, la veille, par l'Union des maires de l'Oise, après un subtil panachage

recensement de 1990, déjà

publiées l'an dernier. A cette date,

on comptait 36 763 communes,

100 départements, 26 régions

(dont 4 dans les départements

d'outre-mer), 9 communautés

1. septembre 1991, il y avait

18058 syndicats, dont 14596 à

vocation unique (SIVU) et 2 478 à

➤ 96 pages, 110 francs. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

 Finances régionales 1990. –
 La Direction générale des collectivités locales (DGCL) analyse

dans un recueil de statistiques sur les finances régionales en 1990.

Les dépenses des régions ont

46,5 milliards de francs. Leur progression, en hausse de 17 %

par rapport à 1989, est moins

élevée que les années précédentes

en raison d'une certaine maîtrise

des dépenses de fonctionnement

L'ouvrage de la DGCL présente une

analyse détaillée des recettes, de la

trésorerie et de l'endettement de

ces collectivités territoriales, ainsi

qu'une rétrospective 1984-1990.

► DGCL, 2, place des Saussales, 75008 Paris, Tél. : (16-1) 40-07-25-24.

Le Conseil de l'Europe et

recommandation relative aux

opossibilités d'emprunt des

recourir à l'emprunt que pour

d'investissement, et à s'assurer

que le remboursement de leurs

les Etats membres respectent

prévues pour le versement des

du secteur public local.

conditions d'une assistance éventuelle de l'Etat, en cas

service de spécialistes de la

gestion de la dette, et publier

périodiquement la situation de

endettement du secteur public

scrupuleusement les échéances

dettes est couvert par des recettes

courantes. Le Conseil souhaite que

Il demande que soient précisées les

d'insolvabilité des collectivités. Les gouvernements devraient, selon l'Assemblée de Strasbourg, mettre

à la disposition des collectivités un

l'Europe a adopté une

financer des dépenses

l'emprunt local. ~ Le Conseil de

collectivités locales et régionales ».

EXTES

et d'un relatif essoufflement des

dénenses d'investissement

atteint, cette année-là,

vocation multiple (SIVOM). Le guide

urbaines, 214 districts. Au

donne des indications sur la

oppulation, les finances et le

personnel des collectivités.

BLOC-NOTES

assesseurs serait un élu rural PS du nord-est du département, l'autre serait le premier magistrat CDS de Chantilly, petite ville du sud. Le choix du rapporteur, en revanche, s'imposait. M. Pierre Guyard est une personnalité estimée par l'ensemble de ses collègues pour son expérience en matière d'intercommunalité. Ce maire sans étiquette d'une

géographico-politique. L'un des

Ce maire sans étiquette d'une commune de 245 habitants, Saint-Martin-au-Bois, est président d'une structure intercommunale qui fédère 51 communes rurales du nord de l'Oise, le District du plateau picard. Depuis une dizaine d'années, il a multiplié les démarches pour cimenter ce qu'il considère comme un a bassin de vie » et enrayer sa désertification, n'hésitant pas à travailler en bonne intelligence avec les services de l'Etat. L'intérêt du district s'est manifesté après une vaste opération de réhabilitation de l'habitat, et une série d'actions sociales (livraison de repas à domicile, insertion professionnelle, rénovation des écoles).

Depuis peu, les 51 communes ont préparé un schéma directeur, définissant en commun l'implantation des grands équipements, le tracé des transports en commun ou les sites à protéger. « Pour réussir l'intercommunalité, il faut avoir un projet. Après, on parle de l'épicerie et de la taxe professionnelle », affirme ce professeur de mathématiques qui sait, pourtant, quand il le faut, calculer les avantages fiscaux des textes de loi.

Pour se faire écouter de ses collègues. M. Guyard dispose d'un autre atout : il n'affiche aucune ambition politique, bien qu'il soit devenu le conseiller technique de M. Charles Baur (UDF), président de la région Picardie. Assis à la droite du préset, il a rappelé, devant une assemblée attentive, que la coopération était une « ardente obligation. La question n'est pas de savoir si on la fait, mais avec qui, comment, et à quel rythme. » Il a precisé que la première tache de la commission serait de dresser un état des lieux.

Après avoir examiné le règlement intérieur de la commission, les élus ont évoqué la périodicité de leurs rendez-vous et adopté la date du mercredi, jour de permanence des instituteurs-secrétaires de mairie. Les retrouvailles ont été fixées au début de septembre. Pareille épreuve méritait bien, en effet, deux mois de repos.

repos. RAFAĒLE RIVAIS

## La RATP déménage

En s'installant aux portes de Bercy, la Régie invente la notion de « cité des transports »

N quittant le sixième arrondissement pour le deuxième, la RATP entame une traversée de Paris. Beaucoup plus qu'un simple changement de site, il s'agit, selon les responsables de la Régie, « de donner une image forte et moderne de l'entreprise qui fait vivre l'Ille-de-France ». Elle marque aussi le début d'une vaste restructuration de ses services, qui doit s'achever en 1906

Le projet de la Régie est ambitieux. Pour une fois, un service public engage une opération d'urbanisme au service de ses agents mais aussi du public. Ses promoteurs gomment la vicille notion de « siège social », impersonnelle et froide, pour créer, entre la gare de Lyon et la Seine, kune maison de la RATP et des transports urbains ". Deux bâtiments de neuf étages élevés sur une dalle sous laquelle trouveront place un parc de stationnement et une « cité des transports » avec musée, médiathèque, collection d'archives, salles d'expositions et brasserie. Au total, 80 000 metres carrés pour accueillir 1 700 agents et les bureaux de la direction générale, des activités internationales de la régic, des services de formation du personnel et d'exploitation du réseau mais aussi un centre de conférences, un restaurant, des espaces sociaux et les locaux destinés aux animations culturelles.

#### Exposition de véhicules anciens

A la demande de la ville, une voie piètonne, ouverte au public et dessinée sur les emprises aménagées par la RATP, reliera le quai de la Rapée et la rue de Bercy. Elle circultera à l'intérieur de la maison, dont chaque extrémité sera flanquée d'un « grand signal » en verre indiquant les entrées et les activités de l'entreprise publique. Cette voie aura une liaison directe avec la salle des échanges de la gare de Lyon, lieu de passage des voyageurs du métro, du RER et de Météor ainsi que des trains. Enfin, cette rue intérieure possédera de nombreux accès qui conduiront à tous les services installés dans les nouveaux bâtiments de la Régie.

La grande attraction de cette maison de la RATP, dont le dossier de permis de construire est étudié lundi 6 juillet par le Conseil de Paris, doit être le musée. Il s'étendra sur 9 700 mètres carrès, grâce à un jeu de verrières, de façades vitrées et de balcons. Il sera visible du quai de la Rapée et de la rue de Bercy, mais aussi de la voie piétonne. Outre l'exposition de

modèles anciens, il fera appel à toutes les technologies modernes pour présenter les hommes et leurs outils actionnaires, o

outils.

Le Musée possèdera de grandes ouvertures sur l'avenir avec ses maquettes géantes de rames (4 mètres de long) du RER, ses vidéos qui raconteront l'évolution du métro parisien et une baie vitrée permettant aux 400 000 visiteurs attendus chaque année d'avoir une vue plongeante sur la station de la ligne Météor et de suivre le va-ct-vient des rames de l'an 2 000.

#### Une opération d'un milliard de francs

Ni tour insolente ni cube glacé. cette maison de la RATP, à la façade courbe, simple et monumentale doit assurer une liaison « douce » entre la grosse barre du ministère des finances et les immeubles de grande hauteur du quartier de la gare de Lyon. Située à deux pas de Bercy, avec son futur centre viti-vinicole. le premier d'Europe, et son parc de 12 hec-tares étiré le long de la Seine. côtoyant la rénovation de l'ilot Chalon, qui sera l'une des portes de Paris pour les voyageurs du TGV, élevée au débouché du pont Charles-de-Gaulle, dont la construction lui permettra d'être reliée directement à la bibliothèque de France et au nouveau secteur Tolbiac-Masséna-Austerlitz, cette maison est un des éléments majeurs de la mise en valeur de l'est de la capitale, déci-dée par la mairie de Paris. Elle traduit l'osmose qui existe entre un service public et une municipalité pour équiper ces quartiers trop longtemps laissés sur le bas-côté. Le premier coup de pioche de cette opération de 1 milliard de francs doit être donné à la fin de l'année. la fin des travaux étant prévue en

Cette nouvelle politique d'amenagement de la RATP participe à la modernisation des conditions de travail du secteur tertiaire de l'entreprise, décidée en 1990 par le conseil d'administration. La mise en œuvre d'un tel projet intéresse plus de 6 000 agents, répartis actuellement sur trente-deux sites. Il est donc proposé, à l'horizon 1995, de regrouper l'ensemble des bureaux de la Régie autour de cinq pôles. Hormis « Lyon-Bercy », il s'agit de « Championnet » (16 210 m²), «Charonne-Bourdon » (23 075 m²). « Denfert-Montsouris » (27 740 m²) et « Noisy-le-Grand-Neuilly-Plaisance » (16 980m²).

JEAN PERRIN

DÉBAT

## Pas d'hovercraft au Mont-Saint-Michel

par Jacqueline Nebout

I la défense de l'environnement a un sens, s'il s'agit vraiment d'une volonté politique, il faut interdire à tout prix le projet aberrant qui menace le Mont-Saint-Michel et sa baie, site classé d'importance mondiale par l'UNESCO.

Il s'agit de l'autorisation, accordée par le préfet de la Manche, à une société commerciale de Lorient, Trans Inter Océan, de faire traverser cinquante fois par jour la baie du Mont-Saint-Michel par un hovercraft (aéroglisseur bruyant) dans un but de tourisme commercial.

Déjà, le député Roselyne Bachelot et huit associations importantes de défense de la nature, en tête desquelles l'Association des riverains de la baie du Mont-Saint-Michel, ont élevé des protestations indignées reposant sur de multiples arguments scientifiques, en raison notamment des dangers de nuisances sonores, de pollution, de bouleversement de la faune ornithologique, voire sur la sécurité des piètons qui circulent à marée basse.

L'engin en question devrait, si l'autorisation n'était pas annulée, entrer en service en 1993. Et son promoteur a cu l'idée de demander une étude d'impact préalable à l'université Rennes-I. Il a promis l'installation future d'un laboratoire qui serait situé en un point de la baie, le centre des Herbus.

#### Cinquante mille passagers par an

Les universitaires n'y ont pas vu malice car l'opération leur a été présentée comme « une première expérience concrète et permanente d'association de scientifiques et d'usagers de la baie pour la mise en œuvre d'une gestion intégrée des écosystèmes littoraux».

Derrière ce prétexte ronflant, que découvre-t-on? La création d'un fuseau de circulation de 800 mètres de large, emprunté au rythme de cinquante fois par jour par un hovercraft à moteur Diesel, au départ du lieudit la Caserne, à Arvedon. Prévisions : cinquante mille passagers par an et mille sorties de l'engin avec tous ses bruits de démarrage et de survol.

Un chenal serait délimité par cinq mâts surmontés de réflecteurs radars. Et une grosse bouée, avec des balises, interdirait de fait aux pêcheurs, pour leur sécurité, de fréquenter la zone en question, d'où ils se trouveraient bannis. Enfin, plusieurs secteurs où nichent actuellement de nombreuses espèces d'oiseaux protégées devraient être définitivement désertés par eux.

Or. en l'espèce, on remarquera qu'il ne s'agit même pas de perpétuer une pollution ancienne, provoquée par des intérèts économiques liés à des problèmes d'emplois locaux. Mais, cyniquement, de fabriquer une tentation touristique nouvelle au profit d'une société commerciale, au détriment considérable de la qualité de la vie des habitants permanents, et dans un site mondialement classé, devant rester hautement protégé.

L'autorisation du préfet de la Manche doit donc être purement et simplement annulée par l'autorité supérieure. D'autant plus qu'il aura fallu une campagne de plusieurs années pour obtenir le sauvetage de la baie du Mont-Saint-Michel en matière d'ensablement et de pol-

#### Un équilibre écologique fragile

Un accord récent a été nécessaire entre l'agence de bassin Seine-Normandie, le conseil régional de Basse-Normandie, le conseil général de la Manche et les communes intéressées pour que soit bientôt assurée la collecte et l'épuration des eaux usées, jusque-là rejetées en mer. Cela au prix d'importants engagement financiers qui se traduiront, comme partout, par une hausse du prix de l'eau potable. Mais enfin, c'est là un succès concret, significatif en matière de progrès de l'environnement.

A l'inverse, qui donc oserait, alors qu'aucun besoin de la population n'est invoqué, prétendre qu'il faut, de toutes pièces, créer une importante pollution nouvelle et bouleverser des équilibres écologiques fragiles, malgré l'opposition de nombreux élus et des associations.

Qu'on en finisse avec cette idée mercantile d'un hovercraft, que n'a jamais demandé aucun résident et qui vaudrait, en outre, à la France, le blâme mérité des milieux internationaux pour lesquels le Mont-Saint-Michel fait partie des trésors de la planète.

▶ Jacqueline Nebout est adjointe au maire de Paris et présidente de l'Association nationale des élus de l'environnement.

مكذا بن المدمل

### La RATP déménage The In State of

2010 100 Mg/g

J. 35

Carry to the second A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Service of the second the will suppose the first of the second CANADA SEE SEE SEE SEE SEE SEE SEE of Father than the first the first of Contract - The Contract who is no wife. State The section Sent at Contract to the Section of the sectio

The same of the same of the same SAME TONE MAN WAY IN THE Service and Application of the Board of the Contract of the Co A STATE OF THE PROPERTY OF THE Section of the sectio निर्देशिकामानाम् निर्देशाच्यामार्थः विकासिकाः विकासिकाः graph forms of the state of the Martines that the same and the same the same and the same and white are speciment in the September 1984 Andrews St. St. St. St. St. Francisco Contractor Contractor When the manufact in a Superior with THE WASHINGTON WITH THE PARTY OF THE PARTY O the state of the second second the threshold it I the the man it The state of the state of the state of

> A specifical and supplied the supplied to 医黑色性 医水杨素 医水杨素

with the property of the second wife the second of

1512 TOMPRES - 41 - 2200 6000 - 500

大大学の 大大学の 日本 中にのから こうべい

market from the contraction of t

THE THE PARTY OF T THE PROPERTY AS IN THE THE Salating the same come with Special of March 18 per second of the second they show that a secure was not a the constable of Company there matter and a contract of A STATE OF THE PROPERTY AND THE PARTY OF THE PARTY. were promised the factor of their The state of the s water as many or or representation grap they beginn a sound with the control  $\sup_{x\in [0,1]} \|x(x)\|_{L^{2}(\Omega)}^{2} \leq 2 \|x\|^{2} \|x\|^{$ The statement of the statement of The strips of the street of ा वर्षे की <del>यह स्वकृतिक के प्र</del> a graph of salespania in 1975. The state of the s  $\frac{1}{2} \frac{d^2 x^2}{d^2 x^2} \frac{1}{2} \frac{d^2 x^2}{d^2 x^2} \left( \frac{1}{2} \frac{d^2 x}{d^2 x} + \frac{1}{2} \frac$ Therein a resident the of histories of The state of the s

The second of th The state of the balance is the contract And the state of t The second secon

Angelog of the sea of the season of the seas

craft au Mont-Saint-M AND THE PARTY OF T

4.6

See all the see manager the first first over the first of the second A CONTRACTOR OF THE PARTY OF The state of the s And the property MANAGEMENT OF THE

· 一本日 | 上の | エステルー The second second The state of the s 

The same and 



-

Section of the sectio



## Actionnaires, conservez le moral, cela marche bien!

Extraits de l'exposé du Président Guy Dejouany à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

L'Assemblée Générale Mixte réunie le vendredi 26 juin 1992 notamment approuvé les comptes de l'exercice 1991. Dans son allocution, Monsieur Dejouany a indiqué:

#### **ANNÉE 1991**

Cette fois encore, malgré quelques ponctuelles a l'affaiblissement de la conjuncture ou au lancement de certaines opérations nouvelles, notre résultat est supérieur aux prévisions. L'exercice 1991, chiffre d'affaires consolidé de 135 milliards de francs, son résultat un peu supérieur II 2,6 milliards de francs 🔳 une capacité d'autofinancement de 8,5 milliards de francs, est, par la dimension propre de ces nombres et par leur progression, un exercice satisfaisant. Il l'est, dans un paysage où les évolutions favorables n'ont pas été les plus nombreuses.

La constatation et ce dosage finalement heureux de nos succès et et nos difficultés .... France et à l'étranger, dans un climat .... demi-crise économique, e doit pes en écurter des en de modestie qui sont depuis toujours la vertu cardinale du Groupe. Mais elle souligne la bonne efficacité de nos équipes, efficacité qui 📰 due su professionnalisme développé par celles-ci dans la quasi-totalité de nos métiers et de nos fonctions; c'est ce professionnalisme qui a permis d'anticiper utilement la plupart des évolutions actuelles, particulièrement dans les métiers de l'environnement.

Ces équipes sont maintenant bien nombreuses : 198 000 personnes dans le Groupe à la fin de 1991, qui se comparent aux 87 000 d'il g a quatre ans (37 500 en 1980 - 52 000 en 1981) et c'est un niveau que je ne contemple pas sans un certain étonnement. Il est plus difficile I gérer, mais la grande satisfaction est la qualité de ces hommes et femmes et sussi leur sentiment d'appartenir Il un ensemble toujours homogène = cohérent, dont le développement ne brouille pas

Un sutre trait essentiel i cette année 1991 est qu'elle a mis très clairement en évidence l'importance du développement de nos métiers de services et le rôle direct de ceux-ci (ean, énergie, propreté) is protection de l'environnement. Une collaboration plus étroite s'est donc développée entre les diverses équipes chargées de lutter contre la pollution de l'est, d'utiliser, d'économiser et même de produire l'énergie, de collecter et de géter les déchets.

Revenons donc sur nos chiffres principaux et d'abord sur ceux qui intéressent directement nos actionnaires:

• le profit net par action, dont je vous disais l'an dernier qu'il avait doublé en par titre;

• le dividende qui vous est proposé est de 41 francs par action. La masse distribuée attteindrait sinsi 918 millions de francs, elle était de 307 millions de francs il y a cinq ans.

Plus globalement, les éléments de satisfaction marquants sont, outre le bon développement du chiffre d'affaires (multiplié par 2.5 m quatre ans):

• l'évolution satisfaisante du résultat d'exploitation (+25%); il représente plus de 4% du chiffre d'affaires (contre me en 1987); e la bonne progression du résultat de l'ensemble des sociétés intégrées : le ratio de

ce résultat par rapport au chiffre d'affaires est en progression (1,55% en 1991); e le maintien, à un niveau satisfaisant, de notre autofinancement dont la qualité elément caractéristique em comptes de notre Groupe; depuis quelques années, la capacité d'autofinancement a toujours représentéentre 6 et 7% du chiffre d'affaires consolidé; ce ratio est cette année de 6,3%.

### Rythme élevé des investissements

Le rythme de nos investissements s'est un pen calenti en 1991, avec un montant total de 20 milliards de francs contre 21.4 en 1990, mais il est resté élevé. Les investissements (11,5 milliards de francs), particulièrement dans le domaine de l'eau, avec un effort particulier en Grande-Brengne; investissements financiers assez sensiblement diminué (8,5 milliards de francs contre plus de 11 milliards) malgré l'arrivée du groupe Blanzy Ouest-Esys qui a été l'élément de croissance externe le plus significatif de l'année. Le montant au autofinancement, maleré niveau, est inférieur I ces 20 milliards de francs ; l'année, qui a enregistré une sensible augmentation im besoins en imme de roulement (mais ceux-ci restent voisins d'un mois de chiffre d'affaires), est marquée par une diminution sensible du millions de roulement (il avait augmenté de millions de francs en 1990) et par une certaine dégradation de la trésorerie ; il n'y a pas eu d'apport important in fonds propres en

C'est en fait un plusieurs années qu'il faut analyser le phénomène des investissements et de l'endettement: nous avons investi la somme 📹 importante de 72,6 milliards de francs au cours des quatre dernières années (à peu près également répartie industriels industriels investissements financiers).

Une moitié environ (54%) de 🚥 72,6 milliards de francs d'investissements a été couverte par 📓 capacité d'antofinancement du Groupe et diverses augmentations de capitanx propres (un grand merci li nos actionnaires!); une autre fraction, de l'ordre du quart (23,4%), and somme voisine de 17 milliards de francs, » été financée par cession d'éléments d'actifs.

Le solde (22%) a miliords de couvert par un accroissement d'environ 16 milliards de francs de l'endettement financier il long terme qui atteint il milliards à la fin de 1991. Cet accroissement est certes important, mais pendant la même période : nos capitaux propres, passés de 6 à 18 milliards de francs, ont triplé;

• nos actifs immobilisés ont presque quadruplé, il 70,5 milliards de francs; • les provisions du bilan se sont largement accrues de près de 12 milliards

■ motre chiffre d'affaires = augmenté de 80 milliards de francs.

Bonne situation des principaux ratios du bilan

Dans cette période qui est pour nous d'assez vive croissance, et après plusieurs des principaux adu bilan.

Les capitaux permanents, grâce notamment | l'augmentation assez sensible des fonds propres, se hissent à près de 72 milliards de francs (en progression de près de 20%). Il manuel la actifs immobilisés à hauteur de plus de 100%. précédentes.

L'endettement financier il moyen et long terme ne représente que deux années demie d'autofinancement = 34% des capitaux permanents, soir un tiers

#### Epanoulssement de notre action un Europe

L'année 1991 a marqué mes nouvelle et importante phase de développement à l'étranger, développement qui a franchi 🔤 frontières de la nororiété : le chiffre d'affaires réalisé hors de France a représenté l'an dernier 36,5 milliards de francs du une de activité; une investi il l'étranger près de

La tendance principale a 🖦 🖦 sûr l'épanouissement de 📖 action 👊 Europe (hors de France) 25 milliards de francs de chiffre d'affaires (soit 18,55% de notre manual totale) et 68 495 agents :

o une présence de plus ■ plus large ■ Grande-Bretagne (où nous avons construit en 4 ou 5 ans une seconde "Générale des Esux") qui se manifeste dans neu près tous nos métiers français avec globalement 11 milliards de francs; ■ l'émergence de plus 

plus vigoureuse de nos activités en Allemagne à implantations nouvelles de la limite Générale d'Entreprises (SGE) dans les Länder de l'ex-Allemagne de l'Est: un chiffre d'affaires global de 7 milliards de francs en 1991, ■ milliards en 1992;

■ la maintien d'une présence appuyée dans le Bénélux (2,2 milliards de francs) et en Espagne (2 milliards de francs);

• mais aussi, www véritable présence dans certains autres pape comme 🖩 Decembra (plus de mu millions de francs), la Tchécoslovaquie (plus de 700 millions de francs), etc.



PRÉVISIONS 1992

Malgré la relative mollesse de la situation économique, et malgré la crise réelle du secteur du B.T.P., de l'aménagement et de l'immobilier, je puis dire que la ne me semble pas plus mauvaise pour nous qu'au cours des années

Je puis donc indiquer que 1992 sera pour nous une année de croissance assez modérée pour laquelle une ne prévoyons actuellement qu'une augmentation de l'ordre de 8% de notre chiffre d'affaires qui pourrait ainsi en situer autour de 146/147 milliards in francs manus opération nouvelle de grande envergure n's mi réalisée depuis le début de l'année au n'est actuellement envisagée (mais il reste six mois!). Peu ou pas de croissance externe en principe, donc.

Du point il me des résultats, je prévois une progression misonnable, susceptible de porter notre "consolidé part du Groupe" il 2.900 millions de francs (et probablement un peu m delà), soit une progression 🚵 l'ordre de 11 🖹 12%; il est possible d'espérer un peu mieux si certains événements favorables se réalisent, mais il s'agit là d'une bonne performance compte em de la conjoncture généralement maussade et des difficultés de certains Mini pronostic personnel et man espérance sont que nous atteindrons in 1

E son côté, l'autofinancement pourrait reprendre ■ progresssion après le ralentissement de celui-ci constaté un 1991, principalement du côté de la Société Générale d'Entreprises (SGE) et 📠 l'immobilier.

En ce qui concerne les investissements, je prévois une année plus calme avec un retrait assez sensible sur les années précédentes, aux environs de 15 il 16 milliards de francs ; la persistance d'un niveau de 10 à 11 milliards de francs d'investissements industriels, confirme le caractère de plus = plus capitalistique de nos métiers.

marquée par ailleurs, en m même, même, la souscription d'actions nouvelles (liées aux bons que nous avons émis en 1989); d'après les actuels de notre action en Bourse, cette souscription devrait un bon succès et nous procurer un peu plus de 3500 millions de francs d'argent frais.

Dans de conditions, l'année verrait probablement : • m progression, in l'ordre de 10 milliards de francs, ou d'un peu plus, de nos capitaux permanents;

#### PAIEMENT DU DIVIDENDE EN ESPÈCES **OU EN ACTIONS**

L'Assemblée Générale Muse a approavé la proposition 📤 Conseil d'Administration de verser un dividende net de 41 francs par action. Chaque actionnaire peut opter soit pour le paiement en espèces de ce coupon, soit pour le paiement en actions. Dans le cas du paiement en actions, les actions nouvelles seront émises au prix unitaire de 2031 francs.

Les actionnaires devront exercer leur option entre le 6 juilles a le 31 juilles 1992

terme (il est de 34% environ). Cet endettement, see le see doit être mis en regard du potentiel et de la richesse 📰 nos actifs et du vif accroissement de nos

• une certaine amélioration de la trésorerie (amélioration dont le niveau serait fonction de l'évolution du besoin en fonds de roulement).



#### MAINTENIR LES GRANDS ÉQUILIBRES

conclusion was en forme de remarques.

Investissements: aux bons moments aux bons endroits La première est que le gros effort d'investissements (72 milliards de francs en 4 ans), qui a été accompli et qui se prolonge pour l'investissement industriel, l'a été su bon messes et, je le pense, ma bons endroits.

Il a permis l'ouverture de automnt métiers au moment 👊 🖷 devenaient possibles: après la communication, c'est 🗎 📖 de 🗎 production d'électricité, de la santé, 🚟 transports, du stationnement...

Il permis and l'établissement de solides implantations à l'étranger : principalement en Europe, où mus avons, je le répete, en Grande-Bretagne

une man Générale des Faux, 🕽 11 milliards de francs 🖛 chiffre d'affaires et au résultat assez positif, malgré la crise de la construction; nous essayons de N faire dans d'autres pays m d'abord en Allemagne; ■ mais aussi, ailleurs : ■ présence aux Erats-Unis a changé de nature ■

d'échelle depuis deux en mous d'établir en tête de pont

Au cours des quatre dernières années, les investissements à l'étranger représenté le tiers de minvestissements totaux.

#### Enorme potentialité de nos métiers de base

En second lieu, l'énorme potentialité de nos annuel de base (eau m assainissement, énergie, propreté), évidente pour une depuis toujours, apparaît maintenant de manière eclatante. Elle 📖 notamment, l'effet de deux grandes tendances:

e 🌉 qui conduit à une spécialisation croissante au niveau 🛍 la gestion des collectivités ■ des industries ;

l'évolution générale vers la dérégulation.

• des yeux ouverts vers l'avenir; nous sommes la dans 🖹 domaine du

• un vrai professionnalisme capable de se renouveler : tous nos métiers concernés doivent maintenant s'épauler mutuellement;

des investissements lourds. Par développement très acceptué des tendances concessives, devenues très fortes, mais aussi parce que la croissance s'appuie la reprise de fonds de commerce existants, métiers devenus gourmands investissements.

### S'intéresser aux grands aménagements urbains

Dans univers où tout bouge (et qu'il faut scruter II chaque instant pour voir m qui peut bouger "utilement"), une certaine polyvalence n'est ai un défaut, ni une faiblesse. Le développement du Groupe dans plusieurs directions (dont certaines nouvelles) manuren toute en cohérence mêmoui non certaine diversité-complexité un un caractère, depuis longtemps, de un palette d'activitée

Pour ne prendre qu'un exemple, mais il est important et significatif, j'ai toujours passionné par une ce qui manure le développement des villes un des besoins nouveaux qu'il fait apparaître. Un groupe comme le nôtre manquerait à sa vocation en immobile, oubliant de s'intéresser aux grands aménagements m à la mise en œuvre de 📖 🗎 grands équipements urbains. Intervenir dans la conception, dans la réalisation, dans la maintenance, tel notre métier profond.

Dans la conduite d'une telle politique, volontariste et complexe, j'ai plus que jamais le sonci 🚟 maintenir et de préserver les grands équilibres du Groupe. Il est inévitable que l'émergence de certains métiers nouveaux soit très progressive. Mais elle s'accomplit : je me rappelle les débuts fort difficiles (il y a si longremps!) de nos sociétés de traitement des eaux (et de fabrication de tuyaux et tubes en matière plastique), 📭 l'acte d'audace qu'a constitué, en 1975, la création du premier de traitement des déchets industriels à Limay ; je me rappelle aussi les premiers mois si bésitants de Canal Plus ; je constate aussi satisfaction actuelle de voir madioteléphone atteindre déjà son point d'équilibre.



Diversité foisonnante et maîtrisée Quelques derniers mots.

Ce qui caractérise le mieux notre Groupe, c'est la diversité foisonnante, foisonnante maîtrisée; diversité des métiers, diversité des implantations, diversité im hommes.

Famille nombreuse et large donc. Faut-il rappeler à ce propos qu'une famille est riche de membres. riche de grands, glorieux ou me situation difficile, français ou étrangers, conformes atypiques, tous membres du même organisme qui ■ grandi ■ qui continue de se développer. Nous devons manifester la même considération à chacun.

Actionnaires amis de la Générale des Eaux, conservez

le moral, cela marche et marche bien !

## Sous la terrasse, l'autoroute

Présentée comme la première liaison urbaine à péage, l'A 14 devrait ma mise en service à la fin de l'année 1995, si manuelle péripétie nu lui fait barrage

L y a vingt-cinq um que la pre-mière déclaration d'utilité publique la l'axe de IV kilo-mètres, reliant la Défense à Orgeval, a la rendue. Depuis date, le projet a été mis en som-meil, réveillé, abandonné, réactivé, condamné I mort, ressuscité et, finalement, très largement modifié. Si la trajectoire de autoroute est restée la même, m physionomie a mi bouleversée sous la double contrainte de la protection d'un habitat et de exception-

A l'origine, l'A 14 était l'exemple ce me ne devait etre une etre une en banlieue parisienne. Elle risque de les archium du ministère de l'équipement une une brouillon unième siècle. Jamais un projet n'aura 🚻 autant contesté, iusqu'à faire l'objet d'un arbitrage person-nel du président de la République.

#### Pas d'opposition uu principe du péage

En mai 1990, M. François Mit-terrand m décidé la suppression d'un échangeur en forêt de Saint-Germain-en-Laye. Décision qui avait pu être interprétée comme condamnation il mort il projet dont l'équilibre financier al bouleversé. Mai 📺 axe répondait I de besoins de communication l l'ouest de Paris. Il a donc continué à faire l'objet projets jusqu'à la version musiè : 1 400 mètres de tranchées un tunnel de 2 510 mars sous la forêt, un viaduc de au Mesnil-le-Roi, un autre 📟 mètres | Carrières-sur-Seine = enfin was barrière apéage enfoncée de 6 milim tran le sol m donc invisible de la Terrasse de Saint-

Entre 1988, date laquelle la Société des Paris-Normandie (SAPN) u obtenu u russes sion la construction le l'ex-ploitation l'A 14, le choix exprimes par le ministre de l'équi-M. Jean-Louis Bianco, le 4 juin, le coût de construction plus que doublé, 1.4 milliard de france à 2,9 Des callia qui représentent le prix de l'intégration au site, de la protec-la la fois de la forêt des habides word communes with the

A l'origine, le principe d'une liai-son de la Délime et Orgeval L'an contesté. L'objectif dal de soulager la mandal sur l'A 13,

doute I'un the plus manue

projets français. On en parle depuis 1939, de la

laquelle fut imaginé la plan d'aménagement la région de Paris.

décennies, in principe in

cette liaison, mumi le pont 🝱

Neuilly et Orgeval, de la être repris 1960, pour la en 1860, le plan

manus du quartier in la

Deux ann plus tard, le

projet était d'utilité

publique... in financements.

li réapparaît data la latitire

inagement et d'urbanisme

en 1976, jusqu'à ce que l'Etet

rité, afin 🍱 soulager l'A13

esphyxiée mm la triangle in

Rocquencourt III tunnel

L'Intervention

François Mitterrand

concu par la la régionale

aux élus III aux responsables

tracé. Un an plus tard, in the

d'autoroutes présen-

tent leur projet. A la mars de

l'enquête d'utilité publique. M

projet retenu 💵 celui 💵 la

Paris-

Normandie, sur lequel las 444

locaux, en particulier & Saint-

Germain, émettent

En 1989, l'échangeur prévu en MII Saint-Germain fait

l'objet m vives contestations,

parce qu'il porte matrice la forêt la cause la cause

conséquences sur un maio rou-

La décret ■ d'utilité

publique 🔳 urgents » 🔤 📟

déià saturé.

En mara 1987, la projet

Un projet vieux d'un demi-siècle

'AUTOSCUTE A14 mu sens un l'A14 mu pris la 22 mai sulvent,

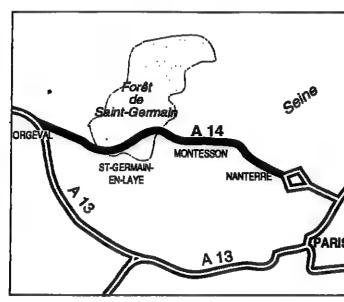
l' « autoroute de l'Ouest », m parti-culier entre le triangle de Rocquen-court, au débouché de l'A 12, et le tunnel m Saint-Cloud. Il s'agissait aussi de compléter le maillage de l'Ouest parisien par un raccordeaux grands axes autoroutiers : l'autoroute de Normandie (A 13) Orgeval I l'axe man Cergy-Pon-toise Saint-Germain-en-Laye

adopté M. Méhaignerie, minis-un de l'équipement dans le nement de la cohabitation, n'a suscité trop d'opposition. Les

travaux lié au bouleversement l'équilibre financier du projet diffi-la SAPN. Au manque à gagner, s'ajoutaient 200 millions de francs de travaux, prix des 670 mètres couverture

Mais a société concessionnaire refait ses calculs obtenu une renégociation de contrat. La perte de a été prise en compte dans la durée de contrat qui, au lieu de prendre fin 2003,

Au and 1991, une enquête modificative à la déclara-



rations politiques on ## ### par l'argument d'urgence : l'Etat-décidait à des capitaux privés pour pas différer plus longtemps un projet victime de la crise économique 70.

La première bataille gagnée par défense, au fil du tracé, celle de l'échangeur de Saint-Germain. Prévu forèt, il devait drainer i lui seul 13 % du trafic l'A 14, mil 5 000 véhicules par jour. Un aménagement qui mena-çait 6 hectares de bois, déjà victime du prisazza de l'urbanisation. Sur l'invitation de Michel Péricard (MITTE maire de Saint-Germain-en-Laye, M. François Mitterrand donc décidé, après une la sur place, la suppression de l'échandont l'existence une traversée totale de la forêt en souterrain. In wypanu à l'autoroute ont siem cru i un ami des

M. François Millamut at pro-

mana pour la suppression il

Du 18 mars au 20 au 1261

a i i enquête publique modifi-

cative sur la arma question de la suppression in l'échangeur.

Dan le man temps, fin mars,

débutent lim travaux prépara-

La 12 janvier 1992, le 2024

Tabi rejette la requête de la

ville 🛤 Saint-Germain deman-

dan la sursis à laboration des

travaux dans l'attente d'une

discuss on favor per in recours

en menuliritan di dikara di silan

publique. All the to pure della

personnes manifes-

tent ie welle du Manie

lo-Aud w in 4 massacre > ile le

Le 13 avril, Mas Ségoiène

Royal, ministre il l'environne-ment, fait a l'account A14 un

problème exemplaire m visual

Les font toujours

en mum min blich techniques

ni ma alla li langari » Elle

évoque l'élaboration d'un a less

bonne wilden qui s'impo-

THE ESCHART C'auto-

Le lendemain intervient la

nomination 📼 Philippe Essig,

expert chargé d'évaluer

divini dan atalikanilara hide-

par ini élus in inive-

rains, particulier le tunnel

🖿 4 juin, 🗎 direction 🚐

📹 du ministère 🖿 l'équipe-

ment présente 📖 élus 🔚

choix M. Jean-Louis

Bianco.

Courses.

l'échangeur de Saint-Germain.

tion d'utilité publique, portant uniquement un la suppression de l'échangeur, était ordonnée, un les travaux pouvaient commencer. Une occasion, pour M « laissés-pour-compte» M l'enquête publique, M revenir M la charge.

#### Tunnel ou pont sur la Seine?

Car un autre obstacle attendait la SAPN et les ingénieurs du minis-de l'équipement : le franchisse-ment de la Seine de la Terrasse de la Certasse de la Certasse de la Terrasse de la Certasse de la Terrasse de la Te Saint-Germain-en-Laye. Dès l'ori-plusieurs de locales réclamaient un tunnel 💶 lieu du viaduc de 500 mètres prévu au Mesnil-le-Roi.

De pétitions en juridiques, l'opposition le le et le riverains s'est renforcée. Le mars, des milliers de prome-neurs ont arpenté ce site, monument historique, à l'appel de M. Michel Péricard, pour obsident 🝱 la République. Que jours plus tard, le ministre de l'en-vironnement se rendait sur le min et annonçait la nomination d'un expert, M. Philippe Essig, ingénieur général des ponts et chaussées. Il données techniques et financières » avancées par la SAPN et par les élus locaux. Les premiers esti-la la milliard de francs le d'un tunnel sous de fleuve,

Jour de fête

#### partisans seulement millions. Les conclusions de M. Philippe Essig, communiquées ministères l'équipement et de l'environnement fin avril ont confirmé l'évaluation de M SAPN. Le tunnel trop cher. viaduc ma amélioré et 📗 🚃 pective de Terrasse mieux protégée. L'expert prolonge if prolongement du tunnel, a de la Terrasse, a mètres. Il préconise and le rétrécissement de la barrière de de Montesson et son recul de 2 kilomètres par rap-

port à l'emplacement prévu. A

6 mirm in profondeur, ille ne bri-

sera pas la perspective sur la plaine M. Jean-Louis Bianco retiendra intégralement le suggestions de Philippe Essig quant à la barrière péage. Pour le propositions of cet expert, reconnu baisse. Seulement 150 milion de illustration au déficuellé de la Terrasse sont prévus, ce qui fera surgir l'autoroute dans l'axe d'un groupe d'habitations, la résidence de Bel-

Divisi or Indonesia. (Chinistian phonique III made des Loges à Saint-Germain, au lieu de la especiale demandée par les élus, 🔳 l'aménagement la l'autoroute mietles » dées par le ministre 🚛 l'équipement. Des miettes qui augmentent

Cette révision li la lation des propositions de l'expert donne 🌡 M. Michel Péricard l'occasion d'une troisième bataille. En apprenent, le 4 juin, les choix d'Amah du ministre de l'équipement, il Walland : « C'est le plan Essig ou la guerre. » Un moindre mal, acceptable condition dam integralement retenu. A défaut, M. Michel Péricard imica d'enterrer la projet li sa manière. « Je ne voulais em politiser cette affaire. Eh bien, nous allons i faire pour gagner neuf et le Mark ne s'y inneuen Les recours juridiques vont multiplier ces prochains mois, dans Tallite d'une victoire de l'opposi-Www. aux - legislatives.

Quelle soit l'issue de cette stratégie, le laborieux 🚞 🕶 💴 l'autoroute A 14 préfigure num nouvelle conception 🌬 l'autoroute urbaine, celle de l'enfouissement. Vieux de Imma ans, le projet initial surgit all liter builden build repensé lorsque la construction a \*\*\* MANA dée il y a cinq ans. and plans préplaine de Montesson une tran-🔳 découverte en forêt 🛍 Saint-Germain. Or 🔳 l'A 14 passe en 1995, ce sera 📰 tranchée 📠 🛍 plaine et en tunnel I traver la forêt. La SAPN évalue 🛮 plus 📠 l milliard 🗈 francs 🖿 dépenses limi à protection de l'environnement un coût final qui a plus que doublé pour approcher im milliards.

**PASCALE SAUVAGE** 

## La décentralisation à l'épreuve du temps

Les conseils généraux vont devoir augmenter leur participation au financement de l'action sociale

E medh généraux ont connu des années dans la gestion le leur budd'action sociale. depuis 1989, ils and hand dans période de tension. Ils ont même grignoté le la de laine qu'ils s'étaient constitué la la premières années de la décentralisation. A tel point que, selon l'Obser-vatoire, national de l'action addidécentralisée (ODAS), toute charge supplémentaire Ma ce domaine obligerait conseils à trouver mode spécifique de financement. L'Observatoire qui sient de réaliser une étude sur le financement de l'action sociale entre IIII = IVII I partir d'un échantillon représentatif vingt et un départements, fait nettement apparaître mile évolution (1).

Ce n'est | I facteur, mais III de phénomènes jouant sur les recettes il sur les dépenses qui a permis de généraux dégager de l'épargne de l'épargn imprévues ont budgets.

Lors de transfert am compétences de l'Etat aux départements, the resources and the televillable. pour compenser im nouvelles charges. L'Etat a abandonné aux départements 🖬 produit 🖾 📓 tass différentielle un banda de moteur (la vignette), ainsi un ba d'enregistrement a la ma de publicité l'unitée portant sur le mutations | tire onereux. Il également une dotation générale de décentralisation (DGD), une somme qui couvre le charges non compensées et le transfert et res-

#### 1989 l'année chamière

Le calcul de rendement de la fiscalité transférée s'est opéré, en 1983, sur de prévisions qui man révélées pessimistes. Le marché automobile tout comme celui is l'immobilier es montré plus de que prévu et im représenté une mane providentielle. A ilin d'exemple, les droits de maialles par habitants 📺 👪 multi-

par irai man 1984 = 1989. Findant watt même période, les dépenses ont été maîtrisées, voire sont multiples. L'OTAL multiples des manufactures de la compacture de la c généraux qui se sont mourte de spécialistes : « Dans au mouvement quasi unanime, in ont madels engager unu mind in politiques d'efficacité économique.» Cette préoccupation s'est traduite par une number of the tarification of prestations z par une meilleure récupération dépenses afférenimi 244 persayan âgées, tant auprès des les alleures par entrain que par liem payanta ou des numersions. La nouvelle orientation nationale in placements familiaux pour m enfants (plutôt que le placement en institution)

celle du maintien à domicile des personnes de ont, elles de les charges.

mesures financièrement soulagé 🚾 départements. La désindexation des salaires, qui 🔤 traduite par une diminution des frais de personnel ou la prise charge par l'Etat in frais de l' tionnement de d'aide par travail pour im handicapes (CAT), comme imédicalisation accrue La maisons a retraite, transférant um partie de charges sur la Sécurité sociale, ont permis ces économies.

Alica qu'avant 🖿 décentralisation taux annuel moyen de croissance dépenses nettes d'action par habitants, en francs constants, oscillait autour de 2,5 %, entre 1984 m 1989, in tendance s'est située aux alentours de 1 %. « La dépenses d'exploitation ont progressé régulièreman au rythme annuel 🖢 🛚 🖷 🚃 🚢 🚾 l'épargne. 🖚 baisse 🎍 l 📗 2 5 an avant la décentralisation, croit de 12 à 13 5 par an », rapporteurs.

L'actuale IVIII représente un tournant. Pour les dépenses comme, une nouvelle fois, pour les entre L'examen des charges par permet in minus comprendre l'évo-lution. L'aide in la l'enfance, colle an practica âgées de la handicapées reprédépartements. L'aide sociale I l'enfance must I première position, in the II sa part sociale est passée de 41 % en 1986 11 % = 1991. Mais sa tendance. ces trois dernières années, 🗪 à 🖡 hausse. A came de l'augmentation prix de journée (due I la rénovation is distributed in a revalorisation anticipée II Mari mi assistanto maternelles), o de la durée moyenne in sejour in enfants.

même, pour les personnes Agées, l'augmentation du prix journes, provoquée par l'humanisation des l'all se de la dimitaux d'occupation, entraîne progression des dépenses de 5 an.

#### Le niveau des retraites

Mais c'est principalement l'aim aux personnes handicapées qui mente la me grande mibilio. Les dépenses d'hébergement augmentent m mant courants de 11.5 manisation Im établissements. mais aussi du nombre croissant bénéficiaires qui, grâce aux progrès de la médecine, vivent plus vieux. Les dépenses d'allocation compensatrice, allocation mil peuvent bénéficier les permanes agées dépendantes, qui progressaient 6 % par an jusqu'en 1989, un rythme 19 % depuis 2001 🚉 ustam temps, l'aide 🗠 📖

phénomènes de pauvreté s'est merrie La part de l'aide unith dans dépenses d'action in 6,5 mm 1989 I 8,5 % en 1981 Celle du revenu minimum d'inser-(RMI) se 24,5 Le la protection maternelle et infantile (18 de dépenses d'action sociale) paraît, en revanche, Ma peu fluctuer.

Sur vingt ■ un départements étudiés, le voient leurs dépenses croitre de plus de 7 % par an. situation qui ne serait pas particugrave si, parallèlement recettes s'étaient maintenues à leur mirau Malheureusement, le marché de l'automobile celui de l'immobilier connaissent morosité. Le vieillissement la population risque d'ajouter aux tensions. L'ODAS souligne à juste l'a que, l'action sociale s'adressant aux plus dému-nis, l'évolution du niveau l'a retraites jouera un mis illiail tien l'implication départements. même, la progression respérance n'implique pas une augmentation proportionnelle du nombre de persone déput

Quelle que wil l'évolution économique de cinq prochaines années, il est difficilement envisageable le réduire les engagés en d'insertion d'accompa-gnement social. Les mandi généraux, qui u disposent plus de marge de manœuvre, devront preuve d'imagination.

CHRISTIANE CHOMBEAU (I) ODAS: 13, be evard Saint-Michel, Tel.: (I) 44-07-02-52

longtemps, remain aux dispositifs

Suite de la page 9

à Méru

lors, at axe culturel desire a son tour permettre de M d'Ilmila M centre-ville. La élus municipaux member le locale de renforcer l'identité de leur purmune. Non make parce qu'ils souhaitent voir leuri administrés mieux se l'approprier. pure que rere ville de mans mille Mirani eux, vouée i un développement inéluctable, qu'ils espèrent

a la kilomètres Paris, Méru se vit une future banlieue. Elle en a déjà certaines caractéristiques ses HLM plantées tion in champs in une population particulièrement jeune (33 🏗 👪 ses moins dix-neuf ans). L'ancienne capitale 💵 la mar a perdu son titre man im années 50, mais ■ gardé des traces de son passé industriel, ZUP et... son M m chômeurs.

III prévention de la délinquance aux dispositifs d'insertion ou économique, en passant par une convention III développement culturel (le IIIIII III 28mis en place par l'Etat. Elle est sur le point de signer une convention ville-habitat, qui prolonge l'ensemble initiatives. La situation de Miru illustre la politique nationale is la ville, modèle is coopération pour im spécialistes, minimum opaque pour in haira.

#### La recherche de financements

Ainsi, dans l'opération Quartiers lumière, « bien mall aui parviendrait 🛮 identifier l'origine 📠 financements », miles M= Claude Cette dernière paraît pourum la mieux placée pour cela, puisqu'elle travaille sur ce dossier, la fois pour le ministère la la culture pour délégation inter-ministérielle à la ville. En fait, la première administration a 4,5 millions 🕿 📭 pour soutenit quelques-unes ha malleratura prévues aux pieds des grands ensembles, la millions. Mais ce and in conflu déconcenmil gérés par les préfets qui ont pris le man dans bien de man « Il 29 juin), la manum a, depuis s'agit d'un coup me projecteur sur me

créativité des banlieues, tutte de résumer M™ Renard. D'un coup 🕍 chapeau all m travail menė imi 🔤 long 🚔 l'année. » Ouartiers lumière est un label,

comme Banlieues 89.

second, m voie d'extinction, ouvre la vanne du li social urbain. Le maire in Méru compte d'ailleurs tat tetta filles pour financer en burne partie was filter matte culturel. Pour la praz imaginaire», faute d'aide estampillée, il s'est simple-ment d'aid ses partenaires habituels. En ce in in fête, quelques observateurs with se and glissés parmi 🖃 badauds. Des représentants 🍱 l'éducation nationale, du Field d'action sociale pour immigrés, 🛂 h préfecture 🖿 Picardie, 🍱 🔤 général, de la délégation la mile M la direction régionale 📠 affaires culturelles, same partie pre-I l'opération, Est viens au défilé-spectacle des tribus imaginaires de Méru.

Justement arrivent deux yeux en carton, un nez-bouteille. deux arcs Dancam en guise de bouche: « C'est méchant ». expliquent im petits. Derrière, im plus grands se wall placés no le signe du serpent pour faire aux gens ». Le enfants me bles libre cours I leur créativité, pas à 🖹 mièvrerie. Un label du ministère de la culture se mérite.

MARTINE VALO

 $(\hat{\mathfrak{g}}_{\ell})_{\underline{\omega}^{k}}$ 

1

· 在北京 (100 年) 中国 (100 年) 中国

The survey products to a section. The second of the second ALL THE PARTY OF T MANAGEMENT STREET, STR in land the six blooms server to the THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN TW the state of the state of the state of the AND MANY OF THE PARTY OF THE PA A service of the service of The state of the s

The second secon A HE WAS THE A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The second secon A STATE OF THE STA

The state of the s The second free day of the second The second of th Action of special states of the second

THE RESERVE TO SERVE THE PARTY OF THE PARTY

### **SPORTS**

# Un entretien avec le président de l'Union cycliste internationale

«Le Tour de France n'est plus seul... », nous déclare M. Hein Verbruggen

Président de la Fédération internationale du cyclisme professionnel (FiCP) de Land 1 1991, puis de président de l'Union cycliste internationale 📖 🔳 début 🏚 l'année, M. Hein Verbruggen, un Néerlandais de quarante-neuf ans, est aujourd'hui l'homme fort du cyclisme mondial. Il expose ses projets nu moment où le Tour de France.

« Certains affirment que le presa Corcain annum que la pres-tige du Tour écrase tout le calen-drier. Vous semble-t-il souhaitable qu'un sport centenaire s'articule ainsi autour d'une compétition?

- En fait, le Tour n'est plus seul depuis 1989, date la laquelle nous avons and la Coupe de monde. It n'est plus seul, et il ne le sera jamais plus, car nous allons, and un improche avenir, réformer du calendrier. Par ample, il a de du décidé que le Tour d'Espagne, qui se déroulait iuson'ici au mois de mai se déroulait jusqu'ici au mois de mai, se disputera en septembre. De même, championnat du production repoussé de quatre semaines, 🔳 🜬 class d'automne, elles, Pres mieux pla-

Qu'attendez-vous de ces

- D'abord, le plan sportif, il n'était plus par le maintenir le trois grands le céneau mai, juin, juillet. D'un point physique, c'était trop demander mus coureurs; au niveau id l'organisation, imp demander aux équipes. Ensuite. plan médiatique, il faut admettre que le Tour de France ne peut plus porter à lui seul le cyclisme. Pour répondre à la concurrence des autres disciplines. nous avons besoin d'événements bien distincts. Nous devons intéresser les

#### Attentat à l'explosif et voitures incendiées à Saint-Sébastien

A la veille du départ du Tour

Deux véhicules, dont l'un appartenant I la chaîne de télévision française Antenne 2, ont MM détruits par un engin explosif, vendredi 📱 juillet après-midi, un parking warmin du centre-ville E Saint-Sébastien (Pays basque espagnol). Pompiers m policiers ont empêché la propagation 👪 l'incendie l'étage supérieur du parking, ..... en em de l'Hôtel Maria Christina, à 200 mètres environ 🛋 lieu nu départ du Tour in France cycliste. Grièvement I par l'explosion, l'un des miliant 📺 l'attentat a 🕍 amêté.

«Il s'agit d'un sem isolé que im institutions basques condamnent», a déclaré 🔳 wille, M. Odon Elorza.

Pendant in nuit de vendredi l samedi, trois véhicules il 🖢 chaîne britannique 📖 👑 vision Channel-4 et quatre autres William ont #11 incen-Fonterrabie non loin de Saint-Sébastien. Les trois voitures un militaria immatriculées en France étaient garées sur 🖿 parking d'un hôtel. Aucun IIIIII n'a III signalé. - (AFP, AP, Reuter.)

□ FOOTBALL: l'Afrique du Sud reintégrée au sein 🌉 🖺 FIFA. – L'Afrique du Sud, suspendue en puis exclue | IIII en raison 📠 problèmes d'apartheid, a 🜃 réintégrée officiellement au sein 👪 la Fédération internationale (FIFA), vendredi l juillet, à Zurich. Le sud-africain a été réadmis à l'unanimité par la congrès ordinaire 📠 🖪 FIFA. Cette réintégration lui permettra 🕍 participer aux éliminatoires (zone Afrique) de la Coupe du monde 1994. Le Congrès a également accepté l'affiliation définitive ou la réaffiliation III quatorze autres associations nationales: notamment with trois pays baltes, it l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Croatie, la Géorgie, l'Union russe, la Slovénie 🔳

saison cycliste dure de février à octo-bre, et qu'il par-delà le maillot jaune, d'autres compétitions

Je d'ailleurs que la Coupe monde, malgré quelques erreurs jeunesse, a permis de mieux enjeux,

Coupe, s'appuie sur les principales clessiques du calendrier, création. Trois ans après sa mise en place, commant la jugez-vous?

- Comme une grande
le sport cycliste! Est-ce une le gue
Je le crois sincèrement, que
tous les directeurs sportifs ne cachent
l'intérêt qu'ils lui portent parce que trois champions - Kelly, Fondriest, Bugno - figurent déjà palmarès. Il e crois aussi les fédérations aujourd'hui épreuve Me Coupe du monde,

Cette coupe in concept qui sert i mondialiser man sport. Aujourd'hui, les nations tradition-nelles du cyclism en disposent puis-que Paris-Roubaix, Liège-Bastogne-Liège Milan-San-Remo la Coupe du Monde. Il Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, pour suivre la Wincanton Classic et l'Amstel Gold Race, 200 000 se pressent chaque année. C'est parlait! Han comoren sont-ils il Montréal, dans un pays qui n'avait pratiquement jamais parier de cyclisme avant l'arrivée la Coupe l'arrivée la Coupe l'arrivée l'ar passé, et peut-être seront-ils 300 000 n septembre. Voilà comment se résume la Coupe : un

l'an retransmis par toutes les télévisions, pour nous permettre mieux ie cyclisme is le

Si les directeurs sportifs vous suivent sur ce terrain, des journa-listes et des coureurs, eux, sont

- Si nous ne le modernisons pas maintenant, le cyclisme va disparaître des écrans. Et, sans télévision, aucun sport ne peut vivre aujourd'hui. C'est pourquoi il nous faut moderniser nos structures et parier sur la Coupe du monde au même titre que le cyclisme parie sur le Tour de France.

» Un sport moderne est un sport universel. Aussi puis-je vous certifier que la Coupe du monde cycliste, à l'instar de la Coupe du monde de football football, concernera toutes les populations du globe. Elle ira sur le place
Rouge, à Berlin, à Tokyo et – pourquoi pas – sur les principales
parisiennes le fau déjà le
Tour, Elle ira prochainement aux
Etats-Uels, parisiennes déjà plusieurs mes.

- La cyclisme and to du qu'aucune fédéra-tion n'a jamais su éradiquer. Douze mois après la tristement célèbre (1), que 82-VOUS DOUR COMMITTEE CO

- Notre panoplie n'a pu évolué. Tour, comme n'importe quels creurs, sur soumis aux comme l'importe quels creurs.

événement ponctuel, reconduit and antidopage. Et cette année manuel comme toutes les années. Ill frauseront sévèrement sanctionnés Mais, de même que je en crois guêre au pouvoir dissuasif des radars, je crois en l'efficacité de nos tions. Il preuve : malgré vingt e contrôles, dopage n'a jamais disparu. J'en déduis qu'il faut maintenant fournir un me de prévention, de formation. Il faut rappeler un qu'est l'éthique im matière sportive, et démontrer coureurs qu'ils ne gagnent rien I faire me concessions avec leur propre conscience. Il faut travailler | long | |

» Un jour, Juan Antonio Samaranch, le président du Comité olym-pique international, a comparé l'UCI sus fédérations de boxe. Inutile d'ajouter qu'il ne s'agissait - d'un compliment! Lorsqu'il and manual sur lorsqu'il considérera une discipline majeure sein im mouvement olympique, je partirai i fait mon

> Propos INJUNIA par CHRISTOPHE INVANT

(1) L'équipe néerlandaise PDM avait du quitter le Tour de France, quatre de renonçant Il prendre le départ Il Quimper, le 16 juillet, apres l'abandon, la veille, de cinq autres. Atteints d'une forte fièvre la ressentant des Jankouse mouteures la articulaires. des douleurs musculaires marticulaires, im mar des mater semblaient victimes d'un « nad mystérienx » (le Monde du 17 juillet 1991).

TENNIS: les championnats de Wimbledon

### Avec les compliments du préretraité

Partie remise pour les Américains John McEnroe, Andre Agassi, Pete Sampras et le Goran Ivanisevic, qui ont m droit i une journée ill repre supplémentaire, vendredi 3 juillet. 🝱 pluie 🛮 en 🖦 ampêché déroulement des demi-finales championnats de Grande-Bretagne. En attendant retour M beau temps, McEnau miracie : remporter Wimbledon huit was après was dernier triamphe w iii

envoyée spéciale

Quatre anciens champions M Wimbledon désendaient cette finale. Trois d'entre eux, les numèro deux trois ■ quatre mon-diaux - ■ Suédois Stefan Edberg, les Allemands Michael Stich, tenant du titre, in Bott Becker um ill battus par la jeune garde : le Croate Goran Ivanisevic (n° 8), les Américains Pete Sampras (n° 5) et Andre Agassi (nº 12). Un imil a donc fait de la résistance, John McEnroe - le vétéran, vainqueur de Guy Forget (nº 9). John McEnroc, invité-surprise des demi-finales, dernier américain 🛮 avoir triomphé sur la Wimble-don en 1984 après l'avoir emporté en 1981 m 1983. Quel joli pied de

nez destin! Quelle bonne blague de pré-retraité toujours qui décidé de raccrocher la fin la saison...

« Je n'al que trente-trois ans et jaurais aime pouvoir continuer il jouer quelques tournois. Mais faire le pitre, non, a condition d'avoir vraiment un niveau de jeu acceptable v, a-t-il écrit Illi une lettre-testament publice .... Etats-Unis en avril. Numéro un ..... unis en avril. Numero un in 1981, le plus jeune de l'histoire du tennis, l'Américain s'est retrouvé 31º mondial au illiminé en quarts in finale internationaux d'Australie par le Sud-Africain Wayne Ferreira. Il n'est plus partire se hisser infinale in huit autres tournois qu'il a disputés en 1992.

McEnroe préféré couper man décadence. Le public m compplus les cheveux blancs dans
tignasse bouclée pétard
n'observera plus le terrain gagné
u calvitic. Laisser à prix
le souvenir sa silhouette hargneuse regard d'eau
jours tendu celui d'un perdant.
McEnroe marre du tennis. Marre de hurler, gesticuler
un court. Marre d'entendre
jeunes prétendre qu'ils un mythe. rés de jouer un mythe, « quand ils ont juste envie de botter le cui », dit-il. Marre d'obliger Tatum O'Neal, sa femme, m leur trois enfants, a trimballer avec lui une existence m saltimbanque.

S'apaiser. Vivre un famille. Devenir commentateur pour la tévision, organiser des opérations caritatives prendre la galons al capitaine de l'équipe américaine de Coupe Davis, si on le lui demande... La tête de le retraite - il avoue détester le mot, mais n'en mare pas d'autres, - John McEnroe wenu Wimbledon pour dire adieu à son public, manuril avait fait un derron voyage Paris, saluer Flushing-Meadow, où il aura brillé 1984. A Londres, il a donc fait durer II plaisir et, par sa ténacité, arraché le droit III disputer une nouvelle demi-finale d'un tournoi

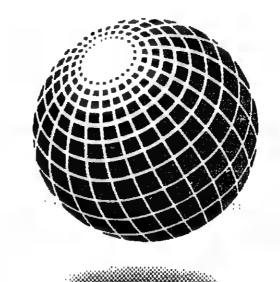
#### Line joyeuse homeur

A l'origine de cette « renais-sance » : la match du deuxième tour contre l'Australien Pat Cash, jeudi 25 juin. Disputée en cinq sets exaltants, extra explosive a distillé suffisamment d'adrénaline dans me veines pour lui perretrouver and impeccal service-volée. Adrénaline ment renouvelée par une joyeuse mauvaise humeur. Pour tenir le coup, j'al joué chaque point, très dur, à la limite de mes forces ». explique McEnroe. Danie fatigue. il a même continué a aiguiser 🗪 réflexes en double, aux de de Michael Stich. Les deux hommes toujours on uning at devaient rencontrer, samedi 4 juillet, in paire Guy Forget-Jakob Hlasek in demi-finales. McEnroe in dit prêt il raffer deux titres il la fois. Tant

"Si quelques têtes de serie tombent, tout peut arriver à a outsider moi », disait-il. Grâce au Russe Andreï Olhovskiy, tombeur de Jim Courier, John McEnroe a circi granist ainsi esquivé um membre risquée le numéro un mondial au troisième un : « C'est manne ça. Il y u des manus dans l'existence, M was a conjugue was bonheur. Si par hasard j'arrive finale, si par miracle je remporte l Wimbledon, j'en parleral des jours et des nuits, man vie durant.

### BÉNÉDIÇTE MATHIEU

□ ATHLÉTISME : Katrin Krabbe aux Jeux olympiques. - La sprinteuse allemande Katrin Krabbe. dimanche dernier par la internationale d'athlétisme après une accusation de dopage, ne participera probablement pas aux prochains Jeux olympiques. Selon son manager, M. Jos Hermens, interrogé vendredi I juillet, la championne, très éprouvée par sa longue bataille de réhabilitation (la Fédération allemande d'athlétisme l'avait suspendue en février) n'a pu s'entraîner convenablement. «Je n'ira! pas Barcelone pour me vidiculiser », declarait, il y a quelques jours la jeune athlète, qui = plaint d'un manque motivation et = problèmes Championne du monde du 100 mètres et du 200 mètres à Tokyo en 1991, Katrin Krabbe devrait faire connaître décision définitive la semaine prochaine. - (AFP, Reu-



# La Grande Fiesta: c'est pour tout le monde

La Grande Fiesta bat non plein. Plus de 3 000 000 de visiteurs sont déjà manus découvrir cette incroyable aventure internationale. D'anciens drakkars Viking y côtoient des téléviseurs Haute Définition. Déjeunez 💷 Japon 🔳 dînez à la Terre de Feu. Plus de 50 000 spectacles y attendent. Vous trouverez tout cela ■ EXPO'92 ■ beaucoup d'autres choses ■

Souhaitez-vous participer il cette grande aventure? Appelez dès maintenant votre agence de voyages pour obtenir de plus amples informations. Un large choix de logements u à votre disposition. Chambres d'hôtels à tous les prix, auberges, bateaux, compings. Dans la ville, à l'interieur des terres mu sur la mer. Vous êtes certain de trouver une formule à votre convenance. Ne manquez pas EXPO'92. C'est maintenant ou jamais.

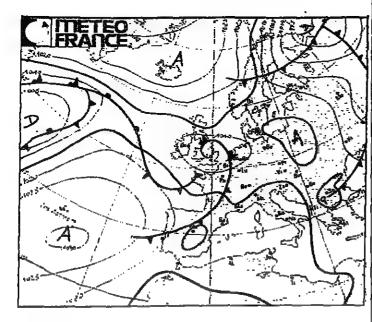


JUSQU'AU 12 OCTOBRE, 1992

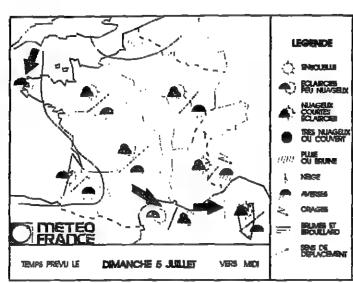
**MAINTENANT OU JAMAIS** 

## METEOROLOGIE

SITUATION LE . JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



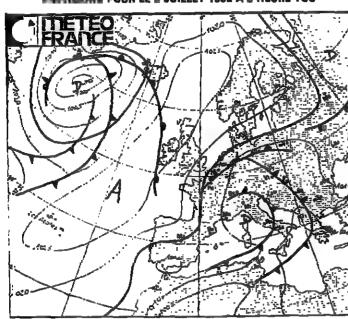
PRÉVISIONS POUR LE 5 JUILLET 1992



Dimanche : frais, couvert w pluvieux. - Le matin, le ciel \*\*\* très nuageux ou literati sur l'ensemble du pays. Seul le pourtour méditerranéen bénéficiera du soleil, car 🖺 mistral 📟 💵 tramoniane, soufflant 🛽 60 kilomètres? heurg, chasseront 🚻 nuages 🖼 bruines éparses se produiront un peu partout, plus marquées sur l'extrême nord at sur les Alpes du Nord, L'aprèsmidi, il fera toujours il sur le pourmaditagranden avec mistral 🗊 🚥

montane assez forts. Sur le mans du pays, les nuages resteront abordents and des manue to orages and possibles me le Sud-Est et la Corse Le fera III apparitions sur les Allies atlantiques en cours d'aprèsmidi, de la pointe Bretagne aux imme landaises. Il frais la salson, avec des températures avoi-III i 22 degrés au IIII II II II 24 degrés au 🛤 🛍 vent 📟 nord SUF .

### POUR LE | JUILLET 1992 A II HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima ma temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 3-7-1992 m 18 heures TUC m m 4-7-1992 m 6 heures TUC					
FRANCE  AJACCIO	TOULOUSE 29 TOURS 25 11 POINTE APITRE 25 11 POINTE APITRE 25 11 ATHENIS 25 25 BANGKOK 35 25 BANGKOK 35 25 BARGELONE 24 16 BELIGRADE 25 16 BERLIN 25 15 BRIVELLES 25 16 LE CAIRE 32 22 DELMI 38 22 ESTANBUL 21 15 LENGKONG 32 25 ESTANBUL 27 11 LENGNONE 27 11 LENGNONE 27 11 LONDRISS 18 15 LOS ANGELES 21 17	CN DCDNXDCNDXNCANCODC	LUXEMBO MARRAKI MARRAKI MENICO MILAN MILAN MONTRÉZ MOSCOU NAIRON POR OSLO PLUA-DE PÉKIN REO-DEJAN ROME SÉVILLE SÉVILLE STOCKHO STOCKHO STOCKHO TUNIS VARSOVII VENISE VARSOVII VENISE VIENNE	34 SCR 38	14 C 21 D D 21 D D N 12 A D D N 12 A D D N 15 D D C 26 D D C 16 D D D C 17 D D D D D D D D D D D D D D D D D D D
A B C call convect	_   • •   •	) ige	P	T tempête	# heige

TUC = temps \_\_\_\_\_ coordonné, c'est-è-dire \_\_\_\_ France : \_\_\_\_ moins 2 \_\_\_\_ en été ; \_\_\_\_ légale moins 1 heure en hiver. (Document établi ave. le support rechnique spécial de la Méteorologie nat

### TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et la télévision sont publiés chaque semaine dans supplément daté dimanche-kındi.

Signification symboles : dans « le Monde radio-télévi» : d Film l éviter : a On peut voir : sa Ne pas manquer : sas Chef-d'osuvre ou classique.

### Samedi 4 juillet

	TF 1
10.61	Divertissement : Juste pour rire.
	Feuilleton : Le Secret du Sahara. D'Alberto Negrin (1 dpi- sode).
0.05	Magazine. Spécial Grand Prix III III de formule 1 II Magny-Cours.

20.50 Magazine : La Nuit des héros. 22.45 Magazine : Double jeu. Journal et Millia 0.10 Sport : Rugby, Test-match international : Argentine-

FR 3

Flair petit docteur.
Marc Simenon, d'après le roman de Georges Simenon. 21.40 Traverses, Les Crocodies, dragons d'aujourd'hui, documentaire Victoria Stone, Mark

22.35 Journal -22.55 Megazine : Aléas.
Sire : Coup : Terre :

23.50 Magazine : L'Heure du golf. **CANAL PLUS** 

20.30 Téléfilm : Démons intérieurs.

Lamont Johnson. 22.15 Pétanque 92.

22.25 Magazine : Ciné dimanche

A 2

III Journal et Météo.

20,50 Série : Taggart. Coup de folie. 22.40 Magazine : Etolles.

23.45 et Météo. 0.05 Documentaire :

Hommage

FR<sub>3</sub>

du cirque.

22.20 Journal et Météo.

22.40 Cinéma : L'Homme

20.45 Spectacle :

à Serge Daney. d'un ciné-fils, de

Boutang et Dominique Rebourdin (demière partie).

Les Beaux Moments

21,55 Magazine : Le Diven.
Invité : James Edward
Obrios, acteur hollywoodien
et défenseur de la langue hispanique il Los Angeles.

de nulle part.

0.10 Court métrage : Le hasard mène le jeu. • De l'en Chenal (1985).

**CANAL PLUS** 

21.55 Flash d'informations.

22.05 L'alternative Chamaco,

23.25 Sport : Basket-ball. Finale du Tournoi préolymp que des Amériques.

121 Cinéma : Le Repaire

20.00 Edu :

20.35 Magazine : Sport 6.

20.38 Mind des plages.
20.40 Magazine : E= M 6 .
Meuvais temps sur la planète

22.20 Magazine : Culture pub.
Les griffes de III pub.

0.35 Six minutes d'informa-

La Fin de l'utopia D'Emst-August Z

Carole et ses démons. d Film français Pécas (1970).

M 6

22.50 Cinéma :

ARTE

20.25 Documentaire :

Toto le héros. Eu Film germano-franco-belge de Jaco Van Dormael (1990).

Cepeda la Fermina

du ver blanc. D Film (1988).

20.30 Cinéma :

u quant la finale du Tournoi de Canal finale 23.10 Flash d'informations. Documentaire :

Les Allumés... La femme aux serpents, de Jean-Paul Cornu. 0.00 Cinéma : Nuits chaudes à L.A., Film américain X, de John Stagliano (1989),

M 6

D'Anson Williams. O Anson Wallems. ■ mésaventures d'un père jaloux ■ ■ fille. 22.20 Téléfilm: Rock Hudson,

la double vie d'une star. De John Nicolella D'après le livre de femme, Phillis 0.00 : Médecins de nuit.

ARTE

20.30 \$ 1/2 Journal, III 41 Documentaire : d'un impera 22.30 Cinéma d'animation :

Constructions Cinéma d'animation :

Motion Pictures Painting. D'Oskar Finschinger, musique

European

Ligari. Avec Jan Garbarek,
John McLaughlin, le
Mangelsdorf Quartet.

### Dimanche 5 juillet

Elle mul devenue ille TF 1 adeptes de la en commu-nauté à la commu-des années 70? 20.40 Cinéma : La Carapate. s Film français se Gérard Oury (1978). 21.45 Cinéma d'animation :

The HIH Farm. 22.30 > Téléfilm : La Femme et la Pantin. De Mario Santin 22.05 Moven métrage : Le boulot.

bien beeu, mais. 22,50 Blé de septembre.

De Peter Krieg. Un document pédagogique et passionnant qui montre le pervertissement d'un système économique.

### CARNET DU Monde

#### <u>Mariages</u>

m. 🖿 m~ 🚃 delavallée,

M. Alain CHEVALIER et M., Martine Bosvienx,

ont la joie d'annoncer mariage de

Céline et Eric,

- La douce lumière de

Marie-France DAILLET,

s'est éteinte en ce monde la 1º juillet 1992, en la soixante-deuxième année. la terme d'une maladie saintement vécue et d'une vie entièrement offerte

Jean-Marie Daillet.

Emmanuel, Etienne, Dominique et Patricia, Imie et Olivier, Rémy et Cécile, Hélène, Michel, Thérèse,

Goiran, Pierre et Béatrice Néraud Le Mouto Boisdeffre,
Jacques Weronique Wiedemann

na fisikal it mirro.

Marie-Hélène Fermé.

Les familles Fermé, Pienel, Fallon.

invitent i la man de l'unérailles célébrée en l'église Saint-Romain, ave-nue de l'Europe, i Sèvres (Hauts-de-Seine), le lundi 6 juillet. i 10 h 45,

la-Romaine (Vaueluse), le mardi 7 juillet, à 15 heures.

de Brimborion, 92310 Sèvres.

Nos abonnés et nos bénéficiant d'une réduction sur les du l'e carnet du l'e sont priés de tent de l'es muniques leur numéro l'eférence

- M. Daniel DRUON et M., Tandean Marsac.

la samedi 11 juillet 1992, a Lourmarin (Vaucluse).

<u>Décès</u>

sourire w quittera jamais.

son époux, député de la Manche,

Clément Marion.

Pierre et Régine Wiedemann-

Goiran, Wiedemann-Goiran,

to Special

Poulet, Aucher, Lourdais.

Et was a famille.

a l'absoute qui précédera l'inhuma-tion, en la cathédrale de Vaison-

Une messe sera également célébrée en l'église Sainte-Croix de Saint-Lô (Manche), le vendredi 10 juillet. à 18 h 15.

# MOTS CROISÉS

### PROBLÈME Nº 5816

HORIZONTALEMENT

I. If a pour le mulet. Est retenue par des cious. — II. Une qui n'a pas été oubliée. Change la pesu des mocassins. — III. Ne pas laisser échapper. Marque apparente. — IV. Mourut eu cours d'une opération à la « gorge ». Symbole, Militaire. -1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

V. Inti zinc. Qui 11 ne entre-tenu ». – Vi. Points. parfois in mem TII V Abréviation. -VII. Eau. Grande botte. Surplus mili-taire. - VIII. de taile. Milia Qui AII tout quitté. Dans 📓 gueule il loup. -AIII IX ) Fait cracher mm victimes. -X. Prénom étranger.

Xt | | | | | | | | noire. Demi-poire.
Recolt ma bill qui n'est XIV is sport ne lui plaft

pas Idea mots). - XII. Sympathigagne - XIII. Ses os pas apparents. If it is vant qu'une grimace. Devises. -XIV. Elément true paire. Atpignons. Prend I gorge. -XV. De pommes, glands. N'a jamais pu se pure in CASE VALUE OF THE PARTY.

VERTICALEMENT

1. Transforme jeune file en mots). 2. Abritent mammiferes, I baguette. - 3. Leurs truffes ne sont pre grandes. La plice. - 4. Un véritable drame. Quelque in la royal. - 5. nence verbale. Crimes... milieu. Qui am reçu 🖫 pâtée. -6. Livre d'heures. Fait eau. - 7. Ne voit rien dans in ciel (épelé). Annegu, Prend l'air 📰 faisant 🗀 efforts pour rendre. - 8. A un appétit d'oiseau. Se lit quelquefois dans la rue. En pente. - Ili Coule en If frappe et

mourant offerts from la lus. -10. Tête couronnée. Singe Mil cochon, ~ 11, [ I nature]. La dernier crl. – 12. Ne saurait retenir language para Para language Para language Pronom. – 13. quoi tom-beraient par 11. - 14. 111 11 râpe. Coupe. Montegne. -15. Reçue dans la société. Mau-Le mot de l'énigme.

in du problème nº 5815 THE REAL PROPERTY.

i. Opérateur. - II. Roussette. -III. Dû. Stars. - IV. Ops. Ie. IT. -V. Notes. Ica. - VI. NNE. Ecru. -VII. An. Asa. La. - VIII. Niel. Réer. - IX. Cène. Pise. - X. Ere. Ver. -XI. Sées. Sève.

1. Ordonnances. - 2. Poupon-- 3. Eu. Enée. - 4. RS. Ale. - 5. Assises. - 1 Tête. Carpes. - 7. Eta. Ir. Eire. - 8. Utri-- 9. Il Arène.

**GUY BROUTY** 

 Pierre et Marie-Claude Decamps.
Lorraine, Bérangère, Martine
et Michel. Prouvèze-Chinchilla, Sophie Beryl et Anna Raynaud. Philippe, Pascal. Didier et Valérie Chinchilla.

#### M. Robert DECAMPS.

le 2 juillet 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu ■ lundi 6 juillet, I 15 h 30, en l'église Saint-Paul-Serge, à Narbonne.

66. u du Cherche-Midi, 75006 Paris. 62, rue Blanche, 45450 Donnery.

- La Loge nationale française Et le Grand Prieuré de Neustrie,

🚛 la douleur 🗯 faire part du décès de M. René DESAGULIERS, Renatus caues | Latomia Universa

survenu le jeudi 11 juin 1992, dans 📟

Les obsèques en en lieu dans l'inti-mité familiale.

- L'association Goldoni Européen la tristesse de l'aire part du décès

Jacques JOLY. membre conseil d'administration

11. mm Git-le-Cœur.

 M™ Maurice Le Lannou.
 M™ ■ M. André Venga-Le Lannou.
 M. ■ M™ Yves Le Lannou. M. Marc Venga. M. Marie-Anne Le Lannou. in la grande douleur de faire part du

M. Mande LE LANNOU, professeur honoraire Collège de France,

membre de l'Institut, grand officier III E Légion d'honneur, na regge le 🛘 juillet 1994.

La cérémonie religieuse ..... célébrée lundi B juillet, II II heures, en l'église (Côtes-d'Armur). (Le Monde du 4 juillet 💷 lire page 16.)

anciens étudiants, coffaborateurs.

la l'alla de l'alla est du man de Mente LE LANNOU, professeur honoraire au Collège : France,

directeur
géographie de Lyon
et handaniennes. ancien directeur de la Revue de géographie de Lyon.

**Annive** - 🔤 ce dixième anniversaire de la

Edouard LABIN, nous le rappelons au souvenir de ceux qui l'ont connu, joignant à sa mémoire celle de ses deux frères,

### Armand LABIN,

décédé le 4 juillet 1956.

LABIN,

décèdé le 🏻 mars 1974,

et celle de leurs parents, Saniel - LABIN,

disparus le 13 septembre 1953 🔳 le m novembre 1957.

- Il y a deux === ≥ 30 juin 1990.

MAGNIN

nous quittait. Maddle Nena, sa compagne, souvenir l

in qui l'ont connu. - Il y a 🖦 🛌 le 🛚 juillet 1991,

Gilbert SARAMITE

nous quittait.

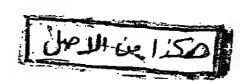
Que sam qui l'ont connu m nime

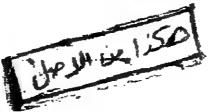
zimm une pensée et une prière pour lui. Marie-Claire Saramite, via Della Lungara 3,14,

- Depuis deux me le I juillet 1990, Jean-Plerre THIECK

n'est plus parmi de la chaque instant, pour chacun in nous, il est proche, dialogue il échanges n'ont

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94





**新**维尔维亚斯 The second second

THE PERSON NAMED IN THE PARTY OF -1/4 THE P. LEWIS CO. The street of the street

STATE STATE OF THE STATE OF Marie Statismit The state of the s

The state of the s The same According to the Barrier and the second

一大学の大学 大学の大学の大学の大学 一大学の大学 The state of water. 4.2.42

The Therese a section of the section 120 per 2 180 750 Company of the Compan  $= 4 \frac{1}{16} \left[ \frac{1}{16} \exp \left( \frac{1}{16} \frac{1}{16} \right) \right] \exp \left( \frac{1}{16} \frac{1}{16} \right) \exp \left( \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \right) \exp \left( \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \right) \exp \left( \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \right) \exp \left( \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \exp \left( \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \frac{1}{16} \exp \left( \frac{1}{16} \exp \left( \frac{1}{16} \exp \left( \frac{1}{16} \exp \left( \frac{1}{16} \frac{1}{16$ 

And the second second in the Second March March The transfer with the property of the first The second secon age gar for Supplied the Assessment of the 在1916年2月

AND REPORT OF THE PROPERTY OF The state of the s

THE PART OF STREET The second secon

September 1 191 The state of the s A STATE OF THE STATE OF No. 1

Annual State of 

CINÉMA

# Caucase: écrans en état de guerre

Si le 7º art reste vivace malgré la violence en Géorgie, il est au bord de l'asphyxie en Arménie

Après un premier cré à la cinéma 🚃 Russie 🔟 Want du 🖣 juillet), 🚃 publions 🖺 📲 d'une enquête 🚃 🔚 cinématographie de l'ex-URSS, de la situation Géorgie et

TBILISSI-EREVAN

de www.envoyé spécial

Une salle pleine, pour li troisième fois de la journée, assistant li une projection de Prénom Carmen de Jean-Luc Godard (lire l'encadré), c'est li réjouissant li un rincongru. A quelques mètres la sur l'avenue Roustavéli, mi principale li Toilissi, le ruines de bâtiments officiels détruits lors li l'insurrection décembre-janvier l'insurrection decembre-janvier derniers qui a chasse le président Gamsakhourdia témoignent de l'atqui règae en Géorgie.

Venir ici, où les auspices d'Abouladze, d'Iosseliani, le Kviri-kadzé ou de Nana Djordjazé a fleuri l'une des cinématographies les plus talenueuses plus originales de l'ex-URSS, parler cinéma ne crait il serait-il devenu un tantinet déplacé? « Non», il ponde il l'unis-son les responsables rencontrés. Pouriant, les amis ajoutent : = Tu souviens, avant, ici, passait les soirces à raconter des blagues à à discuter des films, maintenant = = parle plus que de politique.

De fait, pour qui ■ connu Tbilissi il y a quelques années, sorte de pays de cocagne ensoleillé ■ gastronomiqui - comparaison la R
sie - l'ambiance a changé. La
viande a pratiquement disparu, le
couvre-feu interrompt prématuréles soirées l'hospitalité est
demeurée les rues des gens en armes qui, à l'occasion, s'en servent. Le conflit en Ossétie, et risques d'embrasement d'autres région et les menées du président pour reconquérir le pouvoir, and dans ез арпіз.

En Géorgie, comme ailleurs dans l'ex-URSS, les cinéastes été parmi les plus actifs contestataires de l'ordre soviétique. L'an dernier, ils 📖 lâché leurs cameras pour des cendre directement dans l'arène politique contre Gamsakhourdia, qui. will autres, avait i tort de prétendre les mile su pas. Aujour-

d'hui, trois d'entre parmi les plus importants, Rezo Tchkheidze (également directeur du cinéma géorgien), Chenguelaia et Lana Gogoberidzé, siègent Conseil d'Etat, l'organe de pouvoir provi-soire inim de l'insurrection, et que dirige Edouard Chevardnadze depuis son retour de Moscou ini-

Quelles que soient les circonstances, Chevardnadze a toujours prêté se secteur : I fut. avant même le début de le perisonne de la perisonne de la company de avant meme le debut de peres-trolka et alors qu'il était premier secrétaire du communiste géor-gien, le protecteur des cinéastes contestalaires, apportant soutien Repentir de Tenguiz Abouladze, l'un du premiers mani-cinématographiques explicite-HOLL WHALLEY'S

Et Mar III le Conseil d'Etat mareuni pour débattre III la création du militaire (clé de voûte de la substitution d'une armée nationale aux troupes russes toujours pré-sentes), il prend le temps d'étudier soigneusement la d'un nouveau ministre la culture (un écrivain a journaliste la culture ans, David Magradze), de discuter le pro-jet d'un Festival international Il Tbi-lissi pour l'automne 1993. Jusqu'à ce la la perturbée par l'annonce d'un meurtrier (une dizaine de morts) visant le numéro deux du régime.



n Après le ministre dinéma mis en place par Gamsakhourd qui a faillí tuer toute activité, aujourd'hui, le zouvernement d'Édouard Chevardnadze nous soutient, explique Rezo Tchkheidze, qui gère vention confortable, au regard générales. I nous travaillons à un système de fonds d'aide alimenté par des sur sur les billets, inspiré du modèle français (Dominique Wallon, directeur du Centre national du cinéma, s'est rendu en Géorgie en avril dernier]. Mais les événe-ments récents ont modifié le mème des films géorgiens, ils sont devenus pi sombres, pius durs, alors qu'avani ils évoquaient la réalité sur mode plus numoristique

tion par le meilleur les géorgien l'année, le Soleil des éveillés de Temour Bablouani, « jeune Temour Bablouani, « jeune cinéaste » quarante-quarte ans repéré il y a six ans grâce à l'excellent Migration des moineaux, son premier film. Avec une sombre flamboyante énergie, il la chronique et la montrant du élan rageur la aux marges de la légalité d'un adolescent : l'històire d'un vieux médecin excentriment de conformisme et empêché et le conformisme et de parlager au la découverte d'un médica-

Selon un schéma qui tend à se énéraliser, le Soleil des éveilles a été financè « grâce à l'argent public,

Il produit par mon propre studio,
Adam et Eve», explique Bablouani.

Le même studio est également à
l'origine du très intéressant film de
Levan Zakareichvili, Eux, présenté I Cannes pur la Quinzaine des réalis teurs cette année, et d'Elu de Michel

un coin de son appartement qui ne possède plus de fenètres depuis l'atde la veille. Lui-même, dans cadre d'un mai indépendant né cadre d'un indépendant né d'une joint-venture avec des Américains, vient de indication actuelle. Information Express, « fable-pamphlet sur la situation actuelle. Un programme de choix in la chaîne de télévision qu'envisagent de créer les cinéastes afin de diffuser leurs films, et « maintenir ainsi nos images dans l'esprit des gens » face à l'invasion redoutée des produits hollywoodiens.

consœur Lana Gogoberidze,
de Quelques intervieus sur des Quelques interviews sur des questions personnelles (1978), réalisé « grâce à Chevardnadze » et du Jour plus long que la muit.

comment elle » été obligée de » cacher durant l'insurrection de l'hiver dernier, pour échapper à la police » Gamsakhourdia. Elle dormait chez des amis, mais, le jour, elle tournait Une valse sur la Petchora, » de Silence de la mer de l'ère stalinienne, inspiré d'évênemattolographiques. Le film autobiographiques. Le film un probable candidat au pro-chain Festival de Venise. Dans ce cas, sa réalisatrice la la revenir précipitamment la Mostra, pour les élections prévues pour le 11 octo-bre, mauxquelles elle envisage de se présenter. De politique n'est jamais

#### Lakoyan, récupérateur d'images « exilées »

Et à Erevan, est-ce incongru de parier de cinéma? Si le train longe un convoi de tanks pour miter parlaitement la première séquence Silence de Bergman, la n'est visible qu'à la télèvision.

Mais le obsède l'esprit de chacun. Il règne dans I ville un calme funèbre, et une penurie qui fait regretter Tbilissi. L'hôtel géor-gien n'avait pas d'eau chaude? Celui d'Arménie n'a pas d'eau du sait L'essence III une denrée IIII II gaz, donc le chauffage, m coupé depuis octobre dernier - III hiver particu-lièrement rigoureux a sapé le moral ègalement confrontés



Collage autoportrait du réalisateur Serguei Paradjanov

Et l'électricité est devenue une fée capricieuse, qui disparait sans prévenir. Les entreprises tournent au ralenti m sont sermées. Alors les plateaux de tournage et les laboratoires... On Illime pratiquement plus à Erevan depuis le début de l'année. Pour les projections, il faut attendre la bonne volonté de la manuel trale électrique, sans l'assurance qu'il se maintienne jusqu'à la fin de la scance. Pourtant, voici un film de année, intitulé Sept jours avant la fin du monde. Cest produc-

tique: « Commerce secret! », • disparait. Personne n'en dira plus.

Ce qui n'est pas secret, en tout c'est l'inspirateur esthétique de film. Serguei Paradjanov (né l' Tbilissi, l'appropriée Paradjanian de son vrai nom) est devenu une gloire nationale en Armenie, il joue appa-remment les mêmes fonctions de maître il filmer pour les jeunes réali-du que Tarkovski pour leurs homologues Mais il suf-fit de découvrir, grace à m retour inopiné de l'électricité, les quelques plans tournes par l'auteur des Che phans touries fur Jahran de Che ware de feu wue d'un film jadis interdit en pleine réalisation, les Fresques de Kiev - vingt minutes d'images somptueuses, - pour voir l'écart qui sépare le géant mon war 1990 de le license géant mon manuel 1990 de 📖 épigones.

Rendez-vous avec Paradjanov, à nouveau, au musée récemment ouvert qui lui m consacré, où éclate génie de plasticien, de coloriste, adepte des collages loufoques ■ de la transformation des objets les plus triviaux en objets d'art ludiques. Et Paradjanov toujours, dans 🖺 documentaires same sa ru et l son œuvre, est en passe de constituer genre cinématographique I part

Parmi eux, celui, très émouvant, réalisé pm le directeur de la toute jeune Cinémathèque d'Arménie, Gareguim Zakoyan. Il m bagarre aujourd'hui pour récupérer les ultimes images toumées par le réalisateur disparu. Images bloquées dans un laboratoire de Pétersbourg. La récupération des films mesilés n La récupération des films «exilés», egénéral la Cinémathèque cen-trale de Moscou. le Gosfilmofond, qui conservait toutes les copies de l'URSS et impas I laisser filer ses trésors vers les Républiques désormais indépendantes, est devenu 📕 principal combat 🔳 Zakoyan. II s'active par ailleurs à organiser la coproduction avec la Cinémathèque française d'un film-hommage à Paradjanov.

Mais, dans la pénombre fle coution privée. Avec quel financement? — cant est reportit du petit bureau qu'i Le producteur répond d'un énigma- parrage avec une poignée de collabo-

rateurs aussi enthousiastes et chaleureux que démunis, il m consacre surtout, faute de films, à l'édition. Des ouvrages Paradjanov, bien sûr, mais aussi un catalogue Godard spécialement réalisé sur place pour accueillir la série de films en vadrouille | travers l'ex-URSS. | le livre-somme de la rétrospective «historique» du cinéma arménien qui vient d'être présentée un Festival de La Rochelle tavant de débarquer au Centre Pompidou l'hiver prochain). Tourner des films? « Le gouvernement a devage um subvention de 2 millions de roubles, tout juste num pour réaliser un long-metrage... qu'en ne peut pas faire. "

Alors que dans les dernières années de 📓 période Gorbatchev. 🛢 cinéma arménien avait connu un regain d'activité et de liberté d'esprit. En temoigne m rejouissante découverte d'un long-métrage d'animation, la Leçon de Robert Saakiants, qui mêle anticipation humour, critique sociale maorale et la rétrospective de Beaubourg compterait une demi-douzaine de la même eau. Mais 🖫 seule 🚃 🚃 un cinéaste activité de été celle du documentariste Ruben Guevorkiantz, qui partait le lendemain filmer les combats ... Karabakh. « Filmer, et 🚃 battre!», répondait-il dans un mouvement guerrier de son imposante barbe noire.

Le 9 juillet doit pourtant arriver II Erevan Atom Egoyan (l'Ajusteur). qui vit Toronto, pour réaliser la première coproduction arméno-canadienne. Ensuite devrait commencer coproduction franco-arménienne que cherche depuis des a mettre sur pied Arthur Pelechian. dont on ■ découvert le passionnant travail au Jeu I paume Paris, le printemps dernier. Voilà qui remettra peut-être un peu d'animation dans la Maison des cinéastes déser-

JEAN-MICHEL FRODON

#### Kalatozichvili, petit-fils in réalisa-me de Quand passent les cigognes. Le muyer est illustré il in perfec-Malgrè les difficultés actuelles, on tourne plus que jamais à Thilissi », sentit l'auteur des Montagnes bleues, Eldar Chenguelaïa, assis dans Le tour de la CEI de Jean-Luc Godard

pays baltes aux steppes d'Asie oublier La stations bainéaires Mi la mer Noire, c'est etrange odyssée que les films de Jean-Luc Godard, par d'un Empire qui n'existe plus, dans des villes tune centaine III total) souvent en proie II la pénurie, II l'incertien prore a penune, a fincarttude politique sinon à guerre.

Quinze films choisis par le
cheaste, A bour

Allemagne année M neuf
zero, qui déclenchent lors
des projections l'afflusace d'un des projections l'affluence d'un public qu'en aurait and obnubilé par des préoccupations plus terre

Organisée par les services culturels de Quai d'Orsay et le l'ambassade France Moscou, l'opération a la conçue intorque date. Dire in fut compliqué in une litate. Pourtant, "'ouverture Moscou le 9 tévrier, films étaient là, réalisateur aussi. Confédizaines d'articles dans la presse moscovite, émissions spéciales . rélévision : Godard, retranché derrière cigare, semblait | premier surpris de la dimension que prenait

il avait pourtant bien fait 🔤 choses, exigeant qu'une salle du Musée du cinéma dirige Naoum Kleiman, mémoire vivante du cinéma soviétique, son équipée en Dolby. Sont les Suisses un ont payé l'installation (sur un budge consacré au septième centenaire de la Confédération), surpervisée par les techniciens dépêchés rlace par le cinéaste. Pour fare bonne Godard arrivé I Moscou accompagné d'un camion rempli de son matériel vidéo, dont il a fait cadaau II Kleiman III aux cinéphiles de ses sallés.

Contrairement à la quasi-tota-

ité des films étrangers disti-

De l'Oural le l'Ukraine, des bués en Russie, man de Godard étaient projetés sous-tirres, houlette de l'aureur mun E soin qu'il porte à ce genre de ML repreneit le procédé, habi-tuel en ex-URSS, de la voix off. ou'il s'agit ordinaireman d'une approximative traduction une dialogues récitée d'un ton monocorde, Godard avait spécialement conçu M nouvel élément du patchwork qui constitue la Line du film, M demandé li mm confrère Arthur l'interpréter.

> A Moscou, Godard a Milliant avoir concu I sujet d'un III mus film, qu'il tournerait après pour moi dont production démarre début juillet. Il s'agirait in manuel la réunion, dans 🔳 aéroport suisse, d'un cinéaste (lui-même) . quel-ques éléments-clés . Intéra-(la Mouette, Anna Karenine, l'Idiot, Raskolnikov), à l'instigation d'un producteur américain, attendam e départ du dernier vol e l'Aeroflot

> Jean-Luc Godard 📺 depuis longtemps rentré en Suisse.
>
> Minsk u à Novossibirsk, où nul m s'était jamais soucié d'organiser 🗷 festival de cinéma, m films ouvrent fenêtres inattendues. A Tbilissi, la télévision locale quette wisiteur réputé connaisseur pour lui faire dévoiler - William Fou Soigne droite. Et Erevan, perturbé cou-pures courant, le gouvernement aurait dégagé un pent spécial d'énergie pour projections Mépris ou d'ici ailleurs déroulent encombre.

the state of the s

J.-M. F.



## Première université européenne d'été 6-7 juillet 1992

Carré de sciences 1. mm Descartes, Paris 75005

> Thimee (de 10 h à 18 h)

La ville à vivre, le retour du droit, nouvelles techniques de l'image, écrit-écran néo-hygiénisme, identité philosophique européenne, Allemagne, Méditerranée (Institut du monde arabe) impressions d'Amérique, bioéthique, mutations françaises, nature et artifice.

### Conférences 10 h 30

■ iuillet : Robert Badinter, Président du Conseil constitutionnel 7 juillet : Charles Mérieux, Président de la Fondation Mérieux 15 juillet : Jacques Attali, Président de la BERD 17 juillet : Jeliou Jelev, Président de la République de Bulgarie

Expositions, courts-métrages, nuit du cinéma (10 juillet).

Carré des livres - 2 at 10 juillet 10 h - 19 h jardin de Navarre, 1 💶 11, rue Descartes, Paris 75005

Renseignements et inscriptions : Association DESCARTES 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

Tél.: (1) 46-34-37-38 - (1) 46-34-33-50 Fax: 46-34-39-40.

#### PHOTOGRAPHIE

### L'intrusion du fantastique

Rétrospective d'un auteur inclassable

#### SANDY SKOGLUND forum des Halles

La rétrospective de Sandy Skoglund l'Espace photo de la Ville de Paris s'ouvre Radioactive Cats (1980) n'est justice. Il faut mappeler le choc produit lorsque cette image e été montrée pour la première fois en France. Cétait en 1983. Centre Pompi-dou : une vingtaine chats platre, d'une couleur verte écœurodaient dans cuisine grisaire occupée par un couple (réel) de personnes agées dont l'élément féminin était plongé dans le réfrigé-

Etrange scène, aussi dròle qu'in-quiétante. On pense aux Oiseaux, de Hitchcock, mais aussi, syndrome du vert nauséabond, aux films de type «gore » quand le héros ■ juste le temps de ■ réveiller pour ■ rendre compte qu'il ma fait devorer par u vermine. Depuis, Sandy Skoglund a enfoncé le clou décliné le genre. Ses photos proposent tou-jours le même argument : d'un côté des personnages anonymes pris dans le attitudes de la vie quotidienne (boirc le the, regarder le télévision, dormir le lever); de l'autre, des accumulations-invasions étranges de fougères, chaussettes. cuillers et animaux variés (chiens. chats, poissons rouges, renards, écu-

#### Banalité cauchemar

On a dějá beaucoup glosé 📟 ces antagonismes entre la vie quoti-dienne en le fantastique, le gris moribond et les couleurs pétaradantes. l'horreur et la jubilation, la réalité et la fiction. Tout a été dit l'air plus vivantes que les personnages de chair 🔳 d'os, joués par des voisins ou des amis de la photo-🗷 transformer 📖 cauchemar, 📖 📓 réel parfois trompeur. un non attitudes normalisées qui n'ont plus invasions d'objets ou d'animaux ont asssimilées à le allégories :

réves d'une vie meilleure, absurdités de 📓 consommation effrénée. références à l'avortement, III nucléaire. I l'écologie, au souvenir. Et pourquoi in la fin in monde annoncée par mu quelques corbeaux qui apparaissent, parmi multi-tude d'écureils, dans dernière

ceuvre, Gathering Paradise (1991). Le principe la rétrospective implique de «tout» montrer. C'était i cas Barcelone où l'exposition i été présentée dans le cadre de Primavera Fotografica, en mai dernier. Le propos un plus sélectif Paris où Jean-Luc Monpréféré, on le comprend. écarter in travaux de l'auteur in la nourriture (Feod Sull Lifes, 1978) que Sandy Skoglund elle-même trouvait " trop experimentaux ".

#### Patchwork de références

Mais d'autres aspects mus également décevants. 🚞 façades répétitives de Motels (1975) un un patchwork de références qui vont de Walker Evans and conceptuels américains mannées 70. Quant l la série de vingt images et photomontages aux couleurs électroniques (True Fletion, 1986), elle aussi «fabriquée» que son procédé superpositions de scènes sumu méristes u débouchent sur rien.

En revanche, grace in instal-lations, Sandy Skoglund opère une liaison subtile in les in plastiques - chaque objet, chaque animal plâtre, chaque élément de décor, chaque détail vestimentaire de conçu. moulé, fabriqué par l'artiste en s'affirmant résolument dans photographic figurative anticonceptuelle. Ce 🚚 📻 📖 vaux qui lui ont apporté la noto-쨰 🔳 🖛 séduit Leo Castelli qui IIII a exposés - et vendus - II New-York en 1981.

MICHEL GUERRIN

des I 4-8, Grande-Galerie, place Carrée, 75001. Tél. : 40-26-87-12. Jusqu'au 1

## Les malheurs d'un conservateur de musée tchèque

Comment et a qui restituer les œuvres confisquées par l'ancien régime?

correspondance

Les tribulations de Lubomir vicek, directeur de la Galerie nationaic de Prague, commencé il juste un an : rentré d'un voyage l'Paris, il découvre stupéfaction que le musée vient d'être cambriolé; les voleurs un emporté l'un Picasso; meilleurs mais un même Picasso! Fort beureusement les malfrats sont amateurs. Ils se feront prendre deux mois après essayant d'écouler leur butin en Allemagne. A peine must directeur s'est-il remis musé émotions qu'on Picasso et, ruru fois-ci, le plus légalement il monde. En effet, selon il loi de restitution votée le Parlement en 1990, les per-le dont le biens ont li confisqués par le communistes après leur prise le pouvoir le 1918 ont le dront de la récupérer.

Les héritiers III Vincent Kramar réclament 🌡 ce titre la restitution de l'imposante collection 📓 leur frère de grand-père. Historien d'art 1939), um esthète a accumulé quelques pièces : seize Picasso, deux Braque, deux Derain une douzaine dubistes tchèques. Des niste – trois mois avant 💷 📖

C'est aujourd'hui = don» que le héritiers Kramar contestent. Ils font valoir que ces œuvres n'ont eté offertes mais extorquées, comme ce fut souvent le cas, par le régime la Galerie nationale s'appuyant sur une écrite par Vincent Kramar au ministre de la culture de l'époque, insiste, au contraire, sur le tère volontaire de son sur géné-

■ Kramar fut, c'est bien connu, un communiste convaincu, m cela 1946. Lubomir Slavi-cek. Le régime communiste lui dècerna même, 1957, un Prix du travail. C'est donc de plein gré qu'il fit don de collection la Galerie nationale. Autre illustration de ser leur rapports sem le parti, Vincent Kramar ne amais, comme d'autres collectionnam envoyé a prison ou privé accrochés, jusqu'à ma décès, les

Cette affaire Kramar n'est que la partie visible de l'iceberg. A la fin de l'année dernière, Lubomir Slavicek avait reçu cent cinquante demandes de restitution; aujourd'hui il en reçoit une nouvelle presque il jours. Parmi les d'œuvres majeures ainsi menacees de restitution », la collection du marchand d'art Josef Borovicka qui murre male la période de la peinture moderne

tchèque. 1931 à 1940 : Cerny, Sima, Kubista, Zrzavy, Prochazka. En 1959, accusé de n'être qu'un a cochon d. ropitaliste », il sera spolié de luens et incarcéré pendant quelques années s'exiler en Allemagne l'Ouest.

#### La perte d'ane collection

donc, reconnaît Lubomir Slavicek, and à fait légitime : « Si nous voulons, indique ma dernier, devenir un jour un de droit, de droit devons de nous plier à la loi. si devons rendre ces tableaux nous perdrons d'un cubiste et, de plus, rien ne garantit tableaux resteront ur erritoire. » Mei que théoriquement les d'art ins-crites la la du patrimoine national im puissent être vendues

La demande M Josef Borovicka sera examinée par mi tribunaux. Lubomir Slavicek, lui, aimerait obtenir un compromis acceptable
Comme celui qui a la passé famille Lobkowicz. 

Breughel ou Canaletto. Au moment de l'invasion hitlérienne, leur résidence de Roudnice fut dévalisée. Les manus pillées arried retrouvées en Autriche par l'armée américaine, 🛮 la Libération 🖪 🖼 🖽 l leur propriétaire. Le prince Max Lobkowicz, ambassadeur du gouvernement tchécoslovaque m exil en Grande-Bretagne, décide I === Galerie nationale. En 1948. il reprend le chemin de l'exil m biens - militari compris - sont

confisqués. petit-fils, l'Américain Wil-Lobkowicz, 1990. le premier la faire valoir ma droits auprès de M Galerie nationale. Mais il acceptera de laisser au Musée national les huit œuvres majeures 👪 🖺 collection Lobkowicz. En èchange, le directeur du musée indique généreusement les cartels de chacun de ce: tableaux': ". Ivec la courtoiste de William Lobkowicz". Une formule insuffisante pour susciavalanche de dons : Mais pour l'instant nous n'avons pas de loi régissant les droits de succession», remarque Lubomir Slavicek, le régime français de dations fait rèver.

CATHERINE MIMILIA

#### MUSIQUES

## Inquiétude pour l'Olympia

Pris dans une opération immobilière le music-hall risque une fermeture prolongée

L'Olympia 📖 🖹 dernier musichall parisien its grands land and Ce qui en lim le voisin im banques et, plus particulièrement de la Société générale, qui possède 📰 grand nombre d'immeubles boule-Capucines Tue Caumartin, celui qui abrite l'Olympia.

Or la Faille générale quittera l'Opéra pour la Differ en 1995. A urum date, la banque Illeiran les 51 in a l'Opéra. Et l'Olympia pourrait to pris dans l'opération immo-bilière qui suivra déménagement.

Fermeture définitive un provisoire, was puis reconstruction ou aménagement de la salle, les rumeurs les de l'ammande out couru autour du sort de l'Olympia. Au point pur la Paren de la laces des variétés, qui de les producteurs de spectacles français a un communiqué dans lequel il s'in-quiète de l'avenir de la inquié-tude accrue par » les difficultés rencontrées entrepreneurs speciacles réserver la après 1993 ». Evoquant «le coup de l'amor l'am des immensions assez similaires, le music-hall de la réaménagement), le l'and de souprévient qu'il s'opposera «à la travaux, notamment en dotant

fermeture provisoire 🖦 🕍 뺴 🐃 🤚 disparition (...) par les ayant déjà acquis le mand de professionnels specia-

Pour l'instant, le in l'détenu par les héritières de l'accompany, les prolongé jusqu'en 1994. A l'accompany de l'accompany déclare ètre en négociation avec l'accompany de l'acc Coquatrix « dans un bon climat, afin de réaliser les travaux indispensables à la rénovation d'une salle vénuste» sans préciser la main de les pa dureraient les travaux et en reconqu'ils sersient prévue dans le quartier.

Jean-Michel Boris, directeur de l'Olympia, prendre posi-publiquement. Alem qu'il est illimiter de l'imile de soutien, il n'a pas well la modien imilie publique. il a fait d'importants

qui porter la capacité in a près en 3000 spectateurs pour le rock Jean-Mi-chel Boris refuse d'appliquer le « vétuste» I l'Olympia une en admettant qu'il faudrait peut-être trois pour réaménaaccueillir certaines ..... produc-

医多种 计基础

ニマン 、 20 394 美乳製罐

Par sa son toire aussi, l'Olympia est une salle unique à Paris. Elle sûr, tous les grands du musichall, de Bécaud à François. mais mit aussi boulevard des Capu-cines que la maio Negra, Pigalle m Noir Désir ont triomphé derniers ps. Une fermeture prolon-gée au-delà d'une met-trait une touche i à la centre de Paris compromettrait sans de la irrémé-diablement le statut de cette étape

### La mort de Maurice Le Lannou

## Les rêveries d'un géographe dérangeant

Maurice Le Lannou, profes-many honoraire au Collège de France, qui a longtemps tenu une chronique il géographie dans les colonnes du *Monde*, Bretagne Jeudi 🛘 juillet, I l'âge de quatre-vingtans (le Monde du 4 juillet). Le géographe Armand Frémont rend hommage 🖟 ce « solitaire

Le Lannou a traversé la endeur caustique en nouvelles écoles, critique du déména-gement du territoire », analyste talgique de « l'homme-habitant ». Il irritait, particulièrement 170, que, jeunes géographes, nous découvrions raison l'espace économique, la urbains, quantification choses, la mar ne comprenions guère.

Il mili il cependant, aux yeux ceux qui du avaient de l'écriture, assez étrange, de l'écriture, aussi limpide que jargons pouvaient être obscur le trait singulier généralités de généralités de généralités de mots – au moins en le seul fait des mots – au moins - que nous prêtendérangeait profondément. In dérangeait profondément. In professeur au Col France, avant d'être élu politiques.

Elève de III normale supérieure de III 1932, Maurice Le

graphe en disciple de Paul Vidal de Blache, d'Albert Demangeon, d'Emmanuel de Martonne, dont il m réclamait. C'était un adepte de ce que l'on a pu appel'Ecole française de géographie zénith géographie régionale. Voyait-il géographie régionale. Voyait-il géographie devait associer l'histoire sciences naturelles appruselles. sciences naturelles, auxquelles ajoutait volontiers la science politique 🖿 📗 préhistoire. 🖺 💶 un clas-

Il rédiges une les sur une île alors étrange autant que singulière: Pâtres et paysans de Sardaigne (1941). Il écrivit surtout per la Bretagne mi il itali né, illi d'impresse du Trégor. livres, liès propre vie (Un bleu de Bretagne (1979), Saint-Brieuc (éd. Champ Vallon, 1987) un maître-livre, du gerr: Géographie la Bretagne (1950). Il élargit res son champ à d'autres horizons, il toujours la résil (1955), où il enseigné temporairement, France, l'Europe qu'il caressait comme une Terre promise (Seuil, 1977) dont il fit le de sa chaire Collège de France (1969)

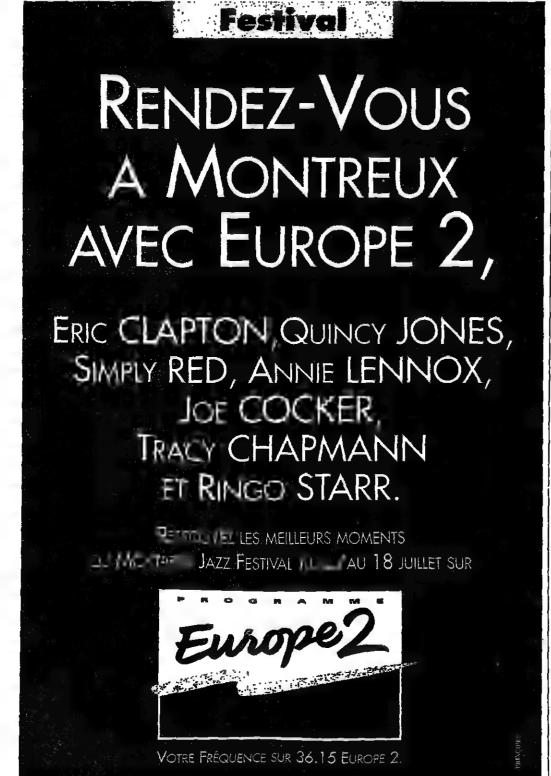
Cet excellent géographe région aurait pu rester ordinaire, beaucoup d'autres, s'il n'avait pu un têtu l'ordinaire. Il carrière Lyon l'ordinaire. Il carrière Lyon d'acciples, admirateurs plus fervents es l'acciples. fervents, se la parmi parmi de l'époque, se singulari-au géographes français par une touche d'humanisme.

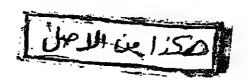
frotte à des problèmes que me de géographes ont alors abordés, en actual expert de la Commission française pour la délimitation 🔤 frontières - l'Italie - la Yougoslavie, puis mentre de la délégation française 🏥 la Conférence 📺 Paris. Auparavant il avait pratique d'autres capitaine de FFI.

tard, rest em chroniques du Monde, il associe la critique d'oumonde, i ville, les régions, l'homme-habitant, en une 📺 🔳 géographie 🖿 la vie quotidienne. très éloignée la géo-graphie scientifique forma-tion. Surtout, il meilleurs articles dans le Déménagement le territoire, réverles d'un géographe (Seuil, 1967). Il y découvre peut-être la mort 📠 la géographie in fin in l'homme habi-tant, la in in intimité qu'il avait was one la lease a le lieux 🖿 🖿 vie.

Nous maintenant redécouvrir Le Lannou. Certes, il a m parfois trop complaisamment, malgré la tonicité du verbe, le géographe la talgique d'un passé qui s'effaçait, rural ri paysan malgré lui comme beaucoup de d'institu-teurs rocci du la ville, le chantre quelque réactionnaire singulier raison. Mais il nous raison. parlé, de nous effacions mots, de liberté, d'humanisme, d'habitat, d'environnement, pay-villages et de villes, d'inti-mité et de quotidien, in simplement, savamment. Il Plouha (Côtes-du-Nord) = 1906. Il

ARMAND FRÉMONT





ķ

· 自由的主义是 的现在分词

**建设**工程 ( 2000年 ) 10. 1000年 ( )

de de Armaderica de Adriantes

Man a total property out was a religion of the second second second second

W STORESTAND OF FRIEND MAN and the state of the same

PROPERTY AND ASSESSED. to the state of the second of the

traffic plants de france de front

SANTA - PROPERTY VINESTANCE - STATE

or indicated the stage where the

Carmente man er 178; le

ment in figurity washingth and the contra

me to the emperies the market are

services since the beneficial and alle and the life against Different Suntantial

THE WAR BRIDE OF BURNEYS WE

in this light. White Professional Section

Opening the Abstracts for 187

white is a ship in the interesting who

was a county with the free to the county

innter might picto part with

us griffmill di discs : 4 dis-

The street were a larger than he

Parist March Comment and the second of the second

a mangately and Aletterapping the grant the

Britania Britania Britania

ter strange

with the filled bridge service after the

the state of the state of the state of

The large party of the same of the

a religion to the second of the

albert und F Frenkligen gerundenn

ne digeliet einem Gest, westeren.

medich utter ten beite die eine der

the Bullion and recommended the first

make Theory with a new later

The result with the second of the second No Minister of Lindback Winners & ME MARK RAPIDED AND SHEET SHEET

des de liberar despis, l'appeter facili les refrençolist par les groups des l'établisses pre dis-

market district interpretation seem gefeit effettigen iftbiebe ib be Marianian per annial de Cara de Mariania del paris divide de design Mariania de designa de designa

A MAN MICHES IN IN ADMINISTRAL

prince the state of the state o

THE REAL PROPERTY OF THE PARTY.

with the order of the same and

to the second second

A Constitute of -

Allenda Apple

THE RESERVE

· 有非常用的内侧 加度的电影学

Etc.

## THÉATRE

tre : 21 n.
BERRY (43-57-51-55). Les Couleurs et a pluie : 20 h 30. Dirn. Les Champètres de joie : 20h30.
BOBINO (43-27-75-75). Télé-foiles :

21 h, dim. 15 h.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24).
Sans mentir : 18 h = 21 h, dim. 15 h
BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE
(42-38-35-53). La Cerise : 20 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78 = 2-51). Thé
à la menthe ou r'es citron : h. Le Graphique de Boscop : h. Dim. Festival
d'expression artistique : 17h, 20h.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le
Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30, Jeu de l'amour et du nasaro : 20 n 30, 17 h 30. COMÉDIE CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Pétaouchnok : 21 h, COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).

COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h. COMEDIE III PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 19 h et 21 h. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-16). La Folie Journée ou le Mariage de Figaro : La Folie Journée ou le Mariage de Figaro : La Comtesse d'Escarbagnes ; Gaorge Dandin : 20h30. CRYPTE SAINTE-AGNÉS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Livre d'heures : 16 li 30. Le Roi li 18 h 15, dim. 17 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Mariage de Figaro : 18 h, dim. 17 h 30. Le Roi Livre d'heures : 20 h, dim. 19 li GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-48-04). A la limitation de la companya de Figaro : 18 h, dim. 17 h 30. Le Roi Li 17 h. GRAND TURATES DUEDOCATAIN SIRET (42-61-48-04). A la limitation de la companya de la Proust: 17 h.
GRAND THÉATRE D'EDGAR
(43-20-90-09). Qui a chasse... i
The chasse in the chasse... i

spectacle: 22 h.

Spectacle: 22 h.

GUICHET MONTPARNASSE

(43-27-88-61). Un pour la route: 18 h.

Victor ou les la mants au pouvoir:

20 il la preuves du se ps.: 22 h 15.

HEBE III (43-87-23 ). La Vécté sur HESE III (43-87-22-1). LE Verne sur manan : 21 h.
HOTEL DES MONNAIES (46-33-39-55). Saint Christophe Colomb : 20 h 30, dm. 15 h.
HUCHETTE (43-25-38-99). La Lacon : 20 h 30.
LA BRUYERE (48-74-76-98). C'était blan : 21 h 30.

blen : 21 h, ...... 15 h... LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Gle-LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Gledys: 20 h 30.
LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Hortansa ii dh Je
m'en fous: 21 h. Angèle: 22 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Adieu monsieur Tchékhov: 20 h. Le Rire
de Tchékhov: 11 ii Tuille rouge,
Bereshit: 11 h 15. iii le plus
Litter : 11 h 15. ii MARAIS (42-78-03-53). Michaux, 🖿 grand secret : 11 h. MARIE 11 MAT (45-08-17-80). Snow management of the franchmen (spect. en angles): 16 h. My Dinner with Andre (spect. en angles): 19 h 30. Savage Love: 21 h 15.

MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). MICHEL (42-65-35-02). [ Avietours

21 h. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Le Puce à l'oreille : 17 h et 20 h 30, dm. 16 h. P 0 C H E - M 0 N T P A R N A S § E (45-48-92-97). Le l. Madame Le Carière : 21 h, dm. 16 h. PRÈ-CATALAN (JARDIN PEARE) (43-71-14-26). Mangerom : 15 h = 19 h 30, dm. 17 h 30. RANELAGH (42-88-64-44). Exercices de style : 20 h 30, dm. 17 h. La Troisième Ligne : 22 h, dim. 20 h 30. RENAISSANCE (42-08-18-50). Le Java des mémoires : 17 h et 21 h. des mémoires : 17 h et 21 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La mort viendra et elle aura tes yeux : 21 h. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Charité blen :

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Imenus garde à toi : # 20 h 30. Christian Briand dans Tout est show-baise : 22 h. THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Un IMEATRE GRÉVIN (42-48-84-47). Un soir au bour du monde : 20 h 30.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Une penits leur : 21 h, dim. 17 h.
THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85). Gérard David : 20 h 30. Le Démagogue : 22 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15).

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Greek (A la gracque): 20 h 30. Patite salle. Kvetch i 21 h. 21 h.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Bufa-: II h

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04).
III Farmers' Daughters : 20 h.
TOURTOUR (48-87-82-48). L'Homme sur le parapet du pont : III h. Feu la mère le Madame : 20 h 30. IS h.
TRÉTAUX DE L'ARSENAL (42-77-47-54). Le Professeur Froeppel : 20 h 30.

RÉGION PARISIENNE

MEAUX (60-23-40-00). Meaux marche mas l'Europe : 22 h 30.
NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE) (47-45-75-80). Rithocéros : 20 h 30.
RUEIL-MALMAISON (CENTRE EDMOND-ROSTAND) (47-51-85-45).
Dim. L'Atelier : 17h30.

## CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS EL CHAILLOT (47-04-24-24-) SAMEDI Une du film policie français :
du film policie français :
donfiance (1936), d'Henri
Decoin, 18 h 30 ; il Titus d'un normali (1932), de Julian Duvivier, 18 h 30 ; ie Dernier Toument (1938), de Pierre Che-nal, 21 h.

Une histoire du film policier : le Crime de lord Arthur Saville (1921), de René Hervil, 16 2 ; le Furet (1949), Raymond Lebouraier, 18 h 30 ; less oue Orfèvres (1947), de Henri-Georges Clou-

CENTRE GEORGES-POMPIDOU **SALLE GARANCE (42-78-37-29)** 

SAMED!

Le Cinéme polonsis : le Haserd | Le Cinéme polonsis : le Haserd | Le St.f.), de Krzysztof Klesiowski, 14 hr ul : 1901 - Enfents grève (1981, v.o. st.f.), de Filip Bajon, 17 h 30 ; le Bols de bouleaux (1970, v.o. st.f.), de Andraej Wajda, 20 h 30.

DIMANCHE Le Cinéme polonsis : Camoullage (1979, v.o. s.z.f.), de Krzysztof Zenusel, 14 h 30 ; la Troislème Pertie de la nuit (1971, v.o. s.t.f.), d'frace Zulawski, 17 h 30 ; De le veine à resendre (1960, s.t.f.), d'Andrzej Munk, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

galerie porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30)

Potars en Seine: Détectives privés: les Petits Porteurs (1989) Jean-Luc Gaget, les Détectives à l'école (1968) de Jean-Fierre Mirouze, les Cadsvres de la plaine Moncaeu (1991) de Claude Jean-Fierre Mirouze, les Cadsvres de la plaine Moncaeu (1991) de Claude Jean-Luc Frois hommes Jacques Deray, Polar (1982) Jacques Bral, 11 il 30 : Chantage:

Jacques Br **SAMEDI** 

DIMANCHE Polars en Seine: Polars politiques: Romain Goupil le moraliste (1986) de Paule Zajdermann, la Java des ombres (1983) de R. Goupil, 14 h 30; Stups:

**PARIS EN VISITES** LUNDI 8 JUILLET

Mouffetard ses secrets 1, 11 heures, 15 mars et 17 h 15, sortie métro Monge (Connaissance d'ici et d'alleurs). Ville :

Les la Ville :

Ville

e La Grande Arche de la Défense et son nouveau quartiers, 14 h 30, station RER Défense, sous le panneau F Grande Leurop explo).

Hôtels et jardins du Marais, des vosges 14 h 30, sortie métro du passé). « Du Grand-Cerf Lauré au passage Brady à restaurar », 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris

14 h 1 Ché-Universitaire (ARS conférences). Saint-Germain », 14 h 30, métro Assamblée-Nationale, sortie rue

«Les bosquets du parc du château de Varsailles», 14 h 30, sur statue la XIV, si la cour d'honneur (Office de la cour de Versailles). «L'hôtel de Lassay, demeure du président de l'Assemblée nationele» (carre d'identité), 14 h 45, sortie métro Assemblée-Nationale (l. Haul-ler).

i jardins en la la l'ombre un rues commercantes du le arrondissement », 15 heures, Sèvres-Baylone, sorrie squere Boucicaut (Paris et son histoire).

« Chemins in jardins acrets de la butte Montmartra », secrets de la butte Montmartra »,
15 heures, métro Place-de-Clichy.
sortie Caulaincourt (C.-A. Messer).
« Promenade de la place de Vosges à la maison perisienne de Jacques Cosur», Il heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce de Vikings ».

35. rue des Francs-Bourgeols, 18 h 30 : «L'Autriche aujourd'hui », avec Thomas Guzmann (Maison de l'Europe — Paris).

«Tout Merais», 14 h 45, min Bastille, sutte rue Saint-Antoine (Conférences M. Banassat). eLes logis de Delacrob, Send, Chain, M. Mars, Tahne, Thiers.... le quartier des romantiques a, 15 he place Saim-Georges M. Hager).

« A Seint-Denis : le Musée du music de la France », 15 haures, 22 bis, and Paris et son

Exposition: Les Vikings », 16 heures, Grand Palais, porte Cle-(Tourisme cultural). La hôteis du du lituminés ». 21 heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

**CONFÉRENCES** 

Gaumont, Tchao Pantin (1983)
:de Berri, 16 h 30; le Milleu:
Bande ennonce: Bob le flambeur (1963)
de Jean-Pierre Melville, le Doulos (1962)
de Jean-Pierre Melville, la h 30; Chantage: Bande annonce: Demier Domicile
de José Giovanni, Au-delà
de II peur (1974) de Yannick Andréi,
20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A BRIGHTER SUMMER MAY (TAI-WAN, v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 13-20-38-00; L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.): Images d'all-leurs, 5- (45-87-18-09); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); v.f.: Gaumont Gobelins (Frauvette), 13-(47-07-55-88): Les Montparnos, 14-(43-27-52-37). LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Ciné Besubourg, 3 (42-71-52-38); Den-fert, 14 (43-21-41-01). APRÈS L'AMOUR (Fr.) : LINE Blarritz, 8-(45-62-20-40).

#### LES FILMS NOUVEAUX

DEVENIR COLETTE. Pilm amé-Canny Huston, ..... ; Ely-Lincoln, 8- (43-59-38-14); Escurial, (47-07-28-04); Sept. Parnessians, 14 (43-20-32-20); v.f. : Saint-Lezare-Pasquier, (43-87-35-43) ; Pathé Clichy, 11 (45-22-47-94),

ARRÊTE OU MA MÊRE VA TIRERI (A., v.o.): George V, 8· (45-62-41-46); v.J.: Rex, 2· (42-36-83-93); Paramount et a., et a.,

AUX COEURS DES TÉNÉBRES (A., v.o.) : 14 Julliet Odéon, 6-(43-25-59-83) ; Merignan-Concorde, 8-(43-59-92-82).

BORDER LINE (Fr.): d'ailleure, 45-87-18-09); L'Entrepôt, 14-(45-43-41-63). (45-43-41-63).

CARNE (\*\*) (Fr.): Saint-André-des-Arts i, 6: (43-26-48-18).

CELINE (Fr.): 5: (43-26-84-85).

CINO FILLES ET UNE CORDE (TAI-14).

(A., v.f.): Cinoches, 6: (46-33-10-82): Saint-Lambert, 11: (45-32-91-88).

DANSE AVEC LES IIII (A., v.o.):

Rex (le IIII (A., v.o.):

Rex (le IIII (A., v.o.):

Rex (le IIIII (A., v.o.):

DEAD AGAIN (\*) (A., v.o.):

(42-36-83-93). DEAD AGAIN (\*) (A., v.o.) : , 8- (43-59-19-08). RETOUR HOWARDS END (Brit., v.o.): Gaumont Halles, 1(40-26-12-12): Gaumont Opéra, 1(47-42-60-33): 14 Juillet Odéon, 6(43-25-59-83): La Pagoda, 7(47-05-12-15): Gaumont Ambassade, 1(43-59-19-08): 1-1(43-59-19-08): 1-1(43-07-48-60): Gaumont 1-1
(43-07-48-60): Gaumont 1-1
(43-07-48-60): Gaumont 1-1
(43-07-48-60): Gaumont 1-1
(43-65-75-14): Gaumont 1-1
(36-65-75-14): 14 Juillet Beaugrenelle, 15(45-75-79-79): v.f.: Montparnasse, 14(43-20-12-06).
LE RETOUR DE CASANOVA (Fr.): Gaumont Opéra, 2(47-42-60-33).
ROBIN 1-1
BOIS PRINCE DES
VOLEURS (A., v.o.): Grand Pavois, 15(45-32-91-68).
ROCK-O-RICO (A., v.f.): 14 Juillet

DEAD AGAIN (\*) (A., v.o.):

..., 8 (43-59-19-08).

DELICATESSEN (Fr.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26);

Triomphe, 9• (45-74-93-50).

DIÊN BIÊN PHU (Fr.): Grand Pavois, 15• (45-54-48-85); Saim-Lembert, 15• (45-32-91-68).

DOC HOLLYWOOD (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36); UGC interest (42-25-10-30); George V, 8• (45-62-41-46); UGC Biarritz, 445-62-20-40); v.f.: Rex, 142-36-83-93); Montparnasse, 8• (45-74-94-94); Paramount Opérs, 9• (47-42-56-31); UL Lyon Bestille, 12• (43-43-01-55); UGC Gobellins, 13• (45-61-94-95); Mistral, 14• (45-39-52-43); UL Convention, 15• (45-74-93-40); Wepler II, 14• (45-38-10-96).

L DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.): Epée de Bois, 5• (43-37-57-47); Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5• (43-54-42-34).

(43-3/-6/-4/); Heffet Medicis Logos sale Louis-Jouvet, 5: (43-54-42-34). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.): Lucemaire, 6- (45-44-57-34); Publicis Saint-Germain, 6-(42-22-72-80): Elysées Lincoln, 8-(43-59-36-14).

FACE A FACE (\*) (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

**AGENDA** 

6 (46-33-10-82).
FACES I., v.o.): Beaubourg, 3 (42-71-52-36).
LA FAMILLE ADDAMS (A., L.o.): Lucernaire, (45-44-57-34): UGC Triomphe, (45-74-93-50); Seint-Lembert, 15- (45-32-91-68).
FAUTE DE PREUVES (Brit., v.o.): Rotonde, (45-74-94-94); ritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Rex, (42-36-83-93).
FISHER KING (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).
L'HOMME QUI PLANTAIT L'HOMME QUI PLANTAIT DE ARBETS (Can.) : Utopia, 5-(43-26-84-85).

(43-27-52-37); Studio L. I. (46-06-36-07); v.f.; Cinoches, 6-(46-33-10-82); George V, 8-(45-62-41-46); Las Montparnos, 14-(43-27-52-37); Saint-Lambert, 15-(45-27-01-80)

(43-27-52-37); Saint-Lambert, 15(45-32-91-88).

I WAS ON MULE (A., v.o.): 14 Juliet
Parnesse, 1. (43-26-58-00).

LES IMPOSTEURS (Brit., v.o.): Elysées
Lincoln, II (43-59-38-14);
siens, 14 Multi-2-20).

INDOCHINE (Fr.): Forum Orient
Express, 1- (42-33-42-26); Bretagne, 6U6-65-70-37); George V, 8(45-62-41-46); Marignan-Concorde, 143-59-92-82); UGC Opéra, 9(45-74-95-40); Pathé Clichy, 18(45-22-47-84).

IP5 (Fr.): Gaument III Halles 1-

(45-74-95-40); Pathé Clichy, 18(45-22-47-94); IP5 (Fr.); Gaumont La Halles, 1(40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2(47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6(43-25-58-83); Bretagne, 8(36-65-70-37); Gaumont Ambassade, 8(43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11(43-57-90-81); Maition, 12(43-43-04-67); UGC Lyon 12(43-43-01-59); Gaumont Ecran, 13(45-80-77-00); Gaumont Alésie, 14(36-65-75-14); Montparnasse, 14(43-20-12-06); 14 Beaugranelle, 15(43-20-12-06); 14 Beaugranelle, 15(43-06-50-50); Weller, 18(43-06-50-50); Weller, 18(45-22-47-94), JERSEY GIRLS (A., v.c.); Forum Grann Express, 1(42-33-42-26); 14 Juillet Bastille, 11(43-67-90-81); 14 Beaugranelle, 15(45-75-79-78), JFK (A., v.c.); Cinoches, 14(45-33-10-82), KAFKA (A., v.c.); Lucernaire, 14(45-44-57-34).

(43-57-51-65); Saint-Lanne... (45-32-91-68), (45-37-18-09); Grand Pavols, (5: (45-87-18-09); Grand Pavols, (5: (45-54-48-85), MEDICINE MAN (A., v.o.): George V, (45-82-41-48); v.f.: UGC Montparnesse, 6: (45-74-84-94); Opére, 9: (47-42-58-31). Opére, 9 (47-42-56-31);
Opére, 9 (47-42-56-31);
MY GIRL (A., v.e.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Odéon, 8 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2 (45-62-40-46); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Opére, 12 (43-43-01-59); Gobelina, 13 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Light Convention, 15 (45-74-93-40); Light Convention, 15 (45-74-93-40); Light Clichy, 17 (45-32-47-94); Light Gambette, 17 (45-32-47-94); Light

RETOUR - HOWARDS END (Brit.,

MY OWN PRIVATE IDAHO (\*) (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5: (43-26-19-09) ; L. 6:

V.o.): Studio dea Ursulinea, 5(43-26-19-09): Les Meres VIF (\*) (A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-32): Parnassiens, U- (43-20-32-20). NIGHT III EARTH (A., v.o.): Beaubourg, 3- (42-71-52-36): Imagea d'ailleurs, 5- (45-87-18-09). OMBRES ET BROUHLLARD (A., v.o.): Reflet Médicis Logos L. Louis-Jouver, 5- (43-54-42-34): Lucemaire, 6- (43-54-42-34): Lucemaire, 6- (43-54-42-34): Denfert, 14- (43-41-410-1). NIGHT (A., v.o.): Gaumont Les Hailes, 1- (40-26-12-12): Les Trols Luxembourg, 1- (46-33-97-77): Trois Batzac, 8- (45-61-10-60): Escurial, 13- (47-07-28-04): Gaumont Pernasse, 14- (43-35-30-40). LE PERE DE LA MARIÈE (A., v.o.): Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38): Marignan-Concorde, 1- (43-59-92-82): v.f.: Pathé Français, 14- (47-70-33-11). Gaumont Alésia, 14- (47-70-33-11). Caumont Alésia, 14- (47-70-33-11). LA PLANÈTE BLEUE (Can.): La Géode, 19- (40-05-80-00). PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36): 1- (43-37-57-47): George V. 8- (45-62-41-46): Sept Parmassiens, 14- (43-20-32-20): v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43): Pathé Clichy, 18- (45-22-47-94). RETOUR HOWARDS END (Brit., v.o.): Gaumont Hailes, 1-

LES SÉANCES SPÉCIALES A TOUTES VITESSES () : Cinaxe, (42-09-34-00) 19 h BOYZ'N THE HOOD (\*) (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 17 h

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-92) 0 h ECHOS D'UN SOMBRE EMPIRE (Fr. All., v.o.) : Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09) 18 h. (45-32-91-68).

ROCK-O-RICO (A., v.f.): 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) | Gaumont Ambassade, ■ (43-59-19-08); | Français, ■ (47-70-33-88); La Bastilie, 11- (43-07-48-60): Reflet République, 11- (48-06-51-33); Gaumont Gobelins ■ Fauvette), 13- (47-07-55-88); Gaumont Aléais, 14- (36-85-76-14); Les Montparnos, 14- (43-27-52-37); 14- Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); (45-87-18-09) 18 h.
LES ENCHAINÉS (A., v.o.): Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h.
EXCALIBUR (A., v.o.): Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h.
FANTASIA (A.): Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h.

Wepler II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-38-10-96). LE ROI ÉBAHI (Esp.-fr. Por., v.o.): Gau-mont Opéra, 2- (47-42-80-33); Latina, 4- (42-78-47-86); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

mont Opéra, 2: (47-42-60-33); Latina, 4: (427-847-86); Gaumont Pamasse, 14: (43-84-35-30-40).

SERVICE (Fr.): Forum Latina (43-35-30-40).

SERVICE (Fr.): Forum Latina (43-35-30-40).

Français, 1: (42-33-42-26); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); Français, 1: (47-70-33-88); Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13: (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14: (36-65-75-14); Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 11: (45-22-47-94).

SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.); Labeaubourg, 3: (42-71-52-36); Studio Galande, 5: (43-54-72-71); Pavois, 15: (45-54-46-85).

SANG CHAUD POUR MEURTRE DE SANG-FROID (A., v.o.); Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); Gillow (46-06-36-07); v.f.: Pathé Françals, 3: (47-70-33-88).

LA SENTINELLE (Fr.): Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Fame Hautefeuille, 11: (46-33-79-38); Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13: (47-07-55-88); Perint (43-59-19-08); Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13: (47-07-55-88); Perint (42-33-42-26); Cliné Basubourg, 3: (42-71-52-36); Cinoches, 14: (45-62-41-46); Grand Pavols, 15: (45-62-41-46); Grand Pavols, 15: (45-62-41-46); Grand Pavols, 15: (45-62-41-46); Grand Pavols, 15: (45-62-31); Montparnoe, 14: (43-27-62-37).

SUVARNAREKHA (Ind., v.o.): Espace Saint-Michel, 11: (44-07-20-48).

Talons Alguilles (Esp., v.o.): Forum Express, 1: (42-33-42-26); Latina, 4: (42-78-47-86); UGC Gobelins, 13: (45-61-89-95); Bienvente Montparnasse, 15: (45-64-48-85).

TERMINATOR 2: (1): (4, v.o.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Grand Pavols, 15: (45-68-85-87); Loddon, 6: (42-08-95-757); Loddon, 6: (42-25-10-30); Latina, 6: (42-78-47-95-40).

Permasae, (43-26-58-00) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) :

MERI (IT.): Beaubourg, 3(42-71-52-38): Pavoia,
(45-54-46-85). LE ZEBRE (Fr.): Forum Horizon, 1(45-08-57-57); UGC Danton, 6(42-25-10-30): UGC Montparnasse, 6(45-74-94-94); La Pagode, 7(47-06-12-15): Gaumont Ambassade,
8- (43-59-19-08): Saint-Lazara-Paquier,
(43-87-35-43): Biarritz, 8(45-82-20-40): Français,
(47-70-33-88): Les Natión, 12(43-43-04-67): Lyon Bastille, 12(43-43-01-59): Gobelins, 13(45-61-94-95): Gaumont Alésia, 14(36-65-75-14): Miramar, 14(36-68-00-16): Pathé Wepler, 18(46-22-47-94): La Gambatra, 20(48-38-10-96): La Gambatra, 20-

PAS (Pol., v.o.): Médicis Logos
Lomi-Jouvet, 5- (43-54-42-34).
DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A.,
v.o.): Seim-Lambert, 15- (45-32-91-68)

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Denfert, 14- (43-21-41-01) 21 h 40. 

LER (\*\*) (A., v.o.) : ■■■ Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ■ h 35. 

POINT BREAK (\*) (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) III h III.

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY LA PREMIERE FOLIE DE WOODY ALLEN (A., v.o.): Le Berry Zèbre, 11: 43-57-51-55) III h 45. LE PRINCE IIII MARÉES (A., v.o.): Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) 18 h. LE QUATRIÈME HOMME (\*) (Hol., v.o.): Accatone, 5: (46-33-86-86) III. V.O.): Accatone, 5: (46-33-86-86) III. V.O.): Accatone, 5: (46-33-86-86) III. V.O.): Accatone, 5: (46-33-86-86) III.

(A., v.o.) : des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 21 h 50, ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63) h, 22 h 15. 22 h 15.

LE SACRIFICE (Fr.-Su., v.o.): Denfart,
14 (43-21-41-01) 19 h.

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE
SODOME (") (it., v.o.): Ciné Beaubourg,
3- (42-71-52-36) II h 10; Accatone, 6(46-33-86-86) 21 II 50.

SARRAOUNIA (Fr.-MAURITANIEN,
v.o.): Images d'ailleurs. v.c.) : images d'allieurs, (45-67-18-09) [9]

(45-87-18-09) 19 ...
TAXI DRIVER (\*\*) (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-38) 0 h 15.
LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-28-19-09) 19 h 15.
THE R...
HORROR PICTURE SHOW (\*\*) (A., v.o.) : Galende, 5- (43-54-72-71) 22 h 30.
TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-ALL) : Images 5- (45-87-18-09) III h
TRULY, MADLY, DEEPLY (Brit., v.o.) :

TRULY, MADLY, DEEPLY (Brit., v.o.): Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 17 h 15.

LES VALSEUSES (\*) (Fr.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) 21 h.

LA VIE MORTS (Fr.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63) 18 h.

20.000 LIEUES 90US LES MERS (A., v.f.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) 16 h 30.

WOODSTOCK (A., v.o.): Le Berry, 18- (45-32-91-88)

WOODSTOCK (A., v.o.): Le Berry Zabre, 11: (43-57-51-55) 22 h 15. YELLOW NE (Brit., v.o.): Accetone, 6-88) 23 h 50. ZAZIE DANS LE METRO (Fr.): Denfert, 14: (43-21-41-01) 17 h 10.

LES GRANDES REPRISES

A DOUBLE TOUR (Fr.) : Champo - Espace Jacques Teti, 5-(43-54-51-80).

LE CRIME ÉTAIT MANUEL PARFAIT (A., v.o.) : Action Christine, 8-(43-29-11-30). LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gaumon LE DERNIER COMBAT (Fr.): Gaumont Las Haitas, 1: (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Patrie Hautafeuille, 8: (46-33-79-38); Gaumont Champs-Elysées, 8: (43-59-04-67); Gaumont Grand Ecran, 13: (45-80-77-00); Geumont Pamasse, 14-(43-35-30-40); Geumont Alásia, 14-(38-65-75-14). LES DUELLISTES (Brit., v.o.): Utopia, III (43-26-84-65).

(43-26-84-65).
E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.o.):
III Gambetta. (46-36-10-96).
L'EQUIPÉE IIII (46-38-10-96).
L'EQUIPÉE IIII (46-33-97-77).
ETOILE CACHÉE (Ind., v.o.): Espece Seim-Michel, 5\* (44-07-20-49).
LA GRANDE FARANDOLE (A., v.o.): Mac-Mahon, 17\* (43-29-79-89).
HAIR (A., v.o.): La Saint-Germain-dee Prés, Salle G. de Beauregard, (42-22-87-23): Lee Trois Balzac, (45-61-10-60): La Bastille, 11\* (43-07-48-60).
HANNAH ET EL SURS (A., v.o.): HANNAH ET SURS (A., v.o.) :

Gauche, 5- (43-29-44-40).

HUSBANDS (A., v.o.) : HUSBANDS (A., V.O.):
(43-37-57-47).
L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., V.O.):
(43-25-72-07).
INDIA SONG (Fr.):
Bois, (43-37-57-47).
JU DOU (Chin., v.o.): Lucernaire, 6(45-44-57-34).

(45-44-57-34).
LOVE STREAMS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Recine Odéon, 6- (43-26-19-1); Les T. Batzec, (45-61-10-60); La Bastille, 11- (43-07-48-60).
LES MAITRES DU TEMPS (Fr.): 14
Juliet Parrasse, 6- (43-26-58-00).
MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (A., v.o.): Resistourg NOIS (A., v.o.) Beaubourg, (42-71-52-36). MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.): Utopie, 51 (43-28-84-85).

ORANGE MÉCANIQUE (\*\*) (Brit., v.o.): Cimbo 6- (46-33-10-82); Miramar, 14- (43-20-89-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Logos I, 5-(43-54-42-34). LES PRODUCTEURS (A., v.n.): Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40). SEULS SONT LES INDOMPTÉS (A., v.o.) : 🔚 Trois Luxembourg, 🖫 (46-33-97-77). SHADOWS (A., v.o.) : Chié Beaubourg, (42-71-52-36). TO BE NOT TO BE (A., Reflet Logos II, III (43-54-42-34) TOO LATE BLUES (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77). 37-2 LE MATIN (\*) (Fr.) : Bienvenue Montparnasse, 15- (45-44-25-02). UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A...

v.o.) : Ciné Beaubourg. 3-(42-71-52-38) : Sept Parnessiens, 14-(43-20-32-20)

See 18 . 254

#### BILLET

### En attendant Maastricht

M. Pierre Bérégovoy a l'art de tranquille. Lors de son 🔤 politique générale, il 🍞 🗷 🜃 📥 mois, le premier ministre s'était déclaré résolu à « apaiser 🛌 passions ». Aujourd'hui, il .... montre me pas € brusquer 🔤 💴 🙀 que erien ne la perturber campagne du illumina. Tout l'effort du gouvernement 📟 donc concentré sur la imme 🌃 septembre. Di lors, 🗓 malan France doit in bien gardée, bien gérée et 🛮 ligne 📖 d'éviter la lum prix lum tempêtes

De cette attitude prudente découle made and MAN MI Martani qui ont Mil program comme reculs ou Dart du gouvernement. Pour ne n la professione santé - 🔳 🏭 🕍 🖂 d'une motion M - le projet de 🔙 sur la maîtrise 🚛 dépenses de santé 🛚 🚚 renvoyé 🖥 l'automne, 🗪 (b-a) = abb = bnagociations. Pour ne inquiéter les cadres, la réforme ia taxe d'habitation prévoyent l'alland d'une une départementale sur le revenu, sur la manda des revenus, par remplacer la pert départementale 🐸 l'accusé une du 4 juillet), M. Bérégovoy estimant qu'elle s'inscrire réforme d'envergure » ou'il a... son Pour ne miniter in écologistes, la Land concernant l'éventuel redémarrage - Superphénix repoussée.

Reports III renvols qui n'empéchent pas M Bérégovoy de juger « injuste » l'access the d'immobilisme. Même 🔳 déjà le l'ouverture magasins le dimanche d'une d'une d'une d'une du financement des a toutes in come de gelé, 💷 attendant 📥 ours mellieurs. Pourtant, sur certains sujets, M. Bérégovoy transige peu, quitte mirmi à sa fermeté. Il 📰 🗷 📥 la réforme 🖦 🖚 dockera, aujourd'hui 📠 la réforme 🔤 🕍 politique agricole commune, maintenue maigré 🕍 « jacquerie » paysanne, ou du refus de revenir système i permis à points makiré in fronce, à ..... paralysants, im routiers. Le premier ministre maintient and is seen in the is a saget the files. progresser l'harmonisation européenne, main la limital unique puis Meastricht. i court un double risque. A l'automne, après la référendum, la période, 🗀 nouveau préélectorale, um sera guère propice aux réformes, se prémunir 🍱 la tentation Harman File globalement, la voignté de me pas « brusquer choses > risque il audidim l'idée que le gouvernement à AUII urus faible marge manceuvre in a su niveau de politique économique. Assert indens Film da Mademinto.

u Continental : Pirelii - un pneumatiques italien Pirelli annonce, maliel I juillet, intention in limit les tribunaux Ilmai E refus opposé 🔤 la direction du groupe allemand Continental lier droits vote III capital détenu. Pirelli, qui de un concurrent allemand auxquels s'ajoutent in options sur 33,4 du capital, haitait obtenir que annih de ne ne plus limités 1 5 Mais l'assemblée des Continental, le I juillet I Hanopression du plafond qui limite 5 L du capital-actions la proportion droits and dont peut disposer un actionnaire individuel.

MICHEL NOBLECOURT

Vers une cotisation temporaire

## Les contours d'un accord à l'UNEDIC se précisent

Une nouvelle séance, qui devrait être la demière, 🗷 📥 prévue lors de la réunion du vendredi 3 juillet paur négocier l'avenir de l'assurance-chômage. Fixée au 17 juillet, cette ultime rencontre devrait permettre d'aboutir a un accord instaurant une cotisation temporaire. La CFDT | la CFE-CGC paraissent les mieux disposées, FO comme la CFTC sont plus

Vendredi I juillet, quelque d'essentiel a changé. Non au au cours III la longue journée de confrontation I huis clos, entre syndicats et patronat. de celle-ci. C'est wall be a le journalistes, and fill séance levée, que M. Pierre Gilson (CGPME) a mi a coin du voile, annoncé, enfin, qui pourrait préfigurer la l'un compromis. syndicalistes

daient declaration depuis
le 23 juin (le 4 juillet), la
a expliqué qu'il n'était a opposé. sur le principe, and and manage temporaire » répartie 🛮 50 % entre les WATER II les employeurs, résoudre lu d'Illand du trésorerie II l'UNEDIC. Illiant le premier un tabou qui avait pesé w précédentes discussions, il

cependant précisé que 📓 négocia-

SAINT-BRIEUC

de mus correspondant

Une grande partie des «forces vives» de la production légumière rassemblée, jeudi 2 juillet : Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), pour une internation de la pricul-

délégations de Loire-Atlantique de Normandie. Ce rassemblement,

suite I in the woles in com-munication in the de la Bretagne le

24 juin, s'est déroulé dans la grand Le préfet des Côtes-d'Ar-

Leclerc ». - La chambre commerciale de la Cour de cassation de mette fin à la guerre qui depuis de matte fin à la guerre qui depuis de matte fin à la guerre qui depuis de la matte de la sujet de l'utilisation de leur nom leurs activités commerciales respec-

Pour protester contre la mévente des légumes

Trois mille agriculteurs ont manifesté

dans le calme à Saint-Brieuc

régime d'assurance-chômage.

Un plus tard, toujours line réunion, M. Jean Domange, prési-de la commission sociale de peu plus alambiquée. Il fois »

question «l'équilibrage structure!»

du déficit financier par il mesures nouvelles, il a annoncé qu'«il y a peut-être quelque chose du côté entreprises salariés », qui à aborder en temps », y compris «l'État ». Dès lors, dessinait le compra qu'imaginait la CFDT pendant la sèance, auquel blaient se rallier in CFE-CGC, il CFTC — certaines conditions — CFTC - I certaines conditions - -Force ouvrière, quoique un retrait.

#### **Propositions** jugées inacceptables

en année pleine, dispositions envisagées par patronat répondent qui s'est creusé, ni à l'urgence des intrésorerie. Pourquoi m imaginer, conferming du propositions, conferming du proposition du proposition de l'urgence des la la trésorerie du proposition du proposition de la confermina de la con cotisation qui pourrait in tem-pur sur il degressi pur s'ali-gner sur il mandi en charge de

mor a avait pas lésiné sur les moyens. Cinq compagnies de CRS, un escadron de gendarmerie, un hélicoptère, étaient mobilisés pour le cas où....

Mais les agriculteurs n'ont pas cher-ché l'affrontement. Les légumiers bre-tons, touchés pur la mévente de leurs

produits, ont sollicité des pouvoirs publics i des munautaire «la mise en place d'un

colentiere d'importations en provenance l'suctout le Maroe; et la compe intégrale prix pour les fruits légumes de la réforme PAC».

enseignes Pompes funèbres Michel Leclerc» ou « Groupe Michel Leclerc». La vait jugé qu'il s'agissait de contrefaçons de la marque Leclerc, déposée en 1964 par M. Edouard Leclerc. Un précédent arrêt rendu par la cour d'appel de Paris, le mars 1985, avait pro-

PATRICK LE NEN

mais, si e schema imai se ciari
fie, bien des obstacles demeurent
En l'état, tous les syndicats jugen,
inacceptables les propositions
d'économies CNPF. Celui-ci
propose toujours de porter ima
à sept (1 ille d'économies) le détai de différé d'indemnistion et entend per plus acceptes le sation et entend ac plus accepter la prise en charge des chômeurs ayant démissionné. Il préconise la sup-pression de l'allocation de base exceptionnelle (ABE), servie aux châmeurs (jeunes, contrats à durée déterminée, intérim) dont les d'affiliation le plus (178 000 = 1991).

même, l'alignement lu temps relui de l'indemnisation devrait entraîner l'exclusion de 112 000 chômeurs que l'Etat devra récupérer dans sonpropre dispositif. Comme le aote PO, une allocation unique dégressive privilégierait les cadres qui percevraient, dans la durée, une indemnité supérieure à celle qu'îls touchent actuellement. D'autre part, la forme de la nouvelle touchent actuellement. D'autre part, la forme de la nouvelle contribution des employeurs lors du licenciement d'un salarié âgé de plus de cinquante ans ne satisfait tout le creation d'une franchise générale pour la deux premières ruptures de travail pourrait ne pas limitée aux scules très petites entreprises. Pour esquissée, la voie il

### Premier accord de mensualisation des dockers à Dieppe

sation de dockers (conformément à la loi du 9 juin réformant leur sta-tut) a été signé, vendredi 3 juillet à Dieppe, par MM. André Bodel, président des usagers du port, René Roosel, secrétaire du syndicat CGT, et Jean-Paul Lalitte, président de la chambir de commerce

Il prévoit la mensualisation de

L'ammil prévoit aussi les moda-

Le président de la chambre de commerce, gestionnaire du port, s'est réjoui de cet accord. La date butoir prévue pour la signature d'accords locaux de mensualisation dans les ports français, pour bénévoirs publics, est le 15 juillet.

65 des int meder actuels; 57 autres in l'objet de mesures d'age, illin pa 30 partiront en congés conversion et que 10 tou-

lités the par social, qui seront ren-publiques après l'agrément L

### Selon les milieux diplomatiques d'Abidjan

### Le FMI a gelé son programme en faveur de la Côte-d'Ivoire

(FMI) programme es appris vendredi I juillet I diplomatique I Abidjan, citée par publique ni par le FMI

publique ni par le FMI

gouvernement ivoirien,
aurait de prise fin juin, après délégation La La Côte-d'I-voire ne La Côte-d'Idéfinis en IIII par le FMI pour l'octroi d'un crédit stand-by

«Les deux parties (...) sont conve-nues que le Fonds ne déclarerait le programme suspendu et Côte-d'Ivoire s'abstiendrait

diquer me droits in tirage, indiquait-on de source.
C'est un sujet exarémement de signifie de plus monen France.»

Le soutien du FMI aux politiques économiques 📥 🖾 1171 essential, car ma distance and prestoujours suivies 📂 la Banque mondiale, la Banque africaine développement mis gouvernements occidentaux. Le du programme du FMI risque porter un coup sévère la politique le premier ministre, M. Ouattara, nommé la tête du gouvernement en 1110 pour man de remettre li l'économie ivoirienne.

Après un mois de négociations

### Les 127 000 salariés d'ATT obtiennent une augmentation de rémunération

correspondent La direction TAMES Tele-La direction Telephone Telephone Telegraph (ATT), le gfant tions, all la syndicate l'en100 000
La d'une part et 27 000 de l'ensigné, jeudi 2 juillet, an nouconvention collective qui prévoit notamment une nugmentation
de salaires de 12 %, étalée sur trois
earanties saranties de la connection de la connect

promis > les d'affaires, l'accord prévoit qu'au-delà de les chaque

personnel l'équivalent de 3 300 dollars en actionsmaison et une majoration des
i départ en S'agisle garantie de l'emploi, qui
a longtemps constitué un sujet de
discorde, la diministration pris l'engagement les filiales
d'ATT personnel qui
munic de quitter l'entreprise
garantie de le tavangarantie de le tavanle garantie de le garantieres
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes) ses le payés
le garantie le le garantières
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes) ses le payés
le garantie le garantières
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes le garantières
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes le garantières
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes le garantières
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes le garantières
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes par le garantières
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes par le garantières
années, ATT réduit de 20 % (soit
) 000 personnes payés
le garantie de l'emploie
le garantie de

Grève de métallurgistes allemands contre une réforme du système de santé

TF 1 et la diffusion du Grand Prix de France de formule 1

FRANCFORT

de notre correspondent

ont déclenché une grève u prise, vendred 3 juillet, pour protester contre le projet gouvernemental d'instaurer un jour de carence dans le remboursement des arrêts pour maladie. Selon le projet, les salariés qui sont mis en congé-maladie seront in bien impayés le premier jour ou bien ils devroat le déduire de leur vacances.

Le ministre des affaires sociales, M. Norbert Blum, a soulevé un tolle avec ce Karenzing. En fait, il travail-iait depuis deux ans à une réforme visant à instaurer un système public et obligatoire couvrant les dépenses

d'hôpital à partir 🖢 1996. Le 🚾 d'apptal à partir 1990. Le dibéral, membre de la coalition du chanceller Kohl, préférait un système privé, il a falla de un promis. Celui-ci a été trouvé le 30 juin. Le que la cont le 25 mille de cotisa-déjà des cotisa-déjà lourdement chargées de coûts sociaux, i été dispensées. Plus de 6 miles paieront une part Karenztag. Le syndicat IG-Metall protesté ce projet il il a décienché in grève.

\*\*\*

and display

# Lives, donnant raison annoté la nullité de marque de la cour d'appei de la qui lui avait interdit, le 22 mars 1990, d'utiliser «Libération» augmente son prix de vente et s'interroge sur le sort de sa filiale lyonnaise

recettes et va procèder des économia fin desister la crise qui une édition Rhône-Aipes, Lyon-Libènation prix de soite. Le quotidien de 5,50 à 6 francs, rejois gnant le prix Figuro et du Quotidien de Paris. La dernière augmentation prix avait d'éciau printemps 1991. Cette prise par la direction destinée le fait qu'il n'ait dépasser le fait qu'il n'ait de depasser le fait qu'il n'ait de passer le fait qu'il n'ait de de la fait qu'il n'ait de passer le fait qu'il n'ait de de la fait qu'il n'ait de passer le fait qu'il n'ait de de la fait qu'il n'ait de passer le fait qu'il n'ait de la fait qu'il n'ait qu'il n

sage de « prendre prochainement mande decision sur l'avenir de [notre] activité

Lyon ». Lyon-Libération est sur la Lancé en 1986, après que le groupe Hersant manuel progrès de financer son dévelop-

au printemps 1991. Cette prise par la direction destinée le fait qu'il n'ait dépasser de la voisinent du journal représent la voisinent du journal exemplaires diffusés exemplaires exemplaires diffusés exemplaires exemplaires exemplaires exemplaires exemplaires exemplaires exemplair

maquette du quotidien, et le lance-ment d'une formule de l'il de ment d'une containe de semaine d'une centaine de semaine d'une centaine de semaine à dont la parution est programmée à l'autonne par la direction, mais plus sûrement début 1993 selon la rédac-tion : 30 millions de francs ont été tion: 30 minors de trancs out ete souscrits par certains actionnaires extérieurs (Communication et participation, groupe Chargeurs, BSN). Un accroissement du poids de ceux-ci, qui devrait, à terme, faire passer la participation du personnel au capital de 61% à 55,4%. Ce plan de financement avait des appropries que un pote ment avait été approuvé par un vote des salariés en début d'aunée (le Monde du 29 février). Enfin, la direction du quotidien et les syndicats ont signé le 2 juillet un accord saiarial qui crée une galle propre à Libéra-tion et réajuste les salaires de l'en-

on tillials per la Sprint insterni entre le tabacisme (CNT), a enjoint, and a 3 kuillet, & TF 1 d'ame la Mantru d'images 📶 marques 🖮 cigarette lors des Ermin Prin mitroccióni de formule 1, sous paine d'une atmen de 10 000 trans par plan séquence illégalement 🎩 La la s'appuie en la loi Val de 1976, qui march le propagande ou 🕍 publicité 🖦

liment du liche et din ses pro-delli à la rédichée. Le CNT indique que les der-Prix = été l'objet débordements, avec 🕬 example, à Monaco le 31 mai, 1 134 apparitions de marques de la recensées, mariani largemen on lifts data swepte. l'une américaine, l'autre française. Le Carrie également en de toute una sária 🖛 🚃 publi-

Le tabac mis hors course La tribunal de Quimper, and an non prévus par la la hindles de pilotes, marie pare-soleil...». Enfin, il cadrages et plans séquences où l'opérateur manus privilégier la progres the pales is in common alle-même ».

Le générique mis au point per TF1 ast aussi contesté. La première chaîne détient l'exclusivité pour le France de la diffra compétitions la lange 1,

la disperition de La Cinq. Dans are journal de 20 heures, vendredi 3 juillet, la menaçait de ne per diffu-Prix de France Magny-Cours - 5 juillet. Mail diffusion pourrait tieu, and d'une plus vigilance journalistes chargés de couvrir l'événement,

O Almed many Harden's et les productours and believes primeren La Cine. - inégociations ea la La Cinq abouti, vendredi 3 juillet, I un armed milet repe indemnisations proposées [14] Hachette, sur le leur de 70 le de créances, sur l'homologuées au man dem icht denlinge de Infinite a morand en juillet. La Cinq.

Un producteur -AB Friederick - a troughlin return l'accord m a assigné Hachette en responsabilité pour ne pas avoir rempli en engagements. 🔛 cas abouti, vendredi

3 juillet, I un parties.

abouti, vendredi

i une conciliation par

i président du tribunal de commerce pas. Hachette pré-cise qu'une réunion doit avoir lieu le 8 juillet avec les producteurs de cinéma qui sont austi créanciers 🌬

## La cour d'appel de Paris absout les câblo-opérateurs

Dans nu arrêt rendu le 17 juin, la Paris réforme la gement une qui mettait ciblo-opérasous deux
et infligeait une amende
l million au principal
la Compagnie gé
(CGV,
groupe eaux) (le
Monde 1991).

Le de la fondail l'analyse du
marché l'analyse du
thématiques
francophones
chaînes l'analyse du
thématiques

d'une plainte de la TV

Mondes, Qui qui l'aniques en la câblo-opérateurs (le 1989). TV

Mondes, Independent l'époque, n'a pu l'anique que quelques réseaux. Le la concurre enjoint exploitants 

unit is made and que ne

reste, elle estime que c'est par ruminexacte appréciation des faits » que le Conseil faissit grief à la CGV d'exploitation abusive d'un état de dépendance économique. Elle annule donc l'amende infligée et la mesure demandant un rapport sur le secteur. la Mantoni de la concurrence dans: un délai de deux ans.

Dans ses considérants, la cour Dans ses considérants, la cour note que, « en dépit de considérations générales sur l'intérêt que pouraient avoir ces câblo-opérateurs à éliminer toute concurrence des édiment indépendants de programmes identiques, il n'est aucunement démontré qu'ils se soient concertés à cette fair.

Suite de la première page

Peut-être faudrait-il en effet discureul-eire ianufait-li en eine institute de la nature des changements survenus en France: sont-lis réellement des progrès ou seulement un alignement de nos pratiques nationales sur les modèles étrangers, actamment sur modèles étrangers, actamment sur le modèle allemand, impliquant car-tains renoncements? Mais, quelle que soit la réponse, on ne peut igno-rer la réalité: le pays, ses pratiques, ses croyances, son économie, n'ont plus grand-chose à voir avec ce qu'ils étaient il y a dix ans.

La presse étrangère, allemande et anglo-saxonne notamment, nous angio-saxonne notamment, nous ciouait régulièrement au pilori pour notre manque de sérieux dans la conduite des affaires économiques et financières, notre forte propension à l'inflation et aux dévaluations, nos déficits extérieurs. C'était il y a dix ou même quinze ans. Les mêmes contratur publicat maintenant des journaux publient maintenant des articles souvent élogieux pour notre politique économique, notre richesse, nos équipements collectifs, réservant leurs critiques à l'outrecuidance de Paris qui place de plus en plus ses hommes à la tête des grandes orga-nisations: la Commission euro-céanne (lecone Deloca) la Fonda péenne (Jacques Delors), le Fonds monétaire international (Michel Camdessus), la Banque européenne pour la reconstruction et le dévelop-pement (Jacques Attali), le Club de Paris (Jean-Claude Trichet), l'Organisation de coopération et de dévelop-pement économique (Jean-Claude

Mais, en dénonçant avec un certain agacement la «french mafia», nos confrères étrangers ne rendent-ila pas indirectement hommage à une nouvelle forme d'influence française? Et cette influence pourrait-elle pareil-lement se manifester si notre pays connaissait les graves difficultés que traverse l'Italie par exemple? Une

démarche cartésienne, la ciarté de l'écriture, l'aptitude à l'analyse et à la synthèse, l'imagination aussi, ont souvent porté des Français à la présidence de grands organismes internationaux. Mais ces qualités n'expliquent pas tout, et l'expliquent d'autant moins maintenant que le « message » de la France, autrefois original, s'est singulièrement banalisé. La «french mafia» semble donc bien traduire une nouvelle forme d'influence, moins idéologique que par le passé, davantage fondée sur la bonne réputation du pays en matière économique et financière.

Dévaluations fréquentes du franc

Cette bonne réputation est le fruit d'une longue bataille remportée contre l'inflation et les dévaluations. Pendant longtemps, l'économie française a été dévorée par l'inflation. Les très difficiles années 1956-1957, qui virent les prix flamber, eurent leur part dans la fin prématurée de la TVe République, Puis le mal se répandit à nouveau à partir de 1968 et sévit jusqu'en 1985.

L'inflation favories les emprun-

L'inflation favorisa les emprunteurs – particuliers, entreprises et Etat, – qui remboursèreut leurs dettes avec d'autant plus de facilité que les taux d'intérêt étaient extrêmement bas. Cela jusqu'à la fin des années 80. Mais ces mauvaises habitudes commensées pardant habitudes, compensées pendant un certain temps par des gains impor-tants de productivité, eurent leur coûteuse contrepartie : le franc fut souvent dévalué pour permettre à nos produits devenus trop chers de continuer à se faire une place sur les marchés étrangers. Entre 1958, début

Canada : crise d'identité

le cent vingt-cinquième anniver-seire de son existence, il offre à attendue pour cette année (le ses partenaires l'image d'un pays indécis, hésitant. Se crise d'identité est profonde et touche tout aussi bien la province québécoise que les populations indiennes. L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, entré en vigueur il y a trois ans, trouve davantage de détracteurs virulents que de fervents partisans. Et la crise économique, qui a frappé le Canada dès le printemps 1990, peu avant les Etats-Unis et le Royaume-Uni, n'en finit pas de se terminer. Les adversaires de l'accord de libreéchanga considérent que le grand marché nord-américain est responsable de la sévénté de la récession et affirment que les bénéfices sont allés intégralement aux firmes des Etats-Unis, déjà restructurées sous la contrainte de l'appréciation du dollar jus-

Le regain d'activité était promis pour 1992 ; M. Brian Mulroney, premier ministre canadien, aurai pu prouver à Munich que la croissance, tant recherchée par les Etats-Unis, n'est plus un vain mot. Mais les espoirs ont été décus. Après avoir chuté de 1,5 % en 1991 (malgré un début d'année prometteur), le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que de 0,2 % au cours des trols premiers mois de 1992, et le Conference Board, principal organisme privé de conjoncture, table désormais sur 1 % pour l'ensemble de l'année, soit moitié moins que ce que le Fonds monétaire international avait anticipé au prin-

> Maîtrise de l'inflation

Les autorités monétaires, qui avaient agi avec empresse en interrompant l'assouplissement du crédit au troisième trime de 1991, ont dû corriger le tir. Un nouvel assouplissement des taux que le Canada aura au moins retiré de sa crise une très bonne maîtrise de son inflation. L'indice des prix à la consommation demeure l'un des plus faibles des pays du G7, en dépit de l'introduction, au début de l'année 1991, d'une taxe sur la valeur ajoutée baptisée taxe sur les pro-duits et les services. Il progresserait de 2 % à peine cette année. Toutefois, en dépit de la bonne

déficit budgétaire serait ramené de 4,6 % à 3,8 % du PiB), le Canada souffre d'un taux de chômaga très élevé, bien supé-rieur (de plus de trois points) à celui des Etats-Unis, et le plus élevé des Sept, devant l'Italia e France. Touchant 11 % de la population active, le taux de chômage atteint actuallement son niveau le plus haut depuis 1985, et les disparités régionales aggra-vent encore les clivages politiques

de la fédération.

Le Canada continue de payer le prix des dérapages financiers, tant privés que publics, de la décennie 1980. L'assainissement des comptes est souvent retardé par Ivrent firmes canadiennes et américeines. La demande interne demeure insuffisante pour stimuler l'activité, et la vigueur de la production passe avant tout par les exportations, dans ce pays qui expédie les trois quarts de échanges vers les Etats-Unis. Les partisans du libre-échange peuvent s'arracher les cheveux. Non content de mettre en cause les acquis de l'accord de libre échange, le Canada, fasciné par le processus d'union européenne, se déchire sur sa propre identité depuis l'échec de l'accord du lac Meech en 1990. La question de la souveraineté des sept milions de Québécois prend une importance croissante.

Le Ouébec représente 23,5 % du PIB canadien. Son départ de l'Union aurait un caractère autre que symbolique. Certes, le Canada resterait à la septième place des pays de l'OCDE, juste devant l'Espagne. Mais, selon une prévision du Conseil canadien des chefs d'entreprise, la séparation de la province ferait monter les taux d'intérêt de près de 2 %, ralentissant per la même la croissance et la reprise de l'emploi. Pour le Québec, les coûts se situeraient entre 1,5 % et 3 % du revenu provincial, selon une étude Canada. La crise d'identité canadienne pourrait apparaître comme un luxe que la fragilité économique ne devrait pas permettre. Mais les crises politiques doivent le plus souvent être gérées en

F. L

de la V. République, et l'arrivée en 1981 de la gauche au pouvoir, la parité de notre monnaie fut modifiée parise de noure monnaie fut modifies à quatre reprises : en décembre 1958, en août 1969, en janvier 1974, en mars 1976. An cours des années 80, le fizanc sera encore dévalué cinq fois : en octobre 1981, en juin 1982, en mars 1983, en avril 1986, en jan-vier 1987

On aurait tort de croire que ces remises à niveau périodiques de nos prix sur les prix étrangers étaient une prix sur les prix étrangers étaient une bonne façon de vivre et de travailler. Les pays à monnaie forte pouvaient acquérir le capital français à bas coût, entraînant perte de substance et de pouvoir. Mais surtout, pour être réussies, c'est-à-dire pour détourner une part croissante de la production nationale vers les marchés étrangers, les dévaluations étaient accompagnées de plans d'austérité destinés à freiner la demande intérieure. Ces plans étaient durement vécus par les Français – et bien sûr d'abord par les moins fortunés – qui payaient plus Prançais – et bien sûr d'abord par les moins fortunés – qui payaient plus d'impôts et de taxes, en même temps que leurs salaires augmentaient moins vite, voire plus du tout. C'est ce qui arriva en 1982-1983 après les deux dévaluations Mauroy-Delors : les salaires furent bloqués pendant plusieurs mois en 1982, le pouvoir d'achat recula deux années de suite, en 1983 et 1984.

Exception falte des rentiers et des éparguants, dont les efforts étaient bien mai récompensés, les années d'inflation n'ont pourtant pas laissé de mauvais souvenirs aux Français. Au contraire: plus les rémmérations protessaient. Cette belle époque a vu les salaires progressaient de progressaient de progressaient de progressaient de progressaient de progressaient de progressaient 10 % et même 15 % l'an (1973), atteignant même 19 % en 1974. Progressions nominales sans doute, mais qui donnominales sans doute, mais qui don-naient une merveilleuse impression d'enrichissement et de facilité. Impression en grande partie justifiée, l'indezation des salaires jouant avec une telle perfection que le pouvoir d'achat s'améliorait sans discontinner. On comprend mieux pourquoi la France sage et relativement bien gérée des années 90 n'enchante pas tout le monde, désoriente même sou-

Il n'empêche que le mai était réel, qu'il se payait régulièrement par des plans d'austérité et que de toute façon la pratique des dévaluations compétitives ne pouvait durer indéfi-niment ni surtout se généraliser à l'ensemble des pays industrialisés, faute de n'avoir plus aucun effet.

Même s'ils sont mai vécus par les ménages qui voient maintenant leurs salaires augmenter très lentement, les succès obtenus depuis dix ans dans la lutte contre l'inflation out complètement modifié le paysage français. En 1991, les prix de détail out augmenté de 3,1 % en France, moins vite qu'en Allemagne (+ 4,2 %) et que dans la moyenne des pays de la CEE (+ 4,6 %). Seuls le Japon (+ 2,7 %) et la Belgique (+ 2,8 %) out fait mieux que nous, les Etats-Unis faisant aussi bien. Il y a une dizaine d'années, en 1981, les prix français avaient augmenté de 14 % puis encore de 9,7 % en 1982. Nous revenous de très loin.

> Un processus vertueux

L'événement capital a été la dés-indexation des salaires, progressive-ment obtenue à partir de 1982 par M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, et M. Jacques Delors son ministre de l'économie et des finances. Désindexation passée sans remous majeurs dans les habitudes, même si l'on peut penser que la défaite de la gauche aux élections de 1986 en fut le prix. A partir de cette formidable cassure de nos habitudes nationales, tout un processus vertueux a pu s'enchaîner : libres de leurs prix et de leurs selaires les leurs prix et de leurs salaires, les chefs d'entreprise ont pu restaurer ter d'abord, investir et embaucher

L'appareil industriel français s'est profondément renouvelé et moderprofondément renouvelé et moder-nisé au cours des années 1986 à 1990. On aurait probablement tort à cet égard de nourrir des complexes d'infériorité vis-à-vis du voisin alle-mand, certes très puissant mais qui nous laisse de larges champs de manceuvel. Les calcus faits montrent que l'invertissement anoducrif à 416 que l'investissement productif a été comparable en France et en Allemagne, jusqu'en 1990 en tous les cas. M= Michèle Debonneuil, qui dirige le service des études économiques de la banque Indosuez après avoir long-temps travaillé à l'INSEE, confirme ces calculs. Elle en trouve la confirmation dans le fait que, sur les années 80, la croissance économique a été la même dans les deux pays. S la France investissait moins, fait-elle remarquer, son efficacité serait alors plus grande, ce qui serait très récon-

Quand on les interroge, les grands patrons de l'industrie française, s'ils

ture actuelle, apparaissent singulièrement confiants dans la capacité de leurs entreprises à résister à la concurrence internationale et à progresser. M. Jacques Calvet (Peugeot) nous déclarait il y a quelques mois que son outil de production avait été renouvelé de fond en comble. Même écho – à quelques anances près – chez Pechiney ou Saint-Gobain. Ce qui frappe maintenant, c'est la dispantion de tout complene d'infériorité industrielle, y compris par rapport aux meilleurs. De ce point de vue, le recul de l'investissement productif enregistré depuis la fin de 1990 n'aura pas de conséquences graves s'il prend fin rapidement.

Toujours est-il que la France a su

Toujours est-il que la France a su profiter mieux que d'autres pays

concurrents du boom de casamina-tion et d'investissement provoqué en Allemagne par la réunification. L'Ob-servatoire français des conjonctures économiques (OFCE) y voit la consé-quence d'une compétitivité améliorée

au niveau des prix et de la qualité.

Le rétablissement de notre com-merce extérieur, le rééquilibrage de nos échanges industriels, gravement déficitaires depuis 1987, sont un autre signe des progrès accomplis. Il y a dix ans, c'est le grave déficit de nos comptes extérieurs qui força la gauche à mettre fin précipitamment à sa tentative solitaire de relance éco-nomique. Le tassement actuel de nos importations, reflet de l'insuffisante

mportations, reflet de l'insuffisante

activité de nombreuses entreprises ne doit pas cacher les réelles perfor

mances maintenant accomplies à

l'exportation : nos ventes à l'etranger dépassent chaque mois les 100 mil-

liards de francs. On en était à

La France est le quatrième expos-tateur mondial derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Des firmes comme Elf-Aquitaine, Alcatel-

Alsthom, Total, PSA Peugeot, Renault, Rhône-Poulenc, Usinor-Sa-cilor, Pechiney, Michelin, Saint-Go-bain ou Thomson, pour ne citer

85 milliards de france en 1988.

Le rétablissement de notre com-

qu'elles, exportent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires. Jusqu'à

80 % pour Michelin.

La métamorphose française est d'abord d'ordre moral. Si la France produit plus et mieux dans des entreprises plus prospères, si ses prix augmentent maintenant plutôt moins vite qu'à l'étranger, si le franc est devenu une monnaie solide, c'est bien la preuve qu'un ensemble de croyances, d'habitudes, de raisonnements ont disparu.

Pendant très longtemps, les Fran-çais n'ont aimé ni leur industrie, ni leurs entreprises, des lieux où les hommes et les femmes étaient « sacri-fiés au profit », comme disaient les socialistes avant 1981, traduisant assez bien un sentiment populaire

mondiale, l'interventionnisme public donc a progressivement laissé la place aux décisions décentralisées, individuelles ou professionnelles.

Tout ira très vite par la suite, et M. Pierre Bérégovoy, comme tre de l'économie et des finances avant et après l'intermède de 1986-1988, n'aura pas trop de mal à modifier profondément la fiscalité : au profit des entreprises en réduisant très sensiblement l'impôt sur les sociétés (de 50 % à 34 %) et la taxe professionnelle; au profit des épar-gnants dont l'argent sera guidé vers l'industrie qui en a besoin sous forme d'actions et d'obligations. On ne lésine plus désormais sur le prix à

La déconverte de l'entreprise s conduit tout droit aux banques et aux circuits financiers. On a oublié les anathèmes proferés contre l'argent et le grand capital pour mettre en œuvre de vastes réformes. « Il faut que l'argent circule», déclare M. Mit-terrand lui-même. Au cours de la seule année 1985, il aura été plus fair pour la libération et la modernisation du marché des capitaux à court terme (certificats de dépôts, billets de trésorerie, papier commercial) que pendant les dix années qui ont prépendant les dix années qui ont pre-cédé. Ces réformes s'élargissent aux marchés des capitaux à long terme et conduisent progressivement à la sup-pression des réglementations les plus génantes, tels l'encadrement du crédit

では、100mmでは、

C'est donc une France profondément transformée qui se présente au sommet de Munich, une France ouverte sur l'extérieur, qui, sans états d'âme, investit massivement hors de ses frontières, au risque même de à long terme. En 1990, vingt-trois opérations d'investissements directs auront dépassé le milliard de franca. Les entreprises publiques, qui entrent pour le tiers dans la valeur de ces opérations, participent largement au mouvement : à côté de Saint-Gobain ou d'Alcatel-Alsthom on trouve Renault et France Télécom.

Fini le vieux rêve d'une autonomie Fini le vieux rêve d'une autonomie nationale préservée par dirigisme et protectionnisme. Fini le temps où les Français voyaient d'un mauvais œil les «multinationales» qui dans le secret et l'anonymat décident de tout et «évenirent l'économie française», comme le disaient les socialistes d'avant 1981. Beaucoup de progrès restent à accomplir, notamment pour noire éducation nationale, notre formation professionnelle, l'efficacité de notre secteur public. Mais beaucoup Les grands pays étrangers, en proje à de sérieuses difficultés, surestiment peut-être l'équilibre français. Faut-il nour autant sous-estimer les progrès que nous avons accomplis et qui sont porteurs d'espoir?

L'Etat a perdu de son prestige

nus et créés des emplois.

largement répandu. La débandade de 1982-1983 qui vit le pays au bord de la faillite publique et privée – de l'infanctus, selon M. Delors, – la forte montée du chômage fin 1983, puis l'annonce par M. Mitterrand luimême de la nécessité de restructura-

tions industrielles ont provoqué un choc énorme dans l'opinion publi-

que. Choc à ce point violent qu'il a fait prendre conscience à l'opinion publique de la réalité de l'entreprise, indispensable lieu où se créent des

es, où sont distribués des reve-

choses: l'Etat a perdu de son prestige, en même temps qu'était mise au jour son incapacité à décréter la croissance économique ou à réduire le chômage. L'interventionnisme public, idée chère aux hommes du Conseil national de la Résistance, et sur laquelle la France a fonctionné pratiquement sans discontiauer depuis la fin de la seconde guerre

**ALAIN VERNHOLES** FIN

POINT DE VUE

Des marchés ouverts à la concurrence

Après les points de vue de M. Jürgen Möllemann, nous publions l'opinion de M. Michael Heseltine, ministre allemand de l'économie, de M. Dominique ministre britannique du commerce et de l'industrie. A Strauss-Kahn, ministre français de l'industrie et du partir d'une démarche commune, ces quatre miniscommerce extérieur (le Monde du 30 juin), et de tres - dont les textes sont publiés également par le M. Kozo Watanabe, ministre japoneis du commerce Financial Times - ont voulu répondre aux défis de international et de l'industrie le Monde du 4 juillets. l'économie mondiale des années 90.

par Michael Heseitine

des chefs d'Etat et de couvernement des pays les plus riches, au début de la semaine prochaine, ce seront les discussions sur l'intégration de la Russie et des autres États de l'ex-Union soviétique et de l'Europe de l'Est dans les structures politiques et économiques occider susciteront le plus grand intérêt. Les discussions porteront sur les politiques macroéconomiques qu'il convient d'appliquer en Russie, l'aide financière des pays occidentaux et le rôle des institutions internationales, notamment du Fonds monétaire international

Mais ce n'est pas suffisant. En tant que ministre de l'industrie et du commerce, j'estime que l'éco-nomie de la Russie ne pourre amais être rebătie si son industrie n'est pas restructurée afin de répondre aux besoins du marché.

Il est essentiel pour toutes nos économies que les marchés soient ouverts. En tant que président du Board of Trade, mon objectif prioritaire est d'aider l'industrie britannique à conquérir des parts de marché dens le monde entier. Mais en matière d'échanges, l'intérêt national de la Grande-Bretagne est ne sont pas satisfaits de la conjone- identique à celui des autres pays.

ORS de la rencontre à Munich La libéralisation des échanges est n'en tireraient aucun avantage. donc de l'intérêt de tous nos pays, car elle permet à chacun d'accéder à des marchés ouverts à la concur-

> Ne pas ceindre l'Europe d'une muraille

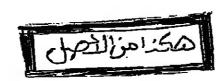
Le libre-échange et la concurrence ne sont pas de simples thèmes philosophiques ou politiques, prétextes à des discussions stériles. Ils ont des répercussions pratiques sur la vie de chacun d'entre nous. C'est ce sur quoi porte le marché unique européen. Plus de 90 % des mesures néceses pour sa mise en place ont été adoptées. La Grande-Bretagne assurant depuis le 1º juillet la présidence de la Communauté européenne, nous allons veiller à ce que ce processus soit mená à son terme. Ensuite, l'Europe ne doit pas être ceinte d'une muraille qui nous empêcherait de profiter de la concurrence sur les marchés mon-

Certains affirment que les seuls pays à bénéficier réellement des échanges sont les nations indus-trialisées de l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et le Japon, soit les pays libres du Nord. Les nations en voie de développement

Cela est inexact. Personne ne saurait nier les besoins croissants de ces derniers en matière d'aide humanitaire. Mais c'est lè une question distincte. La véritable clé de la croissance et du développement des pays les plus pauvres consiste à leur donner les moyens de vendre leurs produits dans des conditions commerciales favo-

Cela m'amène à l'Uruguay Round. Le succès de ces négociations, compte tenu de leur impact aur les échanges mondiaux, ferait plus en faveur des pays en voie de développement que la totalité du budget de l'aide extérieure de la Communauté. La réussite des négociations du GATT est à notre portée; nous ne devons pas la

Le même principe s'applique au développement et à la stabilisation de l'Europe centrale et orientale. Certes, nous devons lui fournir une aide économique et technique. Mais en fin de compte la démocratie et une véritable économie de marché ne verront le jour que si elles s'intègrent dans un merché international libéré des barrières commerciales, au sein duquel une concurrence saine génère efficacité, innovation, qualité et choix.



de 18 % dans Matra Communica-

tion. Cela devrait lui permettre de

dégager une plus-value de

350 millions de francs. Parallèle-

ment, des rumeurs circulaient sur

le marché évoquant un désenga-

gement de la firme du capital de

Sema Group. Les gestionnaires

tablent ainsi sur la poursuite d'un

recentrage de Paribas sur ses

métiers de base pour redresser

sa situation financière. Ce recen-

trace s'est amorcé de manière

spectaculaire, début mai, lorsque

le groupe de la rue d'Antin a

cédé sa participation majoritaire

dans les Ciments français à l'ita-

lien Italcementi. La conséquence

de cette opération est double.

D'un côté, le troisième cimentier

mondial procède à une augmen-

tation de capital de 5 milliards de

francs pour réduire ses dettes.

De l'autre, Paribas réorganise son

pôle matériaux de construction

(Poliet, Lambert Frères) privé de

Ces deux opérations, totalement indépendantes, se chevau-

cheront. Du 9 au 29 juillet, les

Ciments français proposeront

12 millions de titres émis à

400 francs, sous la forme d'ac-

tions privilégiées, avec droit de

vote et dividende prioritaire

cumulatif pendant cinq ans. Du

16 juillet au 5 soût débuters l'of-

fre publique d'échange (OPE) lan-

Cependant, aucune de ces

transactions, annoncés ou amor-

cée durant la semaine, n'est de

taille à dynamiser un marché qui,

s'il n'y prend garde, sombrera

DOMINIQUE GALLOIS

3-7-92

721

795 3 160

325

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (\*)

718 690

3 208 050

2 271 700 829 450

136 020 461 831 1 009 341

1171013

644 680

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

3.6 Interbal 3.5 Fixes-Lift 3.5 SFIM ....

Cours Cours 26-6-92 3-7-92

Valents

Eaux (Gle des). 887 545 Alcatel Alsth. 2 265 607 Total 3 380 245

Total\_\_\_\_ Elf Aquitaine\_.

Sté générale .... Havas ...... Paribas .....

St Gobain .....

Gr. de La Cue .

Ecco + 1.5 ERAP-ELF \_\_ De Dietrich \_\_\_ + 1.7 Nordon \_\_\_\_

10 dollers 6 dollers 50 pesos 20 meda . 10 ferios ... 5 roubles .

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

e Cas pièces d'or ne sont cotées qu'è la sés

L'Oréal ..... Michelia ...

LVMH...

BSN ...

2 045 + 647 -770 -5 730 -14,30 -

Nore de Val. en

Diff.

- 79 - 7 - 78 - 24 + 5

20 40 0,50

1950412 1465106

791 504 704 132

406 898 365 3<del>6</del>9

Baiss **%** 

cée par Paribas sur Polist.

dans la torpeur estivale.

Filatures, textiles

magasins

Gal, Lafayette...... Nouv. Galer. (c. 2F

son activité cimentière.

## Route bloquée

INDICE CAC 40 « La route de la hausse est bloquée », constatait avec amertume un boursier à la veille grands départs vacances de juil-

let. Rien n'a permis de faire sauter ce bouchon, constitué au fil des séances par l'accumulation de nouvelles maussades, pas mēme la baisse du taux d'escompte décidée jeudi aux Etats-Unis. La place française, qui avait connu une embellie la semaine précédente, vient donc de renouer avec la baisse amorcée depuis la fin du mois de mai. L'indice CAC 40 a perdu, en l'espace de cinq jours, 1,65 % pour revenir à 1 883,64 points, son niveau de la mi-février.

Le tassement de ces derniers jours, s'ajoutant à l'érosion quasi ininterrompue des cours depuis un mois, a fait perdre à l'indicateur de la Bourse plus de la moitié de ses gains enregistrés depuis le début de l'année. De 15 % en mai, la progression est revenue à 6.68 % ces jours-ci. Rien ne laisse espérer dans le court terms un renversement spectaculaire de tendance dans un marché qui, déserté par les investisseurs étrangers depuis cinq semaines, sera progressivement délaissé par les gestionnaires français pour cause de vacances. Un regain d'activité a été enregistré en début de semaine, en raison de l'arrivée à échéance des contrats aur indices le 30 juin. Mais, en dehors de ces mouvements techniques, l'attentisme a

A l'origine de cette prudence, la conjoncture française, tant

politique (perspective du référen-dum sur Meastricht le 20 septembre) que sociale ou économique (blocage des routes par les camionneurs et les paysans, hausse du chômage malgré une croissance du produit intérieur brut marchand de 2,5 % attendue, seion l'INSEE, cette année). Se sont ajoutés à cela de mauvais indicateurs américains, comme la baisse de 0,8 % des commandes aux entreprises en mai, qui a complètement anni-hilé l'effet positif attendu de la baisse des taux d'intérêt décidée jeudi outre-Atlantique. Sans par-ler de la faiblesse du dollar et, en contrepartie, de la fermeté du deutschemark, en raison de taux élevés qui pèsent sur la politique

monétaire française. Durant une grande partie de la semaine, l'indice CAC 40 aura été dans le rouge (- 0,42 % lundi, - 0,35 % mardi, - 1,04 % mercredi, - 0,39 % jeudi vanti de se ressaisir vendredi

#### La peur de l'immobilier

Au cours de ces joumées, les valeurs fortement impliquées dans le secteur immobilier se sont dépréciées en raison de la dégradation de ce secteur. L'exemple le plus flagrant est Oli-par (groupe de M. Christian Pellerin). L'action a perdu 7.7 % lundi et 10,81 % mercredi, avant de se ressaisir jeudi (+ 6,7 %). A l'origine de ces mouvements, de mauvais résultats et l'éventualité d'une perte de contrôle de sa filiale Lucia lors d'une prochaine augmentation de capital. Affecté aussi par les contre-performances de ses firmes immobi-

lières, le titre Suez a touché son plus bas niveau de l'année à 270,20 francs.

Toujours dans ce domaine, la cotation de l'action SMCI, holding fédérant les activités du groupe Pelège dans la promotion immobilière, reprendra le lundi 6 juillet sur le marché officiel au comptant. Les autorités boursières ont pris cette décision après la tenue, le 30 juin, de l'as-semblée générale de la SMCI, qui avait annoncé une augmentation de capital souscrite par une société nouvelle, la Société de participation pour la promotion mmobilière (SPPI).

La semaine aura aussi été marquée par des suspensions de cotations. A commencer par celles des Editions Belfond à la suite de l'OPA (offre publique d'achati lancée par M. Marc Ladreit de Lacharrière sur cette maison cont il détient déjà 66 % du capital. Le reste des actions était réparti entre M. Pierre Belétait repard ende en Print des les fond (16 %) – qui vient des les céder – et le public. Un maintien de cours à 240 francs a été décidé, faisant ressortir un bonus de 67 % par rapport au dernier cours coté (149 francs).

Toujours sur le second mar-ché, la parité d'échange retenue est aussi favorable dans le cas de Matra Communication, L'association du canadien Northern Telecom avec Matra dans les télécommunications passe par une offre publique d'achat simplifiée, pour se procurer les titres Matra Communication nécessaires au montage financier. Le prix de l'offre (295,70 francs) est supérieur de 37,5 % au dernier cours coté (215,10 francs).

Paribas s'est apprécié car il a décidé de vendre sa participation

3-7-92

187,30

718

3-7-92

160 -32,10 -117,60 -57 -17 -19,20 -

57 17 - 0,50 19,20 - 3,80 20,95 - 0,40 26,60 - 1,30 122,50 - 9

3,90 1,40 4,40

3-7-92 Diff.

73,10 - 10,30 203,30 - 7,60 58 - 2 3,60 - 0,38

Diff.

- 11

- 13,76

- 35 - 13

Métallurgie, construction mécanique

Das Aviet (C 4 F). De Dietrich...

Peugeot (c. 13 F)....

Strafor, Facom...

Mines, caoutchouc

Mines d'or, diamants

#### **NEW-YORK**

### Semaine d'espoirs

MOICE DOW JOHES

plissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). Ceux-ci se sont enfin concrétisés par la baisse d'un demi-point du taux d'escompte jeudi 2 juillet. Cette progression a permis à l'indice progression a permis à l'indice Dow Jones des valeurs vedettes de terminer, le 2 juillet, à 3 330,29 points, en hausse de 47,38 points, soit 1,5 % par rapport à la clôture de vendredi dernier (Wall Street étant restée fermée vendredi 3 juillet, en raison de la célébration de la fête nationale

Wall Street a progressé au cours de la semaine écoulée, stimulée par les

espoirs d'un assou-

L'annonce d'une nette aggravation du chômage pour le mois de juin aux Etats-Unis a été immédiatement suivie par une baisse du taux d'escompte de la Fed. Celui-ci a été ramené de 3,5 % à 3 %. La dernière baisse du taux d'escompte. principal taux directeur de la Fed, remontait au mois de décembre 1991. Par ce mouvement, la Fed vise à relancer l'économie par une réduction du coût de l'emprunt. Plusieurs grandes banques ont immédiatement embolté le pas à la Banque centrale, en faisant tomber leur taux de base d'un demi-point à 6 %. Toutefois, les investisseurs avaient largement anticipé cette manœuvre au cours de la semaine et Wall Street est restée insensible à l'annonce de la Fed.

L'espoir a bientôt laissé la place aux inquiétudes sur la fermeté de la reprise économique. Outre le chômage, les autres statistiques de la semaine n'ont pas été beaucoup plus encourageantes : les ventes de logements neufs ont chuté de 5,6 % en mai et les commandes des entreprises américaines ont baissé de 0,8 % pour la même période. Les détenteurs de portefeuilles attendent maintenant les résultats des sociétés au deuxième trimestre pour décider de la nouvelle direction à donner à la grande Bourse

new-yorkaise. Indice Dow Jones du 2 juillet :

INGICE DOW 10		
3 330,29 (c. 3 282	.41).	
	Cours 26 juin	Cours 2 juillet
Alcan ATT Bocing Chase Man. Bank Du Pant de Nemoure Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear 18M ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Teasco 1/Al. Corp. (ex-Allegs) Union Carbide	73 3/4 41 7/8 39 7/8 27 1/2 50 73 39 3/4 61 3/8 44 3/4 78 42 5/8 67 1/2 97 3/4 61 3/4 62 5/8 61 1/4	75 3/8 43 7/8 43 7/8 41 1/8 28 3/8 50 11/2 61 7/8 41 1/8 67 1/7 66 1/7 61 1/7 61 1/7 61 1/7 61 1/7 63 1/4
United Tech.		51 7/3
Westinghouse Xerox Corp	17 3/8 67 3/4	18 69 3/-

 $\label{eq:continuous} (x,y) = e^{-\frac{1}{2}(x-y)} e^{-\frac{y}{2}(y-y)} \left( \frac{1}{2} e^{-\frac{y}{2}(y-y)} \right).$ 

1.00 144

1000

10

200

4 - 4 - 7 - 74

7.00

18 m

100

44.

TOKYO

### Retour à la hausse

quatre la Bourse de Tokyo s'est redressée au cours de celle qui vient de s'achever, grace à d'importants achats de

sociétés d'investissement, stimulées par la fermeté du yen face au dollar. Le Nikkei a terminé la période, vendredi 3 juil-let, à 16 717,78 points, en hausse de 905,05 points, soit une progres-sion de 5,72 %. Le volume moyen quotidien des transactions a atteint 253,6 millions de titres contre 235,2 millions de titres au cours de la semaine précédente.

Après être descendu lundi à son niveau le plus bas de l'année à 15 741,27 points, le marché a retrouvé son énergie perdue mardi. Des achats d'arbitrage sur des contrats à terme ont contribué à raffermir le Nikkei, qui a gagné 1,34 %. La hausse des prix continuelle des bons d'Etat a encourage à la fois les investisseurs locaux et étrangers, et le Nikkei a enregistré une nouvelle hausse de 2,34 %

Jeudi, le Nikkei a poursuivi son ascension (2,65 %) dans l'attente du chiffre du chômage américain : les investisseurs espéraient une baisse du taux d'escompte au cas

où la situation de l'emploi, comme semaines de recul, : cela s'est vérifié, se révélerait plus mauvaise que prévu. Après l'annonce, dans la nuit de jeudi, d'une baisse des taux américains, la tonalité générale de la Bourse de Tokyo a été ferme vendredi mais les ventes d'arbitrage et les prises de bénéfice en fin d'après-midi ont entraîné une légère baisse du Nik-

kei de 0,2 %. Certains analystes demeurent toutefois pessimistes pour la semaine prochaine. «La hausse d'environ I 000 points de l'indice, ces trois derniers jours, rend difficile une poursuite de la hausse en dépit de la baisse du taux d'escompte américain », a déclaré l'un

d'eux. Indices du 3 juillet : Nikkei, 16 717.18 (c. 15 812,73); Topix, 1 293,55 (1 231,45) .

	Cours 26 juin	Cours 3 juilk
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honds Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp.	4 110	1 200 1 150 1 370 1 380 1 340 1 350 560 4 180
Touris Motors	1 450	1 440

#### LONDRES Sixième semaine de baisse - 1,46 %

Les valeurs ont poursuivi leur baisse pour la sixième semaine consécutive (- 1,46 %) en raison des études pessimistes sur la conjoncture économique. Les difficultés de British Petroleum et la réduction du dividende de British Steel ont fait mauvaise impression dans un marché qui, de plus, s'interroge sur ses capacités à absorber les nombreuses émissions d'actions décidées par les sociétés cet été. Ainsi, l'introduction en Bourse de 20 % du capital du groupe de presse The Telegraph a été boudée par le public. Quant au distributeur de meubles MFI Furniture Group, il a dû fixer le prix de son offre publique de vente bien en

dessous des attentes. Indices a FT » du 3 juillet 100 valeurs 2 497,1 (c,2 534,1); 30 valeurs 1 915,5 (c,1 963,9); fonds d'Etat 89,75 (c.88,91); mines

	Cours 26 juin	Cours 3 juillet
Allied Lyons BP BTR Cadbury De Beers Glaxo GUS ICI Reuters RTZ Shell Unilever		6,32 2,09 4,60 4,60 12,125 6,62 19,38 11,71 11,36 6,01 4,97 9,28

### **FRANCFORT** Redressement + 1,3 %

Après un début de semaine nerveux, la Bourse de Francfort s'est ressaisie en cours de semaine tandis que les transactions se contractaient en cette aube de période estivale. Elle s'est ainsi appréciée de 1,3 %, effaçant la baisse de la semaine précédente. Sur l'ensemble du premier semestre, l'indice DAX a gagné près de 11 %, ce qui repré-sente un «résultat respectable» par rapport aux autres Bourses interna-

tionales, note la Commerzbank. Le marché a été porté par la conjoncture, meilleure que prèvu dans le pays, les espoirs d'une baisse prochaine des taux directeurs allemands et l'annonce de résultats meilleurs qu'espéré par de nombreuses entreprises pour 1991. En ce début de second semestre, les perspectives sont moins roses du fait de la croissance monétaire toujours élevée en Allemagne.

Indice du 3 juillet : DAX 1 776,98 (c. 1 754,13).

2

	Cours 26 juin	Cours 3 juille
AEG	188 243 283,50 251,50 668,30 253,90 616 298,50 664	182 241,44 281,25 260,50 710,46 251,56 679 305,56 675,96

#### Pétroles

3-7-92   Diff.	Banques, assurances,			:
AXA (cs-Cic Midi): 941 - 36 Ball Equipment 1 106,10 - 35,90 Bancaire (C*) 741 - 4,50 CCF 830 - 36 CFI (coup. 13 F) 222,60 - 5,40 Chargeuri 247 - 4,50 CCPR 243 + 7 Eurafrance 57 - 1 669 - 11 Locindus (c. 70 F) 345 - 11 Schneider (c. 13 F) 624 - 14 Société générale 770 - 14		3-7-92	Diff.	•
UAP	AXA (ex-Cie Midf): Bul Equipment   Buncaire (C*) Cetelera   CF   CF1 (coup. 13 F)   Chargeurs   C, Local de France   CPR   Eurafrance   GAN (coup. 50 F)   Locindus (c. 70 F)   Paribas   Schneider (c. 13 F)   Société générale   Sovac   Suez (c. 8,20 F)	-911 106,10 395,10 741 177,60 830 222,60 I 178 247 243 1 463 1 669 670 345 624 495,60 770 268,60	- 36 - 5.90 - 4.90 - 4.50 - 3.60 - 3.60 - 40 - 0.70 + 7 - 11 - 14 + 2 - 14 - 19.80	

### Alimentation |

	3-7-92	Diff.
Bongrain BSN Carrefour Garrefour Gu.G. P. Frid. Bég-Say LVMH Olipar P. Ric.(d. p. 4). Promodé SLou. (e. 32 F) Nestlé	3010 1 105 2 654 153,50 655 1 640 3 730 1 16 407 695 1 205 36 200	- 20 + 11 + 29 - 5,20 - 5 - 46 - 235 - 17 incb. - 10 - 42 - 140

### Matériel électrique

	3-7-92	Diff.	
AlcAlsth. (c. 13 F)	643	+ 8	
7,50 F)	410	- 2,5	
CSEE	276 2 264	+ 85	
Interrechnique	710 740	- 90 + 15	
Legrand Lyon. des eaux	4 823 528	+ 113	
Matra Merl-Ger. (c.10,50 )	196 492	+ 8,5 - 8,5	
Moulinex	156,2 529	+ 4.2 - 26	
Radiotechnique	2 000	- 40 - 7.9	
SextAvionique Thomson-CSF	148	- 5,6	
Valeurs diverses			

	3-7-92	Diff.
Accor  Air liquide  Bic coupon 4 F  CGIP  Club Méd.  El Sanofi  Essilor coup. 8,60 F  Euro Disacy  Europe 1  Eurotuanel  Gr. Cité  Hachette  Havas  Marine Wendel  Navigation mixte  Nord-Est  L'Oréal  Saint-Gobain  Skis Rossignol	33,95 552 125,50 497, 290,90	+ 4 + 13 - 12 - 3,90 - 56 - 11,80 - 5,1 - 1,50 - 5,1 - 1,15 + 36 - 6,10 - 3,70 + 1,50 - 3,10 - 40

BP-France   105   - 2,50   ELF-Aquit (c. 13 F)   360,50   - 1,50   Esso   768   3   Primagaz   752   17   Sogerap   391,10   - 0,10   Total   234,20   - 2,30   Exaon   312,50   - 3,90		3-7-92	Diff.
Poliet NC 0 Royal Dutch 450,70 - 4,60	ELF-Aquit (c. 13 F) Esso Primagaz Sogerap Total Esson Petrofiqu Poliet	360,50 768 752 391,10 234,20 312,50 1 835 NC	- 1,50 - 3 + 17 - 0,10 - 2,30 - 3,90 + 120 0

	3-1-72	Dill.
Ciments français  CTM Immob, Phénix J. Lefebvre Lafarge-Cop. (c. 9 F)  SGE	572 390 430 126,90 820 327,10 202	- 9 + 19,40 inch. - 0,10 - 24 - 6,40 - 5
Produits chi	mique:	<u>5</u>

	3-7-92	Diff.	
Institut Méricux Rossel-Uclaf (c. 25 F) Synthélabo (c. 13 F) BASF Bayer Hocchat Inp. Chemical Norsk Hydro	6 300 2 240 995 801 944 836 113,50	- 240 - 35 - 6 - 32 - 8 - 4 - 5 - 6	_

	3-7-92	Diff.
Institut Mérieux	6 300 2 240 995 801 944 836 113,50	- 240 - 35 - 6 - 32 - 8 - 4 - 5 - 6

	3-7-92	Diff.
Institut Mérieux	6 300 2 240 995 801 944 836 113,50	- 240 - 35 - 6 - 32 - 8 - 4 - 5 - 6

	3-1-94		_
Institut Méricux Rossel-Udaf (c. 25 F) Synthélabo (c. 13 F) BASF Bayer Hocchst Imp. Chemical Norsk Hydro	6 300 2 240 995 801 944 836 113,50	- 240 - 35 - 6 - 32 - 8 - 4 - 5 - 6	
			N

Institut Méricux Roesed-Udaf (c. 25 F) Synthélabo (c. 13 F) BASF	6 300 2 240 995 801 944	1111	35 6 32 8	
Hoechst Imp. Chemical Norsk Hydro	836 113,50 129	-  -	5	_
		_		M

	3-1-74	91111	
Institut Méricux Rossel-Uclaf (c. 25 F) Synthélabo (c. 13 F) BASF Bayer Hoechst Imp. Chemical Norsk Hydro	6 300 2 240 995 801 944 836 113,50	- 240 - 35 - 6 - 32 - 8 - 4 - 5	
			M

	3-7-92	Diff.
Institut Méricux Rossel-Uclaf (c. 25 F) Synthélabo (c. 13 F) BASF Bayer Hoechst Imp. Chemical Norsk Hydro	6 300 2 240 995 801 944 836 113,50	- 240 - 35 - 6 - 32 - 8 - 4 - 5 - 6

				М
Norsk Hydro	129	ᆫ	6	_
Imp. Chemical	113,50	-	- 5	
Hoechst	836	-	- 4	
Bayer	944	-	8	
BASF	801	-	32	
Synthétabo (c. 13 F)	995	-	6	
Roessel-Uclaf (c. 25 F)	2 240	-	35	
nstitut Mericus	8 JUU	_	440	

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 3 juillet 1992 Nombre de contrats : 110 132 environ

Harmony.

Western Deep

COLUMN	ÉCHÉANCES					
COURS	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93		
Premier	107,70	107,94	108,26	108,56		
+ haut	107,96	108,14	108,46	108,56		
+ bas	107,66	107,94	108,26	108,56		
Deruler	107,92	108,14	108,40	108,56		
Compensation	107,92	108,16	108,50	108,72		

compensation.					
LE VOLU	ME DES T	RANSAC	TIONS (en	milliers d	e francs)
	26-6-92	29-6-92	30-6-92	1-7-92	2-7-92
RM	5 027 931	3 864 991	4 962 462	1 790 906	3 072 493
R. et obl. Actions	24 982 312 255 446	24 039 039 172 002	37 345 028 247 308	19 599 432 111 390	24 168 743 136 114
Total			42 554 798		
INDICE	S QUOTED	IENS (INS	EE base 10	0, 31 décem	bre 1991)
Françaises .	110,9	110,5	110	108,9 97,9	108,8 98,1

Indice gén.		se 100, 31		9 <b>87)</b>   1873.52	1 883,64
Ladian aka	518,8	517.9	514.9	509,8	509,2
	29-6-92	30-6-92	1-7-92	2-7-92	3-7-92
	INDIC	ES CAC (du	lundi au v	endredi)	
Françaises . Etrangères .	1 99,5	110,5 98,7	110 98,1	108,9 97,9	108,8 98,1
INDICE	S QUOTE	IENS (INS	EE base 10	0, 31 décem	bre 1991)
Total		28 076 032			
R. et obl. Actions	255 446		247 308		

## Importante libéralisation en Allemagne

La banque centrale de Francfort a annoncé, vendredi 3 juillet, une a annonce, vendredi 3 juillet, une série d'allègements dont on attend, d'une part qu'ils rendent plus éco-nomiques les euro-émissions de titres libellés en marks, et, d'autre part, qu'ils attirent de nouveaux débiteurs jusqu'alors rebutés par des contraintes auxquelles ils refu-saient de se plier. Le plus impor-tant changement concerne le coretant changement concerne la cota-tion des obligations offertes en souscription publique. Il faut actuellement que cette cotation ait lieu en Allemagne. Or, c'est une solution coûteuse qui revient cher aux débiteurs, en particulier parce que les banques altemandes char-gent de lourdes commissions d'in-troduction en Bourse. A partir du mais prochain comme pour le mois prochain, comme pour la grande majorité des autres euroobligations, les emprunteurs pourront faite coter les titres à une Bourse beaucoup moins onéreuse, comme celle de Luxembourg, par

investe in the 18 18 feet

a nie & Interest &

Military States of Processor 19

September action of the Contract

WHERE THE PERSON IN

SOME COMES OF LA SE

· 一种一种大型

is postered or with

THE REPORT OF CHAME

**网络种子 图 企业根据** 

a the second stable - Section

har Attabaselin - 1986/1996

and the American State

was the world of the

house were in which

The Monte of the State of

and the second

the second second second

in the state of the same

glad Servery St. Will

海山神寺へ 山本村の場でもった

STATE OF THE STATE OF

المن عَلَيْتُ عَلَيْ فَي عِلَامِنِيا المراضية العدايعينيون

in which they will be

新學 原 聖老祖 明

海豚 箱 沙蛭 中形

から 計画機 でん

Same Same

E SULLEY STORE

13 miles ( 1 miles

(南)的(1). [17].

\$ 15 KK 1 C 1996

蒋 医脓腺 医三甲醛

(A)

THE WAY

-

The Manager of the State of the

acceptanting Ta

事物特殊流

Sports their

# # A A

white - training

CANAL CANAL PARTY

THE SHOP

----

10.0

Pro-

Une autre modification de taille porte sur les règles juridiques qui régissent les emprunts de débiteurs étrangers libellés en deutschemarks. Actuellement, sans exception, ils sont soumis au droit allemand. C'est pour certains emprunteurs de tout premier plan une entrave intolérable. L'Italie, qui pourtant a souvent songé à s'endetter en marks, n'a jamais pu l'accepter. Maintenant que cette restriction est levée, ce pays, lorsque sa propre situation politique lui permettra de reprendre son programme d'em-prunts internationaux, aura à sa disposition une source de finance-

On attache également beaucoup de poids à la liberté nouvellement acquise pour un emprunieur en marks de retenir comme principal agent payeur une banque domiciliée dans un autre pays que l'Allemagne. Pour tous ceux qui redoutaient que le marché de l'euromark soit de plus en plus soumis au contrôle du fisc de Bonn, c'est l'assurance que ce compartiment bénésurance que ce compartiment béné-ficiera d'un traitement différent de celui du marché national des titres en marks et que les étra ront compter toucher l'intérêt de leurs investissements en euro-obligations sans déduction d'un pré-

nationales en marks de courte durée, de moins de deux ans, à condition que les débiteurs ne soient pas des banques. C'est une éventualité susceptible d'attirer descriptions de la condition d davantage d'emprunteurs, tant sur le marché des obligations que sur celui des billets de trésorerie.

Parmi les restrictions qui subsis-Parmi les restrictions qui subsis-tent, la principale concerne le domicile de l'intermédiaire finan-cier chargé du montage et du lan-cement de l'emprunt. Il faudra que cet intermédiaire, allemand ou étranger, dispose sur le territoire de la République fédérale d'un établis-ment suffisamment grand pour mener à bien sa têche, sur niece. Il mener à bien sa tâche, sur place. Il n'est donc pas question d'émettre des euro-obligations en marks à partir de Londres. Des exigences semblables font, par exemple, que tous les euro-emprunts en francs français voient le jour à Paris et que ceux en florins sont émis à

#### Une émission frontalière

D'une façon générale, les opérateurs sur les marchés des capitaux ne manquent jamais de saluer les mesures de libéralisation décidées dans tel ou tel compartiment. Ils y voient avec justesse un signe de force. Les nouvelles dispositions allemandes sont particulièrement bienvenues car elles permettent en partie de compenser la défaillance actuelle du marché des titres en écus. Celui-ci est mis en veilleuse jusqu'au référendum français du 20 septembre qui décidera de la ratification du traité de Maastricht.

Un département français, la Haute-Savoie, s'est distingué la semaine passée en rouvrant le marché suisse des capitaux. Aucun débiteur étranger n'y avait offert des obligations nouvelles en souscription publique depuis de nombreuses semaines car les taux de rendement ne cessaient de grimper. L'opération est très intéressante. La notoriété de l'emprunteur est grande en Suisse et cela lui a permis de se présenter sans se soucier de saire évaluer son crédit par les établissements spécialisés, dont le jugement est de plus en plus pris en considération sur le plan inter-national. L'affaire diffère des Les nouvelles dispositions national. L'affaire diffère des annoncées vendredi rendront en emprusts d'autres collectivités

locales françaises en ceci que la Haute-Savoie dispose de recettes en francs suisses qui font qu'elle peut, sans risque, envisager de rémunérer sa dette dans cette monnaie. Ses ressources proviennent de l'impôt prélevé à la source sur les revenus des travailleurs frontaliers français employés dans la région de Genève et qui sont rétrocédés à la France par les autorités helvéti-ques. L'emprunt que dirige la Société de banque suisse porte sur 140 millions de francs suisses pour une durée de dix ans. Il coûte aux

débiteurs moins de 8 % par an,

Dans la foulée, un second

emprunteur français s'est annoncé en Sulsse. La transaction de France

tout compris.

Télécom se monte à 150 millions de francs helvétiques pour une durée de dix ans également, le débiteur s'étant toutefois ménagé des possibilités de sortie dans sept, huit, neuf ans. L'opération est très avantageuse. A supposer que l'em-prunteur ne la dénonce pas par anticipation, elle ne lui coûtera que 7,52 % l'an. La direction de cette émission était confiée au Crédit suisse. France Télécom a, par ail-leurs, sollicité le marché de l'eurofranc français où cette entreprise s'est assurée d'un financement de 2 milliards de francs hexagonaux pour une durée de neuf ans. Considéré d'un point de vue relatif, ce coût est peu élevé. L'affaire se coûte à l'emprunteur, frais et com-mission inclus, que 37 points de base de plus que le rendement des fonds d'Etat de même durée. Les investisseurs, au départ, étaient assurés d'une rémunération suné rieure de 32 points à celle des titres du Trésor. Cela a pourtant suffi à faire de cet emprunt une réussite éclatante. Le débiteur qui, visiblement, table sur up abaisse-ment du niveau de l'intérêt, a conclu avec le Crédit lyonnais un accord qui lui permet de différer la mise à disposition des fonds, aux mêmes conditions relatives que cord porte sur une période de cinq mois. Si les rendements des fonds d'Etat diminuent, le coût de sa transaction diminuera de façon

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

### Le dollar à la dérive

Augmentation du chômage et Augmentation du chomage et diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale aux Etats-Unis : jeudi 2 juillet, c'en était trop pour le dollar, qui plongea en quelques minutes de 5,11 francs à 5,06 francs, tombant un moment à 1,50 describement plus et lleure 1,50 deutschemark, plus tellement loin des 4,95 francs de décembre 1990 et de son record historique de haisse à 1,44 DM, le 19 février 1991. A la veille du week-end, sur des marchés très étroits en raison du chômage du 3 juillet, veille de la fête de l'Indépendance aux Etats-Unis, la devise américaine remontait un peu à 5,11 francs et 1,5180 DM, mais les opérateurs ne se montraient guère optimistes sur sa santé, certains le voyant descendre à 4,50 francs. C'est peut-être excessif, mais il faut reconnaître que la déception est à la mesure des espoirs de hausse du billet vert nourris en début d'année. La reprise de l'économie américaine était à portée de main, et il fallait parier sur la remontée du dollar!

Apparemment, cette reprise tarde à venir, si tant est qu'elle vienne et, surtout, élément capital sur les mar-chés de change, l'écart de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et l'Alle-

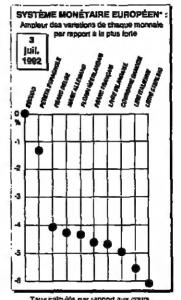
Pour la spéculation, qui représente près des trois quarts des transactions sur les marchés, il devient ruineux de jouer à la hausse sur le billet vert. Pour acheter du dollar, à terme évi-demment, il faut d'abord vendre des marks, qu'on n'a pas et qu'on emprunte, à 9,75 % précisément. Les dollars acquis ne rapportant que 3,25 %, cela revient à majorer leur cours de la différence, soit 6 %, sur les marchés de change à terme, ce qui devient prohibitif et «plombe» désespérément la devise américaine.

La chute du dollar ne paraît guère

inquiéter les grands pays industriali-sés. Les Etats-Unis n'en ont cure, et même s'en satisfont puisqu'elle l'avorise leurs exportations. En France, le gouvernement commence à la trouver « préoccupante» et de nature à atténuer les gains de compétitivité de l'économie française, de même qu'à creuser le déficit commercial de notre pays avec les Etats-Unis : les exportateurs de produits agroalimen-taires et de spiritueux font grise mine. En revanche, cette chute est un pur ravissement pour la Banque fédérale d'Allemagne : la revalorisa magne s'est encore creusé cette semaine, passant de 6 % à 6,50 %.
Cela signifie qu'un détenteur de capitaux internationaux obtient, pour un importations, notamment des

placement à trois mois, 9,75 % à matières premières, elle contribue à Francfort et 3,25 % à New-York. freiner la hausse des prix domestiques. Dans le Système monétaire européen. le franc a suivi le mark. dont le cours à Paris s'est maintenu dans une plage de 3,36-3,3650 francs avant de monter à 3,3675 francs vendredi soir. . Notre monnaie dispose d'une marge d'appréciation, car elle a traversé sans trop de dommage les turbulences de ces dernières semaines et son cours ne reflète pas encore l'état de l'économie française », a déclare le ministre des finances, M. Michel Sapin. Sans doute, mais le problème de la tenue du franc est plus complexe, comme l'indique une étude du « Monde-l'Économie » à paraître lundi 6 juillet (daté mardi 7 juillet). En Italie, la Banque centrale a dû démentir avoir ordonné la suspension des transactions sur le marché des changes de Milan vendredi après-midi, mais a vendu à nouveau des marks. Psychologiquement, ce genre de rumeur est exécra-

ble, surtout dans le climat politique



### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 JUIN AU 3 JUILLET 1992

PLACE	Livre	\$EU.	Franc français	Franc suiese	O.mark	Franc belge	Florin	Lire Italienne
New-York	1,9060	-	19,5829	73,6106	65,3979	3,2020	58,4624	0,00870
MEN- LOUR	1,3910	-	19,3186	72.1761	64,9140	3,1526	57.5871	0,00859
Paris	9,7330	5,1065	= .	375,8925	336,5074	16,3513	298,5384	4,4484
(4B)	9,7925	5,1785	-	373,7640	336,1571	16,3257	298,2148	4,4478
Zurich	2,5893	1,3525	26,6833	-	89.5222	4,3500	79,4212	1,1813
CUITCH	2,6200	1,3855	26,7549	-	89,9383	4,3679	79,7869	1,1898
Francfort	2,8924	1,5175	29,7170	111,7041	-	4,8591	88,7167	13196
CAMBIUM	2,9131	1,5485	29,7480	111,1873	-	4,8566	88,7129	1,3229
Brunelles	59,5244	3L23	6,1157	22.9886	20,5799	-	18,2578	2,7157
(WHIES	59,9825	31.72	6,1253	22,8943	28,5967	-	18,2666	2,7239
Amusterdam	3,2682	1,7105	134,96524	1,25911	112,71829	5,47711		1,48739L
William Diale	3,2837	1,7365	335,32876	1,25333	112,72314	5,47446	-	1,491197
Millor	2291.58	1150,00	225,2032	846,5219	757,82354	36,57,357	672.3188	-
	2202,07	1164.50	224,8721	840,4908	755,9234	36,71185	679,6018	-
Talan	238,00	124,87	24,45315	91,91756	82,28666	3,99840	73,00205	0,108583
Tokyo	237.51	125.60	24.25413	90,65319	81,53197	3,95965	72,32940	0.107857

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 juillet, 4.089453 F contre

### **MATIÈRES PREMIÈRES**

## Les éclats du platine

Jamais depuis treize mois les cours du platine n'ont été aussi élevés. Ils se sont considérablement raffermis cette semaine sur le marché londonien. l'once gagnant en cinq séances plus de 6 % pour s'établir à près de 388 dollars, soit un bond de plus de 20 dollars. A New-York, les cours ont même un moment touché le plafond de 400 dollars l'once, avant de s'effriter légèrement. Les spécialistes estimaient que le marché pourrait refranchir cette barre dans les pro-

A l'origine de ce mouvement, les troubles survenus ces jours derniers en Afrique du Sud et le durcissement consécutif des relations entre l'ANC de M. Nelson Mandela et le président De Klerk. On redoutait l'éventualité de grèves dans les mines de platine, les responsables syndicaux ayant lancé un mot d'ordre pour le 3 août si le dialogue ne reprenait pas entre les parties prenantes. Des conflits sociaux auraient des répercussions évi-

PRODUTTS	COURS DU 3/7
Czivre h. g. (Looits)	1 315 (+ 47)
Trois mois	Livres/ronne
Aleminium (Londres)	1 347 (+ 70)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Louins)	7 718 (+ 422)
Trois mois	Dollars/tonne
Socre (Paris)	193 (+ 0,7)
Aods	Dollars/tonne
Café (Lordus)	717 (+ 49)
Septembre	Livres/toune
Cacao (New-York)	959 (+ 98)
Septembre	Dollars/toune
Blé (Chicapa)	348 (=)
Septembre	Cents/boissezu
Alais (Chicap)	257 (+ 3)
Septembre	Cents/boisses:
Soja (Cocajo)	181,3 (+ 2,3)
Août	Dollars/1, courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

dentes sur les prix de ce métal considéré comme stratégique, dont près de 70 % de l'offre mondiale est concentrée en Afrique du Sud. Mais le mouvement observé cette semaine contient une bonne part de spéculation et d'irrationnel. Une grève n'entraînerait en effet de pénurie que dans plusieurs mois. Or c'est l'échéance de livraison la plus rapprochée (juillet) qui fait l'obiet d'une augmentation sensible. Les échéances plus éloignées, qui devraient « monter », sont au contraire en retrait.

Quant à la spéculation, elle est le fait des fonds de placement améri-cains qui se portent automatique-ment sur le platine lorsqu'il se renchérit, grossissant ainsi le phénomène de hausse. En toute logique, ces fonds prendront leurs bénéfices dès que la tendance mar-quera le pas, et ils amplifieront cette fois le mouvement de repli...

#### Des stocks réduits

Si une interruption des livraisons de ce pays reste fort improbable, il est cependant risqué pour les industries consommatrices d'avoir des stocks réduits. C'est le cas pour la plupart d'entre elles, qui s'approvisionnent « de la main à la bouche », c'est-à-dire au coup par coup sur le marché en fonction de leurs besoins du moment. Une stratégie avantageuse lorsque l'offre connaît une stabilité de volumes et de prix, mais qui peut se révéler très coûteuse lorsque les prix. comme ces jours derniers, connaissent un accès de fièvre imprévisi-

Cela étant, la conjoncture du platine vient conforter la tendance de fond annoncée en mai par la firme britannique Johnson Matthey, qui parle dans son rapport « Platinum 1992 » d'une « amélioration probable de l'équilibre entre l'offre et la demande » et d'un a renforcement progressif des prix, qui devrait se confirmer d'ici le troisième trimestre de 1992». Si le marché n'entrevoit pas encore ses prix d'il y a deux ans (472 dollars l'once, en moyenne, pendant l'an-née 1990), il semble que le creux de la vague soit oublié.

Au comptoir de négoce Lyon-Alemand, on note l'existence d'un potentiel d'augmentation de la consommation de platine dans l'in-dustrie automobile européenne. Pour une raison simple : c'est le le janvier 1993 qu'entrera en vigueur la réglementation antinollution sur tous les véhicules de plus de 1 400 cm3 dans la Communauté. Le platine trouvera un débouché substantiel dans la fabrication des pots catalytiques.

En outre, l'augmentation programmée de la production sud-africaine dans les prochains mois est remise en cause, soit que les plans d'investissements aient été ralentis, soit qu'ils aient été purement et simplement stoppés. Aussi devrait-on revenir à un certain équilibre en termes d'offre et de demande. D'autant que les Russes ne semblent pas être, cette année, très agressifs sur les marchés, comparé à l'an passé. Ils avaient écoulé, en 1991, quelque 1,1 million d'onces sur les marchés occidentaux, provoquant de sérieux ravages sur les prix. En rythme annuel, leurs ventes des cinq premiers mois de l'année représe une moyenne de 500 000 i 600 000 onces, un volume jugé plus « raisonnable ».

Le principal motif d'inquiétude vient du Japon, actuellement le premier consommateur mondial de métal blanc, tant pour la joaillerie que pour les placements. La situation de non-reprise qui prévaut dans ce pays est de mauvais augure pour les ventes de platine. Aussi l'emballement du marché pourrait-il n'être qu'un feu de paille qui aura stimulé la spéculation, sans effet majeur sur l'économie du sexteur.

### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Dernière carte aux Etats-Unis

midi, un coun de massue s'abattait sur les milieux financiers et économiques des Etats-Unis, et, il faut le dire, sur l'ensemble de la planète : le taux de chômage américain, au lieu de fléchir en juin, passait de 7,5 % à 7,8 % de la population active, chiffre le plus élevé depuis trente ans, et on annonçait 117 000 suppressions d'emplois, au lieu des 70 000 à 90 000 créations escomptées. Un sale coup pour la croissance économique et pour les chances de réélection du président Bush en novembre.

La Réserve fédérale, déjà adjurée, par ce même président, d'assouplir sa politique, réagissait au quart de tour en abaissant, aussitôt, son taux d'es-compte d'un demi-point, à 3 %, au plus bas depuis 1964 et la septième diminution depuis la fin de 1990. Pour la Banque centrale, l'inflation, d'environ 3 % par an à l'heure actuelle, n'est pas à craindre. Aussitot, elle a abaissé de 3,75 % à 3.25 % son taux directeur sur le marché interbancaire, tandis que les banques ramenaient leur taux de base de 6,50 % à 6 %.

"Trop tard pour faire sentir ses effets avant l'élection présidentielle », commentaient les analystes. En tout cas, les Etats-Unis ne manqueront pas de demander à l'Allemagne d'en faire autant, lors de la réunion du groupe des Sept du 6 au 8 juillet à Munich. La réponse est déjà connue : c'est non. « Nous repousserons les offres de nos partenaires, et ne baisse-rons nos taux d'intérêt que lorsque les conditions économiques le permettroni», a déclaré par avance le gouvernement allemand.

#### Placement de nouvelles émissions

A Paris, le MATIF a accueilli avec faveur l'abaissement des taux américains, notamment celui du rendement des emprunts à long terme, revenu à 7,63 % pour le trente ans. Sur notre marché, le cours de Léchéance septembre est passé de 107,36 à près de 108 (107,92), le rendement de l'OAT à dix ans revenant de 8,80 % à 8,71 %. Outre la décision américaine, la clôture de limitant à des OAT 9.5 % 1998 (six l'offre d'échange du Trésor (voir plus ans). La série du Trésor n'attendait loin), opération qui avait provoqué que 3 milliards de francs environ, des ventes de couverture sur le peut-être 5 milliards de cette seconde

et provoqué un retour des étrangers.

réchauffement a été favorable au pla-cement de nouvelles émissions, avant le grand calme de l'été. Le Trésor a levé, sans difficultés, 10 milliards de francs d'obligations assimilables (OAT), lors de son adjudication mensuelle du 2 juillet, dont 5,75 milliards de francs sur la ligne à dix ans (2002) et 4,21 milliards de francs sur la ligne à trente aux cette dernière ayant été assez recherchée par les non-residents. S'y ajoutent 2,3 milliards de soumissions non compéti-tives des spécialistes en valeur du Trésor (SVT). Les rendements, naturellement, se sont inscrits en hausse, mais pas trop: respectivement 8,77 % et 8,74 % contre 8,72 % le mois dernier. Sur sept mois, le Trésor aura donc

levé un peu plus de 82 milliards de francs sur les 136 milliards de francs de son programme domestique, aux-quels s'ajoutent 26 milliards de francs d'émissions en écus. Il est donc un peu en avance sur son calendrier théorique (79 milliards de francs). Les premiers résultats de l'offre géante d'échange sur fonds d'Etat, lancée le 19 juin sur 45 emprunts d'un montant de 140 milliards de francs, sont tombés : au la juillet, 45 milliards de francs de titres, en nominal, ont été apportés par les investiseurs institutionnels, sur 83 milliards de francs qui leur étaient offerts, soit un taux d'échange de 54 %, assez inespéré pour les services du Trésor, qui tablaient sur 25 % à 35 %. Les gestionnaires insti-tutionnels, très logiquement, ont choisi la liquidité, se portant à hau-teur de 17 milliards de francs sur l'échéance 1998 (auparavant assez peu chargée en remboursements), 20 milliards de francs sur l'échéance 2003 et 12 milliards de francs sur l'échéance 2008.

résultats de l'offre d'échange faite aux personnes physiques, qui porte sur 57 milliards de francs d'obligations d'Etat, dont la durée de vie ne dépasse pas fin juillet 1994, l'offre se ÉRIC FOTTORINO | MATIF, et la rumeur d'un abaisse- partie de l'OPE, les particuliers se

Jeudi 2 juillet, en début d'après- ment prochain des taux britanniques, souciant beaucoup moins de la liquiont nettement réchauffé l'atmosphère dité et conservant le plus souvent leurs titres, jusqu'à l'échéance finale. Sur le marché obligataire, ce D'autre part, les réseaux des banques ont perdu la main pour placer des

emprunts d'Etat. Pendant que l'enquête de la COB se poursuit sur les conditions dans lesquelles a été annoncée l'OPE le 19 juin, certains font observer que les gonflements subits des transactions effectuées, les semaines précédentes, sur des lignes d'emprunts offerts à l'échange, et habituellement peu négociées, s'expliquent par les ventes et rachats de SICAV avant et après le détachement du coupon, souvent pour des raisons fiscales.

Cette même semaine, le Crédit national, sous l'égide de la Société générale, et Floral, faux nez du Crédit local de France, ont levé chacun 1 milliard de francs, à des taux nominaux de 9 % et 9,30 %, dans des conditions assez satisfaisantes, surtout le Crédit national les taux nominaux en question étant jugés assez attractifs, leur montant réduit, et le marché des émissions s'apprétant à fermer ses pontes pour l'été, après l'OPE géante du Trésor et l'adjudication d'OAT. L'emprunt de la Caisse de refinancement hypothécaire sera sans doute le dernier avant le chômage total du 15 juillet au 15 août.

L'actualité de la semaine dernière ne nous avait pas permis d'évoquer l'indignation de la Société générale après la décision, prise par l'agence de notation Moody's, de placer sous surveillance, en vue d'un éventuel abaissement (downeroding), la notation de la dette à long terme de la banque classée «triple A». Motifs avancés par l'agence : « l'impact, à long terme, des changements structurels du système bancaire français sur la rentabilité de la Société générale, ses risques d'achats et ses fonds pro-Le 16 juillet, on connaîtra les pres ». Les dirigeants de l'établissement ont fait valoir qu'il jouit de la meilleure rentabilité du capital des banques françaises, qu'il est très peu présent sur les grands risques bancaires, et que ses engagements sui l'immobilier sont inférieurs à 10 milliards de francs. Tout le monde ne peut pas en dire autant!

FRANÇOIS RENARD

# Le Monde

En Tchécoslovaquie

# M. Vaclav Havel n'a pas été réélu président de la République fédérale

vaques à l'Assemblée fédérale. aidés par las communistes et l'extrême droite tchèques, ont, comme prévu, empêché vendredi 3 juillet la réelection du président Vaciav Havel à la tête de la fédération tchèque et siovaque. Plus de la moitié des trois cents députés du Parlement de Praque se sont prononcés à deux reprises contre sa reconduction. Un nouveau scrutin aura lieu le 16 juillet.

PRAGUE

correspondance

La « surprise » qu'avait espèré M. Vaclav Klaus, le nouveau premier ministre tchèque - dans une interview au quotidien conservateur Telegraf. - ne s'est donc pas produite. Conformement à leurs intentions, les trois formations nationalistes slovaques qui ont gagne les élections de juin - le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), les ex-communistes et les indépendantistes ont voté contre la candidature du président Havel.

Seul candidat à la présidence, il a obtenu 22 voix au premier tour (il en fallait 45) dans la moitié slovaque de la Chambre des nations. Dans la partie tchèque, qui vote séparément, 47 députés se sont prononcés pour M. Havel. Dans la Chambre du peuple. le seuil des trois cinquièmes n'a pas non plus été franchi avec seulement 79 voix pour, sur les 90 nécessaires. Au second tour, la majorité absolue requise n'a pas été atteinte dans la partie slovaque de la Chambre des nations, où seuls 18 députés ont voté pour M. Havel (38 étaient nécessaires). Sa réélection a été acquise de justesse dans la partie tchèque avec 45 voix pour et, dans la Chambre du peuple, avec 80 bulletins favo-

#### Manifestation devant le Parlement

L'échec de M. Havel dans sa conquête d'un troisième mandat présidentiel, hien qu'attendu, a toutefois été plus sevère qu'escompté. Le président l'a d'ailleurs reconnu dans une déclaration publice après l'annonce des résulZantovsky, de profondes divergences autour de la personne de M. Havel. Elles temoignent également d'une polarisation de plus en plus importante. » Les communistes tchèques, qui, selon leur président Jiri Svoboda, «n'avaient pas reçu de consigne », ont voté en majorité contre le président Havel, comme les républicains tchèques (extrême

Le leader d'extrême droite Miroslav Sladek, le seul à avoir applaudi à l'annonce de la non-réélection de M. Havel, a été vivement pris à partie à son départ du Parlement par des manifestants pro-Havel. Des centaines de ceux-ci avaient stationné toute la journée devant le bâtiment. Alors qu'un grand nombre d'élus ont préféré sortir de l'Assemblée par une issue dérobée, M. Slavek a été

foule jusque dans le métro. Le président Havel, bien que non réélu, demeure chef de l'Etat tchécoslovaque. Il le restera jus-qu'au 3 octobre, comme le prévoit Constitution, si aucun autre candidat ou lui-même ne sont élus lors d'un prochain scrutin. Le 16 juillet, une nouvelle élection, avec des candidats différents, aura lieu à l'Assemblée fédérale.

> Une solution de compromis

Le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus, qui a proposé la candidature de M. Havel – « la seule personnalité ayant une stature d'intégration et de stabilisation dans la société» - ne présentera pas d'autre candidat.

L'ODS, qui a insisté, contre

apostrophé, frappé et poursuivi par l'avis du HZDS de M. Meciar, du président flavel de six mois ou pour organiser le deuxième tour le même jour afin d'éviter tout « marchandage autour de la personne de M. Havel », s'est félicité de la «clarté de la situation».

> Le mouvement de M. Meciar n'a pas encore défini son attitude au sujet de la prochaine élection présidentielle, selon un de ses cinq représentants au gouvernement fédéral. Ce parti, conscient des dangers d'une réaction imprévisible de la société tchèque après l'affront infligé à M. Havel, qui jouit du soutien de 60 % de la population en Bohême et en Moravie, semble montrer des signes d'apaisement. Une solution de compromis, délà proposée par l'ODS lors des négociations sur la formation du gouvernement fédéral, consisterait à voter la prolongation du mandat

d'un an, jusqu'à la partition de la Tchécoslovaquie en deux Etats indépendants.

La possibilité que le mandat de M. Havel s'achève début octobre, à la date où la décision sur la partition du pays devra être tombée, n'est pas pour déplaire à la droite tchèque. Cela éviterait à M. Havel de devenir le liquidateur de la Tchécoslovaquie, ce qu'il ne veut pas être, et lui permettrait de répondre favorablement à l'offre faite par l'ODS d'occuper le poste de président tchèque que devrait créer lu prochaine Constitution, dont la rédaction est une priorité du gouvernement de.M. Klaus.

MARTIN PLICHTA

### L'homme de la «révolution de velours» a chuté sur l'affaire slovaque

BRATISLAVA

de notre envoyée spéciale

Il ne s'est guère trouvé d'homme politique slovaque pour pleurer, vendredi 3 juillet au soir, la première défaite électorale du président Vaclav Havel, Seul son ami Jan Carnogursky, ex-dissident catholique, premier ministre de Slovaquie jusqu'à ces dernières semaines et lui aussi battu aux élections - législatives, - est apparu amer, relevant que c'était bien, cette fois, «la fin de la révolution de velours ».

Pour les autres, l'échec de M. Havel n'est que l'aboutissement d'un malaise qui s'est aggravé au fil des mois entre le chef de l'Etat tchèque et la Slovaquie. Personne ici n'est surpris : déjà, cette semaine, plusieurs journaux slovaques avaient vu dans le voyage de M. Havel à Bratislava mercredi ala dernière visite du président Havel en Slovaquie... ».

Personnage exceptionnel qui a fasciné l'Europe après avoir fait tomber le régime communiste dans son pays, le président philosophe aura donc chuté, sauf retournement surprise, sur l'affaire slovaque. Paradoxalement, il est pourtant l'un des rares hommes politiques tchèques de sa génération à avoir tats. A C. es elections montrent, a | mené une véritable réflexion sur la ques accordent de plus en plus vaques comme une manœuvre de estimé son porte-parole Michael | question slovaque, comme en d'importance à la question natio- Prague, accroît considérablement la Editions de l'Aube, 1992, 164 p., 92 F.

témoigne l'analyse détaillée qu'il consacre au problème dans un livre écrit sur sa présidence, Méditations d'été (1). Tout en s'y déclarant profondément tchécoslovaque es fédéraliste, M. Vaclay Havel reconnaît la légitimité des aspirations slova-ques. « Les Tchèques, écrit-il notamment, ont toujours conçu la Tchécoslavaquie, beaucoup plus que les Sloraques, comme leur Etat. Et ils l'ont conçu comme tel parfois si égoïstement, si dédaigneuser ovec un tel manque d'égards, qu'ils ont précisément poussé les Slovaques à ne pas concevoir la Tchécos-

#### Une série d'impairs

vaquie comme leur Etat. v

Mais, rétorquent les Slovaques, tout cela il l'a compris trop tard. « M. Havel a une compréhension philosophique, intellectuelle, de la Slovaquie, mais il n'est pas arrivé à la transposer dans la réalité », juge M. Milan Knazko, qui fut son conseiller tout au début de son premier mandat présidentiel et vient de devenir ministre slovaque des affaires étrangères.

Le premier malentendu entre Bratislava et M. Havel naît dès le début du nouveau régime en 1990; libérés du communisme, les Slova-

nale. A Prague, tout est à faire, et' les nouveaux dirigeants, débordés, voient là un problème secondaire qu'ils remettent à plus tard; le président Havel consacre sa première visite officielle, hautement symbo-lique, à l'Allemagne, ignorant Bra-tislava, qui l'attendait. Lorsqu'en leur parle de montée du nationalisme en Slovaquie à cette époque, les dirigeants tchèques ne veulent y voir qu'une manipulation de communistes assoissés de revanche. M. Havel va pourtant essayer de s'atteler à la tâche dans le courant de l'année 1990, mais les Slovaques ont déjà mai vécu un premier conflit avec les Tchèques, celui de la «guerre du trait d'union» à propos du nouveau nom de la fédération. Alors que les deux Républiques se lancent dans de longues procédures sur la transformation de fédération, la popularité du président baisse en Slovaquie.

Conscient du fossé qui se creuse, il crée, en mars 1991, une antenne de la présidence à Bratislava. Mais la plus grosse erreur, sans doute, est commise précisément à ce moment-là, lorsque, avec la béné-diction de la présidence, les amis politiques slovaques de M. Havel renversent à Bratislava le gouvernement de M. Vladimir Meciar. Cette opération, perçue par les Slopopularité de M. Meciar, qui, en échange, en gardera une rancune éternelle à l'égard du président. Et le lui fait payer à présent.

Au cours de la campagne pour les élections législatives du 5 juin dernier. M. Havel semble avoir de plus en plus perdu le contact avec la réalité slovaque. Ses appels à l'unité restent bien entendu sans effet et ses dernières déclarations depuis les élections manquent de souffle et d'imagination. Désemparé, son entourage est divisé sur la marche à suivre à l'égard de la présidence fédérale, et M. Havel, après avoir assuré qu'il ne présiderait pes à la liquidation de la Tchécoslovaquie, en vient à envisager de devenir président de la seule République tchèque...

Selon les derniers sondages, seuls 18 % des Slovaques souhaitaient le garder comme président fédéral; depuis six mois, d'après l'Office des statistiques, la popularité de M. Havel en Slovaquie était en fait tombée à 20 %. Comment certains de ses collaborateurs pouvaient-ils se bercer d'illusions au point d'avancer des chiffres de 60 % sortis d'on ne sait où?

SYLVIE KAUFFMANN

Dans un manifeste « Pour l'avenir de la langue française »

### Deux cent cinquante personnalités demandent à M. Mitterrand de réagir contre le « tout-anglais »

d'Etat, quelques décideurs se sont mis en tête de faire renoncer la france à sa langue et de la faire parler anglais ou plutôt américain. » Ainsi commence le « Manifeste pour l'avenir du français » (1) que deux cent cinquante personnalités intellectuelles ou politiques, de quasiment tous les bords, s'apprétent à adresser au président de la République, au gouvernement et aux députés et sénateurs.

Ce texte - dont l'initiative revient à l'essayiste Dominique Noguez (auteur de la Colonisation douce, éditions du Rocher, 1991) et qui a été signé aussi bien par les philosophes Régis Debray et Alain Finkielkraut que par l'ancien ministre Jack Ralite, l'académien Jean Dutourd, le président de France-Plus Arezki Dahmani, l'ac-trice Marie-Christine Barrault ou les romanciers Philippe Sollers, Hector Biancotti et Max Gallo énumère une série de serteurs d'où le français « est de plus en plus souvent banni en France » : entreprises « de pointe », colloques orga-nisés avec des fonds publics, tra-vaux du Centre national de la recherche scientifique, films à capitaux françuis, etc.

Selon les signataires – parmi les-quels on retrouve aussi bien Etiem-bie (auteur, dès 1973, de Parlez-vous franglais?) que des hauts fonctionnaires (Jean-Marie Bor-zeix, directeur de Franco-Culture), des diplomates en exercice (un membre du cabinet du secrétaire inéral des Nations unies) ou des écrivains étrangers tels le Roumain Virgil Tanase, le Québécois Gaston Miron et le Marocain Driss

« Jusqu'au sein de l'appareil Chraïbi ou encore le chanteur France participe à la construction camerounais Francis Bebey – les partisans du «tout-anglais» en france sont de plus en plus entre-prenants et contribuent à faire douter de leur langue les Français et à foranter son crédit dans d'au-

Rappelant que le français est, à égalité avec l'anglais, le seul idiome de travail de la majorité des grandes organisations internationales et que « les trois quaris du commerce extérieur de la France ont lieu avec des nations non anglo-phones», les auteurs du Manifeste se déclarent « pour l'Europe» et estiment que, esi celle-ci ne devait avoir qu'une langue, on voit mal pourquoi ce devrait être celle des Etats-Unis, d'autant plus qu'il existe en Europe plus de franco-phones que d'anglophones».

#### « Antodestruction collective »

Devant le « travail d'autodestruc-tion collective » des promoteurs du tout-anglais, les signataires pensent que, sans réaction politique rapide, « nous allons nous retrouver dans la situation du Québec il y a trenie ans, obligés à de longues et diffi-ciles luttes pour reconquerir le droit de travailler dans notre langue ».

Plusicurs des personnalités grou-pées autour du Manifeste sont déjà à l'origine de l'amendement consti-tutionnel adopté récemment par le Parlement et consacrant le fait que « la langue de la République est le français ». Seule l'opposition – ou le pon-intérêt » du souvernement a le non-intérêt – du gouvernement a empêché qu'il soit précisé que « le français est la langue de l'enseigne-ment et du travail » et que « la

d'une communauté francophone internationale», ce dernier point, selon le Manifeste, étant « non moins nécessaire que la construction de l'Europe ».

Afin d'enrayer l'évolution stig-matisée par les deux cent cin-quante signataires, ceux-ci deman-dent à M. Mitterrand d'agir sans tarder dans cinq directions : diver-sifier l'apprentissage des langues étrangères en France «en organisant réellement l'égalité de leur enseignement»; « accroître la place de l'information et de la création audiovisuelle d'expression française en France et dans le monde »; « assurer l'usage effectif du français à tous les niveaux des institutions européennes et ne plus accepter les interprétations [linguistiques] partisanes de certains commissaires ou juges »; inscrire dans la Constituque «le français est la langue de l'enseignement et du travail» et que la France « participe à la construction francophone »; trans-former la loi du 31 décembre 1975 sur l'emploi du français en France, et l'appliquer effectivement.

Au moins sur ce dernier point, le «groupe du Manifeste» devrait avoir bientôt satisfaction, puisque Mu Catherine Tasca, secrétaire d'Etat aux relations culturelles extérieures et à la francophonie, nous indiquait dernièrement qu'elle travaille à élargir le champ de la loi Bas-Lauriol de 1975. JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Les adhésions sont reçues à l'asse ciation Avenir de la langue française, 33, boulevard Exelmans, 75016 Paris.

#### Par sooci d'économie et d'équité Le gouvernement belge supprime le service militaire

Le gouvernement beige a adopté, vendredi 3 juillet, un e plan de restructuration » de l'armée qui prévoit le suppression de la conscription à partir de janvier 1994, avec, en 1993, un service militaire réduit à huit mois pour les derniers appelés. Un débat s'est insteuré sur la création d'un service civique, mais aucune décision n'a été prise à ce sujet. BRUXELLES

de notre correspondant

Des soucis d'économie mais aussi d'équité (les exemptions étaient très nombreuses) sont à l'origine de la suppression de ce qu'on appelle ici suppression de ce qu'on appelle ici a milice», par opposition à une armée de métier forte de 48 000 hommes. Celle-ci devrait être tamenée à un effectif de 40 000 en quelques années, avec un budget de la défense qui resterait bloqué à un peu moins de 100 milliards de francs belges (16 milliards de francs français) jusqu'en 1997.

Actuellement le force terrestre

Actuellement, la force terrestre comprend 31 500 soldats de métier et l'aviation 13 000. Le reliquat se trouve dans les services médicaux et une marine forte de queiques frégates une marine torte de quelques frégates et dragueurs de mines. Le souci des autorités est de maintenir un niveau d'effectifs et d'armement qui permette zu royauroe d'a honorer ses engage ments auprès des grandes organisa-tions internationales: ONU et OTAN ». La Belgique a participé, par exemple, aux opérations de la force internationale pendant la guerre du Golfe. Elle souhaite entrer dans l'eurocorps créé par la France et l'Alle-magne, mais elle voudrait que cela puisse se concilier avec ses engage-ments dans le cadre de l'OTAN, sans JEAN DE LA GUERIVIÈRE

### A Brest M. Lalonde dialogue avec l'UDF

de notre envoyé spécial

«Je n'ai pas de difficulté à tra-vailler avec les libéraux sociaux », a affirmé M. Brice Lalonde, vendredi 3 juillet, à Brest, devant l'université d'été des adhérents directs de l'UDF. dont il était l'invité vedette. L'ancien ministre de l'environnement, désormais nartisan d'une alliance des a veris », des a roses » et des a bleus ». opposé principalement à M. Alain Madelin, député d'lile-et-Vilaine et président du Centre international de recherche sur les problèmes de l'envirecherche sur les problèmes de l'envi-ronnement, que toute sa démarche politique s'était inscrite, depuis plus de vingt ans, contre le nationalisme, l'étatisme et le productivisme. « Pour moi, le PS est derenu libéral. Je ne suis pas d'accord avec M. Madelin lorsqu'il continue d'agiter le socia-lisme comme un épouvantail », a-t-il ajouté, avant de rappeler que son interlocuteur avait a fait arrêter Superphénix » lorsqu'il était en charge du ministère de l'industrie.

M. Madelin a distingué deux types d'écologisme: l'un, dont il se réciame, qui serait fondé sur le principe de responsabilité; l'autre,dont «le caracière utopique risque de nous entraîner, comme le socialisme, vers un certain dirigisme». Député des Hauts de Seine et secrétaire général du Parti social-démocrate (PSD), M. André Santini a regretté l'attitude de l'opposition : «Nous avons un peu trop pris l'habitude de sous-tralier les problèmes, l'immigration au Front national et l'environnement aux écologistes. »

77.7

398

Interrogé par M. Pierre-André Wiltzer, délégué général des adhé-rens directs de l'UDF et député de l'Essonne, sur l'avenir des écologistes en politique, le président de Généra-tion Ecologie a affirmé, sous les annéaudissements d'une salle appreapplaudissements d'une saile appa-remment séduite : « Je suis là pour manger le PS et l'UDF, ».

JEAN-LOUIS SAUX



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS

### SOMMAIRE

### DATES

Il y a quarante ans : la création de l'échelle mobile des salaires ..

Le sommet du G7 à Munich... Echec de la visite de lord Carring-Algérie : un entretien avec M. Alt Pérou : trois mois de « coup d'Etat

### POLITIQUE

Référendum sur le traité de Maastricht : le « oui personnel » de La préparation du congrès extraor-

dinaire du PS..... Livres politiques : « Les raisons de l'Etat », par André Laurens ....... 6

### SOCIÉTÉ

Les manifestations des chauffeurs L'enquête sur l'assassinat d'un dirigeant de l'OLP à Paris ............ 8 Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Sports: un entretien avec M. Hein

Verbruggen, président de l'Union Les championnats de tennis de

### HEURES LOCALES

 Les mécomptes de Briançor L'aménagement de l'Ill en question . Jour de fête à Méru . Jeu de rôle du préfet et des élus e La RATP déménage e Sous la terrasse, l'autoroute... e La décentra-lisation à l'épreuve du temps e Débat : «Pes d'hovercraft au Mont-Saint-Michel», par Jacque-line Mehous. 9 à 14 line Nebous .....

### CULTURE

Cinéma : Caucase, écrans en état de guerre... Photographie : l'intrusion du fan-Musique: inquiétude pour l'Olym-

Les malheurs d'un conservateur de musée tchèque ..... 16 La mort de Maurice Le Lennou.. 16 ÉCONOMIE

### L'accord à l'UNEDIC ..

Le gel du programme du FMI en faveur de la Côte-d'Ivoire........ 18 La manifestation des agriculteurs contre la mévente des légumes 18 Enquête : les pays riches et l'insaisissable reprise..... Revue des valeurs Crédit, changes, grands mar-

### COMMUNICATION

'augmentation du prix de Libéra-La décision du Comité national contre le tabagisme à propos de la diffusion télévisée du Grand Prix 

### Services

Abonnements Carnet ... Météorolog Mots croisés 17 La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »

Le numéro du « Monde daté 4 juillet 1992 s été tiré à 483 574 exemplaires